

**Silence**  
N°278  
279  
Janvier  
2002  
6 €  
10 FS

# Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## Alternatives en Normandie

**Nord-sud**  
Défaire le  
développement,  
refaire le monde!

**Guerre**  
Liberté 0 %  
**Dormez tranquille**  
Tittytainment





Dossier

## Alternatives en Normandie

Energie  
**L'armada des bateaux solaires**

Energie  
**Combat pour les éoliennes**

Agriculture bio et énergies renouvelables

**La ferme des chèvres dans le vent**

Approche holistique  
**Gourmand' Grain**

### Brèves

- |                  |                               |                   |
|------------------|-------------------------------|-------------------|
| 8 Energies       | 26 Consommateurs              | 42 Vivre ensemble |
| 12 Politique     | 27 Education                  | 43 Culture        |
| 13 Environnement | 29 Paix                       | 46 Habitat sain   |
| 20 Agriculture   | 33 Solidarité internationales | 52 Nucléaire      |
| 22 Santé         | 34 Solidarité locales         | 53 Médias         |
| 25 Bio           |                               |                   |

Le bien contre le mal  
**Liberté 0 %**  
*de Madeleine Nutchey*

Appel à repentance  
**Je n'ai pas assez consommé assez !**  
*de François Brune*

Dormez tranquille  
**Tittytainment**  
*de Philippe Laporte*

- |                 |              |                  |
|-----------------|--------------|------------------|
| <b>Brèves</b>   | 62 Paix      | 73 Santé         |
| 55 Alternatives | 64 Nord-Sud  | 74 Environnement |
| 58 Société      | 66 Nucléaire |                  |
| 60 Annonces     | 69 Energies  | 84 Livres        |
|                 | 70 Femmes    | 86 Courrier      |

Non-violence  
**Comment se former à la non-violence**

Paix  
**Les brigades de paix internationales**

Vivre ensemble  
**La maison d'ici et d'ailleurs**

Vivre ensemble  
**La maison écologique**

Cancer  
**La Hague, fille ainée du nucléaire**  
*de David Bailey*

Après développement  
**Pour en finir, une fois pour toute, avec le développement**  
*de Serge Latouche*

Si on parlait humain, plutôt qu'économie  
*de François de Ravignan*

## Aux lectrices et lecteurs de Normandie

Depuis 1982, la revue Silence essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité.

En 2001, après près de 20 ans de fonctionnement, la revue est devenue une des plus importantes dans le domaine de l'écologie politique en France. Elle est animée par des bénévoles même si une certaine professionnalisation a eu lieu avec cinq salariés à temps partiel.

En 1997, nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Nous en avons ainsi publié pour l'Alsace (n°218), la Bretagne (n°259/260), le Limousin (n°265/266), le Rhône (n°272/273). Voici venu le tour de la Normandie.

Si vous découvrez Silence avec ce numéro, précisons que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro double, avec un dossier thématique en première partie (voir les numéros disponibles en avant-dernière page). Sachez enfin que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bios et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

## Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est «trans-  
L

versal» dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe en Normandie. Nous faisons le choix de publier le maximum d'adresses, chacun pouvant y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives.

De nombreuses adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celle-ci. Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par un spécial Isère en été 2002 (n°285/286). Pour la suite, ce devrait logiquement être soit au nord-est soit au sud-ouest.

La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés par un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

# S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

📞 Renseignements

04 78 39 55 33 le jeudi

📧 Diffusion - Comptabilité - Abonnements

04 74 07 08 68 le mardi

📧 Rédaction

04 78 39 55 33 le mercredi

✉ Virements bancaires

CCP 550 39 Y LYON

✉ Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN

Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1<sup>er</sup> trimestre 2002

Tirage : 6700 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Sylviane Poulenard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Administrateur : Xavier Sérédine

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires de

rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et abon-

nements : Michel Jarru Documentaliste : Julie Rougier

Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et

fêtes : Raynald Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-

Claude Galté, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard,

Mimmo Pucciarelli Conseillers scientifiques : Roger

Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri

Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe,

Lebre, Mahlen, Mutio, Xavier Veas, Véesse Iconographie :

Madeleine Nutchey, Michel Bernard Correcteurs : Raymond

Vignal, Françoise Weité Expédition : Mélanie Combes,

Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin,

Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez,

Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam

Travostino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges

David, René Hamm, Christian Jacques, José Oria, Mireille

Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro : Aaargh, David

Boilley, Christel Braconnot, François de Ravignan, Jean-

Luc emo, Alexandre Esteban, Greenpeace, André

Larivière, Serge Latouche, Pascale et Thomas Levacher,

Jean-Marc Luquet, François-Marie Michaux, René Mulot,

Yvan Saint-Jours, Jean-Paul Thorez.

Couverture : Concept Hélios Propulsion.

## Venez nous voir !

### N°280 - février

Comité de clôture des articles

samedi 15 décembre à 14 h

(clôture brèves : mercredi 2 janvier à 12 h)

Expédition

vendredi 18 janvier de 14 h à 21h30

### N°281 - mars

Comité de clôture des articles

samedi 26 janvier à 14 h

(clôture brèves : mercredi 30 janvier à 12 h)

Expédition

vendredi 15 février de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer.

Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

## Bulletin d'abonnement page 87

# Réponses de Normands

**E**n intégrant la Loire-Atlantique dans notre spécial Bretagne, nous n'avions fait que des heureux. Nous ne savions pas qu'en choisissant de faire un spécial Normandie, nous allions nous trouver face à deux régions séparées administrativement, mais aussi, de fait, au niveau de la convivialité. Les militants que nous avons rencontrés ignorent pour la plupart ce qui existe dans la région voisine et réciproquement (1).

De même, nous avons découvert le poids énorme de la Seine-Atlantique, qui avec Rouen, Le Havre, le couloir industriel de la Seine et de très nombreux villages colonisés par les Franciliens, pèse de tout son poids démographique (2). A l'autre extrémité, la Manche et l'Orne pourraient faire figure de campagnes tranquilles si ces dernières n'étaient, aujourd'hui, tout aussi riches en alternatives que les grandes cités.

Nous arriverons donc dans la région, en bateau solaire, par la Seine, pour ensuite nous promener sur les falaises du pays de Caux où se cachent des centrales nucléaires que l'on pourrait remplacer par des fermes éoliennes. Nous avons privilégié une fois encore des démarches au carrefour de plusieurs pratiques comme Pascal et Valérie, agriculteurs bio alimentés par une éolienne ou Gourmand'Grain, un magasin de Rouen qui abrite de nombreuses activités de santé. Cette région, marquée par le débarquement de 1945, accueille deux prestigieuses initiatives en faveur de la non-violence, l'IFMAN et les Brigades de paix internationales. La Maison d'ici et d'ailleurs propose un lieu de formation à différentes pratiques de développement personnel, tandis qu'autour de la revue *la Maison écologique* se développe un pôle d'activités liées à l'habitat sain. Autant de pistes pour découvrir la Normandie qui, de la baie du Mont-Saint-Michel à l'ouest à Vernon à l'est, de Dieppe au nord à Alençon au sud, nous montre une unité que la République a bizarrement coupée en deux.

**Michel Bernard ■**

(1) Exception notable : les espérantistes qui sont structurés au niveau d'une seule région.  
(2) Il y a autant d'habitants en Seine-Maritime (1,3 million d'habitants) que dans l'ensemble de la Basse-Normandie (trois départements).

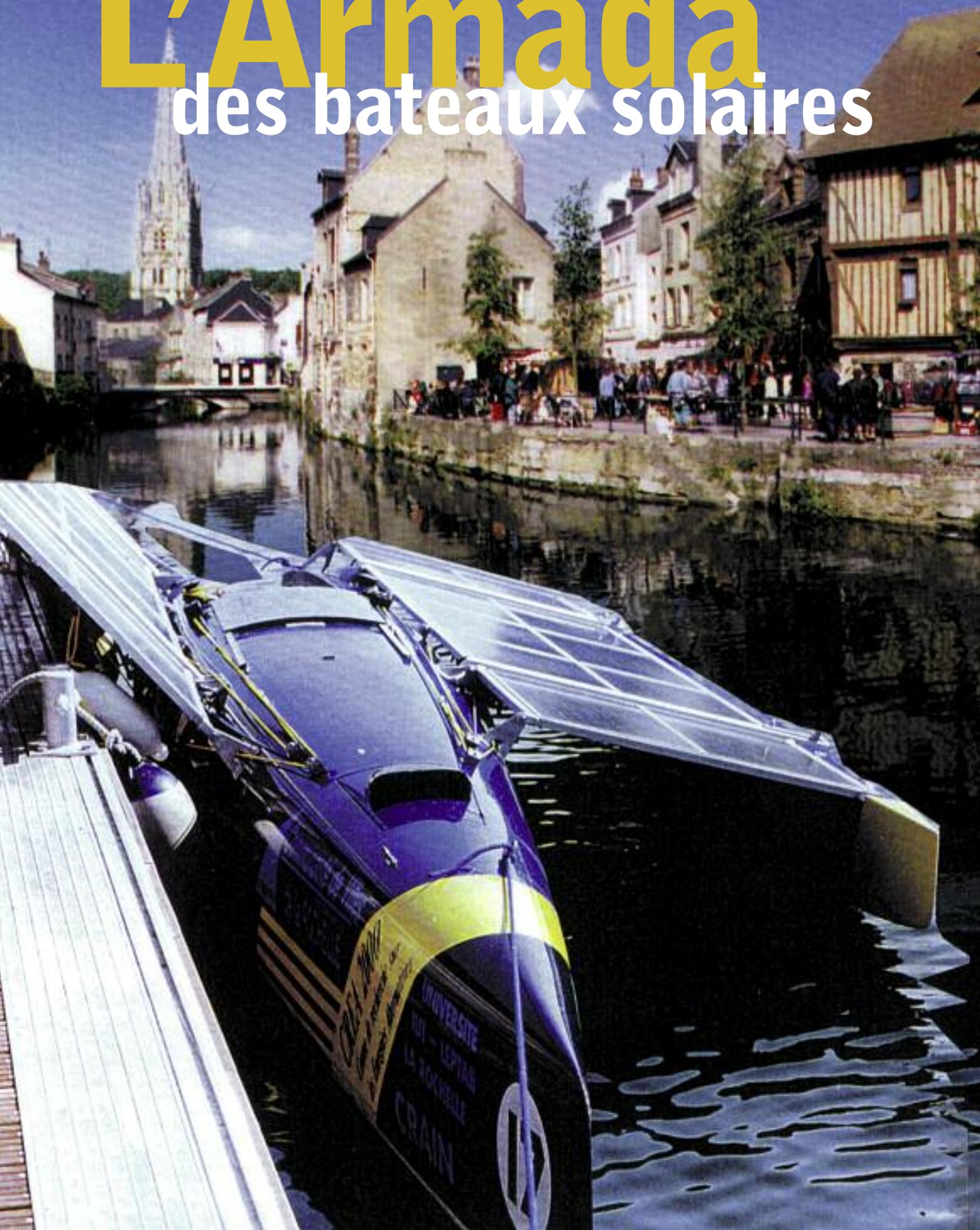
Les articles non-signés de ce numéro sont de Michel Bernard.



Energies

# L'Armada

des bateaux solaires



## Tous les quatre ans, à Rouen, l'Armada rassemble les plus beaux voiliers du monde. Mais depuis 1999, l'Armada accueille également un rassemblement de bateaux solaires.

Tout commence au début des années 90, entre passionnés de bateaux à voile qui, après plusieurs tours de France et de grandes navigations en Méditerranée, ont souvent remarqué le manque de vent les obligeant soit à rester immobile ou bien à avoir recours au groupe diesel, ce qui ne les satisfaisait pas. Poué la plupart, les bateaux de plaisance comportent déjà de petites éoliennes ou des capteurs photovoltaïques pour faire fonctionner l'électronique de bord. Ne serait-il pas possible en augmentant la taille des photopiles de concevoir une propulsion électrique ?

Autour de René Mulot, se crée alors, en 1996, l'association *Concept Hélios Propulsion*. L'association fait des recherches dans le milieu du solaire et découvre que des bateaux de plaisance en rivière fonctionnent déjà avec des photopiles principalement en Suisse et en Allemagne.

Des contacts sont pris en particulier avec Mattias Wegmann, un Suisse qui a réalisé un étrange bateau de loisirs à pédales. Celui-ci les met en contact avec plusieurs réalisateurs de bateaux solaires.

### Du Havre à Rouen

Comme Rouen prépare déjà l'Armada du Siècle pour 1999, *Concept Hélios Propulsion* décide d'organiser un rassemblement de bateaux solaires pour suivre la remontée des grands voiliers sur la Seine, du Havre à Rouen. Quatorze bateaux provenant de Suisse, d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne et un premier de France, participent au premier *Défi solaire* de Haute-Normandie. Si c'est un succès technique, le résultat médiatique est modeste car les petits bateaux sont pour le moins masqués par les grands navires.

L'Armada du siècle se passe en été, à un moment où le soleil est à son maximum d'intensité et les critiques ironisent sur les bateaux solaires en estimant que cela ne peut marcher que par très beaux temps.

Piqués au vif, les animateurs de *Concept Hélios Propulsion* lancent alors un nouveau *Défi solaire* qui consistera à traverser la France d'est en ouest, au

nord de la Loire, de Port-sur-Saône (Haute-Saône) à Rouen (Seine-Martime) en descendant la Saône, en empruntant le canal de Bourgogne, puis en descendant l'Yonne et la Seine jusqu'à Rouen... et ceci au printemps, à un moment où le soleil est particulièrement discret.

### 850 km à travers la France

Le trajet est prévu pour 22 étapes, avec le passage de 240 écluses sur 850 km. De nombreux propriétaires de bateaux solaires renoncent devant la durée du Défi, ne pouvant consacrer trois semaines à cette épreuve, mais trois bateaux se lancent quand même dans l'aventure. Le *Vél-eau 12* est un bateau à propulsion humaine qui est complété par des photopiles, il n'est pas prévu pour y vivre, mais uniquement pour le loisir sportif, une dizaine de personnes pouvant regarder le paysage tout en pédalant tranquillement. Le *Basilisk II* (en cou-

verture) est un bateau spécialement conçu à l'occasion du premier défi. Ce trimaran prévu pour accueillir quatre personnes est dimensionné aux largeurs des canaux Freyssinet : 4,80 m de large, et est pliant : les flotteurs se repliant sous la coque du bateau et abritant des roues qui permettent de le tracter sur



Les batteries sur un bateau.

route sans remorque supplémentaire. Le troisième bateau est une pénichette prévue pour six personnes dont la motorisation a été remplacée par un système photopiles, batteries et moteur électrique.

Le *Défi solaire 2001* va connaître effectivement des conditions extrêmes : le départ est donné un matin où il gèle et il faut nettoyer la glace qui s'est formée sur les photopiles, enlever la neige sur le pont des bateaux. Pendant les deux premières semaines, l'ensoleillement est très limité : il pleut presque tout le temps et les crues empêchent parfois les bateaux d'avancer. Partis le 19 avril, ils sont accueillis le 21 au salon nautique de Saint-Jean-de-Losne. Tout au long du canal de Bourgogne, il faudra faire avec les crues : certaines écluses submergées doivent être manœuvrées sous l'eau et l'une d'entre elles s'est même effondrée nécessitant l'intervention d'un camion-grue pour faire franchir l'obstacle à un des trois bateaux.

Le vél-eau 12.



Concept Hélios Propulsion



## ENERGIES

Au niveau de Pouilly, en Côte-d'Or, les bateaux doivent emprunter un tunnel de six kilomètres de long

non éclairé. Les bateaux n'ont pas de problème d'énergie grâce aux batteries, mais doivent s'éclairer pour passer. Le trimaran frotte un peu sur les côtés alors que le bateau classique frotte au niveau des panneaux solaires placés sur le toit.

## Au milieu des crues

Les crues provoquent des dégâts aux parties immergées des bateaux : des troncs d'arbres et des objets emportés par les flots viennent percuter hélices et quilles des bateaux et plusieurs arrêts sont nécessaires pour réparation, mais au prix de longues journées, de l'aube au coucher du soleil, il est possible de tenir le rythme prévu au départ. Téó Schmidt, un technicien suisse spécialiste des hélices, présent sur la course, réalise des réparations miraculeuses à chaque incident.

Le temps devient plus clément en arrivant sur la Seine, mais la crue est toujours là et la traversée de Paris est

*Hydroptère à pédales.*

normalement interdite à la circulation fluviale. Il faut négocier avec la police fluviale qui finalement escorte les trois bateaux, avec obligation pour tous de porter les gilets de sauvetage. Les tourbillons au niveau des piles de pont sont particulièrement éprouvants, mais Paris est passé et déjà les bateaux arrivent à Vernon, en Normandie.

Ils sont accueillis à Rouen, les 12 et 13 mai, pendant la fête nationale du nautisme, par de nombreux clubs nautiques d'aviron ainsi que par l'hydrocycle d'Emmanuel Coindre, qui a traversé l'Atlantique en 2000 et même par un étrange hydroptère à pédale du lycée Vauban de Brest, une sorte de canoë à pédale qui peut décoller de l'eau à grande vitesse pour ne plus reposer que sur un faible ski, atteignant des vitesses de 30 km/heure à la seule force du mollet.

*Avec 6 m<sup>2</sup> de photopiles, on est à une vitesse équivalente à celle de la voile.*

Le défi solaire a été gagné dans les pires conditions. Les bateaux ont montré leur capacité à fonctionner même avec peu de soleil. Ce coup-ci la couverture médiatique a été bonne. Alors qu'une cinquantaine de personnes de Rouen s'étaient portées volontaires pour se relayer sur les bateaux, une vingtaine de personnes enthousiastes se sont jointes au groupe aux étapes pour les aider. L'accueil a été excellent tout au long du trajet, les élus, souvent sceptiques au



*Arrivée du Défi Solaire à Rouen.*

départ, se laissant convaincre après avoir vu passer les bateaux. De même, les mariniers qui étaient souvent au courant par les médias avant de voir réellement les bateaux avaient du mal à imaginer qu'un bateau puisse avancer à cette vitesse uniquement avec quelques panneaux solaires.

Le 14 décembre 2001, *Concept Hélios Propulsion* s'est vu remettre à la préfecture de Rouen le prix du ministère de l'environnement *Quand la planète vous dit merci.*



Concept Hélios Propulsion

## Les bateaux solaires sont fiables

Du côté technique, l'aménagement d'un bateau en solaire revient à environ 100 000 F (15 000 euros) ce qui correspond pour un tiers à 6 m<sup>2</sup> de photopiles, un tiers pour le système de propulsion électrique et le dernier tiers pour les batteries. Vu que l'on n'est pas limité par la place, on pourrait imaginer des bateaux plus puissants en augmentant les surfaces de photopiles, mais cela n'est guère utile : avec 6 m<sup>2</sup> de photopiles on est déjà à une vitesse de déplacement équivalente à la vitesse à la voile.

Dans un bateau, il est possible d'installer des batteries de grande capacité, ce qui n'est pas possible pour les voitures solaires où le poids est un ennemi. De même, on n'est pas limité en gabarit pour les photopiles. Les bateaux solaires du *Défi solaire* se déplaçaient à 8-10 km/h, le bateau à pédale + photopiles atteignant lui les 16 km/h (un cycliste développe une puissance équivalente à environ 2m<sup>2</sup> de photopiles, mais il finit par fatiguer). Des vitesses largement suffisantes en eau douce puisque la vitesse dans les canaux est limitée à 6 km/h et sur la Seine à 15 km/h.

En Suisse, plusieurs lignes régulières de bateaux solaires sont maintenant en place sur des lacs pour des randonnées touristiques. Non seulement chaque bateau produit sa propre électricité, mais lorsqu'ils sont à l'arrêt, ils sont couplés au secteur pour évacuer le trop plein d'énergie.

En Allemagne, les bateaux solaires connaissent également un grand engouement. La *Berliner solar cup*, une course de bateaux solaires à Berlin, en est déjà à sa quatorzième édition. Et chaque année, en mai, dans une ville différente (Ulm en 1999, Eidelberg en 2000, Hambourg en 2001) pendant le mois des énergies renouvelables, un congrès permet de faire le point en partie avec les bateaux solaires... dans des lieux où l'ensellement est moins bon qu'en France.

## Perspectives

L'Université de La Rochelle, qui a suivi le premier Défi solaire de Haute-Normandie en 1999, a décidé d'organiser, en 2002, avec l'ASDER (1) une randonnée solaire. L'itinéraire devrait se faire cette fois par le sud : départ d'Aix-les-Bains, descente du Rhône, canal du Midi, Garonne, puis remontée le long de la côte jusqu'à La Rochelle.

Concept Hélios Propulsion prépare pour sa part, pour la prochaine Armada prévue en juin 2003, une traversée de la Manche entre



Transport d'enfants pendant l'Armada.



Passage symbolique d'un bateau solaire devant une raffinerie de l'estuaire de la Seine...



... et devant une centrale thermique.

Dieppe et Newhaven. L'objectif étant de réaliser la traversée en moins d'une journée. Il s'agira de voir les problèmes qui peuvent apparaître lorsqu'un bateau solaire est en pleine mer. Un appel a également été lancé aux plus de cent bateaux qui existent déjà en Europe pour participer à l'Armada.

On peut penser que dans quelques années, les moteurs à fuel qui sont présents dans les voiliers comme moteurs d'appoint laisseront la place à un mode de propulsion parfaitement propre et renouvelable : l'énergie solaire.

**Pour en savoir plus :** Il existe une vidéo de 25 mn sur le *Défi solaire* qui peut être commandée contre 200 F auprès de l'association : *Concept Hélios Propulsion*, 13, allée d'Aliénor-d'Aquitaine, 76240 Bonsecours, tél : 02 35 80 29 77.

(1) ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, BP 45, 299, rue du Granier, 73230 Saint-Alban-Leysses, tél : 04 79 85 88 50.



## ÉNERGIE

### Une région nucléarisée

La Normandie abrite sur ses côtes les centrales de Penly, de Paluel et de Flamanville. On trouve également au nord du Cotentin, l'usine de traitement des déchets de la Cogéma à La Hague. A proximité de cette usine, on trouve le Centre de stockage de la Manche. Le département de la Manche s'illustre aussi, côté militaire, par l'arsenal de Cherbourg où stationnent des sous-marins nucléaires contenant chacun un réacteur nucléaire susceptible de provoquer un accident.

La région compte également une centrale thermique au Havre (2050 MW) alimentée au fioul ou au charbon directement par du combustible arrivant dans le port.

Il existe en Haute-Normandie, deux minicentrales hydrauliques sur la Seine et 69 microcentrales presque toutes situées dans l'Eure qui assurent une production annuelle totale de 67 500 MWh.

La présence de nombreuses papeteries dans la vallée de la Seine a comme conséquence la production de déchets bois importants. Ceux-ci sont valorisés dans l'industrie (économisant 210 000 tonnes de pétrole) et dans l'habitat (90 000 tonnes équivalent pétrole). La Haute-Normandie est la première région de France pour l'utilisation du bois déchiqueté.

Selon une étude de l'INESTENE publiée par l'ADEME début 2001, la région Haute-Normandie pourrait «sortir du nucléaire» sans problème : le potentiel solaire et éolien de la région peut permettre de remplacer la production des réacteurs nucléaires... et même de la centrale thermique du Havre, pour peu que la consommation électrique de la région et de celle de l'Ile-de-France voisine, fortement importatrice, ne dépasse pas le niveau actuel.

### Investir dans l'éolien

Depuis le 27 juillet 1996 et le lancement d'Eole 2005, il semblait possible de mettre en place des centres de production éoliens. A cette époque, se crée Windwatt, une association dont le but est de mettre en place des coopératives de citoyens qui gèrent eux-mêmes leur énergie en étant propriétaires d'éoliennes, comme cela se fait aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne... Il s'agissait de mettre l'accent sur le fait qu'il n'est pas nécessaires de concentrer la source de production d'énergie. Cette association veut alors reprendre la méthode que développe Hespul avec les toits solaires photoélectriques.

Un premier projet porte sur l'installation de deux éoliennes de 1 MW... de quoi alimenter environ 2000 personnes, pour un coût de 10 millions de francs. Les fabricants d'éoliennes se sont associés à des banques pour proposer des montages financiers extrêmement intéressants : subventions européennes et prêts bancaires permettraient de couvrir environ 90 % des frais d'investissements. Les banques se rembourseraient ensuite sur la production électrique. Pour concevoir un tel projet, il faut donc disposer au départ d'un capital d'environ un million de francs.

C'est au niveau de ce million de francs que Windwatt essaie alors de constituer une coopérative avec des parts de 10 000 F. Chaque coopérative ainsi créée aurait pu ensuite déterminer son taux de rémunération (ce que rapportera annuellement chaque part de 10 000 F). Comme les écologistes auront à cœur de favoriser le développement des éoliennes, on peut penser qu'ils seront peu gourmands sur cette rémunération, ce qui permettrait de diminuer d'autant le prix de revient de l'électricité éolienne et donc favoriserait la concurrence avec les grosses industries.

Une coopérative peut se constituer localement en proposant un site propre à équiper en éoliennes ou des personnes peuvent se regrouper, même en étant éloignées, pour un projet commun.

Windwatt cherchait donc également des sites pouvant accueillir des éoliennes. Pour qu'un site convienne, il

## Biomasse-Normandie



Le terme «biomasse» désigne au sens large l'ensemble de la matière vivante. Depuis le premier choc pétrolier, ce concept s'applique aux produits organiques végétaux et animaux utilisés à des fins énergétiques ou agronomiques.

L'énergie solaire est stockée sous forme d'hydrates de carbone par les végétaux qui utilisent le gaz carbonique atmosphérique et le transforment par ce que l'on appelle la photosynthèse. L'homme utilise cette biomasse, ainsi que les animaux qui la consomment, sous la forme d'aliments, de fibres, de matériaux et d'énergie.

Le bois de feu est la plus ancienne source d'énergie. Les divers déchets ligneux ou «biomasse sèche» sont aussi appelés *bois-énergie*.

Les *déchets organiques* d'origine agricole (fumiers, lisiers...), agro-alimentaire ou urbaine (déchets verts, boues d'épuration, fraction fermentescible des ordures ménagères...) constituent la «biomasse humide», qui peut être transformée en énergie ou en engrais/amendement.

L'association Biomasse-Normandie a été créée en 1983 dans le but de conduire des travaux de recherche, de développement et pour mener des actions de conseil et d'appui portant sur la valorisation énergétique et agronomique de la biomasse, les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables, particulièrement en agriculture et en milieu rural.

Biomasse-Normandie mène actuellement deux grands programmes : la promotion du *bois-énergie* en Normandie, en France et en Europe ; le traitement et la valorisation des *déchets organiques* (compostage, méthanisation...).

Biomasse-Normandie est au service des collectivités pour mener une activité centrée sur l'étude, l'innovation et le développement durable, avec des missions d'intérêt général (accompagnement du plan bois-énergie et développement local, assistance aux petites collectivités pour la gestion des déchets, actions d'information et de sensibilisation) ; un rôle de bureau d'étude (études de faisabilité technico-économique, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, formation et suivi du personnel d'exploitation) ; la promotion d'innovations techniques et technologiques (conception et expérimentation de nouvelles technologies, transposition au contexte national de filières développées à l'étranger, adaptation de technologies au contexte rural) ; une démarche axée sur le développement durable (préconisation de solutions créatrices d'activités et d'emplois, approche globale de filières techniquement fiables et économiquement viables).

■ Biomasse-Normandie, 42, avenue du 6-Juin, 14000 Caen, tél : 02 31 34 24 88.

faut qu'il soit à proximité d'une ligne moyenne tension EDF (petits pylones de 25 000 V), il faut qu'il y ait une possibilité au niveau de l'aménagement (pas à proximité d'une réserve d'oiseaux, pas dans un paysage remarquable, pas à proximité immédiate d'une habitation, pas dans un site protégé), enfin, il faut que ce lieu bénéficie d'un vent non pas fort, mais régulier, ce qui est le cas en bordure de mer, à proximité des cols de montagne, sur les plateaux en altitude...

Si le montage financier ne pose pas de problème, le projet se heurte très vite à la mauvaise volonté d'EDF qui, sous couvert d'une bonne application

du plan Eole 2005, va torpiller tous les projets qui ne lui plaisent pas, et en particulier toute tentative ne venant pas d'un gros industriel. EDF ne souhaite ni renoncer au nucléaire, ni non plus à la centralisation.

L'association Windwatt va alors se transformer en Compagnie des Sept vents du Cotentin et aide plus localement, en Normandie, les particuliers ou les communes qui veulent produire leur électricité par l'éolien en favorisant les installations de petite taille décentralisées.

■ Les Sept Vents du Cotentin, Michel Frémont, La Houcardière, 50200 Courcy, tél : 02 33 07 59 91.



# Point information énergie

Les agences régionales de l'ADEME, Agence du ministère de l'environnement sur la question de l'énergie et l'environnement, travaillent surtout avec les entreprises et les collectivités locales en vue de la maîtrise de l'énergie. Elles développent toutefois depuis peu des PIE, points d'information énergie, chargés de fournir des informations sur les économies d'énergie aux particuliers. Ces PIE ont commencé à se mettre en place en 2001 et la liste ci-dessous devrait s'étoffer dans les mois à venir.

- PIE c/o CAUE-Calvados, Comité architecture urbanisme et environnement, 28, rue Jean-Eudes, 14000 Caen, tél : 02 31 15 59 60.
- PIE c/o PACT Arim, 8, boulevard Général-Weygand, 14000 Caen, tél : 02 31 86 70 50.
- ADEME Basse-Normandie, immeuble Pentacle, avenue Tsukuba, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 46 81 00.
- PIE c/o Comité départemental habitat et environnement, 12, boulevard Georges-Chauvin, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 84 00.
- PIE c/o CAUE-Manche, 2, place Général-de-Gaulle, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 77 20 77.
- PIE c/o CDHAT, Centre départemental d'amélioration de l'habitat, 114, rue Maréchal-Juin, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 75 62 40.
- PIE c/o CAUE-Orne, 92, rue Saint-Blaise, 61000 Alençon, tél : 02 33 29 50 52.
- ADEME Haute-Normandie, 30, rue Henri-Gadeau-de-Kerville, 76100 Rouen, tél : 02 35 62 24 42.
- PIE c/o CDAH, Centre départemental d'amélioration de l'habitat, 30, rue du Chêne-Perré, 76200 Dieppe, tél : 02 32 08 13 00.

## Et également 14 - Calvados

- APROMO, 5, rue Arthur-le-Duc, 14000 Caen, tél : 02 31 78 13 33. *Bureau d'études et ingénierie en énergie bois.*
- CIER, Centre d'initiation aux énergies renouvelables, La Remondière, 14350 Montchauvet, tél : 02 31 67 50 25.
- Biocombustibles SA, rue Léonard-Gilles, 14630 Frenouville, tél : 02 31 39 59 31. *Approvisionnement en bois.*

## 27 - Eure

- Musée du Vieux Moulin, 27350 Haveline, tél : 02 32 56 37 32. *Pour tout savoir sur l'utilisation du vent comme force motrice dans les anciens moulins.*
- Musée de la Molinologie, Moulin d'amour, angle D84-D86, 27370 Saint-Ouen-de-Pontcheuil, tél : 02 32 35 80 27. *Pour tout savoir sur l'utilisation de l'eau comme force motrice dans les anciens moulins.*
- Biens Equipement Energie, Ormat, BP5, 15, rue Pierre-Corneille, 27400 Louviers cedex, tél : 02 32 40 11 50. *Commercialise des photopies.*
- ARAM, Association régionale des amis des moulins, 81, chemin du Daim Blanc, 27520 Bourghtheroulde, tél : 02 35 87 68

64. Association faisant la promotion des installations en microhydraulique.

## 50 - Manche

- Espace éolien développement, 4, avenue Louis-Lumière, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 88 18 22. *Bureau d'étude pour l'implantation d'éoliennes.*
- Société Guérin SA, 25, route de Saint-Lô, 50420 Tessy-sur-Vire, tél : 02 33 77 38 38. *Fabricant de mini et microcentrales hydroélectriques.*
- Lemonnier, Les Isles, 50600 Saint-Hilaire-du-Harcouët, tél : 02 33 59 09 19. *Broyeurs de déchets verts à alimentation mécanique, plutôt pour les communes.*
- I3E, 3 bis, rue de la Mer, 50590 Montmartin-sur-Mer, tél : 02 33 07 86 88. *Bureau d'études pour le dimensionnement et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques.*

## 76 - Seine-Maritime

- Association technique énergie environnement, 17, rue Lavoisier, 76821 Mont-Saint-Aignan cedex, tél : 02 33 14 70 42.
- ARDESHE, Association de recherche et de développement de l'énergie solaire, hydraulique et éolien, 27, route d'Hérouville, 76840 Saint-Martin-de-Boscheville.

## Accueil Paysan



Accueil paysan est un réseau national qui s'est mis en place autour d'une charte prévoyant pour les paysans qui font de l'accueil à la ferme, la volonté d'échanger avec les vacanciers dans un esprit convivial et de partage des savoirs-faire. Le réseau est encore jeune ce qui explique qu'il ne soit présent en Normandie que dans la Seine-Maritime.

- Jacqueline et Robert Orange, ferme de l'Etoile, 76110 Houquetot, tél : 02 35 27 71 64.
- Marie-Paule et Maurice Eudier, 15, côte du Cap, 76133 Epouville, tél : 02 35 30 07 16.
- Michel et Jacqueline Lamulle, rue de la Source, 76270 Saint-Saire, tél : 02 32 97 07 12.
- Patricia et Hervé Martin, 28, route de Neuchatel, 76270 Bully, tél : 02 35 94 58 49.
- Edith et Fernand Fouqué, hameau de la Place, 76280 La Poterie Cap d'Antier.
- Bernadette et Charles Golain, La Charretée de Vesce, 42, route de Mondeville, 76280 Criquequet d'Esneval, tél : 02 35 27 21 59.
- Odile et Jean Lecarpentier, 3, rue du Gros Denier, 76290 Le Fontenay, tél : 02 35 30 49 41.

- Martine et Jacques Lecarpentier, 3, rue Saint-Michel, 76290 Le Fontenay, tél : 02 35 20 29 80.
- Marie-Chlotilde et Didier Vandermeersch, Le Petit Orcher, 76430 Etainhus, tél : 02 35 20 90 17.
- Jean et Giselle Sillard, 550 sente de Trubleville, 76480 Saint-Paër, tél : 02 35 37 87 46.
- Guillaume et Nadia Clatot, 61, rue du hameau Fauque, 76640 Bermonville, tél : 02 35 96 74 87.
- Alain Mariat, ferme du Val-Saint-Pierre, 76780 Croisy-sur-Andelle, tél : 02 35 23 61 75.

## Et également 14 - Calvados

- Auberge de Jeunesse, 68, rue Eustache, 14000 Caen, tél : 02 31 52 19 96.
- Paulette et Hervé Marie, Ferme de la Rivière, 14230 Saint-Germain-du-Pert, tél : 02 31 22 72 92. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Le Pas d'ânes, Serge et Nicole, La Cour-d'Arclais, 14350 Saint-Pierre-Tarentaine, tél : 02 31 67 15 00. *Randonnées avec ânes.*

## 27 - Eure

- La Chaumière aux poneys, 5, route de Beaumont, 27170 Tilleul-Othon, tél : 02 32 45 26 17. *Classes vertes et initiation à l'équitation pour les enfants de 4 à 16 ans.*
- Auberge de Jeunesse, 28 avenue Ile-de-France, 27200 Vernon, tél : 02 32 51 66 48.
- Frangosâne, Rondemarre, 27290 Appeville-Annebault. *Randonnées avec ânes.*
- Hubert Verhaegue, 27350 La Haye-Aubrée, tél : 02 32 57 31 09. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des boucles de la Seine normande.*
- L'écurie, place de la Mairie, 27350 Routot, tél : 02 32 57 30 30, restaurant gastronomique ayant une riche carte de plats à base d'ortie.

- Marie-Thérèse et Yves Laurent, route de Vieux Port, 27500 Aizier, tél : 02 32 57 26 68. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des boucles de la Seine normande.*

## 50 - Manche

- Auberge de jeunesse, 57, rue de l'Abbaye, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 78 15 15.
- Auberge de jeunesse, 21, boulevard Patton, 50170 Pontorson, tél : 02 33 60 18 65.
- John Morris, La ferme de Meterville, 50190 Gorges, tél : 02 33 45 72 89. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Sylvia et Richard Senior, La Guerie, 50190 Saint-Patrice-de-Claids, tél : 02 33 47 74 37. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Jean-Paul Hébert, 12, le Carrefour, 50250 Saint-Jores, tél : 02 33 71 97 06. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Jay et Richard Clay, La ferme de l'Eglise, 50250 Saint-Nicolas-de-Pierrepont, tél : 02 33 45 53 40. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Monique de Pierrepont, La Batonnerie, 50430 Lessay, tél : 02 33 46 04 60. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Domaine du Mesnil, Claudine Robert, 50450 Le Mesnil-Garnier, tél : 02 33 61 45 08. *Accueil paysan d'enfants dans une ferme riche en animaux d'espèces en voie de disparition.*
- Bertrand Leconte, La Bedelle, 50480 Sainte-Marie-du-Mont, tél : 02 33 71 52 99. *Gîte Panda situé dans le parc naturel régional des marais du Cotentin.*
- Les Anes du Haut-Vernay, Les Gîtes, 50620 Graignes, tél : 02 33 77 17 49. *Randonnées avec ânes.*

## 61 - Orne

- Auberge de jeunesse, rue Guéramé, 61000 Alençon, tél : 02 33 32 14 82.



## VACANCES

- La maison du Vert, Ticheville, 61120 Vimoutiers, tél : 02 33 36 95 84. *Hôtel-restaurant bio et végétarien depuis 1993. 3 chambres.*
- Le Moulin Foulon, Pamela Wheatley, Aubry-le-Panthou, 61120 Vimoutiers, tél : 02 33 35 55 46. *Chambre et table d'hôte bio et végétarien dans une réserve naturelle de 28 hectares. 10 chambres. Ateliers-cuisines.*
- Le Gué Falot, Marie-Agnès Flochay, 61170 Saint-Aubin-d'Appenai, tél : 02 33 28 68 12. *Chambre et table d'hôte bio et végétarien. 3 chambres.*
- L'Aître, Thérèse Pinoche, 61260 Ceton, tél : 02 37 29 78 02. *Chambre et table d'hôte bio et végétarienne. 5 chambres. Adeptes de la méthode Kousmine.*

## 76 - Seine-Maritime

- Auberge de jeunesse, 118 boulevard de l'Europe, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 06 45.
- Auberge de Jeunesse, 48, rue Louis-Fromager, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 85 73.
- Ankara, 20, rue de la Rade, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 58 33. *Restauration turque avec possibilité de nombreux plats végétariens. Menu à partir de 80 F.*
- La Salamandre, 4, boulevard René Coty, BP 24, 76790 Etréat, tél : 02 35 27 17 07. *Restaurant bio dans une maison du moyen-âge. Menu à partir de 98 F.*
- Auberge de Jeunesse, Château Chantereine, rue Chantereine, 76910 Criel-sur-Mer, tél : 02 35 50 18 46.



Simulation des éoliennes sur les falaises de Fécamp.



ÉNERGIE

# Combat pour les éoliennes

Alors que la France se lance encore timidement dans les éoliennes, apparaît une nouvelle espèce d'associations qui dénoncent leurs dangers. Bizarre...

**A**lors qu'en Allemagne, au Danemark, en Espagne et maintenant en Angleterre, les plans en faveur des éoliennes se développent avec un fort soutien des populations, la France présente une nouvelle particularité : l'apparition d'associations comme l'association *Bien vivre en Caux* qui contestent l'implantation des éoliennes. Retour sur une polémique qui remonte à 1997.

C'est à cette date, que dans le cadre de l'appel d'offre *Eole 2005*, la chambre de commerce et d'industrie de Fécamp, envisage de repérer des sites d'implantation pour des fermes éoliennes. Le potentiel éolien sur les falaises qui vont du Havre à Dieppe, au nord du département de la Seine-Maritime, semble prometteur. Plusieurs sites sont retenus comme possibles pour installer des éoliennes. Un projet sur la digue du terminal pétrolier d'Antifer prévoit ainsi l'implantation d'éoliennes de très grande taille (2,5 MW chacune, plus de 100 m de haut). Un autre projet concerne les digues du port du Havre. Là aussi, il n'y a pas de contestation. Par contre la contestation se fait vive autour du projet de Fécamp.

Ce projet prévoit au départ une dizaine d'éoliennes à cheval sur l'est de la commune de Fécamp et sur la commune de Senneville.

La société Norelec se dit intéressée pour investir dans ce projet et commence à acheter les terrains agricoles nécessaires pour implanter ces éoliennes. Au printemps 1998, l'ADEME et la région Haute-Normandie lancent un programme cartographique pour déterminer les emplacements les plus favorables. Le premier projet se monte à 50 millions de francs, avec des éoliennes de 850 kW d'une cinquantaine de mètres de hauteur. Le 2 octobre 2000, un groupement d'intérêt scientifique se met en place réunissant le maître d'œuvre, l'université du Havre et l'école des hautes études industrielles de Lille pour un suivi scientifique de la production électrique. C'est à ce moment que la contestation commence.

## Questions censées, réponses étonnantes

Dans un premier temps, un tract, signé d'habitants de Senneville, est distribué qui pose un certain nombre de bonnes questions : qu'en sera-t-il du bruit pour les habitations les plus proches ? quelles sont les conséquences possibles en terme de lumière pour des pales qui passent 90 fois par minute devant le pied de l'éolienne ? quelles sont les

emprises au niveau du foncier ? quel sera l'impact sur le paysage (et quel risque pour le tourisme régional) ? Ne risque-t-on pas d'avoir une dévaluation des propriétés proches des éoliennes ? Le tract est anonyme mais s'il développe des inquiétudes, il reste mesuré.

Il est suivi par un deuxième tract qui cette fois-ci est signé de l'association *Bien vivre en Caux* où les questions deviennent des affirmations. Au cours des mois qui suivent, les arguments sérieux et farfelus vont se multiplier contre les éoliennes. Parmi les farfelus, on entend dire que les vaches victimes de l'effet stroboscopique du soleil à travers les pales pourraient tomber malades (en ces temps de vaches folles pourquoi pas ?), les pales pourraient provoquer un accident d'avion (après le 11 septembre 2001, on peut même craindre un kamikaze sur les éoliennes, mais il est plus probable qu'il vise la centrale de Paluel voisine ou l'usine de La Hague)...

Face à ces rumeurs les plus diverses, ce sont principalement les Verts de Fécamp qui montent au créneau en allant chercher les études publiées à l'étranger. François-Marie Michaux, deuxième adjoint de la ville, compile les données. Sur le bruit, il existe non pas une limite de distance pour les éoliennes, mais une limite sonore : on ne peut construire qu'à une distance qui garantisse un bruit extrêmement faible pour le voisinage, un bruit le plus souvent imperceptible car couvert par le bruit du vent. Sur la mortalité des oiseaux, il y a plusieurs études menées par les ornithologues au Danemark qui montrent



Michel Bernard

Certains trouvent cela sans doute plus beau !

qu'après une période de surmortalité au moment du démarrage de l'installation, on revient ensuite très vite à la normale, les oiseaux prenant l'habitude d'éviter les pales. Concernant l'effet stroboscopique (inédit dans les arguments), il fait remarquer que le soleil ne sera visible à travers les pales que du large et que donc ce sont les marins qui éventuellement pourrait être éblouis. Pour l'aspect touristique, il existe de nombreux exemples qui montrent qu'au contraire c'est un facteur d'attrait (1). En Allemagne, il a fallu souvent rajouter des parkings au pied des éoliennes pour les touristes alors que cela n'avait pas été prévu au départ. Concernant les pertes de valeurs de l'immobilier dans les environs, des études britanniques montrent exactement le contraire : les gens trouvent

valorisant d'avoir une source d'énergie propre dans leur voisinage... Sur l'emprise au niveau des sols, tous les câbles électriques étant enterrés (en moyen voltage), cela se limite à une cabine technique, au pied des éoliennes (environ 4 m<sup>2</sup> par éolienne) et aux chemins d'accès. Pour le paysage, enfin, une étude du ministère de l'environnement a permis de faire des simulations et de déplacer légèrement les éoliennes pour respecter certains points de vue.

Mais l'association *Bien vivre en Caux* n'en démord pas. Elle réussit même à faire passer des articles tendancieux dans des revues écolos comme *Combat-Nature*. Elle réussit à faire signer 200 personnes contre le projet sur la commune de Senneville... sur un peu plus de 500 électeurs.

Le maire de la commune au départ favorable, va revenir sur sa décision. Non seulement, il a eu peur pour sa réélection au printemps 2001, mais, en plus, la constitution d'une communauté de communes lui fait perdre la taxe professionnelle des cinq éoliennes prévues chez lui (200 000 F par an), somme qui sera répartie entre toutes les communes voisines.

Les Verts de Fécamp lancent alors une pétition dans l'autre sens qui réunit fin 2001, plus de 1200 signatures sur Fécamp (22 000 habitants). Après les attentats du 11 septembre, la population bascule très nettement dans le camp des Verts. Ceux-ci s'en rendent compte sur les marchés où ils sont présents : plus personne ne vient les contester. La mairie incite aussi le maître-d'œuvre à ouvrir des registres comme pour une enquête publique (alors que la loi ne l'y oblige pas). Ces registres sont ouverts dans trois lieux publics du 20 août au 21 septembre (mairies de Fécamp et de Senneville, chambre de commerce et d'industrie de Fécamp). Malgré les

appels des opposants, c'est un succès pour les écologistes : seules trois personnes viennent critiquer le projet. Les opposants semblent avoir disparu.

Fin octobre, le préfet de Seine-Maritime a tranché : il autorise l'ouverture du chantier. Fin 2002, les éoliennes de Fécamp devraient produire de l'électricité.

Quant à l'association *Bien vivre en Caux* on s'étonnera de son silence sur la présence dans le département de plus de 4000 pylônes à très haute-tension provenant des centrales de Paluel et de Penly et alimentant la région parisienne dont un corridor traverse le parc régional des Boucles de la Seine normande..

## Après les attentats du 11 septembre la population bascule très nettement dans camp des Verts.

## Des éoliennes offshore

D'autres projets éoliens devraient rapidement concerner la Normandie. Les études de centrales offshore montrent d'énormes possibilités. Mais pour le moment les accords entre le gouvernement et EDF bloquent les projets. En effet, EDF n'est obligée d'acheter le courant produit par les éoliennes que pour les installations inférieures à 12,5 MW... et les projets offshore seraient à un niveau de production bien supérieur (jusqu'à une centaine de MW).

■ *Bien vivre en Caux*, 309, hameau d'Ypreville, 76540 Angerville-la-Martel.

■ *Verts Fécamp*, BP 80, 76402 Fécamp cedex.

(1) Par exemple, à Donzère, dans la Drôme, les éoliennes construites au bord de l'autoroute provoquent des ralentissements... alors que la centrale nucléaire de Pierrelatte située quelques kilomètres plus loin n'a jamais provoqué le moindre intérêt.



DR



## POLITIQUE

# Mouvement écologique indépendant

Le mouvement écologique indépendant est né d'une scission des Verts. Lorsque ceux-ci commencent à flirter trop ouvertement avec la gauche plurielle, un bon nombre de militants Verts ne se reconnaissent plus dans le message délivré, en particulier lorsque les Verts renoncent, de fait, à placer les questions environnementales au centre des débats. En 1994, autour d'Antoine Waechter, un millier de personnes quittent les Verts. Mais après plusieurs essais électoraux peu fructueux, le MEI n'a pas percé. Celui-ci, comme les Verts, a perdu de ses forces dans les querelles de personnes, la lutte interne pour le pouvoir...

En Normandie, le MEI est uniquement présent en Basse-Normandie. En Haute-Normandie, ses militants ont finalement rejoint les Verts.

■ MEI, Mouvement écologiste indépendant Calvados, c/o François Schneider, 19, rue du Bout-Souverain, 14470 Reviens, tél : 02 31 37 90 04.

■ MEI Manche c/o Dominique Bauduin, 133, rue Jean-Monod, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 05 38 58.

■ MEI Orne, c/o Mickaël Lemée, 1, allée d'Ecouves, 61250 Valframbert, tél : 02 33 29 06 64.



## Les Verts

Les Verts, créés en 1984 au niveau national, connaissent des histoires différentes dans les deux Normandie. En Haute-Normandie, après les périodes de Génération écologie et du Mouvement écologiste indépendant, tout le monde s'est finalement regroupé au sein des Verts. En Basse-Normandie, au contraire, la dispersion est totale.

Les relations avec la gauche ne se passent pas toujours bien comme le montrent les campagnes municipales à Rouen. En 1995, la liste autonome des Verts ayant fait un bon score au premier tour, le PS avait accepté la fusion, accordant des places d'adjoints en cas de victoire. Un bon report des voix provoque un basculement de la ville à gauche. Six ans plus tard, les Verts annoncent vouloir de nouveau faire une liste autonome au premier tour. Pour le PS, c'est une déclaration



Pierre-Emmanuel Wack

## Chiche !

Le groupe Chiche ! a été lancé au niveau national par des jeunes issus des Verts, des Alternatifs et de groupes divers (extrême-gauche, antiracistes, régionalistes, féministes...) afin de montrer à leurs aînés qu'il pouvait y avoir une démarche unitaire pour changer radicalement le monde. Les Chiche ! privilégient les actions locales non-violentes. Alors que les Verts s'attendaient au sein de la gauche plurielle, les groupes Chiche ! ont su maintenir leur radicalité. Ceci n'a semblé-t-il pas plus aux Verts qui en 2000 se sont retirés de Chiche ! pour essayer de lancer les «Jeunes Verts».

■ Chiche ! 609 La Grande Delle, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 47 56 19.

■ Chiche ! c/o Ecologie pour le Havre, 3, rue Casimir-Delangue, 76600 Le Havre.

de guerre et celui-ci, emmené par les fabusiens, va tout faire pour que les Verts ne puissent atteindre les 10 % qui leur permettraient de négocier en force. Ils vont jusqu'à créer une association dont les initiales font «Verte» avec le logo des Verts pour les calomnier (procès en cours). Les Verts font quand même plus de 10 % et la fusion est alors inévitable, mais en vain, Rouen repasse à droite.

■ Les Verts du Calvados, 3, rue de Provence, 14123 Ifs, tél : 02 31 83 43 98.

■ Les Verts de l'Eure, 3, rue Rabais, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 50 37.

■ Les Verts de Basse-Normandie, 5, rue Paul-Letarouilly, 50200 Coutances, tél : 02 33 07 25 53.

■ Les Verts de Basse-Normandie, La Graindorgère, 61440 Echalou, tél : 02 33 66 61 10.

■ Les Verts, 7 bis, rue Buffon, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 12 10.

■ Les Verts, élus au conseil général, 12, avenue Aristide-Briand, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 01 75.

■ Les Verts Fécamp, BP 80, 76402 Fécamp cedex.

■ Les Verts, 111, avenue Gérard-Philippe, 76610 Le Havre, tél : 02 35 51 57 91.

## Et également

### 14 - Calvados

■ ATTAC-Calvados, 38 quai Amiral-Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 34 00 04. *Permanence le lundi de 16 h à 20 h.*

■ Appache CNT, 35 boulevard Poincaré 14000 Caen, tél : 02 31 34 99 74.

■ Amis du Monde diplomatique c/o Gisèle Grenier, 3, avenue Beau-Regard, 14000 Caen, tél : 02 31 93 21 19.

■ Ras l'Front, CRF, c/o CES, BP 117, 14009 Caen cedex.

■ CNT, BP2010, 14019 Caen cedex 6.

■ Association pour de nouvelles perspectives à gauche, ANPAG, BP 6269, 14067 Caen cedex 4, fax : 02 31 75 33 65.

■ OCL, Organisation communiste libertaire, c/o CRAS, BP 5164, 14075 Caen cedex.

■ SUD, Solidaire Unitaire et démocratique, 320 quartier Val, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 26 00.

■ CNT Interco, BP 02, 14460 Colombelles.

### 27 - Eure

■ Les Alternatifs, 28, rue de Melleille, 27000 Evreux.

■ Evreux Ecologie, 2 bis, boulevard de Chambaudoin, 27000 Evreux.

■ SUD, 2, rue du Vernon, 27000 Evreux, 02 32 31 29 41.

■ ATTAC Evreux, 1, rue Rabelais, Immeuble Chèvrefeuille, apt 255, 27000 Evreux, tél : 02 32 37 52 66 (François Bolze).

■ Fédération anarchiste, c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

■ Ras l'Front, BP 40/42, 27040 Evreux cedex.

■ ATTAC Louviers, c/o Luc Legout, 27400 Louviers, tél : 02 32 25 90 33.

■ A gauche vraiment, Pierre Vandevorde, 12, avenue H.-Boucher, 27400 Louviers, tél : 02 32 40 20 03. *Depuis trois ans, ce groupe politique marque son hostilité à l'armée en organisant un concert de chants antimilitaristes pour le 11 novembre. Cette année, il a symboliquement débaptisé la rue Maréchal-Foch pour la renommer du nom de Pierre Brizon, un des rares députés qui vota à partir de 1916 contre les crédits militaires.*

■ Evreux sans frontières, 2, rue du Haut-des-Côtes, 27930 Emerville, tél : 02 32 34 47 87. *Association qui s'est mise en place en soutien à Monseigneur Gaillot quand celui-ci s'est vu offrir un évêché au fond du désert.*

### 50 - Manche

■ Alliance paysans, écologistes, consommateurs, tiers-mondistes, maison de l'agriculture, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 06 48 09.

■ SUD, 7, rue Maréchal-Leclerc, BP 482, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 72 04 70.

■ Fédération anarchiste, c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.

### 61 - Orne

■ ATTAC, 188, rue de Lancrel, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 43 71.

■ Ras l'Front, 16, rue Etoupée, 61000 Alençon.

■ Ras l'Front, BP 159, 61004 L'Aigle cedex.

■ SUD PTT, 4, boulevard Général-Koenig, 61200 Argentan, tél : 02 33 35 60 66.

■ Normandie Maine écologie, 2, impasse de la Gare, 61250 Damigny, tél : 02 33 29 74 11.

■ Fédération des élus écologistes, La Graindorgère, 61440 Echalou, tél : 02 33 66 61 17.

### 76 - Seine-Maritime

■ ATTAC c/o Janine Demaretz, 55, rue Frédéric-Bérat, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 96 27.

■ SUD, 69, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, tél : 02 35 63 20 20.

■ Fédération anarchiste, c/o Librairie l'insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, 76100 Rouen.

■ Les Alternatifs, 205, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, fax : 02 35 15 22 46.

■ Alternative Libertaire Rouen, CES, BP 32, 76140 Petit-Quevilly.

■ Centre d'histoire sociale, M. Engelhard, 2240, route de la Vallée, 76160 Saint-Martin-du-Vivier.

■ ATTAC, c/o Philippe Clochepin, 76200 Dieppe, tél : 06 03 06 81 32.

■ Remuer, Jean-Loup Mallet, 18, rue du Haut-Pas, 76200 Dieppe, tél : 02 35 40 20 41.

■ Ras l'Front, Citoyens contre le fascisme, MJC, rue du 19-Août-1942, 76200 Dieppe.

■ Fédération anarchiste, groupe Clément-Duval, APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

■ Amis du Monde diplomatique c/o Jean Lhuissier, rue Jehan-Le-Pauvre-moyne, La Payennière, 76290 Montivilliers, tél : 02 35 30 17 09.

■ Ras l'Front, BP 296 76306 Sotteville-lès-Rouen.

■ ATTAC, Dominique Vittrant, 820, rue Jean-Louis-Leclerc, 76400 Fécamp.

■ Beurs de Normandie, Salem Haoues, 50, rue M. Cayeux, 76600 Le Havre.

■ Ecoref, Ecologie Région Fécamp, Michel Meynier, résidence «Les Chèvrefeuilles», 76790 Etréat.

■ Ras l'Front, Collectif antiraciste, BP 436, 76504 Elbeuf cedex.

■ Ecologie pour le Havre, 3, rue Casimir-Delangue, 76600 Le Havre, tél : 02 35 51 57 91.

■ ATTAC, c/o Wilfrid Pasquet, 55, rue Pierre-Loti, 76600 Le Havre, tél : 02 35 70 96 27.

■ ART, Association pour le rassemblement des travailleurs, c/o Frédérique Chauvet, 8, rue Général-Leclerc, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville. *Association regroupant des militants de différentes sensibilités voulant débattre d'une véritable alternative anticapitaliste de masse, par opposition aux mouvements réformistes qui ne veulent animer que des contre-pouvoirs.*



## SOS Estuaire

**SOS** Estuaire est une fédération d'une trentaine d'associations locales qui essaient de préserver la grande valeur écologique de l'estuaire de la Seine. C'est une zone importante de reproduction pour les poissons et pour les oiseaux. Les associations combattent le projet de doublement du port de commerce du Havre qui, avec de nouvelles digues et de nouveaux bassins, en avancée dans l'estuaire, doit conduire à terme à un déplacement artificiel des marais, ainsi qu'au possible déplacement des courants marins côtiers. Les travaux d'assèchement des marais sont en cours début 2002. Les associations mettent en avant les erreurs constatées lors de la construction du pont de Normandie, un peu en amont, où déjà d'importantes compensations environnementales avaient été avancées... alors que le résultat en termes de faune et de flore s'est révélé largement négatif. Les associations dénoncent également les rejets de boues qui sont faits dans l'estuaire, trop près du rivage, provoquant une asphyxie pour les animaux marins.

■ SOS Estuaire, 79, boulevard François-1er, 76600 Le Havre.

## Ligue contre la violence routière

Chaque année, en France, 8000 personnes meurent dans des accidents de voiture. Plusieurs dizaines de milliers sont blessés. Et pourtant, tout le monde semble trouver cela normal : pas de mobilisation de l'armée contre les terroristes que sont les constructeurs qui, année après année, continuent à produire des bolides pouvant largement dépasser les limites de vitesse autorisées et menant des campagnes de publicité pour valoriser le mythe de la vitesse. Pas de minute de silence pour protester contre l'Etat français pour bénéficier des ventes d'alcool. Un alcool qui, associé à la vitesse, est responsable de très nombreux accidents.

■ Ligue contre la violence routière, Mme. A. Leblotan, 3, rue de la Petite-Garenne, 27950 Saint-Just.

## Louer un vélo

En dehors des stations balnéaires, pas facile de trouver un vélo de location ! Il y a encore à faire pour concurrencer les locations de voitures !

■ Holiday Bikes, 56, rue Mirabeau, 14800 Deauville, tél : 02 31 81 04 00.

■ Cycles Jamme Thierry, 11, bis avenue de la République, 14800 Deauville, tél : 02 31 88 40 22.

■ Cycles La Deauvillaise, 11, quai de la Marine, 14800 Deauville, tél : 02 31 88 56 33.

■ Ateliers du cycle rouennais, 47, rue Elbeuf, 76000 Rouen, tél : 02 35 63 57 72.

■ Cycles Latour, 11, rue Alsace-Lorraine, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 52 69.

■ Locycles, 15, rue Isoire, 76200 Dieppe, tél : 02 35 06 07 40.

■ Les Rosalies, 42, rue du Casino, 76400 Fécamp, tél : 02 35 10 73 39.

■ Camping Chlorophile, forêt Montgeon, 76620 Le Havre, tél : 02 35 48 09 53.

## Promouvoir le vélo

■ Association Dérailliers, c/o Jérôme Housquet, 13, rue des Ecoles, 14610 Anizy, tél : 02 31 94 76 91.

■ Comité départemental du cyclotourisme, hôtel de ville, 1, place Général-de-Gaulle, 50190 Periers, tél : 02 33 47 93 51.

■ Comité départemental de cyclotourisme, ZAC Brécourt D, 50120 Equeurdeville, tél : 02 33 02 04 94.



■ Sabine, Société amicale pour la bicyclette en Normandie, 3, rue Sainte-Claire, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 34 34.

■ Dieppe à vélo, maison des associations, 14, rue Notre-Dame, 76200 Dieppe, tél : 02 35 40 05 26.

■ Rouen Urbicycle, 4, rue cité Thuillier, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 73 79 47.

■ Sabine, 102, rue Jean-Jacques-Rousseau, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 35 34.

## GRAND-COURONNE A l'école sans voiture

Pourquoi emmenez-vous votre enfant à l'école en voiture ? Parce que j'ai peur qu'il se fasse renverser par une voiture. Ce cercle vicieux conduit à une multiplication des petits déplacements en voiture, lesquels sont les plus polluants. Du 16 mai au 19 mai, les parents d'élèves de la commune de Grand-Couronne, au sud de Rouen, ont été invités par la commune à laisser leur voiture au garage. L'opération *Redécole* (pour réduction des déplacements pour aller à l'école) a été menée en sensibilisant les enfants sur la question de la pollution de l'air, sur la question des embouteillages, des modes de déplacements... Une charte de l'écolier piéton a été distribuée pour expliquer comment venir à pied sans danger à l'école. L'opération, avec le soutien de l'ADEME, a permis une première sensibilisation et devrait se renouveler dans les années à venir. *Gérard Pontini, responsable division environnement, mairie, 76530 Grand-Couronne, tél : 02 32 11 53 53.*

## Et également 14 - Calvados

■ CREPAN, Comité régional d'étude pour la protection de la nature, 42, rue Saint-Manvieu, 14000 Caen, tél : 02 31 38 25 60.

■ Centre de ressources en environnement, 37, rue Desmoueux, 14000 Caen, tél : 02 31 86 59 20.

■ Groupe ornithologique normand, rond-



## ENVIRONNEMENT

point du 8-Mai-1945, 14000 Caen, tél : 02 31 43 52 56.

■ Comité départemental de randonnée pédestre, rue Claude-Bloch, 14000 Caen, tél : 02 31 53 81 79.



■ Club alpin français, 92, rue Géo, 14000 Caen, tél : 02 31 86 29 55.

■ Nature & Découverte, 88-90, rue Saint-Pierre, 14000 Caen, tél : 02 31 27 86 00. *Vend de nombreux produits plus ou moins écolo. A signaler un appareil pour fabriquer soi-même son papier recyclé avec tamis, organise des ateliers pour les enfants.*

■ CRII-Gén, comité de recherches et d'informations indépendants sur le génie génétique, c/o Gilles-Eric Séralini, laboratoire de biochimie et biologie moléculaire, université de Caen, esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex, tél : 02 31 56 56 84. *Se définit pour les OGM comme la CRII-Rad pour la radioactivité : essaie donc de faire la part du vrai et du faux dans ce qu'annoncent les industriels sur les avantages supposés des OGM.*

■ Association des habitants du quartier Paul-Cornu, Eric Eichler, 92 bis, rue Paul-Cornu, 14100 Lisieux, tél : 02 31 62 50 08. *Problème d'incinérateur.*

■ Association Cadre de vie, 5, rue Créton, 14100 Lisieux, tél : 02 31 31 62 02.

■ Le Houx Vert, Pierre et Marie Lallemand, 6, rue Oblond, 14111 Louvigny, tél : 02 31 75 13 96.

■ Maison de la nature de l'estuaire de l'Orne, 14121 Sallenelles, tél : 02 31 78 71 06. *Propose des tours de l'estuaire à pied, à vélo ou en bateau. Découverte de la faune et de la flore.*

■ Association de sauvegarde de la Touques et de ses affluents, Les Calumiaux, 14130 Surville, tél : 02 31 64 93 94.

■ Amis de la vallée de la Monne, parc Roi, 14140 Saint-Martin-du-Mesnil, tél : 02 31 32 51 48.

■ GRAPE, Groupement régional des associations de protection de l'environnement, maison polyvalente, 1018, quartier Grand parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 03 00.

■ GRAINE, Groupement régional des animations d'initiation à la nature et l'environnement, maison polyvalente, 1018, quartier Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 95 51 24.

■ CFEN, conservatoire fédératif des espaces naturels, maison polyvalente, 1018, quartier Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 53 01 05.

■ CPiE, Centre permanent d'initiation à l'environnement, Maison forestière, Le Bourg, 14220 Mutrecy, tél : 02 31 79 70 47.

■ L'Arbre et nous, Beauvais, 14230 La Cambe, tél : 02 31 22 35 55.

■ Terre et Mer environnement, cours Saint-Martin, 14230 Isigny-sur-Mer, tél : 02 31 21 89 78.



## ENVIRONNEMENT

- Société calvadocienne de protection animale, Le Pied de la Bruyère, 14260 Aunay-sur-Odon, tél : 02 31 77 35 06.
- Association «La Dame blanche», 14290 Saint-Julien-de-Mailloc, tél : 02 31 63 94 76. *Clinique des oiseaux sauvages.*
- Association contre la décharge de Cernay 14290 Cernay
- Défense et protection des animaux de la vallée de la Dives, avenue de l'Hippodrome, 14390 Cabours, tél : 02 31 28 09 71.
- Jardin Nature des Marettes, 14480 Amblie, tél : 02 31 08 11 23.
- Association Le Fayard, Maison forestière, La Belle Loge, 14490 Montfiquet, tél : 02 31 22 46 50.
- Rivières et bocages, rue Allière, 14500 Vire, tél : 02 31 66 10 00.
- Groupe d'étude des milieux estuariers et littoraux, rue Docteur-Charcot, 14530 Luc-sur-Mer.

## 27 - Eure

- Association de défense des familles victimes de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc du 24 septembre 1999, 5, rue Victor-Hugo, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 08 08.
- Société pour la protection des animaux de l'Eure, 17, chemin Huest, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 07 17.
- Groupe mammologique normand, 16, côte de la Madeleine, 27000 Evreux.
- Association des usagers de la forêt d'Evreux et des environs, 19, rue du Clos-Hutin, 27000 Evreux.
- Groupe mammologique normand, 12, le Bois de l'Arche, 27130 Les Balines.
- Naturama, Le bois des Aigles, 27130 Les Balines.
- Association de sauvegarde des abords de la Lévière et de la forêt de Lyons, 12, rue de l'Eglise, 27150 Martagny.
- Amis du pays d'Ouche, Le Champ Motteux, 27160 Les Baux-de-Breteil, tél : 02 32 30 12 90.
- Association gaudrevillaise de protection de l'environnement, mairie, 27190 Gaudreville-la-Rivière.
- Sauvegarde et animation de Bizy, 13, rue de Marzelles, 27200 Vernon.
- Association Vernon Ecologie-Environnement, c/o AVEC, 16, rue des Ecuries-des-Gardes, 27200 Vernon, tél : 02 32 21 09 74.
- Association des coupeurs de roseaux de la baie de Seine, Le Haut de la Côte, 27210 Friquefleu-Equanville.
- Usagers de la gare de Bernay, Mme Le Callonec, Ecole, 27230 Drucourt.
- Association pour le cadre de vie du bassin de la Calonne, 60, rue Paul-Mare, 27260 Corneilles.
- Association de valorisation du patrimoine normand, Mme. A. Leseigneur, 16, route de Tourville, 27270 Saint-Amand-des-Hautes-Terres.
- Association pour la défense de l'environnement de Freneuse, 4, chemin de la Forge, 27290 Freneuse-sur-Risle.
- Groupe ornithologique normand, Jean-Michel Henry, chemin Marenette, 27290 Touville-sur-Monfort.
- Association de défense des vallées de la Risle et de la Charentonne, moulin Saint-Rémy, 27300 Bernay.

# Centre d'hébergement et d'étude sur la nature et l'environnement

Créé en 1980 par Jean-Pierre Jacques, le CHENE, Centre d'hébergement et d'étude sur la nature et l'environnement, a accueilli depuis sa création plus de 15 000 animaux, des oiseaux à 90 %. Cette clinique pour animaux est financée par un Musée de la nature qui accueille chaque année plusieurs dizaines de milliers de visiteurs à Allouville-Bellefosse, juste à côté du plus vieux chêne de la région dont l'âge est estimé entre 1000 et 1200 ans.

En période normale, ce sont surtout des oiseaux mazoutés par les dégazages sauvages en Manche, qui arrivent au CHENE. Ceci a conduit les animateurs du centre à concevoir une machine à nettoyer les oiseaux mazoutés. Dans les années 80, ce sont entre 100 et 300 oiseaux qui arrivaient ainsi chaque mois. Depuis cela a baissé en-dessous de 100 par mois, preuve que les mesures contre les navires pollueurs sont de mieux en mieux appliquées.

Au moment du naufrage de l'Erika, en décembre 1999, le centre a été totalement débordé. Mais cela a fait la promotion de leur machine à laver les oiseaux et depuis quatre nouveaux centres sont en voie d'ouverture : un en Méditerranée, deux sur l'Atlantique et un au nord de la Manche. TotalFinaElf a financé une unité mobile pour intervenir en Bretagne. Cette unité mobile est maintenant gérée par le Chêne et peut être envoyée sur toute côte touchée par une marée noire.

Depuis 2000, afin d'augmenter les ressources du centre, des bénévoles se sont investis dans la mise en place d'un salon de l'environnement à Rouen «Jardins et nature», espérant faire des bénéfices. La prochaine édition se tiendra du 26 au 28 avril



Salon de l'environnement.



Jean-Pierre Jacques et la machine à laver les oiseaux.

2002. Le centre fonctionne aujourd'hui avec six salariés dont trois emplois-jeunes.

Actuellement, le Musée de la Nature propose une exposition sur la migration des oiseaux (jusqu'à fin février 2002)

■ CHENE, Musée de la nature, 76190 Allouville-Bellefosse, tél : 02 35 96 06 54.



Musée de la nature.



- Association de défense de l'environnement, Le Village, 27310 Caumont.
- Association contre la décharge de Cernay, Dominique Clerc-Andrieu, Manoir du Mesnil, 27330 La Barre-en-Ouche.
- Air sain, Mme Chanchevriér, 11, chemin des Haies, 27340 Les Damps.
- FEDER, Fédération écologique de l'Eure, Mme. Chanchevriér, 11, chemin des Haies, 27340 Les Damps.
- Les amis des orties, 27350 La Haye-de-Routot, tél : 02 32 57 35 74.
- Société bernayenne de protection des animaux, Haut Guiel, Le Village, 27390 Saint-Denis-d'Augerons, tél : 02 32 46 50 62.
- Maisons paysannes de l'Eure, 1, chemin des Aulnes, 27400 Heudebouville, tél : 02 32 50 54 32.
- Association de défense de la qualité de la vie, 48, rue Saint-Aubin, 27400 Heudeville.
- Association Iovérienne des usagers des transports, 28, boulevard des Acacias, 27400 Louviers.
- Association de défense de l'environnement Val-de-Seine et Vexin, Les Buspins, Daubeuf-pès-Vatteville, 27430 Saint-Pierre-du-Vauvray.
- SPBS, Sauvegarde du patrimoine de la basse Seine, 16, rue Sadi-Carnot, 27500 Pont-Audemer, tél : 02 32 42 65 88.
- CLAIR, Cormeilles Lieuvin association incinération refus, c/o Philippe Gillet, Lieu Saint-Martin, 27560 Saint-Siméon, tél : 02 32 56 04 55.
- Sauvegarde de l'environnement, Patrick Barbosa, hameau Notre-Dame-de-Garenne, 7, rue Muette, 27600 Saint-Pierre-la-Garenne, tél : 02 32 53 97 74.
- Association de sauvegarde de l'Epte, Mairie, 27620 Gasny.
- Association de défense du bac Quillebeuf/Port Jérôme, chemin du Perrey, 27680 Trouville-la-Haule.
- Association de défense de la vallée de Gambon, François Huvé, Maison des associations, 27700 Les Andelys, tél : 02 32 54 27 45.
- La Seine et ses poissons, 6, boulevard Néhou, 27700 Les Andelys.

- Club de protection de la nature, La Vouivre, 43, rue de Boursonne, 27700 Hennezis.
- Amis de la vallée de l'Epte, 34, rue Jeuffroy, 27720 Dangu.
- Défense de la vallée de la Risle, La Béhottière Valleville, 27800 Brionne.
- Guichainville environnement, Rémi Gicquel, 2, rue de la Dîme, 27930 Guichainville, tél : 02 32 37 90 87.
- Sauvegarde Paysage de Tourneville, Autrebosc, 27930 Tourneville.
- Association de défense de l'environnement de Normanville, Mairie, 27930 Normanville.
- Association de défense de l'environnement de la vallée de l'Îton, chemin des Angles, 27930 Saint-Germain-des-Angles.
- Association écologique du Huest, rue de la Moinerie, 27930 Huest.
- ARIA, Association pour la réflexion, l'information et l'animation, 126, boulevard des Sablons, 27950 La Chapelle-Reanville.

## 50 - Manche

- Association Le Fayard, rue Poterne, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 05 68 04.
- Greenpeace, 3, rue Aragon, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 93 28 00.
- Greenpeace, 9, rue de l'Union, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 01 77 43.
- APALE, Association de promotion d'activités liées à l'environnement, vallon Sau, rue d'Auvergne, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 44 82 20.
- APALE, 6, place Cornouailles, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 78 18 25.
- SPA, Société protectrice des animaux, 50, avenue Amiral-Lemonnier, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 20 49 74.
- Association refuge et protection des animaux, chemin du Grand-Val, 50110 Bretteville-en-Saire, tél : 02 33 54 69 84.
- APALE, 50, impasse Costils, 50120 Equeurdreville-Hainneville, tél : 02 33 93 43 19.
- Manche-Nature, 4, rue Paul-Le-Tarouilly, 50200 Coutances, tél : 02 33 46 04 92.
- Réseau Environnement Normandie, 7,

- rue Eléonor-Daubrée, 50200 Coutances, tél : 02 33 46 83 77. *Actions en direction des collectivités et des industriels.*
- Greenpeace c/o Murielle et Philippe Rousselet, La Valaiserie, 50260 Sotteraut, tél : 02 33 41 27 47.
- Association protectrice de la nature et des animaux, place Monaco, 50290 Brehal, tél : 02 33 69 47 99.
- CPIE Cotentin, 30, rue de l'Hypodrome, BP 42, 50430 Lesay, tél : 02 33 46 37 06.
- Groupe ornithologique normand, L'Eglise, 50440 Vauville, tél : 02 33 08 44 56.
- Parc naturel régional du Cotentin et du Bessin, Maison du parc, Cantepie, BP 282, 50500 Les Veys, tél : 02 33 71 61 90. *Créé en 1991, il couvre 143 communes du sud du département et du Calvados, sur 150 000 hectares dont de nombreux marais.*
- Comité départemental de randonnée pédestre, 1, rue Auguste-Eudeline, 50570 Marigny, tél : 02 33 55 34 30.
- Air Valogne, Patrick Jacob, 15, rue des Sources, 50700 Valognes, tél : 02 33 46 31 15.
- Association de défense de la vallée du Lude, 33, rue Jacques-Simon, 50740 Carolles, tél : 02 33 91 89 48.
- Le Touradon, 34, quai Henri-Chardon, 50700 Barfleur. *Association d'éducation à l'environnement.*



DR

## 61 - Orne

- AFFO, Association faune et flore de l'Orne, 16, rue Etoupes, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 26 62.
- Maison de la rivière et du paysage, Le Moulin de Ségris, 61100 Segrie-Fontaine, tél : 02 33 62 80 70. *Accueil d'adolescents pour différentes activités et chantiers nature autour de la thématique de l'eau.*
- Perche-environnement, La Porte, 61400 Loissail.

## 76 - Seine-Maritime

- Groupe mammalogique normand, 26 C, avenue Jacques-Chastellain, 76000 Rouen.
- Nature & Découverte, 23-25, rue Champmeslé, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 68 99.
- Haute-Normandie Nature-Environnement, 27, rue des Requis, 76000 Rouen, tél : 02 32 82 44 03.
- AREHN, Agence régionale de l'environnement Haute-Normandie, Le Cloître des Pénitents, 8, allée Daniel-Lavallée, 76000

Rouen, tél : 02 35 15 78 00. *Association financée par des fonds institutionnels. A organisé une exposition sur l'éco-logis, publiée de très nombreux documents thématiques sur la Haute-Normandie. Son chargé de communication est Jean-Paul Thorez, ancien rédacteur de la revue Les Quatre Saisons du Jardinage. Anime un serveur internet qui essaie de recenser les initiatives associatives de la région : arehn.asso.fr.*



- Cardère, 55, rue Louis-Ricard, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 44 54. *Centre d'éducation à l'environnement spécialisé dans la réalisation de mallettes pédagogiques à destination des enseignants. A l'origine des clubs CPN en Haute-Normandie.*
- SPA, 7 bis, avenue Jacques-Chastellain, 76100 Rouen, tél : 02 35 70 20 36.
- LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, Frédéric Malvaud, 19, boulevard d'Orléans, 76100 Rouen.
- Sauvegarde de la vallée de Ganzeville, M. Legrand, La Linerie, 76110 Bec-de-Mortagne.
- Amis de la nature, chalet Union touristique, Vaucottes, 76111 Vattetot-sur-Mer, tél : 02 35 27 38 90.
- La Chouette, J. J. Feron, BP 11, 76113 Sahurs.
- Sauvegarde de la boucle de Roumare, La Closerie, Echelle d'eau de Caumont, 76113 Saint-Pierre-de-Manneville.
- LPO, Hervé Le Hénaff, 10, rue Docteur-Laënnec, 76120 Grand Quevilly, tél : 02 35 67 32 69.
- Club protection de la nature «Chouette Club», 8, rue Jacquard, 76140 Petit-Quevilly, tél : 02 35 62 98 02.
- GRAINE, groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement, 7, rue Champs-des-Oiseaux, 76160 Darnetal.
- Association des ingénieurs écologues, 5, rue Saint-Pierre, 76160 Darnetal, tél : 02 35 59 49 39.
- Association Saint-Martin-Vivier Environnement, 607, rue de la Sente-aux-Bœufs, Le Mesnil-Grémichon, 76160 Saint-Martin-du-Vivier.
- Association pour la sauvegarde du paysage, Mme. Chaumet, rue Ernest-Caron, clos Antoinette, immeuble B, 76170 Lillebonne.
- Eau Secours, Jean-Luc Vinault, La Bichotterie, 76190 Auzebosc.
- L'Estran, 37, rue de l'Asile-Thomas, 76200 Dieppe.
- Association de défense de la basse vallée de la Scie, 6, allée Honoré-de-Balzac, 76200 Dieppe.



AREHN



DR

■ Association des amis du Marais Vernier, Mairie, 27680 Sainte-Opportune-la-Mare. *Depuis 1979, les bœufs d'Ecosse réintroduit dans ces marais montrent leur savoir-faire écologique.*



## ENVIRONNEMENT

- Comité départemental de randonnée pédestre, 18, rue Henri-Ferric, 76210 Gruchet-le-Valasse, tél : 02 35 31 05 51.
- SPA Bolbec, Les Côtes, 76210 Lintot, tél : 02 35 38 86 25.
- Assistance aux vieux animaux, Le Quesnoy, 76220 Cuy-Saint-Fiacre, tél : 02 35 90 37 32.
- Club alpin français, 201, rue des Vikings, 76230 Bois-Guillaume, tél : 02 35 60 32 32.
- SOS environnement, 413, rue Commandant-Dubois, 76230 Bois-Guillaume.
- ONF, Office national des forêts, division de Rouen, chemin de la Bretèque, 76230 Bois-Guillaume, tél : 02 35 12 24 20. *Propose des visites guidées dans les forêts qu'il gère, à pied ou à cheval de mai à octobre. Attention, vue pour le moins utilitariste de la forêt comme réserve de bois.*
- Union ornithologique de France, 26 bis, rue Général-de-Gaulle, 76240 Belbeuf, tél : 02 32 86 01 22.
- Association de défense contre le contournement Est, Dominique Jean, 14, chemin des Sources, 76240 Belbeuf.
- Association La Goutte d'Eau, 62, avenue du Long-Corbeil, 76240 Bonsecours.
- SPA, route Boscrocourt, 76260 Eta-londes, tél : 02 35 86 69 17.
- Association de protection des animaux, hameau Marfaucille, 76290 Fontenay, tél : 02 35 30 48 25.
- Sauvegarde du site de Sainte-Adresse, Mme. Fischbach, 10, rue du Chef-Mécanicien-Prige, 76310 Sainte-Adresse.
- Association pomologique de Haute-Normandie, 945, allée Prunus, 76360 Barentin, tél : 02 35 91 62 02.
- Comité de défense des usagers de l'eau, 76370 Bracquemont.
- Nature demain, M. Renaud, 2, rue des Marettes, 76370 Derchigny-Graincourt.
- Association mieux-vivre sur la Rive, BP 11, 76380 Canteleu.
- Mouvement national de lutte pour l'environnement, Pascal Acot, 15, rue des Pruniers, 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf.
- Association sottevillaise pour l'harmonisation et la sauvegarde du Val Renoux, 3 bis, rue du Village, 76410 Sotteville-sous-Val.

- Comité de défense de l'environnement de Freneuse, Patrice Laurent, 204, rue d'Elbeuf, 76410 Freneuse.
- Comité de défense des marais de la Cerlangue, 76430 La Cerlangue.
- ARBRE, Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement, place de la Presle, 76440 Beaubec-la-Rosière, tél : 02 35 09 69 50.
- Amis de la vallée du Sorson, hameau Bray, 76440 Sommersy, tél : 02 35 09 04 15.
- Association des riverains de l'aérodrome de Saint-Valéry-Vittefleury, 2, route du Tot, 76460 Ingouville-sur-Mer.
- APPA, Association pour la protection de la presqu'île d'Anneville, Mairie, 76480 Anneville.
- Maisons paysannes de Seine-Maritime, 35, rue des Lilas, 76480 Saint-Pierre-de-Varengeville, tél : 02 35 37 02 96.
- Association de défense des vallées de Gallantine, Andelle, Eure et Seine, Nelly Le Villain, 6, rue de la Vieille-Côte, 76520 Quévreville, tél : 02 35 79 11 06.
- Association contre le contournement Est de Rouen, Francis Bia, 347, rue des Prairies, 76520 Montmain.
- Action Ouest, Bernard Catti, chemin de l'Eglise, 76530 Yville-sur-Seine. *Association contre le contournement ouest de Rouen.*
- Société de protection animale dieppoise, 10, rue Octave-Mureau, 76550 Saint-Aubin-sur-Scie, tél : 02 35 84 26 17.
- Réserve naturelle volontaire «La Belle Hélène», 76560 Sommesnil, tél : 02 35 56 96 66. *Réserve sur des marais restaurés par Michel Mieusement, artiste animalier, en bordure de la Durdent.*
- Association de sauvegarde de l'itinéraire ferroviaire Barentin-Caudebec, 57, chemin du Château, 76570 Fresquiennes.
- Terre et paysage, Isabelle Sturdza, 76570 Limesy.
- SOS Animaux, 595, route de Paris, 76590 Le Bois-Robert, tél : 02 35 85 89 78.
- Association de sauvegarde de l'environnement de Sanvic-Bléville, 14, rue Gramme, 76600 Le Havre, tél : 02 35 54 35 07.
- SHPA, Société havraise de protection des animaux, 75, rue Président-Wilson, 76600 Le Havre, tél : 02 35 22 81 55.
- AF3V, Association française des véloroutes et voies vertes, Charles Guivach, 102, rue Jean-Jacques-Rousseau, 76600 Le Havre, tél : 02 35 42 00 00.
- Société d'aide aux animaux en difficulté, 102, rue Sainte-Hélène, 76600 Le Havre, tél : 02 35 53 91 30.



■ AFDAM, Association fécampoise pour le développement des activités de mer, 39, quai Bérigny, BP 56, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 78 01. *Association d'insertion par la connaissance du patrimoine maritime, gère le bateau Tante Fine et organise des randonnées en bateau pour la découverte de l'environnement entre la Normandie et le sud de l'Angleterre.*

- Club alpin français, 72 rue Victor-Hugo, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 01 46.
- Amis de la nature, 189, rue de Verdun, 76600 Le Havre.
- Nature & Découverte, Espace Coty, 76600 Le Havre, tél : 02 32 74 27 50.
- Greenpeace Le Havre, tél : 02 35 20 76 75.
- ARPE, association de réflexion et de protection de l'environnement, 29, rue Lucien-Lévy, 76600 Le Havre.
- Cellule de suivi du littoral haut Normandie, 16, quai Casimir-Delavigne, 76600 Le Havre.
- Coordination des associations de riverains d'usines d'équarissage, Annie Leroy, 27 bis, rue André Messager, 76620 Le Havre, tél : 02 35 54 13 56. *Coordonne les actions de douze associations de riverains d'usines d'équarissage.*
- L'Archelle, Maurice Varin, hameau du Faux-Buisson, 76640 Hattenville. *Ferme pédagogique avec découverte du patrimoine normand, culture, etc.*
- Association de la vallée de l'Yères, Véronique Larouze-Barrois, Le Hamel, 76660 Grandcourt.
- Fresnoy Folny Environnement, M. Baudoyn, 76660 Fresnoy-Folny.
- A la découverte du sens, Solène Delarue, 43, place Maintenon, 76680 Saint-Saens.
- Défense de l'environnement, Bénédicte Noël, 6, rue de l'Eglise, 76690 Saint-Georges-sur-Fontaine.
- Club de protection de la nature «La Sitelle», ancienne école, 76700 Saint-Laurent-de-Brévédent, tél : 02 35 20 59 06.
- Truite-Ombre-Saumon, 6, rue des Martyrs, 76770 Le Houleme, tél : 02 32 82 44 03.
- Association de défense du cadre de vie de la vallée du Cailly, 15, rue de la Clairette, 76770 Malaunay.
- Ecorefe, Régis Godfroy, ancien Presbytère, 76790 Gerville, tél : 02 35 29 97 12.
- Défense du train touristique du pays des Hautes-Falaises, Michel Meynier, Les Chèvrefeuilles, rue Offenbach, 76790 Etretat.
- Les amis de la forêt du Rouvray, Daniel Duval, 58, rue Georges-Bizet, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray. *Lutte contre un projet de rocade dans la forêt.*
- Groupe mammologique normand, 8, rue Roussillon, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, tél : 02 35 65 22 22.
- Conservatoire des sites naturels de Haute-Normandie, château Rivière-Bourdet, route Rivière-Bourdet, 76840 Quévillon, tél : 02 35 32 38 08.
- Amis de la nature, L'Hermitage, 76890 Val-de-Saane, tél : 02 35 32 48 49.
- Association d'éducation à l'environnement, zone artisanale, BP 28, 76890 Totes, tél : 02 35 32 81 01.
- Association de protection de Criel et du pays d'Yères, 4, avenue des Terrasses, 76910 Criel-sur-Mer.
- Association pour la défense de l'environnement et la sécurité routière, Michel Boisteau, 266, route de Paris, 76920 Amfreville-la-Mi-Voie.
- Aquacaux, 70, chemin Saint-Andrieux, 76930 Octeville-sur-Mer. *Association d'insertion travaillant pour le nettoyage du littoral et l'éducation à l'environnement.*
- Parc naturel régional des boucles de la Seine normande, maison du parc, BP 13, 76940 Notre-Dame-de-Bliquetuit, tél : 02 35 37 23 16. *Créé en 1974, il protège 58 000 hectares sur 53 communes situées entre Rouen et Le Havre.*
- Défense de la Presqu'île de Brotonne, Marcel Lenoble, Le Bourg Corblin, 76940 Notre-Dame-de-Bliquetuit.



■ Association des sinistrés de l'inondation de la vallée de l'Austreberthe, Daniel Boulenger, sente des Clémentins, 76360 Barentin. *Du fait de l'urbanisation et du remembrement, les eaux de pluie coulent plus vite et provoquent des inondations dans les vallées estuaires de la région.*

# La ferme des chèvres dans le vent



Classe pédagogique à la ferme des chèvres dans la vent.

## Après un retour à la terre des plus classiques, Valérie et Pascal se sont orientés dans un premier temps vers l'agriculture biologique, puis vers les énergies renouvelables.

**E**n 1988, après plusieurs années dans l'informatique, Pascal n'aime plus son travail. Valérie et lui décident de revenir à la terre, leurs parents étant agriculteurs. Mais ils n'ont pas d'argent pour s'installer. Ils cherchent un moyen de démarrer et tombent dans les filets de l'élevage industriel. Ils savent déjà que le hors-sol n'est pas souvent d'un très bon rapport, mais on leur garantit que l'élevage hors-sol des lapins est prometteur. Une société leur fournit un tunnel d'élevage, les cages et les premières mères. La même société fournit ensuite les aliments et contrôle le rythme de production.

Au départ, cela rapporte correctement, mais plutôt que d'investir de plus en plus dans le lapin, Pascal et Valérie décident au contraire d'essayer de diversifier. Une voisine qui prend sa retraite leur cède une dizaine de chèvres. Ils disposent de 3,5 hectares de terrain, ce qui est juste pour un tel troupeau. Ils développent également une activité de transformation du fromage et de vente sur les marchés.

Du côté des lapins, la situation se dégrade : les prix baissent et la solution logique serait d'augmenter la production. Alors qu'ils ont démarré avec 150 mères, de nouveaux

élevages commencent directement avec un millier de mères. Cela ne leur semble pas une bonne solution, d'autant que plus les élevages augmentent de taille, plus il faut de traitements vétérinaires pour se protéger des épidémies foudroyantes en élevages industriels.

## Passage à l'agriculture biologique

Valérie et Pascal en sont alors à 1 F d'antibiotiques par kilo de lapin ! Comme les remboursements touchent à leur fin début 2000, ils décident de mettre un terme à l'élevage de lapins.

Dégoûtés par les méthodes d'élevage classique, Valérie et Pascal ont développé leur troupeau de chèvres sans produits chimiques. Ils sont ainsi arrivés à quarante chèvres sur six hectares. Des discussions sur les marchés avec leurs clients, ainsi qu'au sein de la Confédération paysanne où ils militent, les convainquent de passer en agriculture biologique. Ils décou-

vrent que malheureusement, c'est beaucoup de paperasses administratives. Mais la démarche leur paraît logique.

Les événements météorologiques vont accélérer la décision. Leur ferme se trouve sur une crête ventée. Fin décembre 1999, c'est la tempête, d'une extrême violence à cet endroit. Une ferme voisine est totalement détruite. Tous les toits de leurs dépendances s'écroulent et le tunnel des lapins s'envole. De nombreuses personnes fuient leur maison dans le village en pleine nuit. C'est traumatisant au possible. Le matin, ils sont persuadés de ne plus avoir de bêtes vivantes. Mais seules quelques chèvres ont avorté de peur, les autres se sont dispersées autour de la chèvrerie. Les lapins, bien qu'exposés au froid, sont tous vivants. Alors qu'on leur prédit la mort rapide des lapins, ceux-ci vont survivre pendant tout l'hiver et finir tranquillement leur cycle de croissance. Certaines mères auront même des petits. Le tunnel n'est alors pas reconstruit.

## Dompter le vent

Le seul troupeau de chèvres ne peut suffire à faire vivre la ferme. D'autant plus que des problèmes apparaissent avec la Mutuelle sociale agricole, la sécurité sociale des agriculteurs. S'il n'y a plus d'élevage hors-sol, la MSA estime que la ferme n'est plus viable. Elle propose donc d'élever soit 30 chèvres en hors-sol ou soit d'augmenter la surface de la ferme à au moins 11 hectares. Les deux solutions ne plaisent pas au couple.

Ils décident alors d'utiliser le vent pour produire eux-mêmes leur électricité et de développer autour d'une éolienne, un centre d'initiation aux énergies renouvelables avec accueil de classes d'enfants ou de groupes d'adultes.

Alors que la ferme se reconstruit au cours de l'année 2000, ils cherchent un modèle d'éolienne pas trop gros mais suffisant pour

assurer une production équivalente à leur consommation. Comme ils ne veulent pas avoir de batteries, ils optent pour le principe d'un onduleur avec renvoi du courant sur le réseau EDF avec utilisation du compteur de manière réversible. EDF veut dans un premier temps mettre un deuxième compteur mais y renonce au moins provisoirement car la ligne doit être refaite

*Passer en agriculture biologique est une démarche logique.*



## AGRICULTURE BIO ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

dans les années à venir, la ferme étant en bout de ligne.

Ils contactent la société Vergnet qui leur est indiquée comme

étant celle qui fait des éoliennes de petites tailles, mais le prix annoncé (400 000 F pour 10 kW) est jugé trop onéreux. Une autre piste leur signale un modèle de 12 kW moitié moins cher en Espagne, mais l'Europe ne semble pas encore faite et les problèmes administratifs compliquent le projet. C'est finalement Michel Frémont, de la Compagnie des sept vents du Cotentin (1) qui leur dénicher un modèle américain de 10 kW pour 200 000 F.

Pour faire leur conversion en ferme pédagogique, Pascal et Valérie demandent à bénéficier d'un CTE, contrat territorial d'exploitation. Les CTE ont été mis en place pour aider ceux qui agissent dans le sens d'une agriculture durable à faire face aux investissements. Au départ, le projet devait bénéficier aux petits agriculteurs, mais dans la réalité son sens a été largement détourné : un agriculteur qui est déjà en bio ne pourra pas facilement en bénéficier alors qu'un gros pollueur pourra toucher une

grosse prime en annonçant qu'il polluera moins ensuite. Plus on pollue au départ, plus on peut bénéficier d'aides !

Au niveau national, les CTE prévoient explicitement des aides pour l'autonomie énergétique en particulier pour la mise en place d'éoliennes. Mais au niveau de la direction départementale de l'agriculture, on leur met des bâtons dans les roues et c'est finalement le sous-préfet qui doit intervenir pour faire respecter la loi. Ils bénéficient alors d'une aide de 50 000 F. Ils remboursent l'éolienne à un rythme équivalent à l'économie qu'ils font sur leur facture d'électricité, ce qui fait que grâce à l'aide initiale perçue, ils la rembourseront en dix ans.

## L'éolienne de 10 Kw est alors la plus grosse de Basse-Normandie.

L'éolienne est installée en novembre 2000. Le maire a tout de suite été favorable au projet car cela fait parler de la commune. Il n'y a pas eu de problème de voisinage, alors que pourtant les petites éoliennes sont plus bruyantes que les grosses. Pour son inauguration, tous les habitants de la commune ont été invités et... ils sont venus. Depuis l'éolienne est souvent regardée pour savoir d'où vient le vent.

Avec ces modestes 10 kW, elle est alors la plus grosse de Basse-Normandie ! Un an après, elle reste la plus grosse du Calvados, deux autres fermes ayant monté des projets un peu plus gros dans la Manche.



Démonstration de cuiseur solaire.

## Une ferme pédagogique

Avec l'aide d'amis passionnés par les énergies renouvelables, ils réalisent plusieurs expositions sur le sujet et surtout des maquettes de techniques renouvelables : éoliennes Darius à axe vertical, éolienne chinoise, cuiseurs solaires (dont un réalisé dans les restes d'un congélateur détruit par la tempête), petites éoliennes simplifiées pour que les enfants puissent bricoler par eux-mêmes...

À côté de cela, la salle de transformation des fromages est également adaptée pour que les enfants puissent venir faire du fromage. Des panneaux explicatifs donnent la recette de la transformation du lait en un fromage savoureux. Enfin, les enfants peuvent, si l'horaire le permet, participer à la traite des chèvres.

(1) Les Sept Vents du Cotentin, Michel Frémont, 1, La Houchardière, 50200 Courcy, tél : 02 33 07 59 91.

Initiation à la traite manuelle des Chèvres.



Ferme des chèvres dans le vent



Ferme des chèvres dans le vent

Lorsqu'une classe vient, elle est divisée en deux, une moitié voit la production de fromages pendant que l'autre découvre les énergies renouvelables, puis les deux groupes sont inversés.

En 2001, ils contactent le rectorat de l'Académie pour être reconnus «ferme pédagogique». Celle-ci leur répond que «suite à un accord signé entre le ministre de l'agriculture et le ministre de l'éducation, il faut que ce soit la chambre d'agriculture qui fasse la demande pour l'agriculteur auprès de l'Académie». La personne rencontrée à la chambre d'agriculture leur demande alors d'adhérer à la charte «bienvenue à la ferme» moyennant finance et que seulement ensuite, elle réalisera le dossier pour devenir ferme pédagogique. Pascal et Valérie estiment alors qu'ils n'ont pas à suivre cette charte en particulier plutôt qu'une autre et que la chambre d'agriculture doit rester neutre et travailler pour tous les agriculteurs. La chambre leur suggère également d'adhérer à la charte «Terroir 14» qui fait la promotion des produits fermiers... même si ces produits sont issus d'élevage hors-sol. La ferme des Chèvres dans le vent adhère déjà à la charte de l'agriculture biologique (AB) avec paiement pour cela d'un organisme certificateur (Ecocert).

Ils préfèrent alors faire leur promotion en dehors de ce circuit officiel, même si d'autres

agriculteurs de la Confédération paysanne ont fait le choix contraire.

Ils se sont renseignés également sur la possibilité de faire de l'accueil à la ferme, mais pour le moment Accueil paysan n'est présent dans la région qu'en Seine-Maritime (2). Là encore, ils sentent des réticences du côté de la Chambre d'agriculture.

Enfin, ils ont entrepris des démarches auprès de l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, pour être un PIE, point information énergie, mais pour le moment sans succès, l'ADEME semblant s'intéresser à des structures plus spécialisées.

## Vaches en perspective

Les parents de Valérie viennent de leur proposer de reprendre leurs terres situées à moins de 5 km de là, soit une quarantaine d'hectares actuellement utilisés pour l'élevage des vaches en plein air.

Le projet est séduisant et pourrait compléter un revenu un peu juste. Mais ce sont des contraintes lourdes avec notamment une traite qui se rajoute à celle des chèvres.

Un voisin, Serge, vit actuellement de l'organisation de voyages touristiques avec des ânes. Il propose notamment une randonnée de sept jours pour rejoindre le Mont-Saint-Michel à moins de 100 km de là. Mais l'acti-

vité est insuffisante. Sans renoncer à l'idée d'une ferme pédagogique, ils étudient avec lui comment développer l'activité de vaches laitières ensemble.

Contact : Pascal et Valérie Touret, La ferme des chèvres dans le vent, 14350 Montchauvet, tél : 02 31 67 50 25 (entre Caen et Vire)

(2) Accueil paysan, 6, rue de l'Eglise, 76280 Turretot, tél : 02 35 20 24 11.



Michel Bernard



## AGRICULTURE

### La ferme de l'Archelle

Cette ferme associative accueille depuis 17 ans dans un clos-masure restauré, des groupes (scolaires, personnes âgées, personnes handicapées, familles, camps enfants et ados lors des vacances), ou des individus (stages divers les week-ends tout au long de l'année). En pleine campagne, on peut y pratiquer des activités aussi diverses que variées (de la sculpture sur bois à la restauration de fauteuils, du flamenco à la danse africaine, du théâtre au patchwork, des arts plastiques à l'accordéon diatonique...), dans une ambiance extraordinaire où le contact humain et le partage sont toujours LA priorité.

■ Ferme de l'Archelle, Maurice Varin, 76640 Hattenville, tél : 02 35 96 98 18.



### Confédération paysanne

À la fin de la guerre, les paysans deviennent des «exploitants agricoles» qui cherchent à tirer le profit maximum des terres. C'est la fuite en avant dans la culture intensive, la naissance de l'élevage industriel, la consommation effrénée des engrais et la naissance d'un corporatisme absolu autour de la FNSEA, fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Dans les années 60, avec la disparition accélérée des petits paysans, des syndicats d'un style nouveau apparaissent de-ci de-là comme les pay-

## Groupements régionaux de l'agriculture biologique

Les GRAB, Groupements régionaux de l'agriculture biologique, assurent la promotion de l'agriculture biologique dans leur région. Ils soutiennent les postulants dans la phase de conversion. Ils organisent des formations et l'appui technique aux producteurs. Ils aident à l'organisation des filières par type de produit. Ils communiquent sur l'agriculture biologique auprès du grand public et des instances officielles (du ministère de l'agriculture aux élus locaux en passant par les lycées agricoles...). Les GRAB organisent chaque printemps des journées portes ouvertes dans les exploitations. Chacun des GRAB normands diffuse un petit dépliant gratuit recensant les exploitations en bio.

■ GRAB Basse-Normandie, 6, rue des Roquemonts, 14000 Caen, tél : 02 31 47 22 47.

■ GRAB Haute-Normandie, 9, rue de la Petite-Cité, BP 882, 27008 Evreux cedex, tél : 02 32 78 80 46.

sans-travailleurs. Ces nouveaux syndicats qui prônent une agriculture respectueuse de la terre et des hommes, qui replacent l'agriculture à sa juste place dans un contexte mondial d'inégalité, de faim dans les pays du Sud, d'exploitation par l'industrie agro-alimentaire, se regroupent en 1987 au sein de la Confédération paysanne.

Ce syndicat représente aujourd'hui, aux élections de chambres d'agriculture, un quart des paysans. Le discours est totalement renouvelé : lutte pour le maintien des exploitations (trois fermes valent mieux qu'une grande), refus des OGM, organismes génétiquement modifiés, qui n'apportent des bénéfices qu'aux firmes qui les produisent, implication dans la mouvance contre la marchandisation du monde, développement de solidarité avec les paysans du Sud au sein de l'organisation Via Campesina, etc. L'un des porte-parole nationaux de la Confédération paysanne est François Dufour, paysan dans la Manche.

■ Confédération paysanne du Calvados, 17 bis, rue Louis-Pasteur, 14123 Fleury-sur-Orme, tél : 02 31 83 64 51.

■ Confédération paysanne de la Manche, avenue Paris, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 06 48 09.

■ Confédération paysanne de l'Orne, 52, boulevard Iers-Chasseurs, 61000 Alençon, tél : 02 33 31 49 73.

■ Confédération paysanne de Seine-Maritime, 38 B, rue Bellanger, 76190 Yvetot, tél : 02 35 95 66 66.

## Produits bio sur les marchés de Normandie

La ville de Honfleur organise un marché bio spécifique les mercredis matin, place Saint-Léonard. Un projet de marché est en discussion à Caen. Un marché bio se tient les samedis et dimanches, clos Saint-Marc, à Rouen.

Sinon, on trouve des produits biologiques sur de nombreux marchés classiques, les producteurs cités par ailleurs (tous en bio) indiquent les marchés qu'ils font.

## Et également 14 - Calvados

■ Earl de Prépetit, Hervé Thins, 14110 Proussy, tél : 02 31 69 10 28. *Producteur en mention Demeter (biodynamie) de légumes, petits fruits, choucroute, plantes aromatiques, porcs, veaux...*

■ Damien Lepelletier, Jardin de Rougemont, Le Lieu Langlois, 14130 Drubec, tél : 02 31 64 90 90. *Jardin maraîcher en biodynamie.*

■ Jean-René Pitrou, Les Cinq Autels, 14190 Fierville-Bray, tél : 02 31 78 12 13. *Pommes à cidre, céréales, lentilles.*

■ Profertyl, avenue Dubna, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 47 15 90. *Engrais bio.*

■ ANFIPAR, Association normande de formation et d'information des paysans et ruraux, Maison polyvalente, 1018, boulevard du Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 06 07 30. *Formations en agriculture biologique en relation avec le GRAB, formations installations en monde rural pour les jeunes avec le MRJC, formations pour l'installation des migrants avec l'association havraise d'accueil des migrants.*

■ Stéphane Royer, Le Vesque, 14250 Hottot-les-Bagues, tél : 02 31 08 08 96. *Légumes, poulets, œufs.*

■ Hervé de Mézerac, Château de Canon, 14270 Mézidon-Canon, tél : 06 15 41 85 90. *Producteur de cidre et vinaigre de cidre.*

■ Marc d'Ymouville, Le clos aux Moines, 14330 Lison, tél : 02 31 22 80 38. *Lait et volaille, présent sur le marché de Bayeux.*

■ Abel Brée, route de Mézidon, 14370 Airan, tél : 02 31 23 90 56. *Producteur de céréales, luzerne et lentilles, distributeur de produits provenant de la Coopérative Biocer.*

■ Ecomusée de l'abeille, Les ruchers de la Suisse normande, 14570 Le Vey, tél : 02 31 69 46 27. *Pour tout savoir sur l'apiculture en Normandie.*

■ François Dumouchel, Le Lieu Buchar, 14640 Villers-sur-Mer, tél : 02 31 24 65 20. *Viande bovine.*

■ Marcelle et Vincent Lahaye, 14710 Mandeville-en-Bessin, tél : 02 31 22 54 18. *Lait, viande, pomme à cidre.*

■ Gilles et Michèle Lecaudey, Sarl Les enfants de la Bio, Ferme du Manoir, 14710 Mandeville-en-Bessin, tél : 02 31 22 59 57. *Œufs, volailles de chair, viande bovine, céréales.*

■ Daliat, 4, rue du Bessin, BP21, 14740

Bretteville-l'Orgueilleuse, tél : 02 31 80 70 66. *Transformation de produits bios à destination principalement des collectivités : céréales, biscuits, entremets...*

■ GAEC Chante l'Herbe, Escures, 14770 Saint-Jean-le-Blanc, tél : 02 31 69 37 40. *Vaches allaitantes, moutons, céréales, poulets, œufs, lapins, pommes de terre. Vente à la ferme le jeudi soir et le samedi matin, présent sur le marché de Caen.*

■ Yves-Marie Vallée, Escures, 14770 Saint-Jean-le-Blanc, tél : 02 31 69 62 95. *Cidre, jus de pommes, confiture de cidre. Visite pédagogique possible. Gîte.*

■ Bruno Frémont, Verger de Roncheville, 14860 Barent, tél : 02 31 78 84 22. *Verger conservatoire de 400 variétés, vente directe et cueillette de petits fruits, pommes, jus de pommes.*

## 27 - Eure

■ Jardin de Cocagne du Moulin de Navarre, quartier Tilly, 1, rue Isambard, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 02 06. *Légumes de saison, légumes oubliés. Vente sur place le mercredi de 8 h à 18 h et le samedi de 8 h à 12 h.*

■ Solidaires, 2, place des Thuilleries, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 61 05 27. *Production de légumes biologiques. Vente sur les marchés de Louviers (mercredi et samedi), de Val-de-Reuil (lundi, mardi, jeudi et vendredi), de Vernon (mercredi et samedi). Vente à la ferme de 9 h à 16 h.*

■ Alliance 27 Paysans-écologistes-consommateurs, 6, rue de Verdun, 27110 Neubourg, tél : 02 32 34 72 81.

■ Jean-Luc Richard, hameau Bordigny, 27160 Breteuil-sur-Iton, tél : 02 32 29 81 51. *Légumes bio en vente sur le marché de Verneuil-sur-Avre le samedi. Vente à la ferme.*

■ Jacques Godard, Le Ménillet, 27190 Nogent-le-Sec, tél : 02 32 29 96 79. *Miel, fruits, noisettes, pommes de terre, oies. Vente à la ferme.*

■ Benoît Noël, Les Jonquets, 27210 Beuzeville, tél : 02 32 42 68 47. *Cidre. Vente à la ferme.*

■ Didier Louwagie, ferme Saint-Mamert, 32, rue des Glycines, 27240 Buis-sur-Damville, tél : 02 32 34 52 17. *Pain bio. Présent le samedi sur le marché d'Evreux. Vente à la ferme.*

■ François Bocquet, Château de la Boise, 27310 Epreville-en-Roumois, tél : 02 32 56 26 40. *Pommes, cidre, pommeau, calvados. Vente à la ferme sur rendez-vous.*

■ Jean-Luc Pétric, La Bougère, 27330 Bois-Normand-près-de-Lyre, tél : 02 32 30 58 18. *Fruits et légumes. Vente sur marché bio de Paris XV le vendredi. Vente à la ferme.*

■ Maison du lin, 27350 Routot, tél : 02 32 56 21 76. *Pour tout savoir sur cette culture textile.*

■ Patrick Gagneur, La Baudriette, 27390 Verneusses, tél : 02 32 44 50 88. *Cidre, poiré, pommeau, calvados, jus de pommes, gelée de cidre, gelée de pommes, vinaigre de cidre. Vente à la ferme.*

■ Benoît Lelièvre, hameau Pincheloup, 27500 Tourville sur Pont-Audemer, tél : 02 32 31 40 85. *Fromages de chèvre et de vache. Vente à la ferme.*

■ Catherine Hiblot, 27680 Saint-Thurien, tél : 02 32 57 48 65. *Cidre, pommeau, calvados, vinaigre de cidre, pommes. Vente à la ferme.*

■ Philippe Brière, hameau de Noyers, 27700 Les Andelys, tél : 02 32 54 19 62. *Viande de bœuf en demi-gros.*

■ Dominique Jacob, La Bergerie, 33, rue du Mesnil, 27930 Sacquenville, tél : 02 32 34 07 94. *Pommes de terre. Vente à la ferme sur rendez-vous. Livraisons possibles.*

## 50 - Manche

- Serge et Philippe Enée, La Barberie, Le Mesnil Rouxelin, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 00 53. *Auberge paysanne bio, boulangerie et charcuterie. Ventes sur les marchés de Saint-Lô, Granville, Cherbourg, Dieppe, Dinard.*
- Damien Lemasson, GAEC sous les Pommiers, Monsboscq, 50200 Courcy, tél : 02 33 45 08 96. *Cidre et lait.*
- Luc Leroux, Mouley, 50200 Heugueville-sur-Sienne, tél : 02 33 45 28 91. *Lait et légumes de plain champ.*
- Jean-Louis Allain, La Prioudière, 50210 Montpinchon, tél : 02 33 46 97 37. *Elevage bovin.*
- Michel-Adolphe Jean, Le Verger Vert, La Mahauderie, 50250 Baudreville, tél : 02 33 45 61 29. *Jus de pommes, marc de pommes.*
- Bertrand Lapeyre, Ferme de la Maison-Neuve, 50380 Saint-Aubin-des-Préaux, tél : 02 33 51 64 44. *Pommes de table.*
- Thomas Sanoner, Sienne, 50410 Percy, tél : 02 33 50 81 31. *Jus de pommes, cidre, pommes.*
- Patricia Bouffard, 50480 Hiesville, tél : 02 33 71 04 85. *Lait et veaux.*
- SOS Agriculteurs, hôtel Vautier, 50490 Saint-Michel-de-la-Pierre, tél : 02 33 07 23 23. *De nombreux agriculteurs connaissent des difficultés soit avec la MSA (couverture sociale) soit avec leur banque. Cette association essaie de trouver des solutions et développe des actions de solidarité.*
- Loïc Ducloué, Les Hameaux Baumont, 50500 Carentan, tél : 02 33 42 38 41. *Veaux et lait.*
- Marie-Agnès Hérou, Cave des Vergers de la Chapelle, 60, village de Cantepie, 50500 Auvers, tél : 02 33 71 07 89. *Pommes à cidre, cidre, pommeau de Normandie, calvados.*

## 61 - Orne

- Valérie et Christophe Lecuyer, La Féverole, Ferme de la Rue, 61110 Bretoncelles, tél : 02 37 37 26 87. *Produits laitiers, légumes, pain au levain, volailles, jus de fruits, farine, miel. Vente à la ferme le vendredi et le samedi de 9 h à 12h30 et de 14 h à 19h30.*
- Gaec de la Galotière, 61120 Crouttes, tél : 02 33 39 05 98. *Cidre.*
- Fermiers bio du Perche, Le Puits Carré, 61130 Dame-Marie, tél : 02 33 73 47 42. *Viande bovine et ovine, farine de froment, farine de sarrasin.*
- Pascal Sauvage, La Baronie, 61150 La Courbe, tél : 02 33 35 29 08. *Porcs, bœufs limousins et normands.*
- Marie-Annick Flochlay, Le Gué Falot, 61170 Saint-Aubin-d'Appenai, tél : 02 33 28 68 12. *Viande bovine et ovine, lait de chèvre, volailles. Vente directe de fromages de chèvres, œufs. Ferme de séjour avec trois chambres d'hôtes et table familiale.*
- Scea de la Barouderie, 61210 Bazoches-au-Houlme, tél : 02 33 35 03 83. *Lait.*
- Bruno et Maud Marie, Le bourg, 61220 Saint-Hilaire-de-Briouze, tél : 02 33 65 89 55. *Vente directe de lait cru.*
- Société de distribution biologique du Hazé, Gilles Rocher, 61220 Briouze, tél : 02 33 66 04 96. *Distribution de viande bovine, ovine et porcine, plats cuisinés.*
- Sylvaine Vaniscotte, La Dufrenèrie, 61240 Marmouillé, tél : 02 33 27 57 05. *Viande bovine.*
- Jacky Maunoury, 4, lotissement Foyer rural, 61250 Radon, tél : 02 33 27 85 52. *Vente directe de viande d'agneau.*
- Scea Gaignard, Ferme des Riderets, 61250 Hérou, tél : 02 33 26 22 70. *Lait, beurre, produits laitiers frais.*

- Laurent et Thierry Hamard, Gaec des Centaurées, La Sébaudière, 61330 Céaucé, tél : 02 33 30 88 41. *cidre, poiré.*
- Ferme des Ouy, La Chevrolière, 61340 Nocé, tél : 02 33 73 43 85. *Lait, crème, beurre, yaourts, fromages, farines. Vente directe à la ferme et sur les marchés (Chartres le samedi matin, La Loupe, le mardi matin).*
- Gabriel Sederstam, Le Hamel, 61370 Sainte-Gauburge-Sainte-Colombe, tél : 02 33 34 48 42. *Vaches allaitantes.*
- Norbert Delozier, Le Bourg, 61430 Menil-Hubert-sur-Orne, tél : 02 31 69 80 73. *Calvados, cidre, poiré.*
- Jean Morin, La Drouaire, 61470 Saint-Aubin-de-Bonneval, tél : 02 33 39 42 16. *Maraîchage et pain. Présent sur les marchés de Bernay, L'Aigle, Alençon, Orbec.*
- Ferme pédagogique Les Gaillons, Gilles Sallard, 61560 Courgeoust, tél : 02 33 85 21 70. *Production de viande et de céréales. Accueil de classes vertes en séjour de 5 à 20 jours (capacité de 80 lits).*



- Joseph Pousset, Rochereuil, 61570 La Bellière, tél : 02 33 35 22 67. *Céréales.*
- Aline et Frédéric Carette, La Planche Pétron, 61700 Saint-Bomer-les-Forges, tél : 02 33 64 97 50. *Légumes (une cinquantaine de variétés) et céréales. Vente directe à la ferme le vendredi de 17 h à 20 h et sur le marché de Flers tous les samedis matins.*

## 76 - Seine-Maritime

- Lin et l'autre, route du phare d'Ailly, 76119 Sainte-Marguerite-sur-Mer, tél : 02 35 04 93 37. *Le lin est un produit naturel. Ce magasin de vêtements d'occasion en lin expose toute l'année les propriétés de cette fibre végétale.*
- N. Thierry et C. Voreux, Ferme Beaulieu, 76160 Bois-l'Évêque, tél : 02 35 23 57 43. *Elevage caprin. Vente de fromages sur le marché de Rouen, Clos Saint-Marc, les samedis et dimanches. Vente à la ferme.*
- Ecomusée, Ferme de Coulevrain, place Georges-Henri-Rivière, 76176 Savingy-le-Temple, tél : 01 64 41 75 15. *Verger conservatoire de la pomme, machines agricoles.*
- Biotero, 35, rue Vieux-Sainte-Marie, 76190 Yvetot, tél : 02 35 95 14 78. *Terreau bio.*
- Durand D. et P. 76210 Beuzeville-la-Grenier, tél : 02 35 31 71 05. *Lait et pommes de terre. Vente à la ferme.*
- Martial Lemère, route de Gerberoy, 76220 Ferrières-en-Bray, tél : 02 35 90 36 91. *Légumes en vente au marché de Beauvais, le mercredi et le samedi.*
- Laurent Moinet, 14, chemin de Hyaumet, 76220 Dampierre-en-Bray, tél : 02 35 90 12 29. *Lait cru ou pasteurisé, crème, beurre. Vente à la ferme sur rendez-vous.*

- Etienne et Virginie Lurois, clos du Bourg, 76270 Saint-Saire, tél : 02 32 97 10 74. *Légumes et cidre. Vente sur le marché de Neuchâtel-en-Bray le samedi. Vente à la ferme.*
- Accueil paysan, 6, rue de l'Église, 76280 Turretot, tél : 02 35 20 24 11.
- Gisèle Pesquet, rue de la Garenne, 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf, tél : 02 35 81 60 55. *Légumes. Vente sur les marchés de Caudebec-lès-Elbeuf le vendredi, d'Elbeuf, place Lecallier, les mardis et jeudis, place Saint-Louis le samedi. Vente à la ferme.*
- Michel Boyère, 4, route de la Côte, 76330 Norville, tél : 02 35 39 94 25. *Volailles. Vente à la ferme.*
- Pascal Donnet, 20, hameau de Ramboc, 76400 Epreville, tél : 02 35 29 04 72. *Pommes de terre. Vente à la ferme le vendredi ou sur commande.*
- Luc Varin, Le Thil Riberpré, 76440 Forges-les-Eaux, tél : 02 35 09 87 17. *Jus de pomme, cidre, calvados, pommeau. Vente à la ferme.*
- Gérard Gadouleau, La Rosière, 76440 Beaubec-La Rosière. *Cidre pressé à la main, calvados, viande d'agneau. Vente à la ferme sur rendez-vous.*
- Babeth Anthore-Degremont, Le Bout de Sasseville, 76450 Sasseville, tél : 02 35 57 29 62. *Fromages de chèvre. Vente sur le marché de Veules-les-Roses le samedi après-midi. Vente à la ferme sauf les mardis et vendredis après-midi.*
- CIVAM Apicole, clos du Moulin, Claude Doutard, 76480 Duclair. *Regroupe les apiculteurs professionnels ou amateurs.*
- Corinne Duparc, Le Cohinaut, 76480 Mesnil-sous-Jumièges, tél : 02 35 05 37 88. *Fruits et légumes. Vente sur le marché de Honfleur, le mercredi. Vente à la ferme.*
- Laurent Grain, rue de la Roche, Le Conihout, 76480 Mesnil-sous-Jumièges, tél : 02 35 37 14 54. *Fruits de saison, présent sur le marché du Clos Saint-Marc à Rouen, les samedis et dimanches. Vente à la ferme.*
- Bernard Popot, hameau l'Orval, 76540 Thiergeville, tél : 02 35 27 49 41. *Légumes et produits à base de cresson. Présent sur le marché de Fécamp, le samedi.*
- Denis His, Grand Joinville, 76570 Pavilly, tél : 02 35 91 69 33. *Fruits de saison, vente au marché de Bihorel, le samedi, à Mont-Saint-Aignan, place Colbert, le mercredi, parking Coquets le vendredi, de Sotteville, le jeudi et le dimanche. Vente à la ferme.*
- Jean-Claude Gillard, hameau de Cidetot, 76570 Mesnil-Panneville, tél : 02 35 91 04 38. *Légumes. Présent sur le marché d'Eu le vendredi, à Rouen, place Boulingrin le jeudi. Vente à la ferme.*
- J.-J. Malhouitre, bossace Valmartin, 76690 Clères, tél : 06 84 49 26 41. *Légumes. Vente à la ferme.*
- Gaec Pierre et François Malo, 145, route de la Libération, 76700 Gainneville, tél : 02 35 20 40 34. *Légumes en vente sur le marché de Honfleur, le mercredi. Vente à la ferme.*
- G. Fauvel, L'Épivant, 76730 Hermanville, tél : 02 35 83 22 39. *Légumes de saison. Vente à la ferme.*
- La ferme Saint-Maurice, 76770 Malaunay, tél : 02 35 75 24 45 (heure des repas). *Ferme (pas en bio) pratiquant la cueillette directe : les clients sont invités à venir cueillir eux-mêmes les fruits et légumes dans les champs et les vergers.*
- Delaporte et Guillaume, La Pommeraye, 76850 Montreuil-en-Caux, tél : 02 32 80 24 77. *Fruits, légumes, confitures, vente sur le marché de Bois-Guillaume le dimanche, de Mont-Saint-Aignan, place Colbert, le mercredi, de Sotteville, place de Verdun, le samedi. Vente à la ferme.*



## SANTÉ

### Bien naître et grandir

Association favorisant les échanges entre parents autour des questions liées à la naissance. Travaille sur un projet de maison de naissance dans le Calvados. Développe un projet de contrat d'accouchement qui lierait les parents et les professionnels de la santé de la maternité ou de l'hôpital. Cette association est en relation avec d'autres du même genre dans d'autres régions de France.

- Bien naître et grandir, 3, impasse Paul-Gauguin, 14550 Blainville-sur-Orne, tél : 02 31 43 92 45.

### Redécouvrir l'allaitement

Après la course à la technologie, on redécouvre depuis une vingtaine d'années que l'allaitement maternel reste le meilleur moyen de nourrir son bébé. L'information a toujours du mal à passer tant l'industrie du lait artificiel est encore présente, illégalement, dans les maternités. De très nombreux groupes font de l'information sur le sujet.

- Réseau normand pour l'allaitement, 12, allée Poiriers, 14000 Caen, tél : 02 31 73 57 93.
- Allo Allaitement, à Lisieux, tél : 02 31 61 02 00.
- Réseau normand pour l'allaitement c/o André Marchand, 5, rue Vallerel, 14500 Vire, tél : 02 31 67 47 47.
- Leache League Calvados, C. Perrard, 3, impasse Paul-Gauguin, 14550 Blainville-sur-Orne, tél : 02 31 43 92 45.
- Cherbourg-Allaitement, 63 bis, rue Amiral-Courbet, 50120 Equeurdreville, tél : 02 33 04 09 90.
- Leache League Bocage normand (ligue pour l'allaitement), Christelle Rochard, La Motte, 50720 Saint-Cyr-du-Bailleul, tél : 02 33 49 64 62.
- Leache League Perche, Christine Athey, La Cochonnière, 61110 Boissy-Maugis, tél : 02 33 83 70 24.
- SOS allaitement 2 A, rue de la République, 76770 Le Houlme, tél : 02 35 75 42 42.

### Victimes de l'amiante

L'amiante est interdite depuis seulement 1997 en France. Les premiers rapports sur ses dangers remontent au début du siècle. Les responsables de cette catastrophe sanitaire ont laissé faire : le profit des industriels est passé avant la santé publique. Malgré l'interdiction, il en reste des millions



## SANTÉ

de tonnes disséminés dans les usines, les écoles, les immeubles, les bateaux... Des maladies souvent graves frapperont longtemps encore ceux qui ont respiré ces fibres...

En 1996, alors que la polémique croît sur la question de l'amiante, les salariés de l'Arsenal de Cherbourg lancent une pétition pour obtenir des explications de la direction (la Défense nationale). 326 personnes signent. L'association de défense des personnes exposées à l'amiante à l'Arsenal voit le jour. De 331 personnes en 1997, à sa création, elle est passée à plus de 500 adhérents aujourd'hui. D'autres associations voient le jour dans d'autres usines concernées par l'exposition à l'amiante. Toutes ces associations sont fédérées au niveau national à l'Andeva.

Les différentes associations aident les victimes de l'amiante à constituer leur dossier juridique pour pouvoir attaquer pour «faute inexcusable de l'employeur». Tous les jugements donnés jusqu'à présent ont condamné les employeurs. Mais la question des indemnisations reste en suspens, les employeurs se tournant vers la CIVI, commission d'indemnisation des victimes d'infractions pénales. Localement, un problème se pose avec le tribunal de Caen qui s'appuie sur un délai de prescription légal de deux ans pour déclarer les demandes d'indemnités dépassées... alors que les maladies résultant de l'amiante surviennent le plus souvent après des délais longs (souvent plus de vingt ans). il y a actuellement, pour la seule région de Cherbourg, 226 dossiers en instruction. On s'attend à ce que

l'amiante fasse environ 25 000 victimes au niveau national dans les vingt ans à venir.



- Aldeva Condé-sur-Noireau, Didier Payen, Mairie, 14110 Condé-sur-Noireau, tél : 02 31 84 68 28.
- Adeva Cherbourg, Serge Loit, 4, rue Vireu, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 54 12 20.
- Adeva Seine-Maritime, Gaston Morisse, Cercle Franklin, 119, cours de la République, 76600 Le Havre, tél : 02 35 25 39 75.

## Et également 14 - Calvados

- Point de départ, 1, rue Bouvreuil, 14000 Caen, tél : 02 31 75 02 00. *Association de lutte contre le Sida.*
- Naître à la Miséricorde, 186, rue de Falaise, 14000 Caen, tél : 02 31 84 12 62. *Association d'usagers et de professionnels*

de la clinique de la Miséricorde où les femmes peuvent accoucher selon leurs désirs : debout, accroupie, avec ou sans péridurale, baignoire, salle nature, etc.

- L'Herbier, 45, rue Froide, 14000 Caen, tél : 02 31 85 66 15. *Herboristerie.*
- Liliaflore, 10, rue de l'Oratoire, 14000 Caen, tél : 02 31 50 24 50. *Herboristerie.*
- Vivance-Sophrologie, 54, avenue Charlemagne, 14000 Caen, tél : 02 31 75 38 08.
- AIRTBN, Association interdisciplinaire de recherche sur le tabagisme en Basse-Normandie, 5, rue Isidore-Piere, 14000 Caen, tél : 02 31 06 49 82. *Toutes les statistiques sur les conséquences sur la santé du tabagisme dans la région.*
- Philippe Fleuriau, 19, rue du Havre, 14000 Caen, tél : 02 31 86 21 72. *Chiropracteur.*
- Elisabeth et Jean-Dominique Leulier, 3, résidence Olympia, boulevard André-Detolle, 14000 Caen, tél : 02 31 74 23 23. *Chiropracteurs.*
- Cauvin Florence, 3, résidence Olympia, boulevard André-Detolle, 14000 Caen, tél : 06 08 64 04 86. *Chiropracteur.*
- Michel Robine, 27, rue de Strasbourg, 14000 Caen, tél : 02 31 38 87 88. *Ostéopathe.*
- Information santé, 106, rue d'Orléans, 14000 Caen.
- Association Valentin-Haüy, 12 rue Pémagne, 14000 Caen, tél : 02 31 85 71 57. *Aide aux aveugles.*
- Talacta, 97, rue Général-Morglin, BP 6022, 14061 Caen cedex, tél : 02 31 73 33 67. *Vente de plantes médicinales.*
- Sid'Accueil, BP 6265, 14067 Caen cedex 4, tél : 02 31 86 29 02.
- Ludovic Assire, 75, rue Henry-Chéron, 14100 Lisieux, tél : 02 31 31 01 67. *Ostéopathe.*
- MCL Diffusion, ZA ouest, 1, rue Henri-Spriet, 14120 Caen, tél : 02 31 73 33 67. *Société de vente en plantes médicinales.*
- Association bas-normande de sophrologie, 47, avenue Pasteur, 14150 Ouistreham, tél : 02 31 97 48 25.
- Aldinat, 68, rue de Bayeux, 14170 Breteville-l'Orueilleuse, tél : 02 31 80 70 66. *Société de phytothérapie.*
- Gérard Colineau, Crépigny, 14770 Saint-Jean-le-Blanc, tél : 02 31 69 49 54. *Géobiologiste, habitat sain, sophrologie, radiestésiste.*
- Patrick Nadler, 2, rue des Villas, 14800 Deauville, tél : 02 31 87 21 13. *Chiropracteur.*
- ANN, Association nationale des naturothérapeutes, 17, route de Caen, 14880 Colleville, tél : 02 31 96 27 39.
- Centre Améthyste, 292, rue Amiral-Wietzel, 14880 Hermanville-sur-Mer, tél : 02 31 96 00 03. *Centre de Reiki.*

## 27 - Eure

- Accueil Sida 27, 42, avenue Aristide-Briand, 27000 Evreux, tél : 02 32 33 60 81.
- Accueil Sida 27, avenue André-Chasles, 27130 Verneuil-sur-Avre, tél : 02 32 32 76 35.
- Laurent Parquin, 18, avenue Gambetta, 27200 Vernon, tél : 02 32 21 19 86. *Chiropracteur.*
- L'herbier de beauté, 10, rue Président-Roosevelt, 27340 Pont-de-l'Arche, tél : 02 35 23 80 22.
- La Maison des simples, 14, place de la République, 27400 Lisieux, tél : 02 32 40 12 56. *Herboristerie.*
- Monique Fradot, 37, rue du Moulin, 27430 Ande, tél : 02 32 59 90 75. *Analyse transactionnelle, sexothérapie.*
- Gérard Petit, 19, rue du Théâtre-Romain, 27930 Le Vieil-Evreux, tél : 02 32 67 88 69. *Chiropracteur.*

## 50 - Manche

- Roger Aimard, 1, rue Philippe-d'Aigneaux, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 05 10 99. *Etiopathe.*
- Pierre Didius, 211, rue Maréchal-Juin, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 79 94. *Ostéopathe.*
- Pascal Marcheteau, 3, rue 80-et-136e-Territoriale, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 19 48. *Thérapie manuelle.*
- David Guillaume, 521, chemin du Vieux-Candol, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 06 09 93. *Etiopathe.*
- Jeanne-Marie Koning, 314, rue des Acres, Les Sapins Verts, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 46 92. *Biosynergétique.*
- Le Pas, 1, square Lionel-Audigier, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 01 35 38. *Aide aux toxicomanes.*
- Florence Cauvin, 44, rue de l'Alma, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 93 24 30. *Chiropracteur.*
- Pierre Ringuet, 30 avenue de Paris, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 22 02 28. *Etiopathe.*
- Michel Robine, 39, rue Tour-Carrée, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 53 08 05. *Ostéopathe.*
- Jean Ade, 65, boulevard Pierre-Mendès-France, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 53 09 55. *Etiopathe.*
- Bruno Sosson, 16 route Saint-Jean, 50160 Torigni-sur-Vire, tél : 02 33 55 51 29. *Etiopathe.*
- Nicolas Beaupère, 31, rue Gambetta, 50200 Coutances, tél : 02 33 07 57 96. *Etiopathe.*
- Gilles Doriry, 18, rue Jules-Michelet, 50400 Granville, tél : 02 33 91 70 00. *Chiropracteur.*
- Droits des non-fumeurs, 297, avenue de la Mielle, 50460 Urville, tél : 02 33 03 93 01.

## 61 - Orne

- Rithme 61, Réseau d'insertion travailleurs handicapés, 28, rue Jeudi, 61000 Alençon, tél : 02 33 80 03 73.
- Yves Martello, 3 ter, boulevard de Strasbourg, 61000 Alençon, tél : 02 33 28 69 70. *Etiopathe.*
- Nicolas Paragot, 25, rue de la République, 61100 Flers, tél : 02 33 64 40 20. *Chiropracteur.*
- Muriel Trémoullins, 25, rue République, 61100 Flers, tél : 02 33 64 40 20. *Chiropraticienne.*
- Dominique Hubert, 16, place Petite-Normande, 61250 Damigny, tél : 02 33 29 15 21. *Chiropracteur.*
- Loïc Leprince, 12, rue Henri-Besnard, 61300 L'Aigle, tél : 02 33 84 98 98. *Etiopathe.*
- Agnès Le Net, Les Fermes, 61450 Le Chatelier, tél : 02 33 64 05 07. *Biosynergétique.*

## 76 - Seine-Maritime

- Association Valentin-Haüy, 30, place Saint-Marc, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 18 55. *Association d'aide aux aveugles.*
- CEPS, 3, rue du Petit-Salut, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 15 74. *A cette adresse, Jean-Luc Emo propose ses services en kinésiothérapie et en phyto-aromatothérapie.*
- Amis de la chiropractie, 1, rue Fontenelle, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 81 50.
- AIDES, 32, rue Ours, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 56 56. *Soutien aux victimes du Sida, action de prévention, revendications contre la discrimination des malades.*

- Act Up, Daniel Boudraf, 17, rue des Petites-Eaux, 76000 Rouen. *Sensiblement pareil, mais avec des sponsors sur le monde pharmaceutique pour les moins étranges.*
- Centre de sophrologie Jérôme Huvey, 31, boulevard de la Marne, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 52 52.
- Laurent Hervieux, 3, rue Sénard, 76000 Rouen. *Spécialisé dans les allergies et les réactions post vaccinales.*
- Stop-cigarette, 35, boulevard des Belges, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 79 79.
- Françoise Bellavoine, 39, rue Raymond-Duflou, 76000 Rouen, tél : 02 35 76 05 03. *Kinésiothérapie.*
- Isabelle Leblond, 76000 Rouen, tél : 06 12 52 25 06. *Qigong.*
- Yves Brasseur, 25 bis, rue Jean-Lecanuet, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 60 66. *Ostéopathe.*
- Centre de Qi Gong et Tai Ji Quan, 53, rue Cauchoise, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 30 48.
- Muriel Hengoat, 20, route de Quévillon, 76113 Sainte-Pierre-de-Manneville, tél : 02 35 32 09 77. *Chiropracteur.*
- Valérie Gravey, 11, rue Edmond-Labbé, 76190 Yvetot, tél : 02 35 56 96 79. *Sophrologue, psychothérapie.*
- Bruno Leclerc, 178, rue des Hauts-Champs, 76230 Quincampoix, tél : 02 35 34 70 31. *Chiropracteur.*
- Dominique Duprey, Centre rouennais d'évolution, 392, rue de la Prévotière, 76230 Bois-Guillaume, tél : 02 35 59 70 80. *Analyse des rêves, rebirth.*
- Campus Action Sida, 124, avenue du 14-Juillet, 76300 Sotteville-lès-Rouen.
- Nadine Lecomte, 109, Voie-Verte, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 32 59 53 51. *Psychothérapeute.*
- Mariange Rubin, 15, rue du Cours, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 72 50 53. *Sophrologie, reiki.*
- Jean-Jacques Floret, 15, quai Napoléon, 76380 Val-de-la-Haye, tél : 02 35 34 69 59. *Ostéopathe.*
- Centre yoga-Dharma, 16, rue de Babylone, 76430 La Remuée, tél : 02 35 20 65 28. *Centre yoga bouddhiste.*
- Institut normand de sophrologie, Le Petit Joinville, 76570 Emanville, tél : 02 35 91 91 87.
- Henri Le Royer, 102 bis, rue Maréchal-Joffre, 76600 Le Havre, tél : 02 35 22 40 07. *Chiropracteur.*
- Peter Peuler, 120 boulevard de Strasbourg, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 35 03. *Chiropracteur.*
- Association havraise d'accompagnement et de relais en toxicomanie et sida, 97, rue Jules-Siegfried, 76600 Le Havre, tél : 02 35 19 32 43.
- Girondel sophrologie, 27, rue Gustave-Flaubert, 76600 Le Havre, tél : 02 35 22 99 00.
- Herboristerie Rodicq, 44, rue Henry-Dunant, 76600 Le Havre, tél : 02 35 44 39 44.
- Sabine Proniewski, 21, rue Jules-Lecesse, 76600 Le Havre, tél : 06 76 97 17 66. *Gestalt.*
- Béatrice Merlet, Heij Gerrit, 15, rue Jacques-Leloup, 76690 Fontaine-le-Bourg, tél : 02 35 34 69 85. *Sophrologie caycedienne.*
- Envol Santé, chemin du Lieupin, 76710 Montville, tél : 02 35 33 61 46. *Organisation de conférences-débats sur toutes les médecines alternatives.*
- Didier Lacomble, 24, rue de la Clevette, Le Bourgay, 76770 Malaunay, tél : 02 35 74 16 96. *Reiki, sophrologie, relaxologue, gestion du stress.*
- Claudine Herbert, rue de la République, 76810 Luneray, tél : 02 35 84 79 08. *Herboristerie.*

# Gourmand'Grain

Autour d'une boutique de produits biologiques située au centre de Rouen, se développe tout un ensemble de pratiques tournées vers une approche holistique.



Côté magasin.

C'est dans les années 70 que s'ouvre, au 3, de la rue Petit-Salut, près de la cathédrale, une boutique de produits biologiques et un «restaurant de régime». Une première équipe issue de la mouvance écolo post-soixante-huitarde va faire là la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Le restaurant est bio mais pas alors végétarien. A la fin des années 80, l'équipe s'use et le magasin est vendu à des gérants peu écolos qui pensent que la bio est un créneau pour s'enrichir. Ils déchantent très vite et, en 1993, le magasin est en vente. C'est à cette époque que la société est rachetée par Jean-Luc Emo.

Jean-Luc Emo est kinésithérapeute de formation. Par goût, il s'est spécialisé dans les plantes médicinales et s'est associé pendant une dizaine d'années avec une herboriste pour tenir un magasin à Louviers. Le diplôme d'herboriste ayant été supprimé par Pétain pendant la guerre, seules les personnes âgées ayant passé leur diplôme avant l'interdiction peuvent encore exercer. L'associée de Jean-Luc Emo a passé son diplôme en 1937. Jean-

Luc Emo, dans une recherche de connaissance holistique, pendant ces dix années, se forme à la méthode Kousmine, une méthode d'association des aliments réputée dans le milieu des médecines alternatives, l'ostéopathie, une méthode qui permet de remettre en douceur les structures déplacés, particulièrement les os. Enfin, il se forme à la kinésiologie, une technique issue de la médecine chinoise qui s'intéresse à la circulation des énergies dans le corps. Depuis qu'il a repris la boutique, Jean-Luc Emo y consacre deux jours. Il poursuit ses consultations de kinésiologie un jour par semaine, et le reste de la semaine dispense des formations dans dif-

férents organismes à des aides à domicile pour leur apprendre à faire des repas équilibrés pour les personnes âgées. Par ailleurs, il a obtenu le diplôme universitaire de phytoaromathérapie à la faculté de médecine de Bobigny, recevant aussi les personnes pour les conseiller dans ce domaine. Cette formation réservée initialement aux médecins s'est ouverte au para-médical il y a deux ans. Jean-Luc Emo est encore un ancien du MAN,

**Le restaurant propose un repas végétarien 100% bio parfaitement équilibré.**



## APPROCHE HOLISTIQUE

Mouvement pour une alternative non-violente, reste sympathisant des Brigades de paix internationales (voir page 30) et est administrateur de l'association pour le renouveau de l'herboristerie qui milite pour la reconnaissance du diplôme et forme de nouvelles personnes à cette discipline (1)

## Un lieu aux multiples activités

La boutique comprend un rez-de-chaussée de 80 m<sup>2</sup> et un sous-sol de la même surface. Au rez-de-chaussée, la boutique bio voisine un petit restaurant végétarien biologique. Au sous-sol, une salle de soins est aménagée pour la kinésiologie, le massage... Une plus grande salle permet des formations en sophrologie, reiki... Le magasin est géré par une SARL, société commerciale, le sous-sol est géré par une association, le CEPS, Centre d'éducation et de prévention sanitaire, qui loue les locaux, soit à d'autres associations, soit à des particuliers qui y proposent leurs activités. La cuisinière du restaurant, Rachel Joly, anime des cours de cuisine qui rencontrent un gros succès.

Le restaurant propose un repas végétarien équilibré à midi, toujours 100 % bio, même en hiver où c'est parfois plus difficile, propose des plats à emporter, et, depuis septembre dernier, propose un repas plus gastronomique le vendredi soir. L'espace restaurant accueille des expositions d'artistes locaux, alternativement des peintures et des photographies.

Le choix de mêler ainsi plusieurs activités est liée à une approche holistique, ce qui signifie que pour comprendre le monde, il

## Les stages proposés

- sophrologie (depuis deux ans)
  - arthérapie par l'écriture (le samedi matin avec une orthophoniste formée dans cette méthode de soins et de recherche sur soi-même par l'art)
  - le reiki (une forme de gymnastique énergétique) depuis septembre.
  - des stages de communication et de développement personnel.
  - des cours de cuisine selon les saisons.
- S'y ajoute plus ponctuellement :
- massage
  - yoga
  - qigong.

(1) Association pour le renouveau de l'herboristerie, 183, rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 43 58 66 48.



Jean-Luc Emo  
Côté restaurant.

faut s'ouvrir à toutes les facettes qui le composent.

Le magasin est sobrement présenté, sans trop insister ni sur le biologique, ni sur le végétarisme afin d'être ouvert au plus grand nombre. C'est particulièrement vrai pour le restaurant à midi où de nombreuses personnes qui travaillent dans le quartier viennent manger, non pas pour le bio ou le végétarisme, mais simplement parce que c'est bon.

Ensemble occupe quatre personnes : deux pour le restaurant et deux pour la boutique. Toutefois, c'est la partie magasin bio qui paie l'ensemble puisqu'avec deux temps partiel (25 + 30 heures), le magasin a un chiffre d'affaire de 215 000 euros contre seulement 50 000 pour la restauration qui demande plus de temps (deux fois 35 h).

La partie restaurant est, en fait, très prenante et est pourtant moins lourde que si la structure était isolée car c'est le magasin qui fournit les aliments de base.

Les quatre salariés ont tous suivi plusieurs formations dans les différents domaines de la diététique, de l'alimentation, du développement personnel, des médecines douces et le lieu se veut autant un lieu de discussions conviviales qu'un magasin. Il est toujours possible d'y venir prendre conseil sans se croire obligé d'acheter quelque chose.

## Menu du restaurant

Le jour de notre passage, le menu était le suivant (pour 78 F) :

- Assiette de crudités
- Flan de poireau avec chili et semoule de couscous
- Galettes de céréales
- Un dessert au choix parmi semoule au citron, flan de banano-patate douce, gâteau figues-raïsans, flan pomme-raïsans.
- Un thé, café ou tisane.

La première cuisinière du restaurant était une personne de la première équipe du magasin des années 70. Elle a laissé la place à Rachel qui, initialement, a fait une formation artistique et en architecture. Un côté artistique que ceux qui viennent manger le vendredi soir pourront retrouver dans leurs assiettes.

## Un lieu tourné vers l'extérieur

Jusqu'à il y a deux ans, il n'y avait pas de fête écolo régulière sur le département. A Yvetot, l'association des Jardins de l'Aneth (2) a lancé un appel pour organiser une fête annuelle. Six magasins bio de la région dont Gourmand'Grain se sont associés avec l'association pour mettre en place une telle rencontre. La première édition en septembre 2000 n'a réuni que 400 personnes, mais lors de la deuxième édition, le cap des 1000 personnes a été franchi et l'organisation de la fête semble maintenant pérenne. Gourmand'Grain, de par son restaurant, y assure la restauration, ce qui est loin d'être évident car cela nécessite un déplacement de la structure et une grande inconnue sur le nombre de repas à servir. Si la première année, ils avaient prévu à peu près juste, la deuxième année, ils ont été débordés.

Les Jardins de l'Aneth aiment un potager en bio avec une serre chauffée expérimentalement au compost et avec un ensemble de simples (plantes médicinales) qui fait le tour de la propriété. L'association y fait de la réinsertion pour des personnes au chômage et emploie ainsi trois personnes. Jean-Luc Emo y fait de temps en temps des animations scolaires pour des enfants de CM2 qui viennent y découvrir les plantes médicinales et leurs applications. Ces animations scolaires sont gérées en collaboration avec un autre magasin bio, la Planète bleue, situé à Yvetot (3) dont le gérant Alain Guingoin est depuis de nombreuses années un élément moteur pour le développement de la bio en Normandie.

Les cuisinières de Gourmand'Grain assurent aussi la restauration en d'autres circonstances. Ainsi, en avril 2000, un salon «Jardin et nature» a été organisé par le CHENE (4)

au Parc exposition de Rouen. Cette énorme manifestation dispose d'un coin sur l'agriculture biologique où Gourmand'Grain assure les repas.

Michèle Lesage (5) organise dans son petit village de La Haye-de-Routot, en avril, depuis maintenant trois ans, Ortie-folies qui regroupe tous les amoureux de l'ortie et qui présente les multiples usages possibles de cette plante urticante. Parmi les applications on compte de très nombreuses recettes de cuisine, comme la soupe d'orties, le gâteau chocolat-ortie ou le sorbet à l'ortie. Cette participation de Gourmand'Grain a valu à Jean-Luc Emo d'être intronisé dans la «confrérie de l'ortie» dont l'épreuve initiatique consiste à manger une feuille fraîche d'ortie (il y a un truc à connaître !).

Le magasin Grain de Soleil, anciennement une coop, dispose d'une esthéticienne qui vient une fois par mois donner des conseils à Gourmand'Grain, loin de toute idée de concurrence. L'expérience montre en effet que les gens, surtout dans le centre de Rouen en voie de piétonnisation, achètent le plus localement possible et ne vont pas d'un magasin à l'autre.

## Un lieu tourné vers l'avenir

Jean-Luc Emo mène actuellement plusieurs activités de front et souhaiterait se consacrer plus au côté formations des aides à domicile. Il cherche donc une personne pour reprendre la gérance des lieux, avec les mêmes salariées qu'actuellement et espère pouvoir passer la main (il assure la gestion) d'ici juin 2002. Il espère que son successeur saura, avec l'équipe actuelle maintenir cet aspect diversifié du lieu, l'esprit holistique qui permet à des gens qui viennent pour manger de s'intéresser ensuite à de multiples autres choses.

Contact : Gourmand'Grain, 3, rue du Petit-Salut, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 15 74.



Jean-Luc Emo  
Côté cuisine.

(2) Jardins de l'Aneth, Denis Langlois, 98, rue Jean-Ungres, 76190 Yvetot, tél : 02 35 56 24 73.

(3) Planète Bleue, 11, rue du Calvaire, 76190 Yvetot, tél : 02 35 95 24 47.

(4) CHENE, Musée de la nature, 76190 Allouville Bellefosse, tél : 02 35 96 06 54. Prochaine édition de «Jardin et nature» du 26 au 28 avril 2002.

(5) Michèle Lesage, Les Broches, 27350 La Haye-de-Routot, tél : 02 32 57 35 74.



Jean-Luc Emou

Gourmand/Grain.

## 14 - Calvados

- Coop Un de Caen, 18, rue Savornnan-de-Brazza, 14000 Caen, tél : 02 31 73 61 65.
- L'Herbier, 45, rue Froide, 14000 Caen, tél : 02 31 85 66 15.
- La Vie Claire, 3, rue Basse, 14000 Caen, tél : 02 31 93 66 72.
- Votre santé, 5, rue des Teinturiers, 14000 Caen, tél : 02 31 86 34 64.
- Vitamin System, 55, rue Saint-Jean, 14000 Caen, tél : 02 31 39 01 01.
- La Falue, 31, rue de Seine, 14000 Caen, tél : 02 31 72 56 56. *Pain.*
- Boucherie bio, Bernard Baloche, 19, rue Guillaume-le-Conquéran, 14000 Caen, tél : 02 31 86 39 13.
- Bio-Corner, restaurant-épicerie bio, 2, rue des Chanoines, 14000 Caen, tél : 02 31 93 86 09.
- Comptoir bio, 4, place Gordon, 14000 Caen, tél : 02 31 50 07 97.
- Brûlerie antillaise, 17, avenue Victor-Hugo, 14100 Lisieux, tél : 02 31 62 10 67.
- Nicole Nature, 48, place de la République, 14100 Lisieux, tél : 02 31 31 04 33.
- Le Cabas, 8, rue d'Alençon, 14100 Lisieux, tél : 02 31 31 10 56. *Épicerie, produits d'entretien, cosmétiques.*
- Planthécafé, 42, rue Saint-Michel, 14130 Pont-l'Évêque, tél : 02 31 64 38 57.
- Au frisson normand, Eric Ribot, Ferme de la Houssaye-Garnetot, 14170 Saint-Pierre-sur-Dives, tél : 02 31 20 70 07. *Artisan glacier.*
- Jonathan, 1 ter, rue Denis-Papin, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 47 66 88. *Magasin biocoop. 2000 produits alimentaires bio, 1000 éco-produits. 250 m2.*
- Marché nature, place du Hamel, 14320 Saint-André-sur-Orne, tél : 02 31 79 50 53. *Magasin biocoop.*
- Biocer, rue Ruel, 14370 Airan, tél : 02 31 23 24 70. *Grossiste en céréales bio.*
- Au Bayeux sain, 38, place Saint-Patrice, 14400 Bayeux, tél : 02 31 22 26 28.
- Accap association, 3 bis, route de Caen, 14400 Saint-Victor-le-Grand, tél : 02 31 21 40 89.
- Rond-Point Nature, 6, rue aux Fèvres, 14500 Vire, tél : 02 31 67 35 56.
- Vire nature, 33, rue du Haut-Chemin, 14500 Vire, tél : 02 31 68 18 35.
- Marjolaine, 16, rue de la Trinité, 14700 Falaise, tél : 02 31 40 98 01.
- La Ferme normande, 13, rue Breney, 14800 Deauville, tél : 02 31 88 17 86.
- Le relais bio, cour de la Cidrerie, avenue Ox and Buck's, 14800 Saint-Arnoult, tél : 02 31 81 46 00. *Magasin biocoop.*

- Top bio, zone commerciale est, 6, rue Lecordeur, 14800 Touques, tél : 02 31 81 46 00.

## 27 - Eure

- Biocoop Evreux, 2, rue Saint-Léger, 27000 Evreux, tél : 02 32 31 13 72.
- Evreux diététique, 36, rue de Verdun, 27000 Evreux, tél : 02 32 33 49 83.
- Les produits de la nature, 2, rue Edouard-Feray, 27000 Evreux, tél : 02 32 38 33 96.
- Vitamin System, 61, rue Joséphine, 27000 Evreux, tél : 02 32 24 05 05.
- Neubourg Nature, 5, avenue de la Libération, 27110 Le Neubourg, tél : 02 32 35 82 10.
- Saint-Jean Nature, 12, place Saint-Jean, 27130 Verneuil-sur-Avre, tél : 02 32 32 29 13.
- Jouvence, 22, rue des Frères-Planquais, 27140 Gisors, tél : 02 32 27 00 79.
- Au Naturel, 17, rue Isambard, 27170 Pacy-sur-Eure, tél : 02 32 26 47 29.
- Lin passion, domaine de l'Hermitage, 27180 Claville. *Culture et vente de lin biologique.*
- Vernon diététique, 4, rue du Soleil, 27200 Vernon, tél : 02 32 51 24 56.
- Bio-forme, 4, rue Michel-Hubert-Descours, 27300 Bernay, tél : 02 32 45 85 17.
- L'Herbier de beauté, 10, rue Roosevelt, 27340 Pont-de-l'Arche, tél : 02 35 23 80 22.
- Bio-Nat, 20, rue du Quai, 27400 Louviers, tél : 02 32 40 53 13.
- Margat, 14, place de la République, 27400 Louviers, tél : 02 32 40 12 56.
- Nature et santé, 1, rue Stanislas-Delaquaize, 27500 Pont-Audemer, tél : 02 32 42 25 92.

## 50 - Manche

- Chante la vie, 14, rue des Noyers, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 08 17.
- Saint-Lô Nature, 5, rue Mouton, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 50 20.
- Nature Beauté, 7, rue Maréchal-Foch, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 53 13 47.
- Point Nature, 18, rue au Fourday, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 94 68 20.
- Saveur nature, Isabelle Ducloué, 31, rue Christine, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 94 32 46.
- Coop en stock, 12, rue Paul-Letarouilly, 50200 Coutances, tél : 02 33 46 86 46. *Magasin biocoop.*
- Mère nature, 2, rue Gambetta, 50200 Coutances, tél : 02 33 45 02 75.

- Crêperie Notre-Dame, 4, rue d'Harcourt, 50200 Coutances, tél : 02 33 45 00 67. *Crêperie bio.*
- Diététique Bordin, 29, rue des Chapeliers, 50300 Avranches, tél : 02 33 68 38 63.
- Comptoir de la bio, 16, rue Division-Leclerc, 50300 Avranches, tél : 02 33 68 11 11. *Magasin biocoop.*
- Au Jardin de la nature, 129, rue Couraye, 50400 Granville, tél : 02 33 90 62 32.
- Le Rabio, ZA Le Pont, 50690 Martinvast, tél : 02 33 93 93 03. *Magasin biocoop.*
- Le Tournesol, 2, rue de l'Officialité, 50700 Valognes, tél : 02 33 40 39 98.

## 61 - Orne

- Biotpe, 20, rue André-Mazeline, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 81 48.
- Le Panier naturel, 3, rue de Lattre-de-Tassigny, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 77 71.
- Maryvonne Bazin, 11, rue de la Harpe, 61100 Flers, tél : 02 33 65 14 65. *Biocoop.*
- L'épi bio diététique, 7, rue Carnot, 61300 L'Aigle, tél : 02 33 84 88 05.
- Le Perche vert, 1, place du Bourg, 61400 Saint-Langis-les-Mortagne, tél : 02 33 25 36 26. *Magasin biocoop.*

## 76 - Seine-Maritime

- Diet Soleil, 31, rue Armand-Carrel, 76000 Rouen, tél : 02 35 15 10 18.
- Grain de soleil, 7, rue de Buffon, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 62 16.
- Betty bio, 16, rue Petit-de-Julleville, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 10 83.
- Natural, 3, rue du Petit Salut, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 15 74.
- Les Nénuphars, 9, rue du Massacre, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 13 58.
- La Vie Claire, 12, rue Tour-de-Beuire, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 91 78.
- La Vie au naturel, 55, rue Saint-Sever, 76000 Rouen, tél : 02 35 63 29 54.
- Votre santé, 103, rue Beauvoisine, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 90 97.
- Prima Natura, rue Saint-Nicolas, 76000 Rouen.
- Le Monde en bio, 28, rue Mare-du-Parc, 76100 Rouen, tél : 02 35 62 50 90.
- Vivre sain, ZA de la Vatine, 76130 Mont-Saint-Agnan, tél : 02 35 61 01 94.
- Rouen Bio, 79, boulevard du 11-Novembre, 76140 Le Petit-Quevilly, tél : 02 35 73 72 70.
- Le Tournesol, 5, rue Guillaume-le-Conquéran, 76160 Lillebonne, tél : 02 35 38 25 19.
- Planète Bio, 11, rue du Calvaire, 76190 Yvetot, tél : 02 35 95 24 47.
- Aux arômes de Provence, 13, place Saint-Jacques, 76200 Dieppe, tél : 02 35 04 91 13.
- L'Asticot bio, 9, rue d'Ecosse, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 62 27. *Propose également des produits du commerce équitable.*
- Régime et santé, 12, rue Gustave-Rolland, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 38 68.
- Les Saveurs d'antan, 6, cour commerciale, 76220 Gournay-en-Bray, tél : 02 32 89 09 22.
- Normandie bio, 101, rue du Hamel, 76230 Bois-Guillaume, tél : 02 35 12 33 33. *Magasin biocoop.*
- Bio Vitalité, 3, rue Alphonse-et-Marcel-Deparis, 76260 Eu, tél : 02 35 86 81 74.
- Confiserie diététique, 7, place Notre-Dame, 76270 Neufchâtel-en-Bray, tél : 02 35 93 04 06.
- Naturexel, Parc Bretel, 25, 355, rue Hugo, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 03 99 84.



## MAGASINS BIO

- Bio Horizon, arcade du Théâtre, place Bellet, 76400 Fécamp, tél : 02 35 28 90 06.
- Épicerie Naturelle, 11, rue de l'Hôtel-de-Ville, 76430 Saint-Romain-Colbosc, tél : 02 35 55 03 24.
- Biovitamin/Diététique, 25, rue de Roanne, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 81 06 14.
- Exo Diet, 12, rue Camille-Randoing, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 77 66 51.
- Espace Soja, 10, rue de la République, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 77 25 37.
- Marjolaine, 62, rue Maréchal-Galliéni, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 02 64.
- Le Marché bio, 5, rue Saint-Jacques, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 23 53. *Magasin biocoop.*
- Nature Santé, 119, rue d'Étretat, 76600 Le Havre, tél : 02 35 42 67 68.
- Régimex, 138, avenue René-Coty, 76600 Le Havre, tél : 02 35 42 47 23.
- Table et Santé, 11, rue Jules-Lecesne, 76600 Le Havre, tél : 02 35 41 30 95.
- La Vie Claire, 77, rue Paul-Doumer, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 24 56.
- Du blé au pain, Ignace et Véronique Schot, hameau du Bois Carré, 76640 Bennetot, tél : 02 35 95 81 44. *Toute jeune association qui propose du pain au levain bio, cuit dans un four à bois, ainsi que des rencontres et des moments de réflexion sur nos habitudes alimentaires.*

## Bio - fêtes

### 14 - Calvados

- Journées de la bio. Depuis 1996, un dimanche de mai ou de juin. Dans une ferme bio avec une trentaine d'exposants locaux. GRAB, Groupement régional de l'agriculture biologique, 6, rue des Roquemonts, 14000 Caen, tél : 02 31 47 22 47.
- Bio, nature, habitat et environnement. Depuis 2001, en mai. Cours des Fossés à Honfleur. Organisé par Mairie, 14600 Honfleur.

### 27 - Eure

- Foire bio et nature de Charleval. 1re édition en 1998. En mai. Organisée par Andelles Randonnées, 10, rue Sergent-André-Tuguet, 27380 Fleury-sur-Andelle, tél : 02 32 49 29 25.

### 61 - Orne

- Nature en fête. Mi-octobre. 1re édition en 2000. Salle des fêtes d'Argentan. Organisé par : Association Faune et Flore de l'Orne, 16, rue Etoupée, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 26 62.

### 76 - Seine-Maritime

- E'Caux Bio. fin septembre. 1re édition en 2000. Salle du Vieux Moulin, à Yvetot. Organisé par : Aneth, 98, rue Jean Ingres, 76190 Yvetot.



## CONSUMMATEURS

### 14 - Calvados

- CSF, Confédération syndicale des familles, 126, rue Caponière, 14000 Caen, tél : 02 31 86 41 74.
- CSCV, Confédération syndicale du cadre de vie, 30 avenue Nicolas-Copernic, 14000 Caen, tél : 02 31 95 39 17.
- UFC Que Choisir ?, Union fédérale des consommateurs, 17, rue Paul-Doumer, 14000 Caen, tél : 02 31 86 32 54.
- Centre technique régional de la consommation, 12, rue Neuve-Saint-Jean, 14000 Caen, tél : 02 31 50 01 06.
- CSF, 10 avenue Général-de-Gaulle, 14110 Condé-sur-Noireau, tél : 02 31 69 68 47.
- CSF, 1018 quartier Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 95 39 65.
- UFC Que Choisir, centre socio culturel CAF, rue Anne-Morgan, 14500 Vire, tél : 02 31 67 73 66.
- CNL, Confédération nationale du logement, 51, rue Manoir, 14840 Cuverville, tél : 02 31 72 88 11.

### 27 - Eure

- UFC, 17, rue des Aéroliers, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 44 70.

### 50 - Manche

- UFC, 425, avenue des Platanes, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 05 68 76.
- CSF, 37, rue Roger-Salengro, 50120 Equeurdreville, tél : 02 33 94 58 15.
- Association populaire familiale et syndicale, 5, hlm Les Mélézes, 50400 Granville, tél : 02 33 90 49 09.

### 61 - Orne

- UFC, 12 bis, rue Michelet, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 79 47.
- CSCV, 13, rue d'Auvergne, 61200 Argentan, tél : 02 33 36 29 91.

### 76 - Seine-Maritime

- Groupement des consommateurs d'aliments naturels, 9, rue Saint-Amand, 76000 Rouen.
- UFC, 12, rue Jean-Lecanuët, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 27 32.
- CSF, 2, place Lieutenant-Aubert, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 25 23.
- CNL, 180, rue Eau-de-Robec, 76000 Rouen, tél : 02 35 88 08 21.
- ADIL, association départementale information logement, 3, rue Jacques-Fouray, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 58 50.
- ADIL, résidence Sainte-Catherine, 28, rue Sainte-Catherine, 76200 Dieppe, tél : 02 35 04 94 17.
- CLCV, Consommation logement cadre de vie, 2, place Jules-Ferry, 76290 Montivilliers, tél : 02 35 30 51 64.
- CSCV, 119, rue de la République, 76600 Le Havre, tél : 02 35 53 06 83.
- UFC 33 rue Iris, 76610 Le Havre, tél : 02 35 47 75 00.
- CSF, 50, rue Raoul-Ancel, 76610 Le Havre, tél : 02 35 47 33 98.



## ÉDUCATION

### Crèches parentales

Les crèches parentales ont été longtemps réservées à un milieu assez particulier puisque les parents doivent donner une partie de leur temps pour assurer la garde et les jeux des enfants. Avec le passage aux 35 h, les personnes qui disposent d'une demi-journée par semaine pour participer est en nette hausse, on peut donc s'attendre à une socialisation de telles expériences qui constituent souvent un bon exercice de gestion collective.

- Crèche parentale Frimousse, 182, rue Délivrante, 14000 Caen, tél : 02 31 43 78 82.
- Crèche parentale Molécule, 43, rue des Potiers, 14000 Caen, tél : 02 31 06 05 75.
- Crèche parentale Nuage, 52, route de la Falaise, 14123 Ifs, tél : 02 31 52 28 81.
- Crèche parentale, rue Alexis-de-Tocqueville, 50700 Valognes, tél : 02 33 40 36 35.
- Crèche parentale Les Petits Marmots, 6, rue Fèvres, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 44 74 14.

### Et également 14 - Calvados

- Université inter-âges, Université de Caen, Esplanade de la Paix, annexe Vissol, 14032 Caen cedex, tél : 02 31 56 58 96. *Il n'y a pas d'âge pour apprendre. Des formations de tous niveaux.*
- Ecole Freinet, 18, quartier du Bois, 14200 Hérouville-Saint-Clair.
- Xufre Michel, Le Bourg, 14240 Les Loges, tél : 02 31 68 74 40. *Correspondant départemental pour la pédagogie Freinet.*

### 27 - Eure

- La cause des enfants, 1, rue Isambard, 27000 Evreux.
- Lebas Annick, 2 route Saint-André-de-l'Eure, 27190 Orvaux, tél : 02 32 30 05 20. *Correspondante départementale pour la pédagogie Freinet.*

### 50 - Manche

- Leterrier Martine, 40, rue Lefèvre-et-Toulorge, 50470 La Glacière, tél : 02 33 54 61 62. *Correspondante départementale pour la pédagogie Freinet.*

### 61 - Orne

- Bernard Nicole, La Pesantière, 61250 Radon, tél : 02 33 28 15 21. *Correspondante départementale pour la pédagogie Freinet.*
- Ecole de l'A.P.I., Le Bourg, 61550 Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois, tél : 02 33 34 97 97. *Ecole développant la pédagogie Freinet dans le primaire.*

### 76 - Seine-Maritime

- Education et formation, Régis Calonne, 13, boulevard de Verdun, 76000 Rouen.
- Michel Barré 20, rue Percière, 76000 Rouen, tél : 02 32 08 02 21. *Retraité, auteur d'ouvrages sur la pédagogie Freinet.*
- Catherine Beauvils, 4, rue Roosevelt, 76140 Petit-Quevilly, tél : 02 35 63 22 31.

*Coordinatrice régionale des enseignants de la région pratiquant la pédagogie Freinet.*

- Ecole Montessori, rue Puits-Mérot, 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf, tél : 02 35 78 58 74.

- Quoiniam Muriel, 20 chemin Cavée, 76840 Saint-Martin-de-Boscherville, tél : 02 35 32 90 35. *Correspondante départementale pour la pédagogie Freinet.*

## Lycée expérimental



Créé en 1982, après l'arrivée de la gauche, le lycée expérimental d'Hérouville-Saint-Clair (proche de Caen) est l'un des quatre établissements de l'éducation nationale à expérimenter de nouvelles méthodes pédagogiques. Il accueille actuellement 350 élèves (20 par classe en moyenne) de la 6<sup>e</sup> à la terminale.

Alors que les programmes de l'éducation nationale sont en général faits globalement pour un élève «moyen», les lycées expérimentaux essaient de développer des programmes à la carte, capables de s'adapter à des élèves qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas exactement dans le moule national. Il s'agit alors d'individualiser les parcours et pour le corps enseignant de gérer la complexité qui en naît. Le but de ces lycées n'est pas de traiter particulièrement des élèves en difficulté, mais plutôt d'être la source d'expérimentations pédagogiques ensuite transmissible dans les autres établissements publics. Afin de rester expérimental pour l'ensemble des élèves, le recrutement des élèves accorde une grande importance à la mixité des situations : le lycée ne devant devenir ni une école pour l'élite ni une clinique. Afin de maintenir l'esprit de recherche initial, la sélection s'effectue plus au niveau des enseignants, le lycée lançant des appels d'offre extrêmement ciblés et se réservant le droit de refuser des enseignants proposés par le rectorat. Si les variations sont nombreuses au niveau pédagogique, au niveau du programme, il n'y a pas de surprise : c'est le programme de l'éducation nationale et la préparation aux examens classiques.

L'expérimentation pédagogique est favorisée par des effectifs par classe diminués, par l'aide au travail personnel, par des modules optionnels correspondant à un soutien, un approfondissement et une ouverture culturelle. Les cours ont une durée de 45 mn contre une heure habituellement. Un quart du temps est ainsi libéré pour des cours plus souples.

Les élèves sont sans doute moins en compétition que dans les établissements classiques puisque chacun d'entre eux fait lui-même son auto-évaluation. Les élèves participent à la gestion et à l'entretien de l'établissement. Ils peuvent proposer des activités (en bénéficiant notamment de matériels dans le domaine de la vidéo, du cinéma, de l'informatique...). Ils peuvent aller faire des stages en entreprises à leur demande. Ils disposent ainsi d'une meilleure étendue de l'approche sociale de la vie, de meilleurs moyens d'expression.

En 1997, des enseignants de l'éducation nationale ont lancé un projet «Déclic» afin que d'autres établissements scolaires s'adaptent à cette pédagogie expérimentale (toujours limitée à quatre établissements aujourd'hui). Avec le retour de Jack Lang au ministère de l'éducation nationale en 2000, des discussions sont en cours pour la conversion de nouveaux lycées. Des candidatures existent à Grenoble, Bagnolet, Lille, Marseille, Nantes, Lyon, Brest, Lorient...

- Lycée expérimental, 1018 boulevard du Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 95 14 79.

- Déclic, 39, rue Girardot, 93100 Bagnolet.

# Comment se former à la non-violence ?



En 1988, à l'initiative du MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, se crée le premier IFMAN, Institut de recherche et de formation du MAN, avec comme objectif de proposer la non-violence comme mode de résolution des conflits dans la société.

François Lhopiteau a connu le MAN au début des années 80. Le MAN se pré-occupe alors des alternatives à la défense armée. Cette démarche s'élargit peu à peu en prenant en compte le rôle important que peut avoir l'éducation des enfants sur leur comportement face au conflit. La non-violence passe ainsi progressivement d'un concept de défense à une manière d'aborder la vie collective et d'être au quotidien. C'est en abordant la question de la vie quotidienne que les militants du MAN découvrent l'étendue des recherches à faire tant, a priori, l'approche non-violente des conflits est encore très peu travaillée.

C'est alors que commence à naître l'idée de faire des instituts de recherche et de formation dont le but serait de passer d'une utopie généreuse à une proposition pédagogique concrète.

François Lhopiteau a d'abord été animateur puis formateur socio-éducatif. La discussion sur ces instituts de formation le pousse à prendre la décision d'en faire son métier.

Le premier IFMAN voit ainsi le jour en 1989. Cinq personnes l'animent au départ, dans un premier temps tous bénévoles. Ces cinq personnes sont membres du groupe du MAN de Haute-Normandie et l'IFMAN s'installe à Val-de-Reuil, une ville nouvelle créée dans les années 70 au sud de Rouen pour désengorger la région parisienne toute proche.

Si l'IFMAN va s'appuyer sur la réflexion théorique de personnes comme Jean-Marie Muller ou Jacques Sémelin, il va essayer de transposer cela en acte concret. L'Institut a pour but de travailler sur les «savoir être» et les «savoir-faire» et non plus seulement sur les savoirs.

Pour donner un exemple, on peut avoir la volonté de faire une intervention civile non-violente au Kosovo, cela ne suffit pas pour savoir comment un volontaire devra se comporter une fois sur le terrain. Il devra

apprendre à comprendre ses peurs, à comprendre les autres, à savoir entrer en contact avec des personnes de cultures différentes, avec leurs propres peurs, etc.

Au départ, l'IFMAN vise une clientèle plutôt militante qui veut intervenir pour aider à la résolution des conflits dans les pays en guerre ou en forte tension sociale (voir article sur les Brigades de paix internationales), mais très vite, ce travail apparaît comme trop étroit et il ne permet pas d'asseoir des emplois. L'IFMAN va donc étendre ses activités dans le domaine de la formation professionnelle et s'ouvrir aux demandes exprimées par les professionnels et les institutions.



## Agir dans les «quartiers difficiles»

Cela les amène à développer une recherche pour savoir comment aborder ces formations. Alors que de nombreux responsables leur demandent ce qu'il faut dire aux jeunes pour que cessent les «incivilités», l'IFMAN prend finalement une position qui peut sembler au premier abord décalée : les formateurs préfèrent d'abord organiser des sessions de travail avec les adultes plutôt qu'avec les jeunes. Ils pensent en effet que les jeunes ne sont pas responsables de leurs actes alors que les adultes le sont. Ce sont les éducateurs sociaux et les enseignants qui doivent chercher ce qui dans leurs comportements provoque la violence des jeunes.

C'est évidemment très dérangeant. Et cela ne plaît pas à tout le monde.

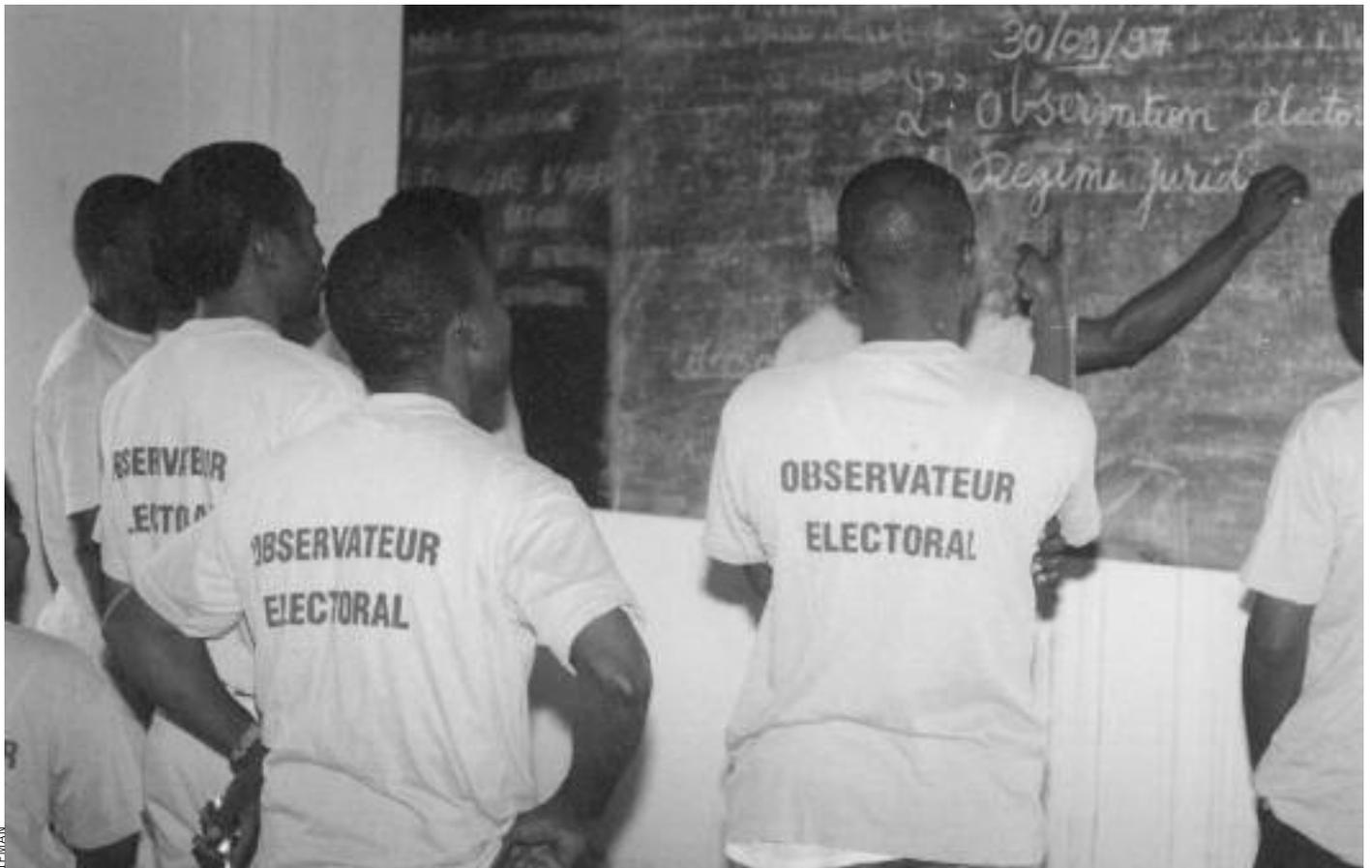
LIFMAN explique clairement que «la vio-



lence des jeunes est une réponse à la violence des institutions gérées par les adultes». S'il y a violence, c'est qu'il y a un problème relationnel et que celui-ci ne peut pas être changé par une simple décision venant du haut, mais par une évolution collective venant du bas. Cela suppose que les adultes concernés aient une attitude critique sur leurs propres pratiques et conduit évidemment à réfléchir sur les fonctionnements institutionnels. Si cela peut être perçu par certains dirigeants comme un appel à la révolte, en fait, l'IFMAN appelle surtout à faire la distinction entre la soumission (état de dépendance) et l'obéissance (convention collective librement discutée).

Cette distinction entre soumission et obéissance est primordiale. Lorsqu'une formation commence, par exemple dans le milieu scolaire, l'IFMAN constate que les enseignants, en majorité, sont soumis, c'est-à-dire qu'ils ont renoncé à une approche critique de leur travail et des relations d'organisation de leur institution. En cherchant comment éviter la violence dans un établissement scolaire, le formateur va devoir bouger cette soumission pour arriver à définir un nouveau contrat social admis par tous et auquel on obéit désormais en toute connaissance. Ce n'est jamais que ce qu'en politique on appelle une démarche citoyenne. Bien entendu le résultat n'est pas automatique, mais, à partir du moment où l'on sait que la structure peut évoluer, on peut toujours poursuivre le dialogue et la faire évoluer, faire des expériences, progresser... et parfois trouver des solutions efficaces. La différence entre soumission et obéissance, c'est l'introduction à la possibilité de dialogue.

Dans ce contexte, François Lhopiteau estime que la mode des «médiateurs» formés parmi les jeunes ou les emplois-jeunes dans ce domaine ne peut être qu'un échec. Ces



Formation en Afrique.

jeunes n'étant pas responsables au sein de la structure qui a engendré la violence ne peuvent impulser une évolution pour sortir de la violence.

## Un développement rapide

La demande est de plus en plus forte. Cela conduit à l'ouverture d'autres IFMAN en France et à l'embauche de plus de formateurs. Il existe maintenant cinq IFMAN en France dont trois sont rattachés à celui de Normandie afin de limiter le poids administratif (1). Ce dernier salarié actuellement neuf personnes : sept formateurs et deux administratifs. Il a toutefois fallu attendre trois ans de fonctionnement bénévole pour créer le premier poste salarié. Chaque IFMAN est une association gérée par des militants bénévoles du MAN. Comme la structure est celle d'une entreprise, le rôle des bénévoles est surtout de veiller à ce qu'il n'y ait pas de dérive dans les objectifs de formation fixés initialement.

Au départ, les IFMAN sont intervenus principalement dans le domaine de l'enseignement (privé autant que public) et dans le domaine des institutions d'éducation sociale (MJC, centres sociaux...). Avec le temps, ils

ont été amenés à proposer des interventions dans d'autres secteurs. Ils sont intervenus dans les mairies, toujours sur la question des rapports entre institutions et jeunes.

Mais ils sont également intervenus dans un domaine totalement différent : les ANPE confrontées à la violence des chômeurs. Là aussi, il a fallu expliquer qu'un chômeur n'est pas a priori violent et que s'il le devient c'est parce qu'il se heurte à un mur. Un travail sensiblement identique a été engagé avec les assistantes sociales : comment passer de l'assistanat au partenariat. Comment considérer qu'une personne qui vient faire une demande à une personne qui possède un savoir n'est pas une personne en infériorité (elle a d'autres savoirs).

Il y a également une forte demande de la part d'entreprises intervenant dans des secteurs sensibles comme les compagnies de transport en commun qui ont du mal à comprendre pourquoi les jeunes s'en prennent aux bus.

LIFMAN pose alors la question de savoir pourquoi un bus est perçu quelque part par les jeunes comme le représentant d'un pouvoir ? (2). Dans ce cas, comme dans tous les autres, l'IFMAN va travailler avec les chauffeurs de bus pour chercher à faire évaluer leur propre manière de faire mais aussi leur contexte institutionnel. Le changement par le bas.

*Pourquoi un bus est-il perçu par les jeunes comme le représentant d'un pouvoir ?*

## Faire avancer la recherche sur la non-violence

Pour l'équilibre financier, il faut assurer 500 journées de formation par an avec une moyenne de 15 participants en stage de 6 à 8 jours. Les IFMAN étant gérés par des bénévoles du MAN, les contrats de formation avec des institutions permettent de financer une structure qui peut ensuite continuer à se consacrer à des recherches plus particulières sur la non-violence, à produire du savoir intellectuel en lien avec une pratique, et donc à former de nouveaux militants aux outils de la non-violence.

Ainsi, l'IFMAN-Normandie intervient en France dans la formation de volontaires des Brigades de paix internationales, du collectif Guatemala, du CCFD (3), etc. Mais il s'est aussi rendu en Afrique pour participer à la formation de formateurs à la gestion non-violente des conflits et à la formation de militants associatifs ou syndicaux.

(1) LIFMAN-Normandie assure la gestion des IFMAN Midi-Pyrénées et de Bretagne. Celui du Nord-Pas-de-Calais compte un salarié, celui de Méditerranée fonctionne pour le moment avec des bénévoles.

(2) Une étude sociologique sur le sujet, réalisée par Azouz Begag sur les bus à Lyon, Saint-Etienne et Grenoble, avance l'hypothèse que le bus qui arrive en banlieue est perçu comme le relais du pouvoir central installé en centre ville.

(3) CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement.

Ces formations provoquent même de l'intérêt du côté des militaires. Si ceux-ci s'étaient déjà penchés sur les concepts de défense non-violente développés, par exemple, par l'IRNC (4), ils s'intéressent maintenant aux méthodes des volontaires civils. Un officier, est ainsi venu suivre un stage destiné aux volontaires civils, expliquant que les militaires envoyés dans des missions «humanitaires», sous le contrôle de l'ONU, se trouvent dans des positions assez proches de celles des volontaires : plus de 80 % de leur travail consiste à faire de la diplomatie, à renouer le dialogue entre des communautés en conflits, à négocier pour sortir de la spirale de la violence, autant de tâches pour lesquels les militaires ne disposent d'aucune formation.

L'IFMAN accepte de les recevoir même s'il ne cautionne pas pour autant le système militaire. François Lhopiteau espère même que cette coopération permettra une évolution au sein de l'armée qui finalement a besoin d'évoluer comme le reste de la société. Des procès de Nuremberg à ceux du Tribunal permanent international, on peut espérer que du côté des militaires aussi, on prenne conscience de la différence entre la soumission et l'obéissance. Enfin, les non-violents peuvent même espérer un retour de la part des militaires : ils ont un savoir, certes fort différent du nôtre, mais c'est aussi un savoir.

Alors que la défense civile non-violente propose la défense d'un territoire et est une remise en cause fondamentale du rôle de l'armée, l'intervention civile de paix permet un dialogue plus serein. Pour les volontaires civils comme pour les militaires, en théorie, les objectifs sont les mêmes : reconstruire les liens détruits par un conflit. L'IFMAN ne fait



Révolte des jeunes de banlieue : vous n'avez pas la priorité.

pas de formation pour le moment dans le domaine de la défense civile non-violente, non pas par désintérêt du MAN, mais par absence de mouvement social. Tant que les gens sont persuadés que l'armée est nécessaire à leur défense, il n'y a pas de demandes pour autre chose. Si un mouvement social demandait une «sortie du militaire», il serait alors possible de proposer des alternatives comme par exemple de montrer que créer des liens plutôt que des fortifications est un rempart puissant contre la violence.

Les IFMAN travaillent en relation avec d'autres structures à l'étranger comme l'Université de Paix de Namur (5), des instituts allemands ou québécois. Autant de semeurs de paix.

Contacts :

- IFMAN-Normandie, 135, rue Grande, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 61 47 50.
- IFMAN-Bretagne, 3, allée du Chêne, 35450 Landavran, tél : 02 99 49 76 03.
- IFMAN-Midi-Pyrénées, 12330 Salles-la-Source, tél : 05 65 42 02 65.
- IFMAN-Nord-Pas-de-Calais, 24, place de la Liberté, 59100 Roubaix, tél : 03 20 52 19 54.
- IFMAN-Méditerranée, Le Pey Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél : 04 42 67 66 40.

(4) IRNC, Institut de recherche sur la non-violence et les conflits, 14, rue des Meuniers, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 94 69. Il regroupe des chercheurs liés au MAN comme Jean-Marie Muller, Jacques Sémelin, François Marchand...

(5) Université de paix de Namur, 4, boulevard du Nord, B 5000 Namur, tél : 32 81 22 61 02.

## Non à la banalisation de l'armée

Le collectif NBA ! Non à la banalisation de l'armée, regroupe des personnes venant du ROC (opposants à la chasse), de la CNT Rouen (anarcho-syndicaliste), du RNVA (victimes de l'armée) et de Objecter à l'esprit de défense. Le collectif fait de l'information dans les établissements scolaires en particulier pour contrer la propagande de la base aérienne d'Evreux. Beaucoup de personnes pensent qu'avec la fin du service militaire, la question de l'insoumission à l'armée prend fin. Il n'en est rien. D'une part, l'armée recrute toujours, d'autre part, avec l'armée de métier, elle a les mains libres pour continuer à dépenser des sommes folles en armement. Enfin, en laissant la défense aux mains de l'armée, on accepte de fait que la solution en cas de



Dominique Zanetti

conflits soit la guerre comme le montre l'actuel conflit en Afghanistan.

■ NBA ! Non à la banalisation de l'armée c/o ROC normand, 6, rue de Verdun, 27110 Le Neubourg, tél : 02 32 35 29 48.

## Et également

### 14 - Calvados

■ GOBN, Groupe des objecteurs de Basse-Normandie, 35, quai Amiral-Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 83 09 09.

■ Médiation familiale, BP8, 14111 Louvigny, tél : 02 31 29 18 80.

■ Stop-Essais, c/o Pierre Paillard, 133, rue Quesnel, 14200 Hérouville-Saint-Clair. Relais du collectif national pour l'arrêt définitif des essais nucléaires (il n'y a pour

le moment qu'un moratoire) et pour que l'on ouvre les dossiers sur les conséquences médicales et environnementales des essais effectués jusqu'à maintenant.

■ MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 20, rue Chenedolle, 14500 Vire, tél : 02 31 67 62 07.

### 27 - Eure

■ MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 6, rue Verdun, 27110 Le Neubourg, tél : 02 32 35 29 48.

■ Marie Verhareghe, rue de Lisière, 27350 La Haye-Aubrée, tél : 06 85 42 90 51. Médiatrice.

■ Servas c/o Jacqueline Spaak, chemin du Mont-Mal, 27800 Le Bec-Hellouin, tél : 02 32 44 83 43. Réseau d'hébergement réciproque se basant sur l'idée que si les gens d'horizons différents se connaissent, ils ne font pas la guerre.

### 50 - Manche

■ Groupe de recherche et d'action non-violente, c/o Serge Levillayer, Centre accueil Thomas-Hélye, 50440 Biville, tél : 02 33 52 76 93. Organise des actions individuelles et collectives contre les arsenaux de Cherbourg. Serge Levillayer été



## PAIX

condamné pour avoir écrit des textes de lois internationaux contre l'arme nucléaire sur les murs des arsenaux. Ce dangereux terroriste use d'une arme étrange : le bâton de craie.

### 61 - Orne

■ Union Pacifiste, Maurice Jouaux, cours Auguste-Blanqui, Les Brosse, 61250 Condé-sur-Sarthe, tél : 02 33 27 70 22. L'un des plus anciens et des plus radicaux mouvements contre la guerre et contre la militarisation de la société.

### 76 - Seine-Maritime

■ RNVA, Rassemblement national pour la vérité sur les accidents à l'armée, BP 1123, 76175 Rouen cedex.



PAIX

# Brigades de paix internationales

Depuis 1981, les Brigades de paix internationales forment des volontaires pour des missions d'intervention civile non-violente dans les pays où existent des conflits larvés qui peuvent encore être résolus sans recours à la force. La Haute-Normandie est particulièrement active.



Accompagnement à Bogota (Colombie).

Les Brigades de paix internationales (PBI en anglais) sont nées en 1981 au Canada, en 1983 en Europe. Elles ont essaimé depuis dans 14 pays (1). Les Brigades de paix internationales forment des volontaires à l'intervention civile non-violente, puis, à la demande d'associations locales, créent des équipes qui, dans la mesure du possible, par leur présence, essaient de calmer le conflit et d'aller vers des solutions non-violentes.

Pour donner un exemple, alors que la situation est chaotique en Haïti, en 1995, la Commission Justice et paix, une organisation proche de l'église du pays, demande aux Brigades de paix internationales une intervention. Les demandes doivent être adressées à PBI international, à Londres. Le siège international lance alors un appel aux groupes locaux. Pour qu'un projet soit retenu, il faut que plusieurs groupes locaux s'y impliquent. Ainsi, de 1995 à 2000, des équipes des

Brigades de paix internationales vont intervenir en Haïti pour faciliter le dialogue dans un pays qui frôle sans cesse la guerre civile.

## La non-violence en pratique

Les interventions se heurtent à plusieurs obstacles : il faut trouver des volontaires qui parlent la langue du pays. Dans le cas d'Haïti, il fallait des gens qui parlent français et étaient capables d'apprendre le créole très vite. Les volontaires provenaient donc principalement de France, de Belgique ou de Suisse. Mais il faut éviter les volontaires qui viendraient d'une ancienne puissance coloniale (ce qui pose problème pour l'intervention de Français dans bon nombre de pays). Il faut ensuite trouver des financements pour assurer la mission des volontaires. En 2000, cette mission

en Haïti est arrêtée en raison du nombre insuffisant de volontaires et du manque de moyens financiers.

Le type d'intervention est défini en relation avec l'association qui fait la demande. Cela prend généralement comme forme l'accompagnement physique de personnes engagées dans les associations (sans terre, syndicalistes, droits de l'homme) avec obligation d'adopter une attitude la plus neutre possible : le volontaire agit d'abord comme témoin, ce qui suffit en principe pour éviter bon nombre de dérapages. Cette neutralité n'est pas toujours bien perçue dans la mesure où c'est quand même l'une des parties (celle opprimée) qui fait une demande d'intervention au départ. A leur arrivée, l'équipe de volontaires se doit de prendre contact avec toutes les parties en conflit (gouvernement, ambassades, partis politiques, grands propriétaires...) pour essayer de s'approcher au maximum d'une position de témoin neutre. Les volontaires peuvent également intervenir comme témoins dans des processus électoraux, ou, comme cela a été le cas en Haïti, pour faire de la médiation et de la formation aux techniques de résolutions des conflits par les méthodes non-violentes.

## A la recherche des volontaires

Aujourd'hui, le mouvement connaît un vrai succès en Espagne où les volontaires sont nombreux à s'intéresser à ce processus. Du fait de leur langue maternelle, ils sont particulièrement nombreux à pouvoir intervenir en Amérique centrale ou en Amérique du Sud. Il y a également une forte tradition de volontariat dans les pays protestants (Allemagne, Suisse, Amérique du Nord).

*Essayer de calmer le conflit et d'aller vers des solutions non-violentes.*

Les volontaires doivent avoir 25 ans minimum et être disponible pour une période d'au moins un an. Une personne volontaire doit prendre contact avec l'association de son pays si elle existe ou par défaut avec le bureau international. Elle doit pouvoir financer son voyage, son séjour

dans le pays d'intervention étant ensuite pris en charge par les équipes régionales des Brigades de paix internationales.

(1) Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse. Des recherches sont actuellement en cours pour ouvrir des groupes en Afrique et en Asie.



Bureau de PBI à Medellín (Colombie).

En France, on trouve principalement deux profils de volontaires : soit des militants de la mouvance non-violente qui connaissent bien ce type d'actions et qui souhaitent un engagement concret plus important, soit des jeunes en fin d'études universitaires qui souvent connaissent moins bien les pratiques du milieu associatif.

Si ces premières conditions sont remplies, elle sera alors convoquée pour une formation de 10 à 15 jours. Cette formation va comprendre les techniques de dynamiques de groupes, la gestion de la peur (les Brigades de paix internationales interviennent le plus souvent dans des situations tendues proches de la guerre), la mise en situation par un jeu de rôle prolongé (parfois plus de 24 heures), des techniques de prises de décision par consensus, la connaissance de l'organisation des Brigades de paix internationales, les principes et méthodes d'action non-violente, enfin la formation sur le projet précis pour laquelle la personne a été pressentie : histoire du pays, présentation des syndicats et des associations, structures politiques, place de la religion, nature du conflit. Ces stages regroupent entre 10 et 15 personnes et se passent dans un des pays qui travaillent sur un conflit particulier. Toutes les personnes présentes ne seront pas retenues : certaines se retirent d'elles-mêmes en estimant que cela sera trop dur à vivre, d'autres sont écartées par les formateurs qui font eux-mêmes ce constat.

Cette première sélection franchie, le volontaire doit réunir autour de lui un groupe local qui le relatera dans son pays d'origine pendant toute sa mission. Ce groupe local peut être constitué de membres de sa famille, d'amis, d'associations... Ce groupe restera constamment en contact avec lui pour lui apporter un soutien affectif et financier. Il aura également pour rôle d'engager des contacts avec des personnalités politiques du pays d'origine pour assurer une réponse rapide en cas de problème. Le groupe local de

soutien à un volontaire vient compléter le travail que peuvent faire les groupes nationaux des Brigades de paix internationales qui suivent un projet.

Une fois ces structures d'accompagnement mises en place, le travail sur le terrain peut commencer. Des équipes sont constituées. Une équipe comprend au minimum trois personnes afin qu'elles puissent se relayer à la demande : une personne qui assure les permanences dans un local fixe, une ou deux autres personnes en mission ou au repos.

Le soutien à un volontaire existe grâce à un réseau d'urgence constitué de citoyens militants qui ont pour but d'intervenir en cas de menace sur la vie d'un volontaire ou d'une personne d'un groupe accompagné. Lorsque ce réseau est activé, il fait des campagnes de lettres, photocopie ou e-mail aux responsables politiques du pays. Il intervient normalement assez rarement (2).

Un réseau d'appui regroupe des personnalités, des personnes religieuses, etc. Ces réseaux ont par exemple été activés en France en 1998 lorsque des groupes paramilitaires de Colombie ont menacé une équipe des Brigades de paix internationales. Ils ont interpellé des députés français qui sont intervenus rapidement provoquant une réaction du gouvernement colombien et une protection des volontaires.

Dans d'autres cas, ce type d'intervention a permis de retrouver des « disparus ». Les réseaux d'urgence sont généralement mis en place dans les milieux militants non-violents. En Normandie, il regroupe une trentaine de personnes depuis plus de douze ans. Il s'est constitué autour du MAN Haute-Normandie (3). Le réseau d'appui comprend, en France, trois députés : François Loncle (député de Louviers, président de la commission des affaires étrangères), Roger Mei (Marseille), Marie-Hélène Aubert (Verny, Eure-et-Loir), d'autres sont sollicités par de futurs volontaires.

Le nombre de demandes des associations locales dépasse de beaucoup les possibilités en terme de volontaires et de financement. Outre Haiti qui s'est arrêté en 2000, les Brigades de paix internationales se sont également retirées récemment de Balkans Peace Team qui, sensiblement sur le même fonctionnement que les Brigades de paix internationales, animait des équipes de volontaires dans les Etats de l'ex-Yougoslavie. Le travail de réconciliation dans ces régions se poursuit avec les Equipes de paix dans les Balkans.

Les Brigades de paix internationales assurent actuellement le suivi de trois projets (4).

## Tensions en Colombie

Depuis 1994, en Colombie, un important groupe de volontaires pacifiques essaye de faire communiquer entre eux gouvernements, paysans, groupes paramilitaires, guérilleros... Actuellement, 35 volontaires sont sur place. La situation est particulièrement tendue et dangereuse. Les assassinats politiques et les déplacements forcés de population sont monnaie courante. Les Brigades de paix internationales font des missions d'accompagnement de personnes soutenant des initiatives allant dans le sens du respect des droits humains. Elles essaient de favoriser la mise en place d'actions non-violentes. Les volontaires sont présents dans quatre régions : Bogota la capitale, Magdalena Medio, Uraba et Medellín. Une présence permanente est assurée dans la Communauté de paix de San José de Apartado et auprès de populations déplacées à Cacarica. Les accompagnements concernent environ 90 défenseurs des droits humains. Ces accompagnements se sont faits aussi bien lors de réunions avec les autorités qu'avec la police, l'armée, les élus locaux... Les Brigades de paix internationales ont organisé, en 2000, 57 ateliers sur la réinsertion psychosociale où 668 personnes ont pu apprendre à gérer leurs peurs, leurs souffrances, leurs stress et à comprendre comment rétablir du lien social après un drame. Les Brigades de paix internationales cherchent ensuite parmi ces personnes à former des formateurs qui, à leur tour, pourront animer de tels ateliers. A cinq reprises en 2000, les volontaires ont fait appel à leurs réseaux d'appui pour venir en aide à des personnes menacées. Tout cela n'est pas forcément suffisant : une descente de paramilitaires en décembre 2000, dans un camp de personnes déplacées a provoqué deux morts. En août 2001, deux militants des droits de l'homme, pourtant protégés par des volontaires, ont disparu.

(2) Tellement rarement que Jean-Luc Emo, de Gourmand'Grain (voir article page 23) qui en fait partie, apprenant que nous allions faire cette rencontre avec les Brigades de paix internationales nous dit son étonnement de ne pas avoir été contacté depuis près de deux ans.

(3) MAN Haute-Normandie, Mouvement pour une alternative non-violente, Elisabeth Maheu, 15 rue des Nouettes, Cidex 72 bis, 27670 Bosc-Roger-en-Roumois, tél : 02 35 81 20 25.



PBI

Accompagnement d'un syndicaliste au Mexique.

## Violations des droits humains au Mexique

Depuis 1999, un collectif d'associations du Mexique, «Service pour la paix», a demandé des observateurs et onze volontaires sont actuellement sur place. Malgré le changement de gouvernement en 2000, les volontaires des Brigades de paix internationales doivent toujours intervenir pour que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs enquêtes. Les Brigades de paix internationales interviennent principalement dans deux Etats : Oaxaca et Guerrero. Les déplacements forcés, arrestations illégales, viols, menaces de mort, assassinats extrajudiciaires, disparitions et actes de torture y sont fréquents et de nombreux dérapages identifiés comme venant de la police restent impunis. Les volontaires font de l'accompagnement de défenseurs des droits humains et essaient de mettre en place des rencontres entre les différentes associations et autorités.

*Prendre des mesures législatives pourrait permettre de développer un volontariat encore très discret en France.*

## Situation tendue au Timor occidental

En Indonésie, l'indépendance obtenue par le Timor oriental en 1998, a provoqué de très vives réactions dans le Timor occidental de la part des militaires déplacés depuis l'autre côté de l'île. Les volontaires des Brigades de paix internationales ont fait de l'accompagnement protecteur de défenseurs des droits humains jusqu'en septembre 2000 où trois membres du haut commissariat aux réfugiés, un service de l'ONU, ont été assassinés. Tous les étrangers ont alors été obligés de quitter la région. Dès novembre, une équipe des Brigades de paix internationales a pu revenir sur place et étudier les conditions de sécurité à mettre en place pour poursuivre le travail. Avant septembre, les volontaires avaient animé quatre ateliers de formation à la résolution non-violente des conflits pour

80 membres d'associations locales. Des ateliers sont de nouveau organisés à la demande. Une équipe s'est installée à Djakarta, la capitale, pour mener des activités de conscientisation dont le rôle est de désamorcer la violence dans la région. Le gouvernement a réagi en soutenant les demandes de visas des volontaires.

## Perspectives

Les Brigades de paix internationales se heurtent à plusieurs problèmes. La complexité politique dans les pays où sont envoyés les volontaires nécessite souvent un long temps d'adaptation. Les volontaires restent le plus souvent un an. Ils consacrent un temps important à rédiger des rapports pour que les informations se transmettent d'équipe à équipe.

Autre limite est le financement. L'argent est collecté de deux manières différentes : par projet et par groupe national. Sur un budget annuel actuel de 1,5 million d'euros (10 millions de francs), environ 60 % sont collectés par les groupes nationaux et 40 % par les groupes projets. Les fonds proviennent de

quelques aides gouvernementales (Canada, Suisse, Allemagne, Portugal, Europe...) mais principalement d'autres associations de défense des droits humains et pour une faible part des adhérents (70 en France actuellement auxquels s'en ajoutent autant dans le réseau d'urgence).

Les subventions étatiques posent problème car, à part l'Europe, elles proviennent souvent d'institutions qui d'un autre côté mettent de l'huile sur le feu, en particulier pour la France, avec les ventes d'armes.

L'association française a été fondée autour de Gilbert Nicolas, un ancien de Greenpeace. Il a reçu rapidement le soutien du MAN Haute-Normandie après une rencontre à Bonnecombes, l'une des communautés de l'Arche (5). Elle fonctionne actuellement sans permanent après l'essai d'un mi-temps qui n'a pas pu être pérennisé. Le MAN Haute-Normandie est très impliqué dans le réseau d'urgence car il y trouve une application concrète de ses idées. Avec l'arrêt de la conscription en France (6), le MAN souhaite un développement de l'intervention civile. Les Brigades de paix internationales ne participent toutefois pas aux initiatives menées par les groupes non-violents car il ne veut pas se donner une image antimilitariste. Les volontaires sur place doivent en effet discuter avec tous les pouvoirs donc très souvent avec les militaires. Le groupe français soutient toutefois les initiatives qui poussent les députés à prendre des mesures législatives pour créer un véritable statut du volontaire en France. Cette question, qui est portée égale-

ment par les organisations humanitaires, pourrait permettre de développer un volontariat encore très discret en France.

Contacts :

- PBI France, 3, allée Bollardière, La Chênaie, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 61 02 41.
- PBI Suisse, CP 178, CH 1000 Lausanne 3, tél : 21 617 07 60.
- PBI Belgique, rue Saint-Christophe 38, B 1000 Bruxelles, tél : 2 511 14 98.
- PBI Luxembourg, 99, rue de Bonnevoie, L 1260 Luxembourg, tél : 2 26 29 60 01.
- PBI Europe, rue Saint-Christophe 38, B 1000 Bruxelles, tél : 2 511 14 98.
- PBI International, 5, Caledonian road, Londres N1 9DX, Grande-Bretagne, tél : 207 713 03 92, site [www.peacebrigades.org](http://www.peacebrigades.org).
- Projet Colombie, IA Waterlow Road, Londres N19 5NJ, Grande-Bretagne, tél : 207 272 44 48.
- Projet Indonésie/Timor oriental, Box 70, 33 Boudary Trail, Clearwater, Manitoba R0K 0M0, Canada, tél : 204 873 24 54.
- Projet Mexique, rue Saint-Christophe 38, B 1000 Bruxelles, tél : 2 503 59 45.

(4) Outre Haïti, les Brigades de paix internationales ont également mené des missions au Sri-Lanka, au Guatemala, au Nicaragua et une équipe travaille actuellement sur un projet dans la province du Chiapas au Mexique. Des missions courtes ont été effectuées concernant un conflit avec les Amérindiens au Canada, des projets n'ont pas abouti comme en Israël-Palestine, dans des pays de l'Est, au Panama ou en Thaïlande.

(5) Cette communauté de l'Arche, anciennement dans l'Aveyron, n'existe plus aujourd'hui. Certains se retrouvent aujourd'hui à celle de la Fleysière, 34650 Joncels, tél : 04 67 57 88 79.

(6) Selon les termes de la loi, le service militaire n'est pas supprimé mais suspendu. En cas de guerre, les autorités pourront toujours nous appeler sous les drapeaux si nous n'avons pas demandé à être objecteur ou objectrice avant.



Un volontaire de PBI dans une manifestation silencieuse contre l'impunité à Haïti.

## Artisans du monde



Depuis plus de 20 ans, les magasins d'Artisans du monde, presque toujours gérés par des bénévoles, permettent à des coopératives du Sud de vendre des produits locaux à des prix équitables. Si, au départ, c'est essentiellement de l'artisanat que diffusaient les boutiques d'Artisans du monde, on y trouve aujourd'hui des produits alimentaires d'importation (sucre, café, chocolat, thé...).

Les boutiques Artisans du monde sont aussi des lieux militants qui relaient les campagnes de solidarités internationales, comme par exemple les campagnes «de l'éthique sur l'étiquette» qui dénoncent les sous-traitements dans des conditions honteuses de nombreuses marques de vêtements ou de jouets. Les boutiques Artisans du monde sont également souvent partenaires des campagnes menées

par Agir Ici comme la dernière en date «La fin veut les moyens» contre l'inefficacité des institutions internationales à venir en aide aux paysans locaux et aux cultures vivrières seules capables de résoudre les problèmes de sous-alimentation dans le monde.

■ Artisans du monde, 10, rue Moulin, 14000 Caen, tél : 02 31 85 74 00.

■ Artisans du monde c/o Biocoop, 2, rue Saint-Léger 27000 Evreux, tél : 02 32 31 13 72.

■ Artisans du monde, 7, rue Buffon, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 22 10.

■ Artisans du monde, 17, rue Galeries, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 29 65.

■ Artisans du monde, 4, rue Gambetta, 76700 Harfleur, tél : 02 35 45 05 27.

## Amnesty international

Au niveau international, Amnesty international est né en 1961. La section française est, elle, née huit ans plus tard en 1969. De quelques dizaines de militants des droits de l'homme au début, la structure s'est très vite développée pour compter aujourd'hui de très nombreuses sections en France et un bureau national imposant avec une cinquantaine de salariés dans 2100 m<sup>2</sup> de bureaux.

Alors que des groupes plus anciens (comme le MRAP, la LICRA...) existent déjà, Amnesty international se distingue par l'interdiction qui est faite à ses membres de s'occuper d'une action dans son propre pays. Autre caractéristique : le fonctionnement en groupe local relativement autonome permettant une certaine décentra-

## Terres à terres



En avril 1997, un bateau nommé «Le rêve absolu» partait de Marseille pour apporter des témoignages de sympathie aux Indiens du Chiapas : dessins d'enfants, livres, brochures, vidéos, lettres... Ce bateau s'est arrêté au passage sur le lieu d'autres luttes : à Tarifa (lutte contre un câble électrique entre l'Espagne et le Maroc), aux Canaries, au Cap Vert avec les enfants des rues, à Santa Cruz avec les paysans et les pêcheurs luttant contre les projets touristiques... Une exposition sur ce voyage est maintenant disponible à cette adresse...

■ Terres à Terres, 42, rue Raspail, 76600 Le Havre, tél : 02 35 41 70 29.

lisation. Le groupe connaîtra une croissance fulgurante en 1977 quand il se voit attribuer au niveau international le prix Nobel de la paix. Au niveau national, cela provoque un doublement des adhérents de 10 000 à 20 000 membres. En 1981, un sondage montre que 80 % des gens connaissent Amnesty international. Au niveau mondial, Amnesty international compte plus d'un million de membres, 6000 groupes locaux dans 70 pays.

■ Amnesty international, 38, quai Hamelin, 14000 Caen.

■ Amnesty international, 2, rue Saint-Thomas, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 41 27.

■ Amnesty international, 20, rue Ravine, 27400 Louviers, tél : 02 32 40 33 32.

■ Amnesty international, 16, rue du Parc, 27600 Fontaine Bellenger, tél : 02 32 53 51 60.

■ Amnesty international, 56, rue Valette, 50120 Equeurdreville, tél : 02 33 78 15 40.

■ Amnesty international, 57, rue Le Bief, 50380 Saint-Pair-sur-Mer, tél : 02 33 91 89 67.

■ Amnesty international, 135, rue Beauvoisine, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 35 00.

■ Amnesty international, route Fond-Hallot, 76190 Valliquerville, tél : 02 35 95 15 07.

■ Amnesty international, 35, rue Emile-Lebon, 76370 Neuville-lès-Dieppe, tél : 02 35 84 37 47.

■ Amnesty international, 178, chemin Briqueville, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 71 87.

■ Amnesty international, 19, rue André-Maurois, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 81 09 73.

■ Amnesty international, 28, rue Jean-Baptiste-Eyriès, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 25 77.



**SOLIDARITÉS INTERNATIONALES**

## Livres pour le Tchad

L'association Livre pour le Tchad collecte chaque année plus de 20 000 manuels scolaires qu'elle envoie par conteneurs aux 20 lycées du Tchad. L'association cherche actuellement des personnes qui peuvent les aider à assurer la collecte entre les lycées français et leurs deux points de dépôts : l'un à Cherbourg, le deuxième à Saint-Quentin-en-Yvelines.

■ Livre pour le Tchad, 50440 Biville, tél : 02 33 52 76 93.

## Et également 14 - Calvados

■ CITIM, Centre d'information tiers-monde, 38, quai Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 83 09 09. *Membre du Ritimo, réseau des centres de recherches et d'information sur le tiers monde.*

■ OREADE, Reconstruire la paix, 38, quai Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 52 90 71. *Association pour l'aide à l'ex-Yougoslavie. Interventions dans les anciennes républiques.*

■ Horizons solidaires, 38, quai Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 84 39 09.

■ CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, 1, rue Nicolas-Dresme, 14000 Caen, tél : 02 31 29 35 00.

■ SOS Enfants d'Ethiopie, 47, rue Pont-Créon, 14000 Caen, tél : 02 31 73 41 41.

■ ACASEA, Amitié et coopération avec le sud-est asiatique, 4, rue George-Sand, 14000 Caen, tél : 02 31 73 17 17.

■ Oasis normande aux villages du Sénégal, hôtel de Ville, 14000 Caen, tél : 02 31 30 42 40.

■ Enfance et partage, 85, rue de l'Oratoire, 14000 Caen, tél : 02 31 86 86 40.

*Parrainages d'enfants dans les pays du Sud pour payer leur scolarité, leurs frais médicaux, etc.*

■ Angata, 27, rue des Compagnons, 14050 Caen, tél : 02 31 46 54 57. *Association qui assure des échanges entre la France et le Mali, en particulier dans le domaine des soins de santé primaires.*

■ Terre des Hommes c/o Bernard Pinel, 24 rue des Arts, 14100 Lisieux, tél : 02 31 62 20 21.

■ IFS Solidarité Sahel, 7, Grande-Rue, 14111 Louvigny, tél : 02 31 74 11 69.

■ Terre des Hommes c/o Annie Poder, Clos de la Pommeraye, 14112 Bieville, tél : 02 31 44 31 97.

■ IFS Solidarité Sahel, esplanade François-Mitterrand, 14123 Ifs, tél : 02 31 83 39 66.

■ Comité tiers-monde, 14, rue Résidence Fleurie, 14230 Isigny-sur-Mer, tél : 02 31 92 08 67.

■ Frères des Hommes, c/o Marie-Jeanne Letulle, impasse Claude-Monet 14500 Vire, tél : 02 31 68 99 58.





## SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

- Aide aux orphelins du génocide rwandais, 84, rue Maréchal-Foch, 14750 Saint-Aubin-sur-Mer, tél : 02 31 97 04 66.
- ACAT, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, rue des Coteaux, 14760 Breteville-sur-Odon, tél : 02 31 75 36 30.
- EMI, Entraide médicale internationale, 70, allée Jacques-Prévert, 14790 Verson, tél : 02 31 26 20 30. *Effectue un travail sanitaire allant de la base (soins de santé primaires) au sommet (les hôpitaux) avec formation du personnel local.*

## 27 - Eure

- Solidarité euro-marocaine, Forez, 16, rue Rugby, 27000 Evreux, tél : 02 32 23 11 83.
- CCFD, 37, rue Saint-Louis, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 63 81.
- Union des Sénégalais de l'Eure, Bâtiment Marche, rue Kellermann, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 68 33.
- Fraternité Bénin, 35, rue Georges-Duhamel, 27000 Evreux.
- Solidarité avec le tiers-monde, Maison de quartier, Nêreville, 27000 Evreux.
- Jamalv 27, 28 bis, rue Victor-Hugo, 27000 Evreux.
- Association contre les parasitoses au Sénégal, 14, route de Chambray, 27200 Vernon.
- Dental-Futa-Tooro, Jean-Claude Mary, 4, rue Tourne-Bride, 27200 Vernon. *Association de solidarité avec le Sénégal.*
- Bernay-Burkina Faso, Mairie, place Gustave-Héon, 27300 Bernay.
- Les Amis de Timia, 10, rue Jean-Nicolle,

27400 Louviers.

- Comité tiers-monde des cantons Louviers-Val-de-Reuil, Thérèse Zoutu, 3, chemin des Pras, 27400 Heudebouville.
- Groupe de soutien aux mouvements d'éducation populaire et de développement, Andrée Courel, 1 ter, rue du Pont-Marchand, 27500 Pont-Audemer.
- Solidarité France-Afrique, Dr Jean-Louis Grand, hameau de l'Eglise, 27520 Thuit-Hébert.
- AHVEC, Axe humanitaire des volontés européennes et camerounaises, 10, les Essertés, 27930 Aviron, tél : 02 32 38 46 84. *Association humanitaire ayant réalisé et gérant un orphelinat pour des adolescents à 35 km de Bafoussam, au Cameroun. Fonctionne par parrainage de jeune.*
- Association Terre-monde Targuinca, 15, rue de l'Eglise, 27950 Sainte-Colombe-près-Vernon.

## 50 - Manche

- CCFD, maison diocésaine, rue Cardinal-Guyot, 50200 Coutances, tél : 02 33 76 70 81.

## 61 - Orne

- Enfance et partage, 40, rue de la République, 61200 Argentan, tél : 02 33 67 11 95.
- CCFD, 5, rue de l'Eglise, 61250 Condé-sur-Sarthe, tél : 02 33 27 82 01.

## 76 - Seine-Maritime

- Orphelins sans frontières, 216 rue Beauvoisine, 76000 Rouen, tél : 02 32 15 84 42.
- Association pour l'ouverture sur le monde, Pierre Chapelet, 138, rue de Martainville, 76000 Rouen.
- Agir pour la Pologne, Thomas Gruel, 42, rampe Saint-Hilaire, 76000 Rouen.
- Amitiés roumaines, Jean-Pierre Mouton,

- 1 bis, rue Louis-Auber, 76000 Rouen.
- Les amis du monde, Corinne Roehrig-Saoudi, 4, rue des Pleins-Champs, 76000 Rouen.
- CODEV 76, André Thiollent, 43, rue Sœur-Marie-Ernestine, 76000 Rouen.
- Association pour le développement en Afrique, Nathalie Ledamoisel, 37, rue Armand-Carrel, 76000 Rouen.
- Fondation d'assistance aux communautés de base, Alice Samba-Malanda, 21, rue Verdi, 76000 Rouen.
- Acupuncture sans frontières, Dr Josyane Monlouis, 12, place Foch, 76000 Rouen.
- Nazca, 15, rue Beauvoisine, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 54 04. *Artisanat d'Amérique du sud : lainage, ponchos, pulls, chapeaux, vestes, tout en 100 % laine. La boutique est tenue par un Péruvien qui est en relation directement avec les producteurs locaux. S'il n'est pas adhérent à la plate-forme de commerce équitable, il garantit quand même qu'il n'y a pas de travail d'enfants et que chaque producteur est salarié.*
- Aide et Action, Stéphane Charlot, immeuble Panorama II, 2, rue Geoffroy, 76100 Rouen.
- Fiaraha-Miasa, hameau de Thil, 76116 Auzouville-sur-Ry.
- Les Amis de l'océan Indien, Francis Herbert, 4, avenue Léon-Blum, 76120 Grand-Quevilly.
- Santé ailleurs, Dimitry Lefrançois, 12, rue du 19-Mars, 76120 Le Grand-Quevilly.
- Solidarité France-Afrique, Centre de Haute-Normandie, 17, rue du Roumois, 76130 Mont-Saint-Aignan.
- Aide et urgence pour le Bénin, 5, rue Maréchal-Juin, ISPP, 76134 Mont-Saint-Aignan cedex.
- Comité Algérie-urgence, c/o ASTI, 19, rue Pablo-Néruda, 76140 Petit-Quevilly.
- Association Yvetot-Bourzanga, mairie, 76190 Yvetot.
- Epices et art, 2 bis, rue des Orangers, 76200 Dieppe, tél : 02 32 90 96 08.

- Diffuse des produits issus du commerce équitable.*
- Association Normandie-Moldavie, 235, rue du Puits-Mérot, 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf.
- Terre des hommes c/o Annie Nowak, chemin du Petit-Catillon, 76360 Barentin, tél : 02 35 91 21 19.
- Aide Sahel fertile, mairie, 76590 Saint-Crespin.
- Association Echange Amérique Latine, 17, rue Percanville, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 38 32.
- CCFD, 28, rue Victor-Hugo, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 50 51.
- Comores-Echanges, 161, cours de la République, 76600 Le Havre.
- Association Cap-Développement, 3, impasse Watteau, 76600 Le Havre.
- Association contre la répression au Maroc, 22, rue Lamartine, 76600 Le Havre.
- Association médicale franco-palestinienne, 22, rue Lamartine, 76600 Le Havre.
- Conservatoire audio-visuel sur les peuples, 18, rue Daubrée, 76620 Le Havre, tél : 02 35 46 26 60.
- Association Hardi France, 363, rue Félix-Faure, 76620 Le Havre, tél : 02 35 48 41 75.
- Frères des hommes c/o Renée Pigeon, 3, rue Gay-Lussac, 76620 Le Havre, tél : 02 35 48 23 95.
- CCFD, 95, rue Joseph-Delattre, 76650 Petit-Couronne.
- Association Normandie-Cameroun, Pierre Declercq, 76730 Brachy.
- Parrainage d'enfants au Cambodge, René Doute, Le Puits, 76780 Elbeuf-sur-Andelle.
- Enfants du monde, Le Centre Sud, 76890 Butot.
- Elan Togolais, 266, rue de Paris, 76920 Amreville-la-Mivoie.
- Livres sans frontières, Mairie, place Victor-Schœlcher, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville.

La Cimade répond aux appels de ses partenaires internationaux, en intervenant auprès des instances compétentes nationales ou internationales, en favorisant des démarches collectives, en allant en mission sur le terrain. Elle exerce une vigilance active là où les droits de l'Homme sont menacés et s'efforce de témoigner et d'agir auprès des instances nationales et internationales. Pour faire partager ses indignations contre tout ce qui défigure l'humain dans l'homme, la Cimade témoigne en actions et en paroles sur le terrain.

Elle publie un magazine bimestriel intitulé *Causes Communes* et des documents sur les étrangers en France, ainsi que sur ses actions de solidarités internationales. La Cimade suscite et organise des actions de vigilance pour éviter que ne soient passées sous silence des paroles ou des pratiques discriminatoires à l'égard des étrangers. La Cimade s'efforce de témoigner par tous les moyens des situations qu'elle rencontre quotidiennement auprès des étrangers dont les droits sont bafoués. Elle agit pour que, dans les

textes réglementaires et dans les pratiques administratives, la dignité de tout être humain soit respectée, conformément à la constitution. La Cimade anime des sessions de formation et organise des actions de sensibilisation pour éduquer de nouveaux acteurs de la solidarité internationale.

- Cimade, 19, rue Mélingue, 14000 Caen, tél : 02 31 82 70 75.
- Cimade, 132, avenue Rhin-et-Danube, 61000 Alençon, tél : 02 33 28 09 37.
- Cimade, 24, rue de Verdun, 76130 Mont-Saint-Aignan.
- Cimade c/o Martine Eichenberger, 19, rue du Bon-Air, 76610 Le Havre, tél : 02 35 51 20 99.



## SOLIDARITÉS LOCALES

## Cimade

La Cimade est une association œcuménique créée en 1939 pour venir en aide aux personnes déplacées et regroupées dans des camps dans le sud de la France. Pendant la deuxième guerre mondiale, elle a participé activement à la résistance contre le nazisme et au sauvetage des Juifs. Après la guerre, elle a œuvré pour la réconciliation France-Allemagne et pour l'indépendance et le développement des anciennes colonies. Aujourd'hui, elle travaille en collaboration avec d'autres organismes catholiques, orthodoxes et laïcs au service des réfugiés, des étrangers en France, et au développement solidaire de pays de l'Est et du Sud.



## Jardins solidaires

En produisant des aliments biologiques, vendus d'avance en panier ou vendus sur les marchés, les différents jardins solidaires permettent la réinsertion de personnes en difficulté.

- Jardin de Cocagne du Moulin de Navarre, quartier Tilly, 1, rue Isambard, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 02 06.
- Association Jardins solidaires, sente des Maraîchers, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 61 05 27.
- Association Jardins solidaires, restaurant, 2, place Thuillères, 27100 Val-de-

# Ecrivains publics

Pour devenir écrivain public, il faut déjà être sensibilisé à la question de l'illettrisme. Celui-ci touche des catégories de personnes très différentes : jeunes en difficulté, adultes n'ayant pas appris à écrire ou l'ayant oublié, étrangers installés en France, personnes âgées ne comprenant plus le langage d'aujourd'hui... L'écrivain public a comme travail de faire se réconcilier des gens qui parlent le français avec le travail d'écriture, à travers l'aide à la rédaction le plus souvent de documents administratifs plus ou moins abscons.

- Pacary Sanchez Jacqueline, 4, rue Vauclin, 14400 Saint-Vigor-le-Grand, tél : 02 31 92 13 33.
- Bouchez Thérèse, 17, rue Tatin, 27400 Louviers, tél : 02 32 25 25 72.
- Azerty 50, 100, rue Louise-Michel, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 72 66 23.
- Bouchaud Marie-Line, 17, rue du Grand-Large, 50380 Saint-Pair-sur-Mer, tél : 02 33 90 81 48.
- Vacossin Daniel, 3, rue Jardin-Rosey, 50590 Montmartin-sur-Mer, tél : 02 33 47 66 12.
- Lemaître Carolina, 28, rue Edmond-Casaux, 76600 Le Havre, tél : 02 35 44 77 24.
- Ecritures, Les Tertres, 61210 Neuville-au-Houlme, tél : 02 33 39 42 12.
- Le Mot clé, 34, rue Gaston-Gibory, 61290 Longny-au-Perche, tél : 02 33 83 94 77.
- J'écris pour vous, 2, rue Roger-Lecoffre, 76200 Dieppe, tél : 02 35 04 92 67.

# Et également 14 - Calvados

- ATD Quart-Monde, 143, rue Auge, 14000 Caen, tél : 02 31 83 43 39.
- Habitat et humanisme, 38, quai Amiral-Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 84 62 52. Association qui gère des placements éthiques afin de financer la rénovation de logements sociaux.
- Familles rurales, 3, rue Damozanne, 14000 Caen, tél : 02 31 86 55 92.
- Droit au logement, c/o MJC La Plaine, avenue Albert-Sorel, 14000 Caen, tél : 02 31 48 54 48.
- ARCAL, Association pour les réfugiés en Calvados, 19, rue Mélingue, 14000 Caen, tél : 02 31 82 70 75.
- Association pour le développement de l'économie solidaire en Basse-Normandie, 54, rue Auge, 14000 Caen, tél : 02 31 82 43 91.
- ADFI, Association de défense de la famille et des individus, 92, rue Général-Moulin, BP 6298, 14067 Caen cedex, tél : 02 31 74 48 48.
- Agir contre le chômage, AC ! Allée André-Malraux, 14170 Saint-Pierre-sur-Dives, tél : 02 31 20 57 30.
- Secours populaire français, 1018 quartier Grand Parc, 14200 Herouville-Saint-Clair, tél : 02 31 44 00 39.
- Familles rurales, 1, place Général-de-Gaulle, 14210 Evrecy, tél : 02 31 80 11 33.
- Secours catholique, 10, rue Emile-Zola, 14270 Mezidon Canon, tél : 02 31 20 12 12.
- L'enfant bleu, Château La Divette, che-

min Divette, 14390 Cabourg, tél : 02 31 91 14 15.

■ Secours populaire, tour Violettes, 14400 Bayeux, tél : 02 31 51 73 08.

## 27 - Eure

- Boutique de gestion, 4, place Dupont-de-l'Eure, 27000 Evreux, tél : 02 32 38 04 48.
- Jeune-Cité, collectif Dauphiné, 11, rue Fer-à-Cheval, 27000 Evreux, tél : 02 32 62 61 77.
- Maison du citoyen, 8, rue Chateaubriand, 27000 Evreux, tél : 02 32 28 39 77. *La première maison du citoyen est née à Villeurbanne (voir Silence spécial Rhône, été 2001). Ces maisons mises en place par les communes cherchent à rendre le citoyen acteur et non consommateur dans les domaines souhaités par eux : soirée culturelle, aides aux personnes en difficulté, débats d'actualité, alphabétisation, documentation, salles de réunion, etc.*
- Resto du cœur, galerie Saint-André, 27000 Evreux, tél : 02 32 28 99 20.
- Secours populaire, 3, rue Mendès-France, 27000 Evreux, tél : 02 32 28 99 20.
- Association des immigrés de l'Eure, 1, rue Michelet, 27000 Evreux.
- Maison d'Outremer, 2, rue Henri-Becquerel, 27000 Evreux.
- Halte de la Pomme d'Or, 53, rue de la Pomme-d'Or, 27130 Verneuil-sur-Avre, tél : 02 32 32 25 26.
- Solidarité insertion, 100, place Lafitte, 27160 Breteuil-sur-Iton, tél : 02 32 35 12 77.
- Secours populaire français, impasse de l'Hôtel-de-Ville, 27190 Conches-en-Ouche, tél : 02 32 60 16 00.
- Association des chômeurs, 20, rue Grévain, 27200 Vernon.
- Agir contre le chômage, AC !, Marcel Béhérel, 15, rue du Moulin, 27200 Vernon.
- Association des Marocains de Vernon, 2, rue du Québec, appartement 161, 27200 Vernon.
- Association des travailleurs turcs pour la culture, 41, boulevard Azamia, 27200 Vernon.
- Association portugaise de Vernon, 24, cours de la Futaie, 27200 Vernon.
- Association turque de Vernon, 16, rue des Ecuries-des-Gardes, 27200 Vernon.
- Association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde, 4A, rue de Tournebride, 27200 Vernon.
- Familles rurales, Foyer Saint-Georges, Le Bourg, 27210 Conteville, tél : 02 32 56 54 60.
- Les ateliers de la solidarité, M. Ouhki, place Gambetta, 27220 Saint-André-de-l'Eure.
- Solidarité-Emploi, Claude Duchâteau, La Louverrie, 27310 Thuit-Hebert.
- Secours catholique, 32, rue Hayes-Mélines, 27400 Louviers, tél : 02 32 25 25 92.
- Ecoute solidarité partage, 34 bis, rue Chesnay, 27510 Tourny, tél : 02 32 52 16 23.
- Solidarité emploi roumois, Louverrie, 27520 Thuit Hebert, tél : 02 32 57 82 47.
- Solidarité emploi, rue du 18-Juin-1940, 27670 Le Bosc-Roger-en-Roumois, tél : 02 35 81 84 89.

## 50 - Manche

- Association locale de solidarité avec les chômeurs et les précaires, 1, rue Mesnilcroc, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 05 75 85.
- ASTRE, Association solidarité travail et recherche de l'emploi, 1, rue Maréchal-

Leclerc, 50000 Cherbourg, tél : 02 33 93 31 23.

- Familles rurales, rue Léon-Jouhaux, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 76 59.
- Initiative pour l'emploi, 5, rue Léon-Deries, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 72 56 60.
- Resto du cœur, 19, rue Yser, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 79 55.
- Secours populaire, 17, rue Yser, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 56 02 32.
- Secours catholique, 5 square 1er-Mai, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 42 83.
- MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, espace associatif, place du Champ-de-Mars, casier 5, 50000 Saint-Lô.
- Maison des chômeurs, 15, rue Tour-Carrée, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 53 59 24.
- Resto du cœur, 1, rue de Strasbourg, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 22 06 84.
- Secours populaire, La Bagatelle, impasse Saline, 50110 Tourlaville, tél : 02 33 43 82 85.
- SOS Racisme, Maison des associations, 77, rue Général-de-Gaulle, 50110 Tourlaville, tél : 02 33 20 55 83.
- Emmaüs, rue des Prés, 50120 Equeurdeville, tél : 02 33 08 00 71.
- Maison associative, 4, rue de l'Eglise, 50200 Courcy, tél : 02 33 07 44 96.
- Secours populaire, 2, cité Sapins, 50200 Coutances, tél : 02 33 47 14 10.
- ASTRE, 1, place de la Mairie, 50270 Barneville-Carteret, tél : 02 33 04 17 72.
- OSE, Objectif solidarité emploi, rue Mesnil, 50400 Granville, tél : 02 33 90 66 00.
- Secours populaire, rue de Ika-Poterie, 50450 Gavray, tél : 02 33 90 19 44.
- Familles rurales, 615, rue Saint-Laurent, 50460 Urville, tél : 02 33 03 28 91.
- Familles rurales, 1, rue Auguste-Eudeline, 50570 Marigny, tél : 02 33 05 49 08.
- Familles rurales, 3, route Pont-Gaillard, 50680 Villiers-Fossard, tél : 02 33 55 37 18.
- ASTRE, 17, rue des Carrières, 50700 Valognes, tél : 02 33 95 06 91.

## 61 - Orne

- Agir contre le chômage, AC ! maison des associations, 16, rue Etoupès, 61000 Alençon, tél : 02 33 82 03 36.
- Emmaüs, 139, chemin des Planches, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 13 50.
- Restos du cœur, 15, rue du 14e-Hussards, 61000 Alençon, tél : 02 33 29 22 81.
- Familles rurales, 82, rue Saint-Blaise, 61000 Alençon, tél : 02 33 27 01 50.
- Secours populaire, 63, rue Mont-Saint-Michel, 61100 Fiers, tél : 02 33 66 86 86.
- Familles rurales, 21, rue Libcany, 61170 Le Mélé-sur-Sarthe, tél : 02 33 81 21 96.
- ASI, Argentan solidarité insertion, 1, avenue Maréchal-Foch, 61200 Argentan, tél : 02 33 12 11 60.
- Maison du citoyen, 1, rue Pervenche, 61200 Argentan, tél : 02 33 36 85 84.
- Restos du cœur, rue Courmoutiers, 61200 Argentan, tél : 02 33 39 46 44.
- L'escale, 48, rue Croissant, 61200 Argentan, tél : 02 33 39 20 79.
- Secours populaire, 31, rue des Juifs, 61200 Argentan, tél : 02 33 67 44 90.
- Familles rurales, Iotissement Lecoq, 61230 Gace, tél : 02 33 67 68 41.
- Familles rurales, mairie, 61240 Le Merlerault, tél : 02 33 36 50 69.
- Familles rurales, Ecole, Le Bourg,

- 61250 Hauterive, tél : 02 33 31 77 85.
- Secours populaire, 21, rue Général-de-Gaulle, 61300 L'Aigle, tél : 02 33 34 84 23.
- Familles rurales, Le Bourg, 61310 Le Pin-au-Haras, tél : 02 33 67 24 85.
- Familles rurales, 24, rue Chartrage, 61400 Mortagne-au-Perche, tél : 02 33 83 99 97.
- Familles rurales, 15, rue des Déportés, 61430 Athis-de-l'Orne, tél : 02 33 96 17 01.
- Familles rurales, salle polyvalente, Le Bourg, 61490 Saint-Clair-de-Halouze, tél : 02 33 64 24 04.
- Resto du cœur, 4, rue d'Alençon, 61600 La Ferté-Macé, tél : 02 33 37 25 71.
- Familles rurales, rue Guy-de-Maupassant, 61700 Fomfront, tél : 02 33 30 85 04.

## 76 - Seine-Maritime

- Carrefour des solidarités, 49, rue Augustins, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 52 44.
- ATD Quart-Monde, 1, rue Lourdines, 76100 Rouen, tél : 02 35 18 60 89.
- Maison des associations et de la solidarité, 6, rue Carville, 76000 Rouen, tél : 02 35 15 08 06.
- Ligue des droits de l'homme, 135, rue Beauvoisins, 76000 Rouen, tél : 02 35 15 31 00.
- DAL, Droit au logement, MJC Rive gauche, place des Faienciers, 76000 Rouen, tél : 02 35 18 13 35.
- ARIM, Association rouennaise pour l'intégration des migrants, 24, rue Henri-Dunant, 76000 Rouen, tél : 02 35 60 79 87.
- SOS Racisme, 55, rue Saint-Gervais, 76000 Rouen.
- AC ! Agir contre le chômage, maison des associations, 28, rue de Crosnes, 76000 Rouen.
- Association pour l'accueil des familles de détenus, 1, rue de la Motte, 76000 Rouen.
- ADFI, BP 260, 76004 Rouen cedex, tél : 02 35 98 36 79.
- Envie, 22, rue Elbeuf, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 84 44. Association de réinsertion qui récupère du vieux mobilier, de l'électroménager, de la hi-fi, etc. qui remet tout à neuf et qui revend le tout à un prix d'occasion.
- Médecins du monde, 5, rue Elbeuf, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 56 66.
- Habitat et humanisme, 1, rue Lourdines, 76100 Rouen, tél : 02 35 63 91 06.
- Comité de quartier du Trianon, 25, rue Maréchal-Galliéni, 76100 Rouen.
- FASTI, Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, immeuble le Challenger, 3, rue Four, 76100 Rouen, tél : 02 32 81 20 40.
- Secours populaire français, 17, rue Louis-Poterat, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 15 56.
- Familles rurales, 1, rue Lourdines, 76100 Rouen, tél : 02 35 73 23 91.
- Emmaüs, 33, rue du Mail, 76100 Rouen, tél : 02 35 73 03 55.
- Collectif des sans-papiers, 29, rue du Petit-Quevilly, 76100 Rouen, tél : 06 17 77 92 05.
- Collectif anti-raciste, c/o CLAP, Tour Montromancy 1, 1, place de la Verrerie, 76100 Rouen.
- Secours catholique, 4, rue des Martyrs-de-la-Résistance, 76120 Le Grand-Quevilly, tél : 02 35 69 36 59.
- ASTI, Association de soutien aux travailleurs immigrés, 21, rue Pablo-Néruda, La Rose des Sables, 76140 Le Petit-Quevilly.



## SOLIDARITÉS LOCALES

- Maison de la solidarité et de l'emploi, place Général-de-Gaulle, 76160 Darnetal, tél : 02 32 12 31 69.
- MRAP Rouen, BP 103, 76162 Darnetal cedex.
- La Nef via le Crédit Coopératif, 22, rue Alsace-Lorraine, BP 1114, 76175 Rouen cedex, tél : 02 35 07 86 00, demander Mme Sauneville.
- Association béninoise de l'agglomération rouennaise, BP 41, 76250 Deville-lès-Rouen.
- Resto du cœur, 68, rue de la République, 76260 Eu, tél : 02 35 50 20 95.
- Aide à l'insertion et à la citoyenneté, 86, rue du Madrillet, 76300 Sotteville-lès-Rouen.
- Aide et solidarité, 44 A, rue Joseph-Roy, 76420 Bihorel, tél : 02 35 61 85 13.
- Comité de quartier des Sapins, 2, rue Joseph-Roy, 76420 Bihorel.
- Resto du cœur, 4, place du 8-Mai-1945, 76450 Cany-Barville, tél : 02 35 97 48 77.
- Envie, 12, rue Camille-Randoing, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 81 61 36.
- Médecins du monde, 28, rue Jean-Baptiste-Eyriès, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 68 66.
- Habitat et humanisme, 42, rue Dumont-d'Urville, 76600 Le Havre, tél : 02 35 53 97 94.
- Agir contre le chômage, AC ! 97, rue Michelet, 76600 Le Havre, tél : 02 35 19 00 76.
- Ligue des droits de l'homme, 3, rue Casimir-Delavigne, 76600 Le Havre, tél : 02 35 41 33 68.
- Emmaüs, 7, rue Maréchal-Galliéni, 76600 Le Havre, tél : 02 35 22 83 19.
- Envie, Hangar 18, quai Joannès-Couvert, 76600 Le Havre, tél : 02 35 25 19 96.
- Envie, 44, rue des Briquetiers, 76600 Le Havre, tél : 02 35 25 29 00.
- Collectif havrais contre le racisme, 22, rue Lamartine, 76000 Le Havre.
- Nous croyons en toit, 71 bis, quai de la Gironde, 76600 Le Havre.
- ASTI, c/o APAAM, 22, rue Lamartine, 76600 Le Havre.
- Aide aux migrants et développement des Comores, M. M. Chindia, 93, rue de Chateaudun, 76600 Le Havre.
- Association havraise pour l'intégration des populations étrangères, 33, rue Valentin-Haüy, 76620 Le Havre.
- Vigi-sectes c/o Roger Billaux, 887, rue Pierre-Corneille, 76650 Petit-Couronne, tél : 02 35 69 28 39. *Surveillance des activités des sectes sur internet.*
- Resto du cœur, rue Général-de-Gaulle, 76660 Londinières, tél : 02 32 97 11 14.
- Emmaüs, Bourg, 76690 Esteville, tél : 02 35 34 21 39.
- Maison du citoyen, place Jean-Prévoist, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, tél : 02 32 95 83 60.
- Action chômage, 120, rue Carnot, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.
- Emmaüs, hameau Tronquay, 28, rue Tronquay, 76930 Cauville-sur-Mer, tél : 02

# Réseau d'échanges réciproques



**L**e premier réseau d'échanges réciproques de savoirs est né en 1971 à Orly, de la volonté d'une institutrice et de son mari (Claire et Marc Héber-Suffrin), ainsi que de quelques élus locaux de mettre en œuvre une «pédagogie de la réussite», croisée à une démarche citoyenne : «*L'un des objectifs essentiels des réseaux est que chacun prenne conscience qu'il a des savoirs, bien que la société ne sache pas toujours les reconnaître et les prendre en compte*».

L'idée des échanges de savoirs prend d'abord forme autour de la classe, puis le processus s'étend à des réseaux inter-écoles pour toucher enfin les habitants d'un quartier : par exemple, Josette enseigne «le dessin» et souhaite apprendre «les pâtisseries orientales» ; Farid offre «la percussion» et veut suivre «un cours d'alphabetisation» ; Maurice montre «la pose d'étagère» et demande à «découvrir le Portugal», etc. L'échange est fondé sur le principe de la parité des savoirs. Il met en œuvre la règle de la réciprocité ouverte, celle-ci ayant une portée à la fois pédagogique («j'enseigne donc j'apprends») et éthique (chacun a ses richesses à partager). Il n'y a donc pas de rapports d'argent dans les réseaux, «*la seule et unique monnaie d'échange étant le savoir, à travers le double engagement de l'offre et de la demande*». Le rôle de l'animateur (ou de l'équipe d'animation) du RERS est d'aider à l'élaboration des demandes et des offres de savoirs, de les mettre en relation et de s'assurer que les objectifs assignés à l'échange ont été atteints.

Le second réseau est créé en 1980 à Evry, à l'initiative d'un élu local et d'un groupe de militants désireux d'aider les habitants à s'organiser collectivement pour prendre en main les problèmes de leur vie quotidienne. Les RERS vont alors susciter l'intérêt des travailleurs sociaux et des associations d'éducation populaire qui

constatent leur efficacité dans l'insertion, ou la restauration, du lien social.

En 1987, les 25 réseaux existants décident de constituer l'association «Mouvements des réseaux d'échanges réciproques de savoirs» (MRERS) afin de mieux confronter leurs pratiques et de mutualiser leurs acquis. En 1989, 80 réseaux sont répertoriés et le MRERS organise à Evry un colloque «Echanger les savoirs, c'est changer la vie», où s'affirme un projet alternatif aux échanges fondés sur le seul modèle de l'échange économique libéral. En 1991, le MRERS s'internationalise en s'ouvrant à la Suisse, à l'Espagne, au Brésil... et un nouveau colloque, «Pari sur l'intelligence et lien social», réunit plus de 1000 participants. Désormais, les RERS réalisent des formations et des études en partenariat avec des universités ou des organismes de recherche (Université de Caen, Paris X, INRP...) sur les thèmes suivants : «Les conditions de développement des réseaux de formation réciproque», «Réseaux, emplois, insertion, activités», «L'engagement bénévole dans les RERS», «Les Réseaux et la vie dans la ville».

Depuis 1996, une convention lie le MRERS à l'Université de Tours pour la préparation d'un diplôme universitaire de responsable de formation. Cette dernière démarche paraît révélatrice de la recherche de reconnaissance, et sans doute aussi de notoriété, de la part du mouvement dans le champ ou le sous-champ institutionnel (les sciences de l'éducation) le plus susceptible de valoriser l'excellence et l'originalité de leur savoir-faire social. Les RERS sont plus ou moins aujourd'hui institutionnalisés. Depuis le milieu des années 90, se sont développés en parallèle au RERS des SEL, systèmes d'échanges locaux. Il existe plusieurs différences notoires entre les deux systèmes d'échange. Dans le premier cas, on

n'échange que des savoirs, dans les SEL, on échange aussi bien des savoirs, que des biens. Autre différence notable, dans les SEL, les échanges sont comptabilisés avec une monnaie virtuelle (comptage sur un ordinateur) qui oblige à estimer la valeur des échanges (et provoque ainsi de très nombreux débats sur ce qu'est cette valeur). Enfin, les SEL ne sont que très rarement liés au milieu des travailleurs sociaux. Alors que dans les RERS, la plupart du temps, il existe une organisation qui travaille «pour» les plus démunis, dans les SEL, on préfère travailler «avec» : l'échange possible dans les SEL entre biens et services permet de considérer le temps des chômeurs comme une richesse échangeable contre des biens. Du fait de l'absence de structure chapeautant le SEL, l'autogestion est plus réelle, mais l'anonymat peut aussi être un handicap dans les groupes les plus importants. Enfin, avec l'expérience, on constate que les SEL fonctionnent mieux en milieu rural qu'en milieu urbain. Dernière différence, les RERS, plus institutionnels, ont souvent un encadrement financé par des subventions, alors que les SEL vivent sur leur propre volontariat. Mais ceci est peut-être simplement une différence d'ancienneté entre les deux mouvements. On compte actuellement environ 300 SEL en France pour 600 RERS.

■ RERS Coordination régionale, Sophie Fouquet, CAPS, BP 131, 76140 Le Petit-Quevilly, tél : 02 35 62 37 57.

## 14 - Calvados

■ RERS, 21, rue Jules-Verne 14100 Lisieux, tél : 02 31 61 18 94.

■ RERS, Léna et Radhia, centre socio-culturel, boulevard des Belles-Portes, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 95 83 00.

## 27 - Eure

■ RERS, La Madeleine, appartement 11, 2, rue Anatole-France, 27000 Evreux, tél : 02 32 23 26 22..

# de savoirs et Systèmes d'échanges locaux

- RERS, Madeleine Doye et Sophie Dranguet, Centre social Jeanne-d'Arc, 45, rue Saint-Germain, 27000 Evreux, tél : 02 32 33 05 14.
- RERS, Michèle Combes, 6 square du Creuset, appartement 9, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 59 15 88.
- RERS, Marcel Ntadi, 9, rue Musarde, appartement 5381, 27100 Val-de-Reuil, tél : 02 32 59 19 74.
- RERS, 56 rue Traversière, 27100 Val-de-Reuil.
- RERS, Béatrice Lecozannet, 14, rue de la Mare-de-la-Ville, 27110 Epegard.
- RERS, Claudine Palisse, ancien bain-douche, rue Bioche, 27110 Le Neubourg, télécopie : 02 32 35 59 00.
- RERS, Pascale Lassoudière, Service de prévention et médiation sociale, 25, rue de la Poterie, appartement 140, 27200 Vernon, tél : 02 32 71 14 76.
- RERS, Agnès Lepellissier, La Motte, 27260 Asnières, tél : 02 32 42 51 90.
- RERS, Guïtte Demarly, impasse des Hayes, Mélines, 27400 Louviers.
- RERS, Francine Serge, 20, rue de la Ravine, 27400 Louviers, tél : 02 32 25 40 37.
- RERS, Danielle Lacroix, Le Bourg, 27500 Tocqueville, tél : 02 32 57 44 02.
- RERS, Manuella Zelasko, Centre d'animation, 46, rue Général-de-Gaule, 27910 Perriers-sur-Andelle, tél : 02 32 49 98 10.

## 50 - Manche

- RERS, Rose Decloquement, centre social Mercier, 45, avenue des Tilleuls, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 33 35.
- RERS, Claire Lesaulnier, CSM Mersier, 50000 Saint-Lô, tél : 02 33 57 33 35.
- RERS, espace social des Provinces, rue Île-de-France, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 01 89 92.
- Réseau octevillais d'échanges de savoirs, Clotilde Dijoux, 4 bis, rue des Cornouailles, 50130 Octeville, tél : 02 33 53 47 30.
- Réseau d'échanges de savoirs coutançais, Ghislaine Rogemont, 17, rue Dr-H.-Guillard, 50200 Coutances, tél : 02 33 47 38 38.

- RERS, Louis, Christophe et Jacqueline, Mairie, 50230 Agon-Coutainville, tél : 02 33 45 13 16.
- Réseau d'échanges Dunes et bocage, rue Couraierie, 50230 Agon-Coutainville, tél : 02 33 46 46 50.
- RERS, Nadège et Maxime, association Avranches jeunesse, Maison de quartier, 34, rue Jean Vittel, 50300 Avranches, tél : 02 33 58 63 73.
- Réseau granvillais d'échanges de savoirs, 1, L'Etable, 50400 Granville, tél : 02 33 51 03 51.
- RERS, Marie Masson et Céline Ricordeau, Maison du pays, 11, place Saint-Cloud, 50430 Lessay, tél : 02 33 46 84 69.
- RERS, Mme Malle, 7, boulevard Stanislas, 50530 Saint-Jean-le-Thomas, tél : 02 33 68 10 37.
- RERS, Patricia Amdriot, association AIDER, 65, place Delaporte, 50600 Saint-Hilaire-du-Harcourt, tél : 02 33 49 55 03.
- RERS, Françoise, 27, rue Grand-Moulin, 50700 Valognes, tél : 02 33 40 20 09.

## 61 - Orne

- RERS, Naura Louiza, ASTI, 29, rue Commandant-Charcot, 61100 Flers, 02 33 96 25 88.
- RERS, Maison du citoyen, 1, rue Pervenches, 61200 Argentan, tél : 02 33 67 46 01.
- RERS, Mme Wauters, Le Gersais, 61250 Valframbert, tél : 02 33 29 04 25.

## 76 - Seine-Maritime

- RERS, Françoise Marie, antenne sociale, immeuble Niepce, appartement 3, 16, rue Nicéphore-Niepce, 76000 Rouen, tél : 02 35 61 13 10.
- RERS, Raymond Juquin, 14, rue de l'Épine, 76000 Rouen
- RERS, Mme Demouchy Rachel, appartement B 23, 18, rue Charles-Cros, 76000 Rouen.
- RERS, Sophie Mendy, mini club Poterat, 29, rue Emile-Masqueray, 76100 Rouen, tél : 02 35 72 23 17.
- RERS, Colette Asquin, groupe post-sco-

- laire, 80, rue de la République, 76120 Grand-Quevilly, tél : 02 35 67 19 78.
- RERS, Pascal Tafforeau, rue Paul-Foliot, immeuble Hector-Berlioz, appartement 67, 76143 Petit-Quevilly Cedex, tél : 02 35 63 99 73.
- RERS, Monique Landzy et Evelyne Onodit-Biot, résidence André-Pican, rue Ernest-Danet, 76150 Maromme, tél : 02 35 75 05 67.
- RERS, Chantal Marie, antenne sociale CAF, 39, rue Jules-Ferry, 76160 Darnetal, tél : 02 35 08 95 12.
- RERS, Mme Orillon et Mme Lachelier, centre du Petit Prévert, cité des Bruyères, immeuble La Fontaine, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 27 38.
- RERS, Yveline Fortier, centre social du canton, Château-Pommel, BP 36, 76220 Gournay-en-Bray, tél : 02 35 09 04 85.
- RERS, Céline Beautier, 12, rue de la Paix, 76250 Déville-lès-Rouen, tél : 02 35 74 46 20.
- RERS, Christine L'Orphelin, centre social Pastel, 12, rue René-Delcourt, 76260 Le Mesnil-Reaume.
- RERS, Sophie Sagnez, rue du Puits-Mérot, 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf Cedex, 02 35 81 97 66.
- ACCES, Actions de créations collectives et d'échanges de savoirs, Isabelle Chevalier, Abdellah Zaroual, antenne sociale, immeuble Bouvreuil, cité des Oiseaux, 76350 Oissel, tél : 02 35 66 82 48.
- RERS, Joséphine Seck, Cité des Oiseaux, Bâtiment Epervier 4, 76350 Oissel
- RERS, Centre social, BP 36, 76360 Barentin.
- RERS, Fatima, centre d'activités sociales Bel-Air, 12-14, avenue Claude-Debussy, immeuble Christophe-Colomb, 76370 Neuville-lès-Dieppe, tél : 02 35 06 19 99.
- RERS, Annick Leroux et Yamina Omrani, antenne sociale CAF, 30, avenue Salvador-Allende, 76380 Canteleu, tél : 02 35 36 76 68.
- RERS, Juliette Masson, maison de quartier Bobby-Lapointe, 76410 Cléon, tél : 02 35 77 63 30.
- RERS, Véronique Goze, centre Pernet,

- rue des Canadiens, 76420 Bihorel, tél : 02 35 60 35 26.
- RERS, Peggy, centre social 'Nemo', chemin des Veillées, 76470 Le Tréport, tél : 02 27 28 06 50.
- RERS, Samuel Olivier, MJC, BP 21, 76480 Yainville.
- RERS, Marie-Françoise Glace, APRE, 3, rue du Neubourg, 76500 Elbeuf.
- RERS, Soraya Hamel et Halima Tallal, centre social du Puchot, esplanade des Droits-de-l'enfant, BP 354, 76503 Elbeuf cedex, tél : 02 35 77 23 48.
- RERS, Marie-Gabrielle Pasquier, centre CAF, rue Jules-Vallès, 76610 Le Havre, tél : 02 35 45 74 39.
- RERS, Jean-Louis Grelat, centre social Raymond-Queneau, rue Albert-Samain, immeuble le Méridien, 76620 Le Havre, tél : 02 35 44 03 13.
- RERS, Nicole Pierre, 6 allée Louis-Pergaud, 76620 Le Havre, tél : 02 35 48 78 17.
- RERS, Mme Cornielle, C.I.A.S. espace le Vivier, 76680 Saint-Saëns, tél : 02 35 34 17 56.
- RERS, centre social, 1, allée Gustave-Courbet, 76700 Gonfreville-l'Orcher, tél : 02 35 45 44 75.
- RERS, Mme Levasseur et Stéphanie, 4, rue Richard-Dufour, 76770 Le Houllme, tél : 06 87 16 93 38.
- RERS, Paulette Quan, centre social 'La maison bleue', 76780 Nollevall, tél : 02 35 90 92 80.
- RERS, Josette Garnier, Tour Minerve, appartement 05, parc Eugénie-Cotton, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, tél : 02 32 91 33 06.

## Et les SEL

- Guillaume SEL, CITIM, 38, quai Hamelin, 14000 Caen, tél : 02 31 71 25 50.
- SEL du pays d'Auge, c/o Lucie Tarrano, La Petite Cour, 14290 Saint-Pierre-de-Maillic, tél : 02 31 63 05 94.
- SEL de Bessin, Jean Daix, La Belle Epine, 14490 Trunty, tél : 06 10 32 46 91.
- SEL du bocage, c/o Marie-Henriette Rolland, 58, rue des Acres, 14500 Vire, tél : 02 31 68 62 75.
- SEL de Perche, Muriel Bansard, 3, place Saint-Roch, 61110 Remalard, tél : 02 33 25 54 76.
- SEL de la Ferté-Macé, Cereal, Michel Birot, 8, cours Georges-Brassens, 61600 La Ferté-Macé, tél : 02 33 37 10 19.
- SEL de Seine, c/o Alice Queffelec, 35, rue Armand-Carrel, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 05 91.
- SEL c/o Jean-Loup Mallet, 22, boulevard de Verdun, 76200 Dieppe, tél : 02 35 84 82 03
- Arc-en-SEL c/o Martine Picart, 8, rue Général-de-Gaule, 76250 Deville-lès-Rouen, tél : 02 35 76 12 55
- SEL c/o Mireille Marois, 59 bis, rue d'Elbœuf, 76500 Orival.
- SEL d'Elbeuf, Marie-Françoise Blouin, Ecole Molière, 15, rue du Tapis-Vert, 76500 Elbeuf, tél : 02 35 78 60 75.
- SEL de Caux, Mouloub Tuileb, rue des Oiseaux, 76540 Eletot, tél : 02 35 29 99 88.
- SEL c/o La Maison d'Ici et d'Ailleurs, Coqueréaumont, 76560 Saint-Laurent-en-Caux, tél : 02 35 56 65 53





**VIVRE  
ENSEMBLE**

# La Maison d'ici et d'ailleurs

Depuis 1994, Annie Aubrun-Patrix essaie de mettre en place un écovillage dans l'esprit de Findhorn, autour d'une maison qu'elle a achetée à Coqueréaumont, en pays de Caux.

Maison principale et jardin de fleurs.



Michel Bernard

**P**rof de yoga, issue d'une famille de peintres (son père, son mari, ses trois fils), Annie Aubrun-Patrix, 71 ans aujourd'hui, effectue dans les années 90 un stage à Findhorn, une communauté new-age qui s'est développée en Ecosse depuis maintenant plus d'une trentaine d'années. Elle en revient enchantée et décide d'initier une démarche semblable en France. Ancienne Parisienne et habitant depuis 40 ans en Normandie, elle cherche un site qui s'y prête. Ne disposant pratiquement d'aucun capital, elle cherche une occasion dans une région où la pression immobilière est forte du fait de la multiplication des résidences secondaires parisiennes.

Elle découvre une maison en vente située sur un terrain d'un peu plus d'un hectare pour laquelle elle a le coup de foudre. Mais la maison n'est pas dans ses moyens. Elle rencontre quand même le notaire et le convainc de lui présenter les propriétaires. Persuasive, après un an de discussions, ils arrivent à se mettre d'accord sur un achat totalement à crédit. Elle s'installe dans les lieux en 1994.

La maison principale est tout juste habitable, le jardin à l'abandon depuis longtemps, une petite maison centrale d'à peine dix mètres carrés de surface trône au milieu de la propriété et est désignée sous le nom de «Mairie» sur le cadastre. Elle est alors en ruine. Tout au fond du jardin, il y a enfin un cabanon qui devait servir de poulailler et de cabane à outils. Elle choisit d'appeler le lieu «la maison d'ici et d'ailleurs» pour symboliser son envie d'ouverture aux autres personnes et aux autres cultures.

## Penser un écovillage

Invitée en 1997 par Marielle Richard à une de ses réunions mensuelles à Paris «forum des lieux de vie», Annie Aubrun-Patrix apprend qu'une réunion est prévue au Cun du Larzac, l'été suivant. Elle s'y rend et découvre ainsi que les 160 personnes présentes ont les mêmes désirs qu'elle : vivre autrement, dans le respect de la nature, des autres et de soi-même. C'est ainsi qu'elle participe à la création du réseau des Ecovillages et accepte de devenir correspondante pour la Normandie (1).

Comme elle figure à ce moment dans les fichiers qui circulent auprès de nombreux amateurs d'écovillages, les visites se multi-

(1) Elle a depuis passé la main à Robin Branchu, tél : 02 32 44 15 10.



Repas devant la maison.

plient. L'association «La Maison d'ici et d'ailleurs» et sa «lettre» trimestrielle se révèle être un moyen de rester en contact avec les amis de passage, d'informer des activités dans le lieu et un support de formations.

Depuis sept ans, plusieurs chantiers sont ainsi organisés avec des personnes compétentes pour remettre les lieux en état. Dans la maison principale, deux appartements privés sont installés autour d'une grande salle commune. A l'étage, sont progressivement aménagées des chambres et des sanitaires.

Il est décidé d'organiser la construction d'une petite maison expérimentale. Après avoir fait le tour des techniques d'habitation économes et faciles à construire, le groupe des adhérents opte pour l'auto-construction d'une maison en bottes de paille. Après un stage d'une semaine sous la conduite de Pascal Thépaut, celle-ci est réalisée. Elle fait l'objet de nombreux articles de presse et obtient un grand succès de curiosité et d'intérêt localement et régionalement. C'est alors que la DDE, Direction départementale de l'équipement, intervient pour signaler que le POS, Plan d'occupation des sols, ne permet pas de construire. Le terrain abrite pourtant déjà trois constructions (deux maisons et ses dépendances) et est situé en limite du hameau, avec deux voisins mitoyens. Finalement, la DDE oblige à démolir la maison de paille.

Mais il en faut davantage pour abattre l'enthousiasme et la persévérance d'Annie et des adhérents de l'association. Les améliorations se poursuivent au rythme des bonnes volontés.

Lancien jardin devant la maison est semé de fleurs, alors qu'un nouveau potager est commencé sur le côté est. Un chantier permet la restauration de la «Mairie» qui ne comprend que deux pièces superposées. Celle du haut, à laquelle on n'accède que par une échelle de meunier est un lieu de silence, de méditation, alors que le rez-de-chaussée est une salle de réunion et de lecture.

Arbres fruitiers, mare, serre accompagnent le développement du jardin, réalisé dans un premier temps par un jardinier biodynamiste, une méthode assez rigoureuse d'agriculture biologique.

José Gonzalez, un praticien colombien, devient un habitué des lieux en organisant des stages «de vacances pas comme les autres» ainsi que sur le massage et la voix qui guérit. Initié par des Indiens d'Amazonie, il propose des méthodes ancestrales de soins. La recherche du cri étant un moyen de libérer son corps par exemple... mais aussi un moyen de passer pour une secte pour le voisinage !

De nombreuses personnes restent qui une semaine, qui un mois, qui plus longtemps. L'écovillage s'étoffe peu à peu jusqu'en

2000 où cinq personnes vivent sur les lieux. L'initiative semble devoir alors se concrétiser.

## Obstacles et conflit

Avec cinq personnes présentes sur place pour la première fois depuis le début, la communauté semble en place. Mais les espaces privés commencent à se chevaucher sérieusement. Les stagiaires sont refoulés dans le grenier. Des conflits se font jour, en particulier sur la question de la propriété du lieu entre Annie Aubrun-Patrix qui paie les mensualités d'achat et l'association qui se développe sur place. Après des recherches juridiques, il est signé, début 2000, un bail emphytéotique de 99 ans entre l'association et Annie. La SCI envisagée n'était guère possible en raison du crédit en cours sur quinze ans, les vendeurs ne faisant confiance qu'à Annie pour les remboursements. Ils se posaient aussi la question des frais de gestion qui ne sont pas négligeables.

Annie Aubrun-Patrix avait, dès la création du lieu, institué des «partages» dans l'écoute et le respect de soi-même et de l'autre. C'est à Findhorn qu'elle avait appris et pratiqué cette technique de résolution des conflits. On apprend à y parler à la première personne du singulier. Au lieu de dire «tu m'as blessé», on préfère le «je me sens blessé». Cette façon de supprimer les «on» et les généralités permet de s'investir personnellement dans tous les actes de la vie quotidienne. Ces moments de «partage» permettent de



## VIVRE ENSEMBLE

dire ce que chacun ressent dans un climat de non jugement. Mais pour que cette méthode marche, encore faut-il que tout le

monde joue le «je». Ce n'est pas si facile. Le conflit qui a éclaté en novembre 2000 en a bien montré les limites : l'esprit des partages est de moins en moins respecté, les malentendus et les accusations pleuvent. Les orientations de la Maison sont contestées, le doute est semé. On assiste alors à un phénomène proche de celui d'un éclatement du couple, en plus fort. Les signatures de la Charte, les engagements d'honneur, les règlements intérieurs, tous ces papiers (par ailleurs indispensables) ne changent rien aux problèmes purement humains.

Heureusement, les crises ont l'avantage de susciter de nouveaux éclairages. Le juridique n'est alors sans doute pas le facteur central du conflit, c'est un révélateur.

Chacun se remet en question. Quatre personnes démissionnent de l'association, dont trois résidents qui quittent la maison en décembre 2000. Deux restent : Michèle et Annie. A la suite de ces départs, deux assemblées générales se tiennent, particulièrement chaleureuses, pour soutenir la continuation du projet. Il en ressort que la signature d'un bail emphytéotique ne clarifie aucunement les rapports entre Annie, l'association et les adhérents. Le bail est alors résilié, Annie reste propriétaire, l'association continue à gérer les animations. Ce conflit a fait prendre

conscience que l'entité «Maison d'ici et d'ailleurs» existe, bien au delà des murs de la propriété et des statuts de l'association. Son existence est bien réelle, nourrie qu'elle est par tous les amis adhérents qui y ont séjourné, travaillé, médité, semé et qui reviennent régulièrement participer et s'émerveiller de son évolution.

## De l'écovillage à un lieu d'accueil ?

Un équilibre s'est mis en place entre les deux femmes qui se partagent les responsabilités selon leurs disponibilités et leurs préférences. Le «partage» reste un moyen de communication privilégié.

La vie communautaire est une belle idée, mais cela nécessite de la part des gens d'avoir une certaine maturité, un apprentissage pour bien se connaître d'abord soi avant de chercher à partager avec les autres. La question du POS limite également les possibilités.

La poursuite de l'embellissement des lieux et la recherche d'autonomie sont toujours d'actualité, avec entre autres le désir d'arriver à l'autonomie énergétique (chauffage solaire contre chauffage au bois qui nécessite actuellement l'achat de bois).

Le futur s'oriente davantage vers le développement des séjours et des stages, même si l'absence d'un jardinier expérimenté se fait sentir actuellement.

Michèle Tisset, qui nous a reçus, est venue rejoindre Annie Aubrun-Patrix, il y a deux ans, après avoir lu une petite annonce dans le bulletin trimestriel de l'association dont elle faisait partie depuis sa création. «Je n'ai pas fait le choix de vivre en communauté, cela s'est fait, tout simplement, comme toutes les choses importantes de ma vie. Je suis une urbaine et j'ai tout à apprendre de la nature et du jardin. J'étais plus intéressée par la dimension spirituelle du lieu que par un éventuel militantisme, quant à la vie avec Annie et avec les hôtes de passage, j'y apporte mon expérience de développement personnel, ma curiosité et mon amour pour mes semblables. Après deux ans de cette vie, je me sens toujours en apprentissage et j'aime que le fait d'être ici me renvoie en permanence à l'essentiel et à la beauté des relations humaines, source de mon évolution».

Une salle de réunion de 35 m<sup>2</sup> a été aménagée l'été dernier, dans l'ancienne étable et peut recevoir des stages plus étoffés, ainsi que les deux pièces de la «mairie». Au delà des trois chambres de la maison qui peuvent accueillir dix personnes, des chambres d'hôtes aux environs ou des lits de fortune dans le grenier, selon les finances, pallient aux

besoins supplémentaires. Des séjours ressources permettent, comme son nom l'indique de se ressourcer dans ce lieu sans jugement et de bénéficier de la beauté du site et des environs. Des séjours participatifs offre la possibilité pour les petits budgets, avec une

## De l'écovillage à l'écologie dans le village.

Le jardin potager.



Michel Bernard

participation de trois heures de son temps par jour, de venir s'initier à tous les travaux liés à la vie à la campagne, au jardinage, aux techniques de construction bio.

Il y aurait la possibilité de chercher à faire s'installer d'autres personnes dans le voisinage, dans les maisons déjà existantes, mais cela nécessite beaucoup d'argent. Michèle se demande si le plus simple n'est pas de vivre le plus possible en harmonie avec ses idées en espérant que le voisinage se transforme progressivement...

## Ouverture sur le village

D'ores et déjà, la solidarité réciproque se développe avec le voisinage, échanges, services. Annie Aubrun-Patrix a poussé à la naissance du SEL local (2) en invitant François Terris à faire une conférence. Cela a donné naissance à deux SEL : un à Dieppe, un autre à Rouen. La Maison d'ici et d'ailleurs est adhérente aujourd'hui au SEL de Dieppe. Des journées portes ouvertes ont permis aux gens du village de venir visiter les lieux et de comprendre l'origine des cris qu'ils entendaient. Des repas de village se sont même mis en place (30 familles) lesquels se font à tour de rôle chez ceux qui ont des jardins assez grands. Véronique, une voisine écolo, vient donner de temps en temps un coup de main au jardin, par plaisir. A défaut d'écovillage, l'écologie dans le village est peut-être une autre démarche tout aussi réjouissante (3).

Contact : La maison d'ici et d'ailleurs, Annie Aubrun-Patrix, Coqueréaumont, 76560 Saint-Laurent-en-Caux, tél : 02 35 56 65 53.

(2) SEL : système d'échanges locaux.

(3) C'est la démarche qui a par exemple été adoptée dans le village d'Eoures, dans la Drôme, où progressivement les nouveaux arrivants dans la commune sont de plus en plus écolos. Voir Silence n°229.



Chantier de fabrication de la maison de paille.

Maison d'ici et d'ailleurs

La salle de cuisine communautaire.



Michel Bernard

## 14 - Calvados

■ Le Fil d'Ariane, Michel et Arlette Roger, Clos Mesnil, 14310 Coulvain, tél : 02 31 77 09 21. SCI de quatre associés dont deux résidant en couple, avec comme objectif de développer un lieu de vie avec des partenaires associés, autonomes économiquement, qui partagent les principes élaborés dans la charte, les statuts et les règles d'usage. Une grande maison (habitat actuel du couple, lieu d'activités associatives de créativité et de développement personnel), des habitats à aménager dans de belles dépendances, 5 ha de terre, un certificat d'urbanisme pour trois maisons, dont une en auto-construction chanvre et bois par le couple. Maraî-

chage bio, information, éducation à l'environnement et à l'agro-écologie, écologie intérieure comme facteur de développement individuel et collectif durable. Le lieu est situé à 30 km de Caen.

■ Le Pain de vie, Sommervieu, 14400 Bayeux. Communauté chrétienne du renouveau charismatique qui mène une action d'accueil pour personnes en difficulté (drogue, alcool...).

## 27 - Eure

■ Robin Branchu et Michèle Meunier, Vallée Hareng, 27300 Saint-Victor-de-Chrétienville, tél : 02 32 44 15 10. Assure la coordination du RFEV-Normandie, réseau français des éco-

villages. Malgré la surface restreinte du lieu (1,7 hectare), organisation de chantiers participatifs, jardinage, coupe de bois, moutons, poules, fabrication de pain, installation d'un système de nettoyage des eaux usées, projet de récupération des eaux de pluie, de capteurs solaires thermiques et d'un petit bâtiment d'accueil. A plus long terme, poursuite de la recherche d'autonomie avec installation d'une éolienne et de photopiles.

## 61 - Orne

■ René Hamel et Martine Toutain, Le Chêne Creux, 61420 Livaie, tél : 02 33 28 67 69. Disposent de 39 hectares avec un élevage de moutons à reprendre, en agriculture biologique.



## VIVRE ENSEMBLE

Cherche des partenaires pour développer un écohameau autour de la thématique bio. Capacités en construction saine souhaitées.

## 76 - Seine-Maritime

■ Communauté de Caulmont, 76400 Froberville, tél : 02 35 27 31 72. Communauté chrétienne œcuménique.



## FEMMES / HOMMES COUPLES

### La voix des femmes

Près de 70 nationalités cohabitent à Hérouville-Saint-Clair, dans le Calvados. La commune se caractérise par une politique d'intégration volontaire et novatrice : reconnaissance locale et valorisation de la diversité culturelle, commission extra-municipale, fête des communautés, classes d'accueil pour les arrivants. C'est dans ce cadre qu'existe depuis 1991, l'initiative «La voix des femmes». Cette association veut permettre aux femmes de maîtriser leurs actions, redonner aux familles le sens de la citoyenneté, permettre aux individus de redevenir de véritables acteurs de la ville. Elle offre aux femmes d'origine étrangère un lieu de parole, d'échanges et d'apprentissage avec comme activités : la connaissance de la langue française, du code de la route, une épicerie sociale, de la gymnastique, du bricolage, de l'aide administrative, des conférences, des expositions, des rencontres avec des artistes issus des communautés culturelles. L'association a mis en place «L'assiette au soleil», un restaurant géré par quatre femmes, qui propose des plats typiques. Le restaurant sert de lieu d'exposition. Il a permis d'ouvrir le lieu aux femmes d'origine française. Il est situé dans le quartier du Grand Parc, l'un des plus défavorisés de la commune.

«La voix des femmes» développe actuellement une réflexion sur la médiation avec la mise en place de femmes-relais, qui cherchent à désamorcer les conflits : entre familles, entre communautés, entre population et administration...

■ La voix des femmes, 209, quartier du Grand Parc, 14120 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 30 70.

### Retravailler

L'association *Retravailler* s'est développée pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui ont arrêté leur travail pour, à un moment donné, s'occuper de leurs enfants. Même s'il ne s'agit pas obligatoirement des femmes, dans les faits ce sont essentiellement elles qui fréquentent les différents lieux de formation de cette grosse association. Mais avec l'égalité des sexes, les pères accepteront peut-être un jour, eux aussi de remettre en cause leur carrière !

■ Retravailler, 2 bis, rue Jean-Baptiste-Colbert, 14000 Caen, tél : 02 31 47 40 40.  
■ Retravailler, 13, avenue du Château, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 79 92.

- Retravailler, 7 chemin Richards, 27160 Breteuil-sur-Iton, tél : 02 32 35 85 56.
- Retravailler, 2, rue Jacques-Philippe-Briant, 27300 Bernay, tél : 02 32 45 82 03.
- Retravailler, salle des associations, rue Saint-André, 27320 La Madeleine-de-Nonancourt, tél : 02 32 37 33 19.
- Retravailler, rue du Collège, 37360 Pont-Saint-Pierre, tél : 02 32 49 84 05.
- Retravailler, 57, route de Lisieux, 27500 Saint-Germain-Village, tél : 02 32 57 61 04.
- Retravailler, 24, rue Grande, 27700 Les Andelys.
- Retravailler, zone industrielle, rue Conillot, 50000 Granville, tél : 02 33 59 71 16.
- Retravailler, 16, rue Jacques-Durmeyer, 61100 Flers, tél : 02 33 62 30 80.
- Retravailler, 2, rue Pierre-Mendès-France, 61200 Argentan, tél : 02 33 35 57 86.
- Retravailler, parc Saint-Just, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, tél : 02 35 65 27 12.

### Ecole des parents

Lorsque le couple flanche, plutôt que de se quereller sans fin, l'école des parents est un réseau national d'éducateurs qui se propose pour assurer une médiation «dans l'intérêt des enfants». La médiation consiste en des entretiens séparés des parents, des enfants, puis à des mises en commun collectives. Une expérience efficace pour arriver à une séparation à l'amiable.

- Ecole des parents, 5, rue Daniel-Huet, 14000 Caen, tél : 02 31 38 83 83.
- Ecole des parents, 17, rue Saint-Exupéry, 14400 Bayeux, tél : 02 31 51 70 10.
- Ecole des parents, 5, avenue Général-Leclerc, 14700 Falaise, tél : 02 31 90 19 15.
- Ecole des parents, Les Capucines, allée des Fleurs, 61100 Flers, tél : 02 33 96 18 36.

### Planning familial



A l'origine, le Mouvement français pour le planning familial s'est créé dans les années 70 alors que les questions de contraception et d'avortement étaient encore largement taboues. A l'initiative de médecins et de féministes, le planning familial est une association de conseil d'abord sur les méthodes contraceptives et par défaut d'aide aux femmes en détresse lors d'une grossesse non désirée. Implanté dans presque tous les départements, souvent animé par des

travailleurs sociaux, des salariés du domaine médical, les centres du planning familial connaissent de nombreuses difficultés du fait des subventions toujours aléatoires. Le planning familial de Rouen est ainsi sur le fil rouge depuis plusieurs années. Le manque de renouvellement des militants, alors que le nombre d'avortements ne baisse malheureusement pas, est aussi une des causes des difficultés actuelles.

- Planning familial, 11, place Demi-Lune, 14000 Caen, tél : 02 31 82 20 50.
- Planning familial, 16, rue Etoupee, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 38 17.
- Planning familial, 12, rue Albert-Glatigny, 76100 Rouen, tél : 02 35 73 74 88.
- Comité de soutien au Planning familial, 12, rue Albert-Glatigny, 76100 Rouen, tél : 02 35 73 31 50.
- Planning familial, tour Calypso, Viking 1, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

### Et également 14 - Calvados

- Les enfants terribles, 16, rue Froide, 14000 Caen, tél : 02 31 38 25 89. *Association gay.*
- CIDEF, Centre d'information des droits de la femme et de la famille, 3, boulevard Lyautey, 14000 Caen, tél : 02 31 34 24 40. *Institutionnel.*
- Couleurs Femmes, 6, place de la Justice, 14000 Caen, tél : 02 31 34 72 92.
- Droits des Femmes, 16, place Gardin, 14000 Caen, tél : 02 31 86 16 81.
- FARES, Foyer féminin accueil réadaptation sociale, 212, rue Auge, 14000 Caen, tél : 02 31 35 64 80.
- FARES, 171, rue de Bayeux, 14000 Caen, tél : 02 31 74 04 99.
- CIDEF, 1, allée Bernardin-de-Saint-Pierre, 14100 Lisieux, tél : 02 31 62 32 17. *Institutionnel.*
- Egalité parentale, maison polyvalente, 1018, quartier Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 43 50 05.

### 27 - Eure

- CIDEF, 3, rue Général-Leclerc, 27000 Evreux, tél : 02 32 33 44 56.
- Enfants en danger, Murielle Lavarec, 9, rue Charles-Péguy, immeuble Auvergne, appartement 24, 27000 Evreux.
- SOS Papa Normandie, 11, rue Moussel, 27200 Vernon, tél : 02 32 54 85 22.
- SOS Parents en difficulté, 1, rue Louviers, 27400 Incarville, tél : 02 32 40 15 81.

### 50 - Manche

- Femmes et Horizons, centre social, rue Ile-de-France, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 94 08 02.
- Action femmes relais, Espace social des Provinces, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 01 89 94.
- CIDEF, 17, passage Digard, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 94 77 05. *Institutionnel.*

### 61 - Orne

- Mouvement mondial des mères, 64, rue de Basingstoke, 61000 Alençon, tél : 02 33 29 40 52. *Participa à la marche mondiale de l'an 2000.*
- Association ornaise contre le viol et l'inceste, rue de la Mairie, 61100 La Lande-Patry, tél : 02 33 65 70 70

■ CIDEF, 51, rue de la Gare, 61100 Flers, tél : 02 33 64 38 92. *Institutionnel, participa à la marche mondiale de l'an 2000.*

### 76 - Seine-Maritime

- Anima Formation, 8, rue Anatole-France, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 50 60. *Participa à la marche mondiale de l'an 2000.*
- Accueil en urgence pour femmes, 28, rue Ricarville, 76000 Rouen, tél : 02 35 52 77 26.
- Le Nid, 13, rue César-Franck, 76000 Rouen, tél : 02 35 12 09 09. *Association d'aide aux anciennes prostituées.*
- Le Bloc House, 138, rue Beauvoisine, 76000 Rouen. *Bar gay animé par Benoît. Ambiance sympa.*
- Fémin'emploi, 93, rue de Constantine, 76000 Rouen.
- Mix'Citité, M. Boucher, 17, rue Morand, 76000 Rouen.
- C'est comme ça ! 32, rue des Ours, 76000 Rouen, tél : 02 35 15 91 03. *Collectif associatif de gays et lesbiennes, publie le bulletin «Comme ça s'écrit !». Organise depuis 1999 les journées du cinéma gay et*



Gay-pride - Rouen - Juin 2001.

- Act Up Rouen, 17, rue des Petites Eaux-du-Robec, BP 602, 76006 Rouen cedex, tél : 02 35 71 57 12.
- CIDEF, 7, avenue Champlain, 76100 Rouen, tél : 02 35 63 99 99.
- Relais Enfants-Parents, 11, rue de la Marche-aux-Planches, 76100 Rouen.
- PEPS, Pères enfants, parents séparés, 82 bis, rue Lafayette, 76100 Rouen, tél : 02 32 18 70 03. *Association d'entraides pour les pères séparés de leurs enfants.*
- Association culturelle des Femmes Ententes, 15, rue Pablo-Néruda, 76140 Le Petit-Quevilly, tél : 02 35 72 95 82.
- SOS Enfants martyrs, 83, rue du 4-Septembre, 76300 Sotteville-lès-Rouen.
- Agir contre le harcèlement, BP 52, 76302 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 72 15 15.
- Partage au féminin, Mme Yakoubi, CMS Boieldieu, allée André-Malraux, 76350 Oissel.
- Foyer d'accueil pour femmes en difficulté, rue Albert-Lamotte, 76370 Neuville-lès-Dieppe, tél : 02 35 84 65 62.
- ADELles, 9, rue Cochet, 76600 Le Havre, tél : 02 35 48 06 60. *Participa à la marche mondiale de l'an 2000.*
- Femmes en difficulté, 15, rue de la Vallée, 76600 Le Havre, tél : 02 35 24 82 48.
- Centre de consultation conjugale et thérapie de couple, 23, rue Jules-Ancel, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 23 60.
- Le Nid, 3, place Danton, 76610 Le Havre, tél : 02 35 19 02 02.
- SAUF, Service d'accueil d'urgence pour les femmes, 25, rue Général-Rouelle, 76620 Le Havre, tél : 02 35 13 01 73.
- APGL Normandie, Association des parents et futurs parents gays et lesbiens, 5, rue Jules-Bourgeois, 76620 Le Havre, tél : 02 35 46 45 64.
- Femmes solidaires, place d'Armes, 76700 Harfleury, tél : 02 35 45 88 36.

# Savoir-faire et découverte

Groupe de passionnés qui cherchent à transmettre les savoir-faire : maraîchage bio, tissage, teinture, confiture, vannerie, sculpture sur pierre, torchis, pain, peinture, fromage, restauration de livres, apiculture, taille des arbres fruitiers, tournage sur bois, découverte des plantes, construire en matériaux naturels, géobiologie, ébénisterie, dentelle, cidre, forge...

■ Savoir faire et découverte, La Caillière, 61100 La Carneille, tél : 02 33 66 74 67.



## Sous la canaille exactement

Du 5 au 30 juin 2001, le théâtre de la Canaille présentait 15 soirées publiques, six spectacles de théâtre et de musique, 16 présentations de travaux de son école et lançait le projet d'une fabrique artistique à Rouen. 500 spectateurs signaient le texte d'appel. Mais qu'est-ce qu'une Fabrique artistique ? Il s'agit de reconvertir des bâtiments industriels à l'abandon en lieu abritant différentes formes de productions artistiques (musique, théâtre, arts de la rue, arts plastiques). Il n'y a actuellement à Rouen, aucun lieu de ce genre excepté l'Atelier 231 à Sotteville-lès-Rouen réservé en priorité aux arts de la rue. Il y a donc d'énormes problèmes de salles de répétition pour le théâtre, de répétition pour la musique, d'ateliers pour les artistes... Une fabrique, en regroupant différentes cultures doit permettre une meilleure relation avec le spectateur curieux, le spectateur-acteur, il doit permettre l'improvisation pour, à la demande, s'ouvrir à de nouvelles activités. Il existe déjà de telles fabriques à l'étranger, mais aussi à Choisy-le-Roy (600 m2 de bâtiments sur un terrain de 2000 m2) et à Mantes-la-Jolie (450 m2), en région parisienne.

Tout au long de l'année 2001-2002, le théâtre de la Canaille poursuit sa campagne avec des créations : « le dormeur éveillé » (22 et 23 février), et une nouvelle série d'actions culturelles du 25 juin au 3 juillet où sera clos la pétition en faveur de la Fabrique.

■ Théâtre de la Canaille, 8, rue Blaise-Pascal, 76100 Rouen, tél : 02 35 03 88 60.

■ Atelier 231, mairie, rue Denis-Papin, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 62 60 70.

■ L'Usine Hollander, 1, rue Docteur-Roux, 94600 Choisy-le-Roy, tél : 01 46 82 19 63.

■ Le collectif 12, 174, boulevard Maréchal-Juin, 78200 Mantes-la-Jolie, tél : 01 30 33 39 42.

## Espéranto en Normandie

Il ne semble plus y avoir de langue locale en Normandie si ce n'est l'anglais du côté des touristes et le parisien du côté des résidences secondaires. Dans la perspective de pouvoir dialoguer avec le monde entier, plutôt que lui faire la guerre, il est toujours temps d'apprendre la langue internationale la plus développée aujourd'hui : l'espéranto.

■ Espéranto-Normandie, résidence Perspective, 73 boulevard Général-Vanier, 14000 Caen, tél : 02 31 95 17 79.

■ JeunEspéranto c/o Yves Bachimont, 106, rue d'Orléans, 14000 Caen, tél : 02 31 75 15 74.

■ Espéranto-Hérouville, maison des associations, 10-18 quartier Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair.

■ Espéranto-Normandie, 12, rue Neuve, 14650 Carpiquet, tél : 02 31 26 98 10.

■ Espéranto-Eure, Sylvie Bonnet, 10, côte des Noyers, 27700 Les Andelys.

■ Espéranto-Manche, 631, rue de Carentan, 50000 Saint-Lô.

■ Espéranto-Cotentin, centre social d'Octeville, 50130 Cherbourg-Octeville, tél : 02 33 94 96 07.

■ Espéranto-Normandie, 16, rue Lieutenant-de-Vaisseau-Paris, 76120 Le Grand Quevilly, tél : 02 35 69 66 09.

■ JeunEspéranto, c/o Dominique Corrieu-Chapotard, 21, avenue Rauss, 76370 Berneville-le-Grand, tél : 02 35 83 14 83.

■ Espéranto-Le Havre, Sylvie Caron, 44, rue Gustave-Lennier, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 64 69.



## 14 - Calvados

■ Association DIDEES, 15, rue Saint-Martin, 14000 Caen, tél : 02 31 86 01 66. *Publie la revue Oz qui se veut un lien entre les associations locales.*

■ La Mandarine, 46, avenue Pierre-Berthelot, 14000 Caen, tél : 02 31 82 99 42. *Spectacles pour enfants avec support musical.*

■ La Boîte à bois, 23, avenue Croix-Guérin, 14000 Caen, tél : 02 31 93 95 92. *Association de promotion des danses et musiques traditionnelles francophones et celtiques.*

■ Maison des Arts et cultures du Monde, 10, rue Pasteur, 14000 Caen, tél : 02 31 86 81 56.

■ Archipels, Maison des Arts et cultures du Monde, 10, rue Pasteur, 14000 Caen. *Animations autour des danses du folklore traditionnel.*

■ Le Nadir, 60, rue Saint-Ouen, 14000 Caen, tél : 02 31 74 74 84. *Promotion des cultures «immigrées».*

■ Centre d'animation et de rencontres des musiques du monde, 34, rue Branville, 14000 Caen, tél : 02 31 34 90 91.

■ Deux temps, trois mouvements, 84, avenue de Thiès, 14000 Caen, tél : 02 31 93 67 80. *Ateliers de danses traditionnelles et d'accordéon diatonique.*

■ Atelier des Imagiers, Pierre Soulages, chemin de Macé, 14170 Jort, tél : 02 31 40 92 63. *Formation à la sculpture sur pierre.*

■ La Loure, 4, rue Emile-Chesnel, 14500 Vire, tél : 02 31 68 75 06. *Mise en valeur de la tradition orale normande : chants, musique, contes, danses, etc.*

■ Bacchanales, Mairie, 14540 Soliers. *Groupe de folk.*

■ Danses du monde, 19, rue Robert-Le-Magnifique, 14700 Falaise, tél : 02 31 90 08 86. *Danses collectives des Balkans, d'Europe centrale, de Grèce, d'Israël, d'Angleterre et des régions de France.*

## 27 - Eure

■ Association culturelle des jeunes Sénégalais, Ariège, 16, rue Professeur-Calmette, 27000 Evreux.

■ Culture et patrimoine du sud de l'Eure, 7, chemin Lucival, 27570 L'Hosmes.

■ Association Tow, 12, place des Bruyères, 27800 Aclou. *Label musical indépendant. Publie également une petite revue musicale.*

## 50 - Manche

■ Association Travelling, 15, passage Digard, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 93 38 94. *Organise depuis 1985 un festival du film irlandais et britannique.*

■ Les pieds au plancher, Espace forme, rond-point Patton, 14000 Caen, tél : 02 33 68 10 34. *Danses bretonnes et organisation de fest-noz.*

■ 'Vents d'Esquina', à 50440 Vauville, tél : 02 33 01 93 75. *Festival des voix féminines, deuxième édition en juillet 2001, théâtre de rue, chants a capella...*

■ Folkambiance, Ecole des Roseaux, 50500 Carentan, tél : 02 33 42 06 29. *Organise des bals folks et des soirées de danses.*

## 61 - Orne

■ L'Arbre à musique, 64, rue Abbé-Lecorau, 61100 Flers. *Promotion du folk.*

■ Festival des arts de la rue c/o Office de tourisme, place du Marché, 61140 Bagnoles-de-l'Orne, tél : 02 33 37 85 66. *Du 15 juin au 31 août, spectacles gratuits tous les vendredis de l'été : cirque, chanson, spectacle aérien, théâtre, cabaret...*

## 76 - Seine-Maritime

■ Association de soutien au cinéma Melville c/o Jean-Michel Mongrédién, 30, rue de la République, 76000 Rouen. *Le cinéma d'art et d'essai Le Melville a été fermé récemment. Une pétition a permis d'obtenir qu'il soit repris financièrement par la municipalité. Il était l'organisateur d'un festival du cinéma nordique, en mars de chaque année. Il pourrait reprendre dans une ancienne salle récemment libérée par l'UGC.*

■ Fragments, 3, rue du Petit-Salut, 76000 Rouen, tél : 02 35 70 21 93. *Atelier d'expression créative pour adultes : écriture, imaginaire, collages et peinture, animé par*



## CULTURE

Muriel Saks, art-thérapeute.

■ Théâtre de l'Echarde, Marie-Christine Garay, 16, rue Flahaut, 76000 Rouen.

■ Théâtre de l'Atelier, Pascal Anglada, hangar 2, quai Boisguilbert, 76000 Rouen.

■ Le Safran, Antoine Hachin, 78 bis, rue Buffon, 76000 Rouen, tél : 02 35 15 02 10. *Collectif d'artistes et de compagnies spécialisées dans l'intervention civile. Intervient en particulier dans les quartiers difficiles.*

■ Galaor, 199, rue du Renard, 76000 Rouen, tél : 02 35 08 55 30 ou 02 35 02 11 02. *Association de promotion des musiques, danses et chants traditionnels en Haute-Normandie.*

■ Editions Derrière la salle de bains, 14, place du Vieux-Marché, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 24 81. *Poésie et littérature érotique.*

■ Association Paquebot-Gambetta, c/o ASI communication, 28, rue Roche, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 81 09.

■ Peuple et culture, 7, avenue Champlain, 76100 Rouen.

■ Le Baron perché, 13, rue de la Coupe, 76100 Rouen, tél : 02 32 18 72 14. *Enseignement des arts du cirque et du jonglage par Johann Le Chèvre. Publie un bulletin nommé Circulation.*

■ Elisabeth Domergue, 13, rue Blaise-Pascal, 76100 Rouen, tél : 02 35 63 46 85. *Stages de calligraphie à L'Esperluette : couleurs et mise en pages, initiation à l'anglaise, écritures cursives, l'enluminure, textures d'écritures.*

■ Théâtre d'art & d'essai du Centre Marc-Sangnier, c/o Nathalie Marteau, rue Nicolas-Poussin, 76130 Mont Saint-Aignan, tél : 02 35 74 18 70 ou 02 35 76 75 44. *Approche du théâtre et de la création à l'aide de spectateurs critiques, conviés à partager leurs impressions et critiques avec les créateurs, venant présenter leur travail en cours au Centre.*

■ Culture et loisirs des Portugais, 5, rue Maurice-Mailleu, 76140 Le Petit-Quevilly.

■ Culture franco-bolivienne, 11, Gustave-Flaubert, 76140 Le Petit-Quevilly.

■ Amitiés créoles, 78, rue de la République, 76140 Le Petit-Quevilly.

■ Boi Mannyok, 8, rue Jacquard, 76140 Le Petit-Quevilly. *Folklore antillais.*

■ Editions Petit à Petit, 11, rue des Juifs, BP75, 76162 Darnétal cédex, tél : 02 35 08 22 15. *Livres jeunesse et bandes dessinées, en particulier la mise en BD des chansons de Piaf, Higelin, Lapointe, Gainsbourg, Vian...*

■ Maison des associations, 6, rue Notre-Dame, 76200 Dieppe.

■ Centre d'action culturelle Jean-Renoir, boulevard Bérigny, 76200 Dieppe, tél : 02 35 82 04 43.

■ Peuple et culture, Maison du CESR, 38, avenue des Aigles, 76240 Bonsecours.

■ Atelier Victor-Hugo c/o J. Charrier, 15, rue Victor-Hugo, 76300 Sotteville-lès-Rouen, tél : 02 35 62 04 61. *Atelier de sculpture sur bois, initiation et perfectionnement, prêt de l'outillage.*

■ Peuple et culture, rue Saint-Gorgon, 76380 Canteleu, tél : 02 32 83 25 70.

■ Ateliers du Méandre, Michel Bisson, 33, rue de la Plage, 76400 Fécamp, tél : 02 35 29 06 62. *Compagnie théâtrale dont le mode d'expression favori est le théâtre de*



## CULTURE

rue et qui travaille de plus en plus avec des partenaires sociaux (Caisse d'allocations familiales) sur des programmes d'animation socioculturelle à destination de publics éloignés ou exclus.

■ Association Charivari, 15, rue Carnot, 76420 Bihorel, tél : 02 35 70 24 80. Organise le festival Index en septembre chaque année, festival présentant les petites éditions et les petits labels musicaux.

■ Association algérienne pour la promotion de la culture arabe, 50, rue M.-Cayeux, 76600 Le Havre.

■ Association culturelle Le Havre égalité, 22, rue Lamartine, 76600 Le Havre.

■ Le Médis, 74, boulevard Amiral-Mouchez, 76600 Le Havre. Compagnie théâtrale intervenant dans les quartiers sensibles, dans le cadre d'un contrat de ville avec la commune.

■ BazArt, 107, rue Général-Sarraill, 76600 Le Havre, tél : 02 35 43 62 79. Diffuse un agenda gratuit de bonnes adresses et de bons plans de festival sur la région.

■ Ferme européenne des enfants, Château du Hamel, 76600 Grandcourt, tél : 02 35 94 70 90. Spécialisée dans l'organisation de rencontres entre enfants de plusieurs pays, échanges linguistiques et culturels autour d'activités diverses : soins aux animaux (ferme sur 20 hectares), protection de l'environnement, ateliers artistiques, musiques, initiation à l'architecture et à la restauration du patrimoine. Animation par des professionnels français et britanniques. Possibilité de recevoir les parents.

■ Jardins d'art et d'essai, 76640 Normanville, tél : 02 35 29 62 39. Cécile Maitrôt, plasticienne et Stanislas Noël, compositeur de musique, ont mis en valeur un espace de deux hectares avec environ 3000 espèces de plantes (dont 135 de bambous). Il s'agit autant d'une démarche



botanique qu'artistique.

■ Du grain à démodre, 76700 Gonfreville-l'Orcher, tél : 02 35 47 12 85. Organisateur d'un festival annuel (dernière édition du 19 au 23 septembre 2001) consacré au cinéma avec nuit du court-métrage, ateliers, séances en plein air...

■ Eliane Saint-Pol, Varvannes, 76890 Val-de-Saône, tél : 02 35 34 59 80. Ateliers d'écriture et de voix.

■ Carnavalcade, Ben Chaise, 40, rue des Mouettes, 76960 Notre-Dame-Bondeville. Association publiant une petite revue musicale.

# La Maison écologique

En 2001 est née, à Vire, la revue La Maison écologique. Un succès dans le domaine de la presse militante qui s'accompagne maintenant d'un projet de pôle écologique en Basse-Normandie.

Le passé d'Yvan Saint-Jours, l'initiateur de la revue, explique comment logiquement *La Maison écologique* a vu le jour. Yvan Saint-Jours a fait des études aux Beaux-Arts avec une petite formation en

architecture, une spécialisation à la photo et à la PAO, publication assistée par ordinateur. De 1993 à 1995, il est permanent au Cun du Larzac (1), dans l'Aveyron. Son passage là-bas lui donnera envie de développer le côté

**La Maison écologique**  
Magazine pratique de l'habitat sain et des énergies renouvelables appliquées

Visite : Eau Vivante

Chaumière bio-climatique

Zakopane en Pologne

Installation photovoltaïque

Un cuiseur facile

DOSSIER Peinture : Comment ne pas se mélanger les pinceaux

La Maison écologique  
Bimestriel n°2  
avril - mai 2001  
33 F 5 €

pratique de l'écologie. Il y prend l'habitude de lire des revues comme *Silence*, *Les Quatre saisons du jardinage* ou *Nature & Progrès*. Dans ces trois revues, il lit de nombreuses informations sur l'habitat écologique qui se développent encore timidement en France.

Installé ensuite en Normandie, pays natal de sa compagne, il se lance à partir de 1998 dans la rénovation saine d'une maison traditionnelle du bocage du sud du Calvados. C'est là qu'il mesure le caractère parcelle des informations relevées dans les trois revues écologiques précédentes.

Il commence à discuter avec différentes personnes de ces difficultés d'information et se rend compte que beaucoup d'autres personnes se heurtent aux mêmes problèmes.

En 1998, se crée l'association normande Bio Ch'min (2) qui se fixe comme but de développer «un mode de vie écologique et solidaire». Cette association est née au sein du SEL local (3) après une rencontre-débat sur le thème de l'économie solidaire. La nouvelle association regroupe des agriculteurs bio, des militants pour une santé autrement, des personnes impliquées dans le milieu éducatif, etc. Le premier objectif fixé est la création d'une coopérative biologique à Vire avec une participation des coopérateurs afin d'assurer des prix les plus bas possible en bio et d'en permettre l'accès à toutes les couches sociales.

Yvan Saint-Jours est embauché dans cette association pour y assurer le côté éducatif. Il intervient dans les écoles et devant le public pour animer des conférences thématiques plutôt consacrées initialement aux énergies renouvelables, à la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie. Une soirée sur l'habitat écologique réunit ainsi une cinquantaine de personnes et une fois encore le débat porte sur les difficultés à trouver les informations sur les réelles qualités des matériaux, sur les artisans compétents, sur les méthodes d'autoconstruction, sur les possibilités d'achat (ou d'importation) des matériaux...

Ceci incite Yvan Saint-Jours dans un premier temps à réfléchir à la réalisation d'une série de petits ouvrages thématiques sur la question. Il se renseigne sur le monde de l'édition et découvre qu'il est extrêmement difficile d'équilibrer ses comptes avec des ouvrages techniques. Il réfléchit alors à la réalisation d'une revue spécialisée. L'association Bio Ch'min accepte alors de lui laisser le temps disponible pour lancer une revue.

## Il reste difficile aujourd'hui de trouver des informations sur les matériaux sains et les artisans compétents.

Il prend contact avec des personnes compétentes pour assurer une suite d'articles dans les différents domaines de l'habitat sain et début 2001, le premier numéro est diffusé avec le soutien d'AlTerreNat presse, une régie alternative de distribution dans les magasins spécialisés (4). Cette régie assure aussi la recherche de publicités (4 à 5 pages par numéro).

La revue porte pour sous-titre «magazine pratique de l'habitat sain et des énergies renouvelables appliquées». Elle développe des présentations de cas concrets et un dossier thématique (le chauffage au bois, les peintures bio...).

Le succès est rapide. Après trois numéros, elle dépasse les 1000 abonnés et arrive aujourd'hui à 2 000 abonnées. Cela permet d'envisager de poursuivre en éditeur indépendant, de limiter

la publicité et d'indemniser les quatre principaux animateurs de la revue : Yvan à Vire, Barbara, Allemande vivant sur le plateau du Larzac et traduisant les infos en provenance d'Allemagne et de Suisse, Aline, ancienne responsable du Chêne Vert, une société de production et de diffusion du papier recyclé à Caen, et Cécile, diplômée de l'université de Tarbes sur les énergies renouvelables.

Des collaborations se mettent rapidement en place avec des associations spécialisées : Eau Vivante avec Anne Rivière (5) pour ce qui concerne la collecte de l'eau et son recyclage dans la maison ou «Les Sept vents du Cotentin» avec Michel Frémont (6) pour ce qui concerne l'éolien mais aussi les possibilités des piles à combustible...

## Un pôle d'activités écologiques à Vire

Dans le cadre de Bio Ch'min, il a rencontré Antoine Jeanne, de Saponrat.

Saponrat est une grosse structure spécialisée dans la fourniture des agriculteurs biologiques de la région : matériel agricole, engrais bio, semences, etc. Saponrat, qui était trop à l'étroit, cherchait de nouveaux locaux depuis deux ans. Saponrat, Bio Ch'min et la Maison écologique débattent alors d'un lieu commun où seraient regroupées les activités écologiques de Vire.

Saponrat qui représente le plus gros capital va alors chercher des locaux. Une ancienne usine de filature de mohair fermée en 1997 est en vente. Elle occupe 4000 m<sup>2</sup> dont 1000 m<sup>2</sup> avec

chauffage. Elle dispose de plus de 2 hectares de terrain, le tout étant à 3 km du centre de la ville. Le prix est important (environ 200 000 euros). Saponrat passe alors un accord avec la communauté de communes : cette dernière achète les lieux et les propose à Saponrat en crédit-bail sur dix ans, avec possibilité de sous-location dès le début pour les autres partenaires.

À l'automne 2001, les trois premiers partenaires s'installent, vite suivis par un menuisier qui se spécialise dans le bois non traité. Bio Ch'min peut enfin concrétiser son projet de coopérative biologique et y adjoint un rayon sur l'habitat bio avec des peintures, des produits d'entretien, etc.

Des contacts sont pris dans d'autres directions pour compléter l'occupation des lieux. Un débat est en cours pour la relance d'une activité traditionnelle en voie de déclin : la culture du chanvre pour la réalisation d'isolant naturel.

Le côté social n'est pas oublié et il est déjà prévu des salles de réunions, des bureaux et une scène pour pouvoir y accueillir des associations à caractère culturel et social. Le lieu devrait également accueillir des associations agricoles, biologiques ou de «développement durable» (proches de la Confédération paysanne).

Au printemps 2002, il y a aura une quinzaine de salariés sur place et il commence à se discuter la mise en place d'une restauration bio. La revue *La Maison écologique* outre l'accueil de professionnels de l'habitat sain, souhaiterait faire évoluer le lieu vers un habitat plus cohérent : remplacement du chauffage central existant au fuel par un chauffage au bois déchiqueté, restauration d'une ancienne installation hydraulique pour l'électricité, etc.

Revue et pôle écologique devraient l'une au niveau national, l'autre au niveau local, donner une impulsion supplémentaire en faveur d'une écologie pratique.

Contact : *La Maison écologique*, BP 60145, 14504 Vire cedex, tel : 02 31 66 96 49.

(1) Cun du Larzac, centre de formation à la non-violence né lors de la lutte des paysans du Larzac, dans les années 70. C'est là que se tiendra la semaine des vingt ans de *Silence* en été 2002.

(2) Bio ch'min, 58, rue des Acres, 14500 Vire, tel. 02 31 66 96 49.

(3) SEL du Bocage, 58, rue des Acres, 14500 Vire.

(4) AlTerreNat presse, domaine de Pelleprat, 82120 Catéra-Bouzet, tel : 05 63 94 15 50. *AlTerreNat presse gère aussi la diffusion de Silence et d'autres magazines alternatifs dans les magasins bios, les librairies militantes, etc.*

(5) Eau vivante, Anne Rivière, 32220 Saint-Lizier-du-Planté, tel : 05 62 62 05 52.

(6) Les Sept Vents du Cotentin, Michel Frémont, 1, La Houchardière, 50200 Courcy, tel : 02 33 07 59 91.



## POLE ÉCOLOGIQUE





## HABITAT SAIN

# Réalisations de haute qualité environnementale

Résidence Amalia-Rodrigues



En 1993, dans le cadre du plan urbanisme construction architecture (PUCA), la société Quillé (groupe Bouyghe) a réalisé à Grand-Couronne, en Saine-Maritime, *Le Clos du Moulin*, un immeuble de 24 logements selon des critères de haute qualité environnementale. L'immeuble a été conçu par le cabinet d'architecture Ateliers des deux anges (à Petit-Quevilly). Il assure en particulier un traitement de l'air en ventilation double flux (récupération de chaleur) et le chantier a été mené avec récupération des déchets. Les mêmes partenaires ont réalisé en 1994 un autre immeuble de 40 logements à Petit-Quevilly, la résidence *Amalia-Rodrigues*. Celle-ci présente un système de récupération des eaux de pluie qui alimente les WC de l'immeuble grâce à un second circuit d'eau (soit une économie de 35 % de la consommation d'eau), une collecte sélective des déchets, le chantier a été réalisé avec récupération des déchets.

La direction régionale de l'environnement, à Rouen, devrait faire construire son nouveau siège selon les critères HQE. L'OPAC HLM a procédé à la réhabilitation de logements sociaux selon les critères HQE aux Tours du Levant à Andelys (Eure) : 18 tours regroupant 400 logements. Outre l'isolation phonique et thermique des bâtiments, l'OPAC a engagé une consultation avec les habitants pour étudier leurs besoins et pour déterminer les causes de l'incivisme dans ces quartiers. La démarche devrait donc déboucher sur des éléments extérieurs : espaces verts, transports publics, commerces...

## Et également

### 27 - Eure

■ L'arbre du cœur, 8, rue Emile-Zola, 27000 Evreux. *Collecte des produits pour*



## Vivre sous une tente

**A** l'origine, elle est graphiste et lui est vitrailliste. Etant au chômage, ils cherchent un habitat peu coûteux et décident de se construire un tipi. Devant le grand nombre de personnes qui leur demande où se procurer un tipi, ils se lancent dans une activité artisanale et diversifient leur fabrication avec des tentes de différentes formes.

■ Tente à perches, Melody Moulin, Le Mont Fossé, 76440 Sommersy, tél : 02 35 09 18 36.



la maison qui peuvent être réutilisés, remise en état et revendu d'occasion.

■ Le Relais, hameau de Karouge, 27290 Illville-sur-Montfort, tél : 02 32 41 01 50. *Vente de matériaux et produits naturels.*

### 50 - Manche

■ Bio-Habitat, La Benoitière, 50450 Le Mesnil-Rogues, tél : 02 33 51 98 26.

■ Les Primevères, La Cabocherie, 50530 Lolif, tél : 06 80 42 83 07. *Société de distribution de maisons canadiennes en bois massif. A construit un chalet écologique témoin à Bréhal, dans la Manche.*

### 61 - Orne

■ Pascal et Chantal Sevrin, 4, rue de la Vallée, 61260 Le Theil-sur-Huisne, tél : 02 37 49 67 86. *Architectes sensibilisés à l'habitat sain.*

### 76 - Seine-Maritime

■ Michel Delmont, 22, rue Henry-de-la-Pommeray, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 44 84. *Architecte sensibilisé à l'habitat sain.*

■ GRETA Rouen-Industrie, Actipole, 71,



boulevard Charles-de-Gaulle, BP 166, 76143 Le Petit-Quevilly cedex, tél : 02 35 18 38 40. *Assure une formation auprès des professionnels (architectes, techniciens, artisans du bâtiment) sur le développement des critères HQE, haute qualité environnementale.*

■ Bernard Chotard, lycée Le Corbusier, avenue de l'Université, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray, tél : 02 32 95 85 15. *Ce lycée propose depuis la rentrée 2000, la première formation bac+2 en «environnement de qualité» dans le bâtiment, formation aux techniques liées à la haute qualité environnementale.*



Lycée Le Corbusier

■ Olivier Adam, 3, allée de la Ferme, 76190 Autretot, tél : 02 35 95 32 00.

## La paix a besoin de volontaires

**Quand l'humanitaire ne suffit plus, on peut encore intervenir sans armes !**

**Les équipes de volontaires de paix interviennent :**

- pour prévenir les conflits dans les zones de tension ;
- pour désamorcer les conflits armés quand ceux-ci se sont déclenchés ;
- pour gérer les frustrations, les incompréhensions et les haines, pour reconstruire la paix.

Les équipes créent des lieux et des moments de rencontre, recherchent des issues politiques aux conflits. Elles affichent clairement et systématiquement leur option non-violente.

**Un(e) volontaire de paix coûte environ 120 000 francs (18 295 €) pour partir en mission, subvenir à ses besoins et être suivi pendant un an et 20 000 FF (3 050 €) pour sa formation initiale.** C'est insignifiant par rapport aux moyens mis en œuvre pour faire ou préparer la guerre ; c'est beaucoup pour les organisations mettant sur pied ce type de mission. **Avec votre soutien, tout devient possible.**

**En parrainant un(e) volontaire de paix, c'est cet espoir que vous concrétisez. En pérennisant votre soutien, c'est l'action des équipes de paix que vous pérennisez.**

## Non-Violence XXI

FONDS ASSOCIATIF POUR UNE CULTURE DE NON-VIOLENCE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

S'engage auprès de tous les donateurs à :  
 redistribuer au moins 75 % des fonds récoltés aux volontaires de paix  
 à les informer deux fois par an de la destination précise des fonds  
 à envoyer systématiquement un reçu pour les réductions d'impôts

**NON-VIOLENCE XXI** réunit neuf organisations non-violentes françaises : LE MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE (MAN) ; LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RÉCONCILIATION (MIR) ; ÉQUIPES DE PAIX DANS LES BALKANS (EPB) ; L'INSTITUT DE RECHERCHE SUR LA RÉOLUTION NON-VIOLENTE DES CONFLITS (IRNC) ; L'INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DU MAN (IFMAN) ; LE CUN DU LARZAC ; ALTERNATIVES NON-VIOLENTE (ANV) ; LE CENTRE DE RESSOURCES NON-VIOLENTE ACTUALITÉ (NVA) ; LA COORDINATION DE L'ACTION NON-VIOLENTE DE L'ARCHE (CANVA).

Non-violence XXI est soutenue par :



Personnalités membres de Non-Violence XXI :

**Simone de Bollardière ; Marie-Pierre Boyv ; François Héritier ; Isabelle Fillozat ; Marysette Tarlier ; Léon Maillé ; Guy Aurenche ; Bernard Clavel ; Christian Delorme ; Stéphane Hessel ; Christian Mellon ; Edgar Morin ; Bernard Quelquejeu ; François Roux ; Jacques Sémelin ; Jacques Stewart ; Paul Virilio.**

Bulletin à compléter et à renvoyer à : Non-violence XXI

**Oui, je parraine un(e) volontaire de paix, en faisant un don de :**

38 € (250 FF)  76 € (500 FF)  
 152 € (1 000 FF)  Autre montant .....

**Pour pérenniser les actions des volontaires de paix, j'envisage de renouveler mon soutien, pour un montant équivalent :**

4 fois par an  2 fois par an  1 fois par an

**en faisant un virement automatique bancaire :**

Nom, prénom .....

N°, rue .....

Code Postal/Ville/Pays .....

**NON-VIOLENCE XXI - Siège social : 114, rue de Vaugirard, 75006 PARIS**

Fax 33 (0)1 48 57 92 97 - courriel : nonviolence21@free.fr

# La Hague, fille aînée du nucléaire



CANCER

La Normandie serait une région agréable si elle n'abritait, dans le seul département de la Manche, l'usine de retraitement des combustibles irradiés, le centre de stockage des déchets radioactifs, l'arsenal de Cherbourg et la centrale nucléaire de Flamanville.



Au centre de stockage de la Manche, les fûts sont déjà percés.

Presqu'île au bout de la presqu'île du Cotentin, La Hague est aujourd'hui plus connue pour ses installations nucléaires que pour la beauté de ses paysages.

L'usine de retraitement des combustibles irradiés est la plus célèbre. Fleuron de la technologie nationale que nous exportons jusqu'au Japon, elle fait la fierté de la plupart des élus locaux qui sont aussi satisfaits par la manne financière qu'elle leur procure. Un centre de stockage de déchets radioactifs, fermé depuis 1994, la joute. Pour le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, qui en a eu la tutelle durant toute sa phase active, «le site de la Manche, après vingt-cinq ans de bons et loyaux services, figure désormais comme une référence technique internationale dans le stockage des déchets» (1). L'arsenal de Cherbourg, où sont fabriqués nos sous-marins nucléaires, n'a pas à rougir. En effet, la force océanique stratégique se voit confier la majeure partie des armes nucléaires stratégiques françaises. Depuis août 2000, Le

Redoutable, qui a effectué sa dernière plongée en 1991, a commencé une nouvelle vie en étant le pôle d'attraction de la future cité de la mer de Cherbourg. Enfin, les deux réacteurs de Flamanville, à 20 km à vol d'oiseau vers le Sud viennent renchérir un département dont les deux tiers de la taxe professionnelle viennent du nucléaire. Sans aucun doute, la région participe au rayonnement de la France dans le monde.

## Arrières-pensées militaires

Le retraitement des combustibles irradiés pour en extraire du plutonium est une technologie militaire qui a été civilisée afin de la rendre acceptable et exportable. Pas un pays ne s'y est intéressé sans arrières-pensées militaires. En exportant cette technologie dans de nombreux pays, la France est au cœur du processus de prolifération (2). «Pour pallier une hypothétique défaillance de l'usine chi-

mique d'extraction du plutonium [militaire] de Marcoule, il a été décidé de construire au Cap de La Hague une deuxième unité de traitement des combustibles irradiés ; elle servira d'usine de secours et permettra aussi d'y séparer une fraction du plutonium produit dans les réacteurs EDF» (3). La première usine de Marcoule est arrêtée depuis 1992 et est en cours de démantèlement. Il y a actuellement trois usines de retraitement à La Hague, dont une est quasiment arrêtée depuis 1994. Pour Robert Galley, à l'origine du choix de l'implantation, «le site de La Hague présentait une particularité unique en France [...], s'il y avait un incendie [...] 270° de vents portaient vers la mer» (4). La population locale ne sera jamais consultée et les élus locaux avertis dans la nuit qui précède l'annonce à la presse (5). Malheureusement pour l'exploitant, lors de l'incendie du silo en 1981, les radioéléments ne se sont pas arrêtés au grillage de l'usine (6). En février 1970, suite à une panne générale d'électricité dans le Nord-Cotentin, on a frôlé une catastrophe qui aurait pu avoir des conséquences bien au-delà de la Normandie. Mais même en fonctionnement normal, les rejets de l'usine ne sont pas sans inquiéter la population.

## Le Centre Manche

Le Centre de Stockage de la Manche où sont entassés 527 000 m<sup>3</sup> de déchets faiblement radioactifs est aussi une source d'inquiétudes (7). Pour Christian Kernaonet, un ingénieur de l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, maintenant à la retraite, la tranche n°1 doit être reprise car elle menace de s'effondrer :

(1) *Le Commissariat à l'Énergie Atomique*, Découvertes Gallimard/CEA, 1995.

(2) Lire à ce sujet *Affaires atomiques*, Dominique Lorentz, Les Arènes, 2001.

(3) *L'aventure atomique*, Bertrand Goldschmidt, Fayard, 1962. L'auteur a été un des dirigeants du CEA.

(4) Dans *Atomes crochus*, Rémi Mauger, FR3, 2000.

(5) Lire *La presqu'île au nucléaire*, Françoise Zonabend, Odile Jacob, 1989.

(6) Il faudra attendre 1999 pour qu'un bilan rétrospectif de l'impact de cet accident soit réalisé et rendu public : *Estimation des doses et du risque de leucémie associée*, Groupe Radioécologie Nord-Cotentin, Rapport du groupe de travail n°4, Annexe 11, 1999. <http://www.ipsn.fr/nord-cotentin>.

(7) *Le C.S.M., Centre Sans Mémoire ?*, hors série n°1 de l'ACRONIQUE du nucléaire, décembre 1999. Entièrement consacré au Centre Manche.



## CANCER

«Durant des années, on a entassé des milliers de fûts métalliques, comme ça, les uns sur les autres, sur une

hauteur de dix à quinze mètres ! Pour que cela tienne, on les a maintenus avec une armature faite de blocs de béton et on a rajouté par dessus une couche de terre et d'argile. Assez rapidement, on s'est posé des questions, sans que cela filtre à l'extérieur. Dès 1974-1975, donc quatre ou cinq ans après avoir démarré, on a découvert qu'il y avait des effondrements. Parfois, à la suite d'un week-end où il avait beaucoup plu, on découvrait des affaissements d'un diamètre de sept-huit mètres et de quatre mètres de profondeur. Parfois plus... Logiquement des fûts s'étaient effondrés. D'autres avaient dû éclater sous le poids. [... Le problème, c'est qu'] on a construit le site sans dalle et sans drainage, et juste au-dessus de la nappe phréatique. Une vraie connerie !» (8). C'est donc pour «la sécurité des générations futures» qu'il s'est opposé à la fermeture du site : «En ressortant les fûts de la tranche 1, on se serait honoré d'avoir agi par précaution. Sans attendre qu'un groupe écolo quelconque nous fasse péter l'affaire à la figure». La surveillance du site prévue par l'ANDRA repose essentiellement sur les eaux de percolation récupérées au niveau des drainages. Le problème, c'est que la tranche 1 n'a pas de drainage et les eaux de percolation vont directement dans la nappe phréatique. Si un problème sérieux est détecté aux exutoires, il sera trop tard ! De plus, les nappes phréatiques étant déjà fortement contaminées par les «incidents» passés, seul un incident majeur pourrait être détecté. Or, au nord du site, la contamination en tritium des eaux souterraines augmente continuellement sans que l'ANDRA ne fournisse aucune explication. Est-ce dû à un apport du Centre Manche ? La volonté de l'exploitant, des autorités et des responsables locaux est de laisser le Centre en l'état. A l'heure où la réversibilité des centres de stockages en profondeur est en débat, le Centre Manche fournit un intéressant cas d'étude. La décision de fermer est-elle réversible ? L'ACRO, Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, réclame en vain la création d'un groupe de travail ad hoc ouvert aux associa-

(8) Toutes les citations sont extraites d'une interview à France-Soir du 17 avril 2000.

(9) Voir *Qualité radiologique des eaux marines et continentales du littoral normand*, rapport d'étude ACRO/Agence de l'eau Seine-Normandie de juillet 1999 disponible sur le site Internet de l'association et dans l'ACRONIQUE du nucléaire n°50, septembre 2000 (4 euros).

(10) Tous les détails de cette affaire sont sur le site Internet de l'association, <http://www.acro.fr.st>.

(11) *L'état de l'environnement dans la Hague*, ACRONIQUE du nucléaire n°28, mars 1995 et Silence n°197, novembre 1995.

tions intéressées, incluant Monsieur Kernaonet, qui serait chargé d'étudier l'état de Centre Manche afin de faire des recommandations sur son avenir, puis de les soumettre à la population locale.

Depuis 1995, l'ANDRA tente d'obtenir la fermeture officielle du site et sans la vigilance des associations locales, les déchets seraient définitivement enterrés avec leurs problèmes. Il y a là près de 100 kg de plutonium et des tonnes de métaux lourds ! Lors d'une première enquête publique en 1995, l'ANDRA embauche Pierre Boiron comme expert pour servir d'interlocuteur au président de la commission d'enquête, Jean Pronost. Il se trouve que ce sont deux amis... Malheureusement pour eux, l'ACRO a montré, grâce à des documents internes reçus anonymement, que la réalité du Centre était très éloignée de ce qui était présenté dans le dossier soumis à enquête. Les autorités ont demandé à l'ANDRA de revoir sa copie et une nouvelle enquête publique a eu lieu en 2000. Le président de la commission d'enquête était... Pierre Boiron ! Après une tentative de recours à l'amiable du CRILAN, infructueuse, les associations ont boycotté la procédure. Toute décision prise à l'issue de cette enquête est attaquable en justice car cette nomination viole la loi Bouchardeau sur les enquêtes publiques.

## Des rejets sous surveillance ?

En 1994, les usines de retraitement ont rejeté en mer 8775 fois plus de radioactivité bêta-gamma (hors tritium) que les deux réacteurs voisins de Flamanville. Ces rejets marquent tout le littoral Normand et peuvent être suivis jusqu'en mer du Nord (9). En terme d'impact sur la population locale, ce sont les rejets aériens qui dominent actuellement. Si certains radioéléments comme le tritium (isotope de l'hydrogène) ou le krypton qui est un gaz rare, sont rejetés parce que difficiles à stocker, l'iode 129, quant à lui, est pratiquement entièrement rejeté dans l'environnement parce qu'il s'agirait de la meilleure façon de gérer ce déchet qui a une durée de vie de 17 millions d'années.

Dès qu'elle fut informée de l'incident de rejet atmosphérique qui a eu lieu le 18 mai 2001 à l'usine Cogéma de la Hague, l'ACRO a effectué une campagne de prélèvements autour du site. Les résultats d'analyse ont mis en évidence une contamination importante de l'environnement en ruthénium rhodium 106, radioéléments artificiels, et ont conduit l'ACRO à interroger l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur la validité du système de mesure des rejets aériens de la Cogéma. En effet, ses calculs montraient que la quantité de ruthénium-rhodium déposée sur l'herbe était largement supérieure à la quantité totale rejetée annoncée par l'exploitant. Une évaluation de cette quantité à l'aide d'un modèle de dispersion dans l'environnement avait

conduit à estimer que la Cogéma avait rejeté probablement 1000 fois plus que ce qu'elle avait annoncé (14 000 MBq pour 11 MBq déclarés). Dans une lettre reçue à l'ACRO le 24 octobre 2001, l'ASN répond qu'en fonctionnement courant «ce facteur a dû être proche de trois pour la période 1999-2000 et de quatre cents lors de l'incident» (10). Un incident similaire vient à nouveau d'avoir lieu le 31 octobre et les analyses sont en cours... Les relevés trimestriels publiés par l'exploitant ne font pas apparaître les contaminations anormalement élevées en ruthénium-rhodium détectées à l'issue des ces incidents. Par le passé, l'ACRO avait déjà épinglé la Cogéma sur sa «transparence» : en épiluchant cinq années de publication de sa plaquette grand public, elle avait relevé 29



Blocage d'un transport en gare de Valognes.

«erreurs» qui tendaient toutes à sous-estimer la pollution (11). Ce goût du secret en matière d'environnement peut cacher des lacunes plus graves : les mesures dans l'environnement du carbone 14 et de l'iode 129 rejetés en grande quantité par l'usine de la Hague ne datent respectivement que de 1996 et 1991. Pourtant ces deux radioéléments contribuent de façon significative à la dose subie par la population.

Les rejets des installations nucléaires sont soumis à différents contrôles de la part de plusieurs organismes officiels et des exploitants eux-mêmes. L'intérêt de ces mesures de la radioactivité en matière de santé publique

est évident. Pourtant, la population directement concernée n'est pratiquement pas informée des résultats de cette surveillance. Il est impossible à un citoyen d'obtenir des données exhaustives sur les mesures faites près de chez lui, tout ce qu'il peut espérer, ce sont des moyennes.

## Le rôle de l'ACRO

C'est pourquoi, l'ACRO, depuis sa création après la catastrophe de Tchernobyl, effectue une surveillance citoyenne régulière de l'environnement local et s'engage à publier toutes ses données. L'association a dû subir de nombreuses pressions et des mises en cause publiques pouvant aller jusqu'au dépôt de plainte de la part des exploitants, mais



après quinze ans de fonctionnement et de batailles, la fiabilité de son laboratoire d'analyse n'est plus remise en cause. C'est très important, car si les exploitants peuvent sous-estimer sans vergogne l'impact de leurs rejets, l'ACRO n'a pas le droit à l'erreur pour rester crédible. Le laboratoire est maintenant accrédité d'une qualification technique délivrée par le Ministère de la santé.

Gérer un laboratoire d'analyse fiable avec un personnel qualifié est très contraignant pour une association et cela coûte très cher. Les seuls dons ne suffisent pas et l'association doit trouver des partenaires, comme les agences de l'eau, des commissions locales d'information ou des collectivités territoriales

qui financent certaines de ses études. Malgré tout, l'ACRO se dit indépendante car sans l'implication de nombreux bénévoles, elle ne pourrait pas exister. Le manque chronique de ressources peut parfois être dramatique pour l'association qui a failli mettre la clé sous la porte en septembre 2000. C'est pourquoi, le soutien financier et l'implication d'un plus grand nombre d'adhérents est indispensable à sa survie.

## La Hague : danger zéro ?

La publication par le Professeur Viel d'études épidémiologiques mettant en évidence une augmentation du nombre de leucémies chez les jeunes vivant autour de l'usine de retraitement de La Hague et la relation significative avec la fréquentation des plages soit par les mères pendant leur grossesse (risque multiplié par 4,5) ou par les enfants eux-mêmes (risque multiplié par 2,9) a suscité une forte émotion dans la région (12). Comme souvent, c'est le donneur d'alerte qui a été mis en cause plutôt que le pollueur. D'autres études sont venues confirmer cette augmentation depuis (13). Constitué de manière spontanée à la suite des travaux de Jean-François Viel, le collectif des Mères en Colère milite pour une information objective, transparente et indépendante. Elles tentent par tous les moyens, pétitions, manifestations et participation aux commissions officielles, d'établir un dialogue avec tous les représentants des industries concernées afin de réfléchir collectivement aux moyens de répondre aux inquiétudes sociales et environnementales suscitées par cette industrie qui fait vivre des milliers de familles et toute une région, au mépris des sentiments de rejet d'une frange de la population. Leurs interventions ont permis d'apporter une note d'humanité, de sensibilité et de réalisme dans un contexte où les décisions économiques et politiques sont prises par des hommes, en faisant abstraction de tous les problèmes environnementaux et psychologiques que peut entraîner une telle mono-industrie. Pour les Mères en Colère, le risque engendré par le retraitement n'est pas acceptable dans la mesure où il porte préjudice à l'environnement et à la santé de leurs enfants. Ce combat demande beaucoup d'énergie et d'abnégation, mais les échanges entre femmes ont permis d'exprimer une anxiété qui était latente dans beaucoup de foyers. Il y a un besoin de s'exprimer sur ce sujet tabou, alors qu'une sorte de loi du silence s'est instaurée au fil des années, imposée par des impératifs économiques. Le Collectif des Mères en Colère répond à cette attente des femmes qui vivent dans cette région en devenant leur porte-parole, ce qui impose de leur être fidèles.

La création, par les Ministres de l'environnement et de la santé, du comité Nord-Cotentin chargé de faire un bilan rétrospectif de 30 années de rejets dans l'environnement

par les installations nucléaires de la région, constitue une avancée notable. L'ACRO, qui ne cesse de réclamer une transparence totale en matière d'environnement, n'avait d'autre choix que d'y participer activement. La première partie des travaux, publiée en 1999, est limitée aux seules leucémies et ne permet pas de lever le doute sur l'impact des rejets radioactifs et chimiques. Ce n'était pas sa mission (14). Pour rassurer, la Cogéma a tenté de «lancer un concept nouveau : le zéro impact pour la santé, en agissant sur le niveau des rejets de nos activités» explique sa PDG. «Pour cela, nous retenons les critères des experts internationaux, en particulier ceux de la CIPR (Commission internationale de protection contre les rayonnements ionisants). Pour eux, à 30 microsieverts — unité qui mesure les conséquences biologiques de la radioactivité sur l'organisme — par personne et par an, il n'y a pas de risque pour la santé» (15). Le problème, c'est que la CIPR a démenti : «Une telle affirmation serait en contradiction avec l'hypothèse de la publication n°60 et de nombreux autres rapports d'une relation linéaire et sans seuil entre la dose et les effets à faible dose. Mon impression est qu'il y a eu une incompréhension de la position de la CIPR» (16). L'enjeu est grand, car si chaque radiation reçue a un impact, la législation impose que les pratiques entraînant une exposition aux rayonnements ionisants soient justifiées «par leurs avantages économiques, sociaux ou autres par rapport au détriment sanitaire qu'ils sont susceptibles de provoquer» (17).

## Retraiter ou pas retraiter ?

Economiquement, la filière plutonium n'est pas rentable comme l'a montré le rapport du Commissariat au plan signé par le Haut-Commissaire à l'Energie Atomique (18). Mais peu importe si le «recyclage» du

(12) Voir *La santé publique atomisée*, J.F. Viel, La Découverte, 1998.

(13) *Rayonnements ionisants et santé : mesure des expositions à la radioactivité et surveillance des effets sur la santé*, Alfred Spira et Odile Bouton, La Documentation Française, 1998 ; A-V Guizard et al, *Journal of Epidemiology and Community Health* n°55, juillet 2001.

(14) *Travaux du groupe radio-écologie Nord-Cotentin : le doute subsiste sur les leucémies*, ACROnique du nucléaire n°47, décembre 1999. L'intégralité de ces travaux est disponible auprès de l'IPSN ou en ligne <http://www.ipsn.fr/nord-cotentin>.

(15) Interview de Anne de Lauvergeon, PDG de la Cogéma, dans *Le Monde* du 26 octobre 1999.

(16) Lire *La Hague Danger zéro ?*, David Boilly, Cahier de l'ACRO n°2, juin 2001, (1 euro).

(17) Directive EURATOM 96/29 publiée au JOCE n° L 159 du 29/06/1996 p. 0001 - 0114. Cette directive aurait dû être traduite en droit français avant le 13 mai 2000.

(18) *Etude économique prospective de la filière électrique nucléaire*, rapport au gouvernement de J.M. Charpin, B. Dessus et R. Pellat, juillet 2000 (<http://www.plan.gouv.fr>). Une synthèse et critique par B. Laponche a été publiée dans *La Gazette nucléaire* n°185/186 d'octobre 2000 (GSIN, 2, rue François Villon, 91 400 Orsay, tél. : 01 60 10 03 49, fax. : 01 60 14 34 96).



## CANCER

plutonium peut avoir un intérêt écologique. L'Agence pour l'Énergie Nucléaire de l'OCDE a montré que si l'on

retraitait tous les combustibles irradiés et recyclait tout le plutonium extrait, on ferait une économie d'uranium de 21% (19). Etant donnée la surproduction d'électricité nucléaire en France, il y a des moyens plus simples pour économiser les ressources de la planète ! Surtout que dans les faits, seuls les deux tiers du combustible usé qui sort des centrales françaises est retraité et seulement 50% environ du plutonium extrait a été «recyclé». Quant à l'uranium, qui est aussi extrait lors du retraitement, le taux de «recyclage» est inférieur à 10% (20).

Dénoncé depuis toujours par les associations écologistes, le retraitement fait partie des dogmes qui ont fait leur temps, même dans certains milieux nucléocrates. Au niveau international, il est aussi sur la sellette. La déclaration de Sintra (Portugal, 1998) de la réunion ministérielle de la convention OSPAR (21) engage les états signataires à faire en sorte que «les rejets, émissions et pertes de substances radioactives soient, d'ici l'an 2020, ramenés à des niveaux tels que, par rapport aux niveaux historiques, les concentrations additionnelles résultant desdits rejets, émissions et pertes soient proches de zéro». Cette contrainte a conduit à la déclaration de Copenhague (Danemark, 2000)

(19) *Les incidences radiologiques des options de gestion du combustible nucléaire usé, une étude comparative, AEN/OCDE, 2000.* Les calculs de l'étude montrent que si la dose collective de la population vivant autour des mines et de ses travailleurs pourrait ainsi être réduite de 21%, c'est largement compensé par la dose reçue par la population vivant autour de l'usine de retraitement et ses travailleurs. Comme dans les faits seule une partie de plutonium est «recyclé», l'option retraitement est défavorable en terme de dose.

(20) *Le recyclage des matières nucléaires : mythes et réalités, WISE Paris, mai 2000, <http://www.wise-paris.org>.*

(21) *Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est, <http://www.ospar.org>.*

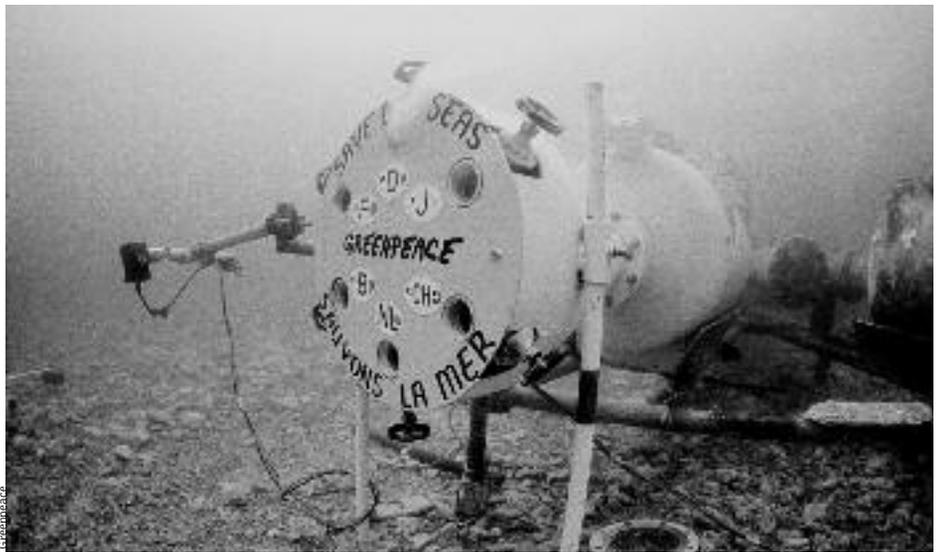
(22) *Plutonium and Aldermaston – an historical account, UK Ministry of Defence (2000), <http://www.fas.org/news/uk/000414-uk2.htm>.*

(23) *La France et la prolifération nucléaire, les sous-marins nucléaires de nouvelle génération, Bruno Barrillot, observatoire des armes nucléaires françaises (Lyon) 2001, <http://www.obsarm.org>.*

Voir aussi, *Vers une quatrième génération d'armes nucléaires ?*, David Boilley, ACROnique du nucléaire n°46, septembre 1999.

(24) MAN, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 01 45 44 28 25, fax. 01 45 44 57 12, <http://manco.free.fr/> ; Stop Essais, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris ; Mouvement de la Paix, 139 bd Victor Hugo, 93400 St Ouen, tél. 01 40 12 09 12, fax : 01 40 11 57 87, <http://www.mvtpaix.org>.

(25) *Ces déchets nucléaires dont on ne sait que faire*, David Boilley, *Le Monde Diplomatique*, janvier 1998 et *Manière de voir* n°38, mars-avril 1998.



Greenpeace a obstrué une canalisation sous-marine demandant aux six pays utilisateurs de l'usine de la Cogéma de cesser les rejets radioactifs en mer.

demandant la mise «en œuvre de l'option «non-retraitement» (par exemple par entreposage à sec) pour la gestion des combustibles nucléaires usés dans des installations appropriées». La France et la Grande-Bretagne, seuls pays concernés, se sont abstenus. Si ces deux pays s'accrochent au retraitement, c'est pour garder un savoir-faire et une structure industrielle indispensables à long terme au niveau militaire. L'exception américaine avec arrêt du retraitement il y a 25 ans environ ne doit pas faire illusion : il est maintenant officiellement reconnu que la Grande-Bretagne a fourni 5,4 tonnes de plutonium aux Etats-Unis entre 1958 et 1979 en échange de tritium et d'uranium enrichi (22). Se sont-ils aussi fournis ailleurs ? Le plan Bush sur l'énergie prévoit la relance du retraitement.

En commandant le 28 juillet 2000 un quatrième sous-marin nucléaire lanceur d'engins de nouvelle génération, *Le Terrible*, et surtout en développant un nouveau missile, le M51, aussi prévu pour 2008, la France viole le traité de non-prolifération dont l'article 6 stipule : «chacune des parties au traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous contrôle international strict et efficace». Article, hélas, sans aucune échéance précise ni mesure contraignante (23). Une campagne d'interpellation, «Dites NON au quatrième sous-marin nucléaire !» a été lancée par le MAN, Stop-Essais et le Mouvement de la Paix (24).

La fermeture des usines de retraitement n'est pas sans créer de problèmes sociaux. La baisse de l'activité de l'usine est mise sur le dos des écologistes. L'accueil réservé à la tête de liste des Verts aux élections européennes, qui a été obligé de passer sous les fourches caudines syndicales par la direction de l'usine, laisse présager le pire. Mais l'arrêt du retraitement ne signifie pas l'arrêt de l'activité, car les déchets nucléaires demeurent. En

particulier, de grandes quantités doivent être reprises pour être conditionnées.

## Non-retour à la case départ ?

Actuellement, la moitié de l'activité du centre de La Hague est destinée aux combustibles étrangers, avec pour principaux clients, l'Allemagne et le Japon, pays qui possèdent toute la technologie nécessaire à la fabrication de l'arme nucléaire. Au Japon, le plutonium de La Hague, «recyclé» sous forme de combustible MOx, attend dans les piscines de déchets nucléaires l'autorisation d'être «brûlé». Tout un symbole... Mais verra-t-on un jour le retour de tous les déchets étrangers vers leur pays d'origine ? L'article 3 de la loi de décembre 1991 stipule que «le stockage en France de déchets radioactifs importés, même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national, est interdit au-delà des délais techniques imposés par le retraitement». En fait, cet article est déjà violé car on entrepose à La Hague des déchets technologiques faiblement ou moyennement radioactifs, issus du retraitement, qui auraient pu être renvoyés dans leur pays d'origine depuis longtemps. Sans parler des déchets des premiers contrats étrangers de la Cogéma, pour lesquels il n'existe aucune clause de retour. A la place, la Cogéma espère renvoyer 5 % de déchets vitrifiés supplémentaires, plus compacts, et garder les autres types, plus volumineux. Les quotas de radioactivité devraient être respectés, mais pas ceux de volume. BNFL, le concurrent britannique, offre déjà officiellement ce service... Un tri similaire a déjà commencé : sur le centre de stockage de la Manche, les déchets technologiques stockés sont dix fois plus volumineux que ceux en attente d'un renvoi éventuel (25).

En 1994, la loi allemande a changé, autorisant soit le retraitement soit l'enfouissement des combustibles irradiés. Les compagnies ont donc renégocié leurs contrats avec Cogéma et BNFL. Selon des experts proches

des agences de sûreté nucléaire qui ont vu les contrats, les nouveaux termes autorisent ces compagnies à entreposer leur combustible irradié dans les usines de retraitement de La Hague et de Sellafield en Grande-Bretagne pendant 25 ans avant de décider si elles le feront retraiter ou non. Si elles ne le font pas retraiter, le combustible irradié sera rapatrié en Allemagne, des frais d'entreposage seront payés, mais aucune pénalité n'est prévue. Ces contrats concernent le combustible irradié produit jusqu'en 2005 avec une possible extension jusqu'en 2015 (26). D'usine de retraitement, le site est en train de devenir un centre d'entreposage international, Cogéma allant jusqu'à accepter des déchets australiens pour lesquels elle n'a aucune autorisation de retraitement. La loi de 1991 ne contient malheureusement aucune sanction en cas d'infraction et n'a pas reçu de décrets d'application. LACRO condamne cette politique du fait accompli.

Avant même l'arrivée du combustible nucléaire australien, la Cogéma a assigné en référé Greenpeace devant le tribunal de grande instance de Cherbourg et demande de «faire interdire à Greenpeace ainsi qu'à toute personne se réclamant du mouvement Greenpeace de s'approcher à moins de 100 m des convois de combustible australien et ce sous astreinte de 500 000 F par infraction constatée». Cette affaire montre le peu de cas que la compagnie fait de la liberté d'expression et de manifestation. Mais Greenpeace a retourné le référé en demandant à la Compagnie de prouver qu'elle avait bien l'autorisation de retraiter ces combustibles étrangers. S'en est suivi un bras de fer juridique où l'association a obtenu une interdiction du débarquement des déchets australiens. La Cogéma a fait appel et a obtenu gain de cause auprès de la cour d'appel de Caen. Greenpeace a de nouveau déposé une assignation à

jour fixe dans laquelle elle attaque la Cogéma sur le fond du dossier. L'affaire est en cours. Mais ce sont surtout les actions spectaculaires de l'organisation qui ont permis que les médias s'intéressent à La Hague et qui marquent l'opinion. Ainsi à la même époque, à cause de la présence d'une poignée de militants de Greenpeace, le départ de combustibles MOx vers le Japon était accompagné d'un dispositif composé notamment de policiers du RAID, d'unités du Groupement d'intervention de la police nationale, d'un Élément Léger d'Intervention (ELI) de la gendarmerie mobile, des renseignements généraux, des commandos marine et d'une compagnie républicaine de sécurité (CRS). Malgré cela, le 19 janvier 2001, trois canots pneumatiques de l'organisation ont réussi à rentrer dans le port de Cherbourg, lâchant quatre plongeurs qui ont brandi des écriteaux dénonçant le MOx avant d'être appréhendés (27).

Au total, l'Allemagne doit encore rapatrier l'équivalent de 166 emballages de type «Castor» contenant des déchets hautement radioactifs, dont 127 en provenance de La Hague et 39 en provenance de Sellafield, selon le ministère de l'Environnement allemand. Sachant qu'un transport de déchets comprend en général six emballages Castor, il faudrait encore 14 ans, à raison de deux transports par an, pour rapatrier la totalité du stock de déchets allemands à l'étranger. A cela s'ajoutent les déchets faiblement et moyennement radioactifs oubliés par les autorités et la presse quand elles parlent du sujet. Malgré ces retours difficiles, la Cogéma espère accueillir une dizaine de convois de combustibles irradiés allemands par an. Le Réseau Sortir du Nucléaire dénonce à ce propos un marché de dupes. Aucun retour n'est prévu pour l'instant vers la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas, la Suède...

## Un régime de complaisance ?

Pendant l'été 2000, la France a accueilli dans la plus grande discrétion quatre transports de déchets nucléaires allemands vers La Hague. Il s'agit d'un stock de rebuts de MOx restant à l'usine d'Hanau (dans le Hesse), une usine de fabrication de MOx à l'arrêt depuis 1991. Suite à cette affaire, la Cogéma se retrouve assignée en référé par Didier Anger, conseiller régional Vert de Basse-Normandie et le CRILAN. Leur avocat s'appuie sur une lettre d'André-Claude Lacoste, directeur de la sûreté des installations nucléaires qui assure que «la Cogéma n'est actuellement pas en possession d'une autorisation de traiter les lots d'assemblages en provenance de Hanau». Mais lors de l'audience en référé, la compagnie a notamment insisté sur l'irrecevabilité du CRILAN en tant qu'association agréée pour se pourvoir en justice. Elle a été suivie par le tribunal, le comité n'ayant pas dans ses statuts l'autorisation de se pourvoir en justice pour ce cas précis. Didier Anger a lui aussi été débouté sur la forme. Le CRILAN a depuis changé ses statuts et peut se pourvoir en justice. Devant faire face à des manifestations violentes d'employés de la Cogéma, c'est sous protection policière que les représentants du CRILAN ont dû accéder au Tribunal lors de l'audience du 20 mars 2001 (28).

La création du CRILAN témoigne d'un désir d'une partie des habitants du Nord-Cotentin et d'ailleurs de lutter contre la nucléarisation forcée de la presqu'île. L'association veille particulièrement à la légalité des décisions prises, au respect des lois et a entamé, pour ce faire, des luttes juridiques contre EDF, l'ANDRA et la Cogéma. En particulier, le 11 janvier 1999, elle a obtenu la mise en examen de la Cogéma pour mise en danger de la vie d'autrui. Les plaintes, déposées contre X en janvier 1994, portaient sur le non-retour des déchets étrangers. Mais le plus dur reste à faire, obtenir le débat en audience publique. La lutte juridique n'est pas une fin en soi, elle permet seulement de mettre en évidence que le nucléaire n'a jamais fait bon ménage avec l'état de droit (29).

## Nucléaire et démocratie

Si le nucléaire est insoluble dans la démocratie, c'est particulièrement flagrant dans le Nord-Cotentin. Dans les années 1980 on dit

Action de Greenpeace contre l'arrivée des déchets Australiens.



(26) Plutonium. Can Germany swear off?, Mark Hibbs, The Bulletin of the Atomic Scientists, mai/juin 2001, <http://www.thebulletin.org>.

(27) Lire *Départs médiatiques et arrivées secrètes à l'usine Cogéma de La Hague*, extrait de la revue de presse de l'ACRONique du nucléaire n°53, juin 2001.

(28) *Ibidem*.

(29) Lire *Nucléaire et état de droit n'ont jamais fait bon ménage...*, Paulette Anger, l'ACRONique du nucléaire n°48, mars 2000.



## NUCLÉAIRE

à la CFDT, fortement impliquée dans les problèmes de société à cette époque, la vulgarisation à grande échelle des problèmes posés par l'ensemble de la filière (30). Localement le syndicat du site de la Hague, majoritaire sur l'établissement, dénonce les conditions de travail dans les zones contaminées dans un film choc «*Condamnés à réussir*» et informe les populations locales des incidents du site ayant un impact hors usine sur l'environnement. Cette époque est révolue et de nos jours, seules quelques associations militantes tentent d'organiser un débat public sur un sujet encore tabou. Lors de crises, elles deviennent les boucs-émissaires par lesquels le mal est arrivé. Et les industriels n'hésitent pas, par syndicats, associations complaisantes ou politiques interposés, à jeter l'opprobre sur les contestataires. Pourtant, la contestation est légitime car contrairement aux risques naturels, les risques techno-scientifiques résultent de choix effectués par une poignée d'individus, alors que c'est l'ensemble de la population qui trinque en cas de problèmes. Toute crainte est qualifiée d'irrationnelle par les experts assermentés. A qui appartient la charge de la preuve ? Aux contestataires qui doivent prouver l'existence du risque ou à l'industrie et à l'administration qui doivent prouver et non affirmer l'absence de danger ? Et comment contester quand on a plus ou moins participé — ou profité comme parent d'un travailleur du nucléaire — à la construction ou au fonctionnement de la cage dans laquelle on est fermé et que l'on est complice du mal qui peut toucher ses propres enfants ? En forçant le débat sur des questions excessivement complexes et en le portant sur la place publique, les associations citées font un travail héroïque. Pour certains militants locaux, sans elles, il ne serait pas possible de vivre dignement à La Hague (31).

David Boilley ■

(30) Voir le *Dossier électronucléaire*, Sciences, Points Seuil, éditions de 1975 et 1980.

(31) Lire à ce sujet les actes des troisièmes rencontres ACRO, *nucléaire et démocratie*, publiées dans l'ACRONIQUE du nucléaire n°42, septembre 1998. En particulier, *Est-il raisonnable d'avoir peur du nucléaire ?*, par Yves Dupont et *L'épidémiologie, entre science et pouvoir*, par Jean-François Viel.

## Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest

Dotée d'un laboratoire d'analyse de la radioactivité, l'association ACRO a pour but de permettre à chacun de s'approprier la surveillance de l'environnement. Elle effectue une surveillance citoyenne des installations nucléaires de Normandie, mais son domaine d'action va bien au-delà. Elle publie aussi une revue trimestrielle d'information sur le nucléaire, l'ACRONIQUE du nucléaire. Le soutien d'un plus grand nombre d'adhérents est indispensable à sa survie. Adhésion : 23 euros, abonnement d'un an à l'ACRONIQUE du nucléaire : 16 euros.

■ ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34, fax : 02 31 94 85 31.

■ ACRO Nord Cotentin, 36, Le Bourg, 50690 Virandeville, tél : 02 33 04 08 47.

■ ACRO Haute Normandie, 11, rue des Capucins, 76 000 Rouen, tél : 02 35 98 37 51.

■ <http://www.acro.fr.st>.

## CRILAN

Le CRILAN, Comité de réflexion d'information et de lutte anti-nucléaire, a vu le jour en 1975. Il s'est formé dans le but de réfléchir, informer, et organiser la lutte contre le nucléaire et ses pollutions. Il a participé à différentes campagnes nationales contre le programme nucléaire, dont une manifestation géante (et malheureusement inondée) en 1979. Il mène aujourd'hui des actions de contre-informations et des actions juridiques.

■ CRILAN, 10, route de l'Etang du Val, 50340 Les Pieux

## GREENPEACE

Depuis des années, Greenpeace international a fait de l'usine de La Hague une de ses cibles de campagne. L'usine de La Hague est le site nucléaire le plus polluant au monde en fonctionnement normal. Greenpeace se sert des actions menées contre les transports de déchets qui entrent ou sortent du site pour dénoncer de manière plus générale le nucléaire.

■ Greenpeace, groupe local de Cherbourg, c/o Philippe Rouselet, La Valaiserie, 50260 Sottevast, tél/fax : 02 33 93 28 00, <http://www.greenpeace.fr>

## Les Mères en colère

Le Collectif des Mères en Colère de La Hague s'est constitué de manière spontanée en février 1997, suite à la publication d'une étude mettant en évidence un taux de leucémie infantile considéré comme anormalement élevé dans le canton de l'usine Cogéma-La Hague et a pour objectif de faire pression sur les exploitants pour une information objective, transparente et indépendante.

■ Les Mères en colère, 19, la Bordette, 50840 Fermanville, tél : 02 33 44 52 51, fax : 02 33 44 16 15, mél : [meresecolere@aol.com](mailto:meresecolere@aol.com)

## Contre les déchets radioactifs

Le 27 janvier 2000, le réseau Sortir du nucléaire annonce la possibilité d'un enfouissement des déchets radioactifs

dans une quin-zaine de sites granitiques présélectionnés par l'Andra, l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs. Parmi les quinze sites potentiels figure un site à Athis (Orne). La localisation est fort intéressante pour les nucléocrates :

pas trop loin de l'usine de La Hague (Manche) et dans un endroit peu peuplé donc peu susceptible de manifester contre le projet. La réaction locale est toutefois vive et quand la «mission granite» envoie ses trois experts sur place, le 16 mars 2000, pour rencontrer la population, environ 300 personnes les attendent à Alençon pour les congédier.

■ Collectif citoyen normand «le nucléaire et ses déchets, non merci !», Chantal Fiol, BP 11, 61430 Athis-de-l'Orne, tél : 02 33 66 14 93.

## Réseau Sortir du nucléaire

Le réseau Sortir du nucléaire s'est constitué fin 1997 autour d'une charte d'objectifs communs en faveur de l'abandon de l'énergie nucléaire. Quatre ans plus tard, le réseau fédère plus de 600 associations, diffuse ses informations auprès de 30 000 personnes dont 10 000, par leurs dons réguliers, permettent le financement de la structure coordonnée à Lyon, dans les bureaux voisins de Silence. Né dans la suite de la structure des Européens contre Superphénix, le réseau a permis de structurer efficacement l'opposition, aujourd'hui majoritaire, à la poursuite du nucléaire. Il a mené depuis sa création de nombreuses campagnes, contre le chauffage électrique, contre l'enfouissement des déchets, contre le recyclage des métaux faiblement radioactifs. Il a organisé, le 20 octobre dernier, cinq rassemblements décentralisés à Nantes, Toulouse, Lyon, Colmar et Lille, environ 25 000 personnes au total, pour lancer le débat sur la sortie du nucléaire au moment des élections présidentielles. D'autres actions sont en préparation pour l'année 2002. Le réseau est relayé en Normandie par les groupes suivants :

■ ANPAG, Georges Fauvel, BP 6269, 14067 Caen cedex 4, tél : 02 31 75 33 65.

■ Biocoop Evreux, 2, rue Saint-Léger, 27000 Evreux, tél : 02 32 31 13 72.

■ A gauche vraiment, Pierre Van de Voorde, 12, avenue H. Boucher, 27400 Louviers, tél : 02 32 40 20 03.

■ Comptoir de la bio, 16, rue Division-Leclerc, 50300 Avranche, tél :

02 33 68 11 11.

■ Collectif citoyen normand «le nucléaire et ses déchets, non merci !», Chantal Fiol, BP 11, 61430 Athis-de-l'Orne, tél : 02 33 66 14 93.

■ Céréale, Michel Birot, 8, cours Georges-Brassens, 61600 La Ferté-Macé, tél : 02 33 37 10 19.

■ Remuer, Jean-Loup Mallet, 18, rue du Haut-Pas, 76200 Dieppe, tél : 02 35 40 20 41.

■ Label Vie, Brigitte Bultel, 20, rue de la Mairie, 76340 Fallencourt, tél : 02 35 94



83 56.

■ ARBRE, Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement, place de la Presle, 76440 Beaubec-la-Rosière, tél : 02 35 09 69 50.

■ Le Marché bio, 5, rue Saint-Jacques, 76600 Le Havre, tél : 02 35 21 23 53.

■ Défense de l'environnement, Bénédicte Noël, 6, rue de l'Eglise, 76690 Saint-Georges-sur-Fontaine.

■ Ecorefe, Régis Godfroy, ancien Presbytère, 76790 Gerville, tél : 02 35 29 97 12.



## NUCLÉAIRE

## Médias

### 14 - Calvados

■ Radio Vent du large, 3, rue Général-Moulin, 14000 Caen, tél : 02 31 74 27 23. *Radio membre du réseau des radios chrétiennes de France.*

■ Oz, association DIDEES, 15, rue Saint-Martin, 14000 Caen, tél : 02 31 86 01 66. *Journal inter-associatif local.*

■ Grain de sable, BP102, 14008 Caen cedex.

■ ACronique, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34. *Revue trimestrielle de l'association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest...*

■ TSF 98, 320 quartier Val, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 43 98 98.

■ La Maison écologique, BP 60145, 10504 Vire Cedex, tél : 02 31 66 96 49.

### 27 - Eure

■ Alternat'Eure, 28, rue de Melleville, 27000 Evreux. *Revue des Alternatifs du département.*

■ Lunes, 16, rue de la Petite-Cité, 27000 Evreux. *Revue.*

■ Radio Plus, 46, rue Maréchal-Joffre, 27000 Evreux.

■ Gavroche, Editions Floréal, BP872, 39-41, rue de la Harpe, 27008 Evreux cedex, tél : 02 32 33 22 33. *Revue bimestrielle d'histoire populaire.*

■ Fearodop c/o Denis et Virginie Boyer, 3, rue de Damville, 27240 Les Essarts. *Revue de musique électronique présentant les nouveaux artistes.*

■ Journal du bien-vivre, 7, rue de Morsan, 27300 Ternay.

■ Radio Ondes FMR, 4 ter, rue de la Victoire, 27300 Ternay, tél : 02 32 44 72 31.

### 61 - Orne

■ Village, La Caillière, 61100 La Carneille, tél : 02 33 64 01 44. *Une revue professionnelle bimestrielle qui s'intéresse au monde rural et que l'on signale pour l'importance de ses annonces gratuites de gens qui cherchent des contacts pour quitter la ville.*

■ Radio Coup de foudre, 1, rue des Halles, 61320 Carrouges, tél : 02 33 27 28 26.

### 76 - Seine-Maritime

■ Le Canard Sauvage, 7, rue du Buffon, 76000 Rouen. *Revue écologiste.*

■ Cybernetics, 59, place du Vieux-Marché, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 02 77. *Cybercafé.*

■ Globule, 35, rue de Fontenelle, 76000 Rouen. *Revue sur la santé alternative.*

■ Radio HDR 99.1 (Hauts de Rouen), Médiacité, 1, rue Petit-de-Jilleville, 76000 Rouen, tél : 02 35 89 44 21.

■ La Seine alternative, 205, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, fax : 02 35 15 22 46. *Revue locale des Alternatifs.*

■ Lithurge éditions, Christine Desfosse, 76110 Manneville-la-Goupil, tél : 02 35 55 93 31. *Milite pour la sortie du nucléaire entre autres.*

■ L'Entonnoir, maison des associations, 14, rue Notre-Dame, 76200 Dieppe. *Revue sur les requins de la côte normande, des débats sur les enjeux de société, la vie associative à Dieppe.*

■ Radio Vallée de la Lézarde, chemin d'Argile, 76133 Epouville, tél : 02 35 30 53 84.

■ Paroles libertaires, Alternative libertaire, c/o CES, BP 32, 76140 Le Petit-Quevilly. *Revue.*

■ Echappement libre, c/o A.B. BP 127, 76210 Bolbec. *Journal de la coordination anarchiste.*

■ Pourrie Normandie - la Vache folle, Association Mordicus, BP 136, 76210 Bolbec, tél : 02 35 38 97 73.

■ Atomic'Newsletter, Césium, 23, rue de Normandie, 76240 Mesnil-Esnard. *Revue antiraciste animée par le groupe musical Césium.*

■ Horizon FM, avenue Pasteur, 76360 Villers-Ecalles, tél : 02 35 91 40 01.

■ RC2 94.4, centre départemental de l'enfance, route Sahurs, 76380 Canteleu, tél : 02 35 36 34 08. *Radio pour les enfants.*

■ Fréquence Fraternité, Bellevue, chemin départemental 131, 76490 Louvetot, tél : 02 35 96 07 14.

■ Démolition c/o Fabrice Fossé, Hameau Sainte-Gertrude, 76490 Maulévrier. *Un recto-verso sur la scène musicale alternative.*

■ Lettre de Kanaky c/o Frédéric Rognon, 46, rue Flaubert, 76600 Le Havre. *Depuis janvier 1992, infos sur les indépendantistes kanaks et soutien aux initiatives non-violentes. Tirage : 100 ex.*

■ Revue d'ici, 56, rue Anatole-France, 76600 Le Havre. *Revue animée par des universitaires de la région du Havre sur les questions sociales et environnementales de la région havraise et de l'estuaire.*

■ Libertaire (le), 25, rue Dumé-d'Applemont, 76600 Le Havre.



## MÉDIAS

■ Radio Arc-en-Ciel, 207, rue Félix-Faure, 76620 Le Havre, tél : 02 35 44 27 40. *Radio membre du réseau des radios chrétiennes de France.*

■ L'Oreille cassée, c/o Laurent Laloue, 7, clos du Village, 76690 Sierville. *Fanzine sur les musiques alternatives.*

■ Le p'tit Gavroche, c/o Alexandre Estéban, 5, le Vert-Vallon, 76770 Malaunay, tél : 06 19 51 94 68. *Cette petite revue nous a particulièrement aidé pour la recherche des adresses de ce numéro. Elle se propose de collecter nouvelles adresses, changements d'adresses ou d'activités pour des remises à jour régulières.*

■ L'Insurgé Rouennais, Philippe Clochepin, appartement 322, 2, rue des Jonquilles, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray. *Initiatives militantes anticapitalistes. Premier numéro en mai 2001.*

■ On a faim, BP47, 76802 Saint-Etienne-du-Rouvray cedex. *Fanzine libertaire consacré à la musique, l'écriture, les multimédia. Publie des petits ouvrages comme «Traquedèche» «La nuit du matin», «Diary 1995»...*

■ Intranquille (l'), BP75, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville.

## Librairies

■ Le rêve de l'escalier, 14-16 rue Cauchoise, 76000 Rouen, tél : 02 35 71 18 10. *Librairie d'occasion conviviale tenue par Sylvaine et Yvan, capables de retrouver les livres épuisés même des petites maisons d'édition.*

■ L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, 76100 Rouen. *Librairie militante créée en 1998 par la Fédération anarchiste. Lieu de documentation alternative. Ouvert le mercredi et le samedi.*

■ Librairie E. Brunet, 70, rue Ganterie, 76000 Rouen, tél : 02 35 98 63 06. *Important rayon sur la critique sociale, édite elle-même certains ouvrages.*

■ Le Lotus, 49, rue d'Amiens, 76000 Rouen, tél : 02 35 07 46 34. *Tournée vers la spiritualité avec des livres proches de l'écologie comme des livres franchement ésotériques.*

■ Le Grand Livre, 52, rue Bouvreuil, 76000 Rouen, tél : 02 32 08 62 45. *Librairie organisant des soirées à thèmes :*

*contes africains, repas, musique d'ailleurs, conférences, débats et même randonnée thématique.*

■ Le Chat Pitre, 1, quai Bérigny, 76400 Fécamp, tél : 02 35 10 12 54. *Librairie essayant de sortir de la littérature trop classique. Rayon papier recyclé.*

## Livres

■ Carnets d'un naturaliste en Normandie, d'Alan Johnston, éd. Nathan. 2001, 128 pages, 8 euros. *Découverte de la faune et la flore de la vallée d'Orne à travers de très belles photos.*

■ Le cancer, un ami de passage, de Pascale Petit, éd. Espace d'un rêve (tél : 02 35 15 05 92), 1999, 12 euros. *Pascale Petit qui habite la région rouennaise a écrit ce livre pour raconter son combat victorieux contre le cancer, découvrir de son corps, de ses problèmes, loin des traitements chirurgicaux.*

■ Maisons et bois en Normandie, éd.

CAUE, 5, rue Louis-Blanc, BP 1283, 76178 Rouen cedex 1, tél : 02 35 72 94 50. *Le bois est en train de redevenir un matériau apprécié en architecture, c'est de plus une ressource locale. Des exemples de constructions dans la région.*

■ L'entretien des haies, éd. CAUE-Rouen. *Après le remembrement, les haies ont disparu de certaines parties de la Normandie. On redécouvre aujourd'hui leurs multiples vertus. Ce livre explique comment remettre en place des haies.*

## Vidéos

■ «Les Terriens» d'Ariane Doublet, éd. Quark Productions, quarkprod@wanadoo.fr. *Film sur des familles du pays de Caux au moment de l'éclipse solaire de 1999. Vibrant portrait du milieu paysan.*

■ «La Boucane» de Jean Gaumy, éd. Films Seine-Océan. *Présentation des derniers boucaniers qui préparaient les filets de harengs après le retour des bateaux de pêche.*



## LIBRAIRIE/LIVRES

■ «Reflets sauvages», de Philippe Sabine et Franck Deschandol, 2000, 26 minutes, disponible contre 15 euros (+ 2 euros de port) auprès de l'AREHN, 8, allée Daniel-Lavallée, 76000 Rouen. *Film sur les oiseaux qui vivent dans l'estuaire de la Seine... malgré la présence de très nombreuses industries. Primé au festival du film nature de Ménigoute 2000.*

## CD

■ Marée de Paradis, tél : 02 35 29 33 61. *Chants de marins de Normandie. Cinq CD disponibles.*



## Un toit pour l'écologie

Pour boucler le budget qui finance l'agrandissement de nos locaux, vous pouvez devenir copropriétaire en entrant dans le capital (dormant) de la SCI *Un toit pour l'écologie* et donc prendre des parts (à partir de 2500 F) ou nous faire des dons (qui nous permettent de prendre des parts au nom de la revue). Dossier complet sur simple demande.

## Hors-série locaux

Vous êtes nombreux à nous réclamer un numéro sur votre région ou votre département. C'est un gros travail de recherches d'adresses et nous ne pouvons le faire seul, nous avons une liste de tous les sujets à rechercher que nous pouvons envoyer à ceux qui le désirent pour qu'ils commencent à faire un inventaire local. Si nous pouvons trouver un bon nombre

d'adresses dans les annuaires, il y a des domaines qui, de Lyon, nous échappent complètement, comme la culture, les initiatives de vie collective... Une dizaine de personnes nous ont déjà demandé cette liste pour leur région (merci de nous donner de vos nouvelles). Si vous êtes plusieurs sur une même région, c'est encore mieux.

papier de meilleure qualité. Il est possible de le commander auprès de *Alternatives non-violentes*, *Galaxy 246, 6 bis, rue de la Paroisse, 78000 Versailles* au prix de 5 € (+ 2 € pour un envoi plié, +4 € pour un envoi sous rouleau).

## Index de la revue

L'Index 2001 de la revue est disponible contre 4 timbres à 3 F ou 1,83 €. Les index des années précédentes (depuis 1994) sont disponibles au même prix.

## Erratum

Suite à un problème informatique à l'imprimerie, il y a eu une curieuse répétition de textes dans les pages livres du précédent numéro. Vous retrouverez les deux critiques qui ont sauté dans ce numéro.

## Cent dates de la non-violence

Le poster sur les «cent dates de la non-violence» (sans le verso consacré au vingt ans de Silence) encarté dans ce numéro, existe séparément sur un

## Vingt ans de Silence

Il y a une cinquantaine de personnes déjà inscrites pour cet été. Il y a environ une inscription par jour... ce qui laisse penser que l'on sera plusieurs centaines à l'arrivée. La plupart des inscrits optent pour le camping et pour venir toute la semaine.



## Ça se passe comme ça chez S!lence

### Textes

Afin de moins travailler, ceux et celles qui ont accès à un ordinateur et qui nous envoient des courriers, des articles, des infos, sont invité(e)s à nous fournir le texte sur disquette. Il doit être de préférence en version word (version 5.1) pour Mac (sur PC, dans Word, ouvrir «enregistrer sous» allez dans le choix de format et choisir «sortie vers Mac»).

geons par des errata, la contestation porte plus souvent sur les idées que sur l'information elle-même. Si vous êtes en désaccord avec une analyse proposée, n'hésitez pas à prendre votre plume pour exprimer votre opinion.

### En chantier

Sous réserve de changement (actualité, défection d'un rédacteur), nous préparons pour les prochains numéros des dossiers sur la nécessaire décroissance (février), les difficultés de créer un écovillage, l'espéranto et la paix, etc. Nous attendons également les volontaires pour coordonner un nouveau dossier régional. Si vous voulez apporter votre contribution sur l'un de ces thèmes, n'hésitez à nous écrire.

### Sources de Silence

Lorsqu'une information se termine par un nom entre parenthèses suivi d'une date, il s'agit d'une revue. Lorsque le nom est précédé de «correspondance de», il s'agit de l'envoi d'une info par un lecteur, une lectrice. Lorsqu'il y a une adresse complète, il s'agit d'un texte rédigé par nos soins à partir d'une information transmise par cette adresse. Lorsqu'il n'y a rien, c'est également écrit par nous à partir de plusieurs sources.

### Courrier des lecteurs

Eviter dans la mesure du possible de dépasser une page dactylographiée, car sinon nous sommes souvent amenés à faire des coupes dans le texte. Par ailleurs, nous ne pouvons pas passer des courriers des mêmes lecteurs tous les mois.

### Photos

Nous n'avons pas les moyens d'acheter des photos à des agences. Si vous menez une action chez vous, si vous nous envoyez un texte, pensez à nous envoyer des photos.

### Dialogue

Certains sont mécontents de ce que nous publions. S'il y a parfois des erreurs que nous corri-



## Petites phrases

«Agir ? J'ai dit le principe d'incertitude inclus dans toute action pour l'humanité. Nous n'allons pas éliminer l'incertitude et l'aléa, nous allons apprendre à mieux travailler et jouer avec eux. Nous ne deviendrons pas subitement 'sages', nous allons apprendre à commercer avec notre folie, pour nous préserver de ses formes atroces (...) L'action nécessite des ardeurs répétées, des essais/erreurs ininterrompus, jusqu'à ce qu'un jour, par chance, la fécondation s'opère. Semer la vie pour nous c'est la dépense d'efforts sans nombre, mais en même temps semer peut coïncider avec s'aimer»  
Edgar Morin, «Pour sortir du XXe siècle».

«Sache que chaque visage est un miracle. Il est unique. Tu ne rencontreras jamais deux visages absolument identiques. Qu'importe la beauté ou la laideur. Ce sont des choses relatives. Chaque visage est le symbole de la vie. Toute vie mérite le respect. Personne n'a le droit d'humilier une autre personne. Chacun a le droit à sa dignité. En respectant un être, on rend hommage, à travers lui, à la vie dans tout ce qu'elle a de beau, de merveilleux, de différent et d'inattendu. On témoigne du respect pour soi-même en traitant les autres dignement»  
Tahar Ben Jelloun.

## Végétarisme



■ **Grande-Bretagne : nombreux.** 7 % de la population britannique se déclare végétarienne. 5000 personnes le deviennent chaque semaine. Les étudiants sont particulièrement concernés : ils sont 12 % à être végétariens. (*Alliance végétarienne, été 2001*).

■ **Politiciens.** Thomas Klestil, président de l'Autriche, Umberto Veronesi, ministre de la santé italien, Moritz Leuenberger, président de la Confédération suisse, Joshka Fischer, ministre vert des affaires étrangères allemand, Garon Persson, premier ministre suédois, Jean Ziegler, représentant de la Suisse à l'ONU pour les questions d'alimentation sont tous végétariens. En France, Antoine Waechter, président du MEI, mouvement écologiste indépendant, l'est également. (*Alliance végétarienne, été 2001*).

## esperanto

■ **Une parmi mille.** Selon une étude allemande de 1985, environ un millier de tentatives ont eu lieu pour créer une langue internationale depuis deux siècles. Seul l'espéranto, né en 1887, a réussi à se développer de manière durable et conséquente : à lui seul, il représente 95 % des ouvrages écrits dans une langue internationale.

■ **Langues dominantes.** Des études sur l'évolution linguistique dans le monde montrent que les langues disparaissent peu à peu. Si rien n'est fait, la tendance naturelle devrait faire que dans 300 ans, il ne resterait plus que trois langues parlées : l'espagnol, le chinois et l'anglais. Sur le plus long terme, l'anglais n'est pas sûr de gagner : l'espagnol est plus simple à apprendre. (*Espéranto-info, juin 2001*)

■ **Anglais ignares.** Au début des années 90, 23 % des bacheliers anglais choisissaient une épreuve de langue étrangère. Ils ne sont plus que 16 % aujourd'hui (essentiellement le français et l'allemand). On estime que seuls 5 % des Britanniques parlent une autre langue que la leur. C'est le taux le plus bas au monde. (*Espéranto-info, juin 2001*)

■ **Euroscola 2002.** En 2001, pour la première fois, lors de rencontres de jeunes scolaires au Parlement européen, des classes apprenant l'espéranto ont été invitées. Après Villeneuve-d'Ascq en 2001, c'est au tour d'une classe de Novalaise, en Savoie. Elle cherche des financements pour le déplacement. On peut aider en versant un chèque à l'ordre du *foyer éducatif, projet Euroscola*, et en envoyant à *Esperanto-Klubo, collège de l'Epine, 73470 Novalaise*.

## Education

■ **Bretagne : avenir de Diwan.** Les écoles Diwan avaient obtenu une certaine reconnaissance avec la sortie cet été de textes réglementaires (décrets du 31 juillet 2001) permettant aux enseignants de ces écoles d'être pris en charge par l'Etat. C'était aussi la reconnaissance de la méthode d'immersion comme méthode d'enseignement pour les langues régionales. En contrepartie, les écoles Diwan devaient se plier au fonctionnement de l'éducation nationale, ce qui ne va pas sans poser des questions. Les parents qui jusqu'à maintenant, avaient un rôle moteur, se trouvaient marginalisés. La création de nouvelles écoles se ferait selon le principe de la carte scolaire et non de la volonté d'engagement d'enseignants et de parents. Plusieurs organ-

## Agriculture biologique

■ **La bio perce au Sud.** Au Mexique, 10 000 petits producteurs de café sont maintenant en bio. En Ouganda, 7000 agriculteurs ont choisi de cultiver du coton bio. En Egypte, plus de 1000 agriculteurs sont passés en bio. Essentiellement toutefois pour répondre à des demandes du Nord.

■ **Italie : 50 000 exploitations.** L'Italie avec un million d'hectares et 50 000 exploitations est le pays européen où la bio se développe le plus vite. Elle devance l'Allemagne (450 000 ha), la Grande-Bretagne (420 000 ha), l'Espagne (380 000 ha) la France (350 000 ha), l'Autriche (267 000 ha). La taille des exploitations varie énormément : entre 4,7 ha en moyenne pour la Grèce et 143 ha pour la Grande-Bretagne. En France, la moyenne est de 37,7 ha. (*IFOAM Europe*)

■ **Lithothamne : ressource limitée.** Le lithothamne est extrait de bancs d'algues rouges calcaires. Une trentaine de bancs sont exploités en Bretagne. Il est utilisé en agriculture biologique comme complément en éléments minéraux. Mais les algues se reproduisent moins vite qu'elles ne sont exploitées et l'on assiste à une destruction des bancs. Des procédés alternatifs sont à l'étude comme le broyat de coquilles mortes. (*Symbiose, février 2001*)

■ **Pollutions difficiles à éviter.** Une étude conduite par l'INRA, Institut national de recherche agricole, Coopagri-Bretagne et l'Ecole supérieure de microbiologie et de sécurité alimentaire, financée par la région Bretagne, la direction générale de l'alimentation et Danone a consisté à rechercher les contaminants présents dans des aliments bio et non-bio. 78 pesticides, 4 métaux lourds (plomb, cadmium, mercure et arsenic), nitrates, nitrites, 11 mycotoxines (moisissures par des champignons) ont été recherchés sur 192 échantillons (94 en bio, 98 en conventionnel) prélevés sur la même commune de Bretagne : viande de bœuf, de porc, de volaille, œufs, lait, laitue, tomates, carottes, pommes, épinards, haricots verts, maïs ensilage, orge, sarrasin, blé.

Les résultats font apparaître l'absence de pesticide sur l'ensemble des produits bios, alors que des teneurs dangereuses ont été trouvées sur 19 échantillons non-bio (pomme, carotte, laitue). Les métaux lourds ont été trouvés des deux côtés : 34 % des échantillons bio et 24 % des non-bio avaient des taux de plomb trop importants ; la moitié des échantillons bio ou non-bio sont pollués au cadmium (le sarrasin est un concentrateur), quelques échantillons bio et non bio présentent une pollution à l'arsenic (carottes et épinards). 23 % des échantillons bios contiennent trop de nitrates et nitrites, 31 % des non-bio. Ce sont particulièrement les épinards des deux bords qui posent problèmes. Concernant les mycotoxines, on en retrouve tout particulièrement dans les pommes bio et dans un blé bio... A part les mycotoxines qui sont une difficulté spécifique à la bio, le reste des problèmes soulevés résulte de la pollution environnementale généralisée et montre que les agriculteurs biologiques ne peuvent faire l'économie d'un engagement plus large en faveur d'un meilleur environnement. (*Ortzadar, septembre 2001*)

■ **Calendrier des semis.** Edité depuis 1963, il donne de nombreux conseils pour tenir compte du soleil, des astres, du temps pour mener son jardin en bio-dynamie, faire des cultures sous serre ou encore abattre des arbres. Il est disponible contre 9,15 euros + 2 euros de port auprès de : *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 6800 Colmar, tél : 03 89 24 36 41*.

■ **Saône-et-Loire : bio-dynamie.** La bio-dynamie est une méthode rigoureuse d'agriculture biologique qui introduit certaines notions comme l'astrologie, l'unité du vivant... Des stages de formation sont organisés en arboriculture (16 et 17 mars pour la taille d'hiver, les 20 et 21 juillet pour la taille d'été) et en jardinage (4 et 5 mai puis 7 et 8 décembre) animé par Pierre Masson, à Château (Saône-et-Loire). *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 6800 Colmar, tél : 03 89 24 36 41*.

■ **Ardèche : potager agro-biologique.** *Terre et humanisme* organise des stages d'initiation au potager agro-biologique du 22 au 27 avril, du 29 juillet au 3 août, du 26 au 31 août. L'association organise également les 9 et 10 février une rencontre avec Emmanuel Rolland, pour découvrir comment mener des actions pédagogiques sur le terme du potager bio avec des enfants. Un stage sur l'écologie dans un jardin aura également lieu les 4 et 5 mai. *Terre et humanisme, mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01*.





## Récupération des eaux de pluie

Une brochure de 32 pages sur la récupération des eaux de pluie, son utilisation et son recyclage vient d'être réalisée. Elle étudie plus particulièrement des méthodes anciennes et actuelles sur le plateau du Larzac (à découvrir cet été en venant aux vingt ans de Silence !). Cette brochure est diffusée à prix libre sur simple demande à son auteure : [karine.lf@free.fr](mailto:karine.lf@free.fr).

nisations syndicales d'enseignants ont fait des recours en justice contre le décret, estimant que celui-ci remet en cause la notion d'école laïque républicaine. Le 30 octobre, le Conseil d'Etat a annulé les décrets en les déclarant anticonstitutionnels, la Constitution précisant la prééminence de la langue française. Le samedi 10 novembre, plus de 5000 personnes ont manifesté à Quimper pour soutenir les écoles Diwan. La situation est embrouillée : de nombreux enseignants devaient prendre leur poste à la rentrée 2002 dans les écoles Diwan après deux ans de formation spécifique dans les IUFM de la région.

■ **Savoie : Graine d'Etoile.** L'école Montessori *Graine d'Etoile* a obtenu en 2001 sa reconnaissance de l'Etat en contrat simple, alors qu'elle fête sa dixième année d'existence. Pour mieux connaître la pédagogie Montessori, elle organise du 14 au 20 jan-

vier une semaine de présentation, avec des interventions qui se passeront soit dans l'école soit dans la salle polyvalente de la commune. Elle organise également courant février des ateliers d'échanges pour les parents et adhérents sur différents thèmes comme la co-éducation, l'esprit de compétition, la cohérence entre ce qui se vit à la maison et à l'école. Elle organise enfin, une semaine sur la communication non-violente du 18 au 25 mars. Une journée portes ouvertes se tiendra le 27 avril de 14 h à 17 h. *Graine d'étoile, école Montessori, chef-lieu, 73420 Méry, tél : 04 79 63 61 77.*

## Habitat sain

■ **Rondins «bois debout».** Les constructions en rondins de bois se font traditionnellement avec des troncs couchés empilés les uns sur les autres... Il existe une autre technique, venue de Grande-Bretagne et développée encore aujourd'hui en Afrique du Sud : la construction en rondins «bois debout», c'est-à-dire en mettant côte à côte les troncs verticaux. La technique est très solide puisqu'il existe une église à Greenstead, dans l'Essex, Grande-Bretagne, construite en 842 et toujours debout. Serge Lellouch, parisien d'origine, qui a découvert la technique en Afrique du Sud, essaie de promouvoir cette technique économe d'autoconstruction en France en organisant des chantiers près de chez lui : *Serge Lellouch, Face au Risou, 05150 Moydans, tél : 04 92 66 69 09.*

■ **Rhône : l'eau du robinet.** L'association Oïkos animera une conférence sur l'eau dans la maison le mercredi 9 janvier de 14h30 à 16h30 à la Maison rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. Comment gérer l'eau en général et l'eau potable en particulier, comment en consommer moins, comment réduire la facture énergétique de l'eau chaude, etc. *Oïkos, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 94 09 65.*

■ **Rhône : visite d'une maison.** Samedi 12 janvier après-midi, Oïkos organise la visite de la maison de Mr et Mme Giraud-Ruet, route des Sapins, à Monsols. Cette maison réalisée par un cabinet d'architectes est en grande partie en bois, avec chauff-

fage solaire, toit végétalisé, intégration dans le paysage, utilisation de matériaux locaux... *Oïkos, tél : 04 78 94 09 65.*

■ **Isère : visite d'une maison en bois et paille.** Samedi 26 janvier, après-midi, Oïkos organise la visite de la maison d'Elisabeth Rigaud, 58, route du Gayat, à Champier, près de Bourgoin. Cette maison est en armature bois et remplissage paille, avec un très bon niveau d'isolation, enduit à base de chaux. *Oïkos, tél : 04 78 94 09 65.*

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.



## SEL Plus de mille dans le monde

Les SEL (ou LETS en anglais) continuent à se développer de par le monde. Plus de mille sont maintenant recensés en France (plus de 300), en Grande-Bretagne, au Canada, aux USA, en Australie, en Nouvelle-Zélande, mais aussi en Inde, au Sénégal, au Mexique, au Népal... En France, ce sont environ 30 000 personnes qui participent à ces réseaux d'échanges en monnaie virtuelle, mais si les SEL ruraux se portent bien on assiste à un certain ralentissement dans les SEL urbains (moins d'offres possibles). Pour en savoir plus : [www.selidaire.org](http://www.selidaire.org).

## Fêtes, salons, foires

■ **Maine-et-Loire : Bien-être et mieux vivre.** 2e éd. 1er au 3 février. Salle des Congrès de Saumur, 60 exposants, habitat sain, énergies renouvelables, médecine douce, environnement, producteurs bio, hygiène confort, artisanat. *Loire événements, 40, rue Beaurepaire, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

■ **Nantes : Natura.** 13e éd. 15 au 18 février, halle de la Trocardière à Rezé. 160 exposants : bio, habitat sain, énergies renouvelables, loisirs, détente. Débats sur le commerce équitable, les carburants propres, l'ostéopathie... *NGE, 18, rue Scribe, 44000 Nantes, tél : 02 51 84 94 51.*

■ **Réseau écovillages.** Après quatre ans d'existence virtuelle, le Réseau écovillages s'est constitué le 15 août dernier en fédération. Il regroupe une quinzaine d'éco-hameaux et éco-sites existant qui se reconnaissent dans cette nécessité de se relier. Le réseau est administré par des membres de ces éco-lieux et des réunions se tiendront régulièrement dans l'un ou l'autre de ces sites. *Réseau Ecovillages, centre écologique de Vaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42 (joindre un timbre pour une réponse).*

■ **Passerelles éco.** Cette petite brochure trimestrielle est une mine d'annonces pour ceux et celles qui rêvent de participer, de créer, de vivre en écovillage. 20 euros pour 4 numéros. *Association Passerelle & Co, 42, rue du Faubourg-Figuerolles, 34070 Montpellier.*

■ **Maison autonome.** Le livre «De la maison autonome à l'économie solidaire» vient d'être réédité. L'expérience concrète d'une démarche d'autonomie locale menée en Bretagne avec succès. Le livre est disponible chez les auteurs contre 20 euros port inclus : *Patrick et Brigitte Baronnet, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*



■ **Oasis en tous lieux.** Le mouvement *oasis en tous lieux* a été impulsé par Pierre Rabhi autour de l'idée du retour à la terre, de la recherche d'autonomie et de solidarité en harmonie avec son environnement. L'association *Terre et humanisme* propose des formations «initiation à la terre» pour ceux, urbains ou ruraux, qui s'interrogent sur une mise en pratique des idéaux de l'écologie. Des stages se tiendront du 8 au 13 avril, du 22 au 27 juillet et du 19 au 24 août. *Terre et humanisme, mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère,*



tél : 04 75 36 64 01.

## ■ Alpes-Maritimes : Ferme du Collet.

Le projet d'écohabitat permaculturel s'est créé l'année dernière avec à la base deux familles. Le lieu est géré par l'association Avec Cela (activités vernaculaires, écologie, cohérence, convivialité, entraide, liberté, autonomie) et fait explicitement référence aux idées d'Ivan Illich. La recherche de simplicité volontaire passe par des activités favorisant l'autonomie, utilisant des matériaux locaux, des outils durables et décentralisés et en évitant la professionnalisation. Une machine à laver fonctionne ainsi grâce à l'énergie fournie par un vélo d'appartement récupéré, un cuiseur solaire semi-parabolique permet d'atteindre la température nécessaire pour faire le pain, l'eau chaude est fournie par un tuyau noir qui passe au centre d'une parabole posée le long d'un mur bien exposé... Des arbres sont plantés dans le but de créer une forêt nourricière. Il est possible de venir rendre visite le 3e samedi de chaque mois. *Bertrand et Katia Ollivier, Françoise et Diego Arias, Ferme du Collet, 06230 La Penne, tél : 04 93 05 88 93.*

■ **Jura : Biolopin.** Le Biolopin, créé au milieu des années 80, a souffert pendant longtemps du fait que la propriété appartenait au fondateur. Depuis 1999, le passage en SCI a permis d'une part l'apport de capitaux extérieurs de personnes sympathisantes, d'autre part aux personnes présentes d'être réellement copropriétaires des lieux. L'écovillage abrite diverses activités. Une association qui



assure le lien entre les habitants, anime des fêtes, des rencontres, des débats, les visites du lieu. Une ferme-accueil qui fonctionne depuis début 2001 qui fait table d'hôtes, gîte pour quatre personnes, gère un camping pendant l'été, offre un dortoir de 6 à 8 personnes pour les randonneurs et les cavaliers, vend quelques produits de la ferme. La société Spirale créée en 1994 propose des stages d'autoconstruction, avec assistance, suivi et mise en œuvre, conseille également pour l'achat de biomatériaux, pour l'architecture d'intérieur... *Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : association 03 84 44 20 18, ferme-auberge 03 84 44 28 20, Spirale 03 84 44 29 26.*

■ **Gers : Eau vivante.** Sur 7300 m<sup>2</sup>, recherche de techniques autonomes : permaculture, énergies renouvelables, bâtiments sains, valorisation de l'eau, artisanats. Visite possible le 3e samedi de chaque mois. Nombreux stages thématiques tout au long de l'année. Fêtes aux solstices d'hiver et d'été. *Eau vivante, 322220 Saint-Lizier-du-Planté, tél : 05 62 62 05 52.*

Eau Vivante



## Rions un peu

Marie, cette année, n'a pas participé à la crèche, elle ne voulait pas que Jésus soit victime d'un curé pédophile. Joseph, lui, a demandé un congé : «J'y ai droit, depuis 2000 ans que je bosse ce soir-là. Et puis avec les 35 heures...». Le bœuf a été enlevé de l'étable : principe de précaution, à cause de l'ESB. Les Rois mages et les bergers ne sont pas venus : la région n'est pas sûre, ont-ils dit. On risquait de recevoir des pierres ou une balle perdue...

Ah ! pauvre de nous ! ne nous est resté que l'âne !

O douce nuit !... Hi-han, hi-han ! Et le Verbe se fit âne !

La religion périlicite. On a bonne mine, mes frères ! Le messie est un baudet ! et notre foi a de grandes oreilles !

Louis Lefebvre, Crèche de Noël, *Florilège, mars 2001.*



## Pauvreté

■ **Inégalités européennes.** Dans quel sens va se faire l'harmonisation européenne concernant les minima sociaux ? En Grèce, cela n'existe pas. En Italie, seules 39 villes en ont instauré un à titre expérimental (305 euros). Dans les autres pays, cela va de 930 euros au Danemark à 125 euros au Portugal, la France se situe à 398 euros.

■ **Paris : enfants des rues.** Malgré notre croissance fabiusienne, le Samu Social de Paris a accueilli en 2000 près de 3000 enfants sans abri accompagnés de leurs parents et 180 sans parents. Le double de l'année précédente. Le Samu social remarque également que la population des sans-abri est de plus en plus jeune : 33 ans en 2000. 65 % ne bénéficient d'aucune ressource, plus de la moitié n'ont pas de couverture sociale. (*Ortzadar, juin 2001*)

## Vigipirate

Lors du premier mois de la réactivation du plan Vigipirate, les arresta-

tions de sans-papiers ont augmenté, selon les pointages de la Cimade, de 76 % à Paris, de 39 % à Marseille, de 38 % à Strasbourg, de 21 % à Lyon.

Le plan Vigipirate permet aussi aux policiers de commettre des actes racistes en toute impunité.

Le 18 octobre, un Congolais de 25 ans fait l'objet d'un contrôle à Bobigny. Sourd, il présente sa carte d'invalidité. Les policiers l'auraient déchirée sous ses yeux. Après 24 h de garde à vue et de violences, il est conduit au tribunal où il est condamné pour outrage... sans qu'il puisse comprendre le jugement, n'ayant pas d'interprète en langage des signes pour lui expliquer de quoi il retourne. Le 29 octobre, en région parisienne, Salumu Sumbo, Congolais, 43 ans, père de deux enfants, est interpellé. Pour des raisons qu'une enquête devrait préciser, il est maintenu au sol, aspergé de gaz lacrymogènes et emmené au commissariat. Deux jours après, il décède.

Mohamed Taïbi, artisan taxi à Paris a été interpellé avec violence et a passé une nuit de garde à vue pour possession d'une arme de sixième catégorie. Comme tous les chauffeurs de taxi à Paris, il possédait en effet sur lui une bombe lacrymogène.

Et les policiers se plaignent d'être pris pour cible !

## Contre la double peine

■ **Nouvelle campagne.** La double peine touche les enfants d'immigrés délinquants. Ils sont d'abord condamnés à une peine de prison puis à une deuxième peine : l'exclusion, en étant souvent renvoyés dans un pays d'origine qu'ils ne connaissent pas. En 1981, une grève de la faim de trois représentants de trois religions (catholique, protestante, musulmane) permet d'obtenir la suppression de cette notion de double peine. En 1986, après le retour de la droite, la double peine est rétablie. La gauche au pouvoir depuis 1988, malgré ses promesses, ne la remettra alors plus en cause. La Cimade, soutenue par de nombreux groupes de défense des droits humains, a annoncé mi-novembre qu'elle relançait une nouvelle campagne pour l'abolition de ce principe inégalitaire. 450 000 cartes pétitions ont été imprimées et circuleront jusqu'en octobre 2002. *Cimade, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 56 91.*

## ■ Histoire de vies brisées.

Toujours engagé sur le plan social, Bertrand Tavernier vient de réaliser ce film consacré aux personnes vic-



times de la double peine. Le film est sorti sur les écrans fin novembre.

## 35 h et productivité

En 2000, malgré le passage d'un grand nombre d'entreprises aux 35 h, la marge brute de ces dernières a été en moyenne de 32,7% soit exactement la même que l'année précédente. (*Alternatives économiques, août 2001*)

### PARIS

## Justice à deux vitesses

Le 9 juin 1991, le policier Pascal Hiblot assiste dans la matinée à un hold-up au cours duquel une collègue est abattue. Le même jour, il est sur un barrage routier quand une voiture volée passe en force. Alors que la voiture s'éloigne, il tire et tue le chauffeur du véhicule Youssef Khaïf. D'abord inculpé pour homicide involontaire (délit passible de correctionnelle), il est ensuite inculpé d'homicide volontaire (crime) après la reconstitution des faits. Il bénéficie alors d'un non-lieu, mais le procureur de la République fait appel. Le procès s'est finalement tenu, dix ans après les faits, le 29 septembre. Les jurés l'ont jugé «non coupable». Un avocat a dit avoir eu l'impression d'être «dans le sud des Etats-Unis, dans les années 60, où jamais aucun jury blanc n'a condamné un Blanc pour un crime commis sur un Noir».

## Internet

■ **Mondialisation.** Parce qu'Internet s'est développé sans aucune réflexion et donc sans garde-barrière législatif, le système de liaison entre ordinateurs a favorisé les pires dérives de la mondialisation. Dans un article très bien fait, Chaïm Nissim, ingénieur en télécommunication et militant écologiste de longue date, explique dans *Contratom* les conséquences du développement du réseau. Ainsi, si la consommation d'électricité a augmenté de 8 % en 2000 en Californie, 5 des 8 % (62 %) sont dus au développement du réseau internet et à la forte concentration des hébergeurs dans la région. Internet a aussi permis la spéculation sur les bourses du monde entier. Pendant que des entreprises font du commerce réel en délocalisant la production dans les pays les moins chers, les spéculateurs multiplient les opérations virtuelles de flux de monnaie pour empêcher des bénéfices rapides : sur 5000 milliards

de dollars qui s'échangent chaque jour via les réseaux informatiques, 5 seulement sont le fruit d'un commerce réel, les autres 4995 milliards sont spéculatifs. Internet a provoqué une envolée de la spéculation. Les réseaux de télécommunication sont aussi liés à la politique des flux tendus. Ils permettent de gérer au plus près le déplacement des stocks, le plus souvent par la route, les entreprises économisant sur les hangars en stockant leurs marchandises sur les aires de repos des autoroutes. Internet a accompagné cette nouvelle façon de s'approvisionner. Internet est donc lié à une certaine mondialisation, celle des marchandises. Pour contrer ses effets néfastes, il aurait fallu légiférer, mais les Etats ont été pris de vitesse. La mesure la plus simple pour relocaliser le commerce serait une forte taxe sur les carburants. A lire dans *Contratom, septembre 2001, case postale 65, CH 1211 Genève, tél : 022 740 46 12.*

■ **Mort en ligne.** En Thaïlande, un jeune de 23 ans est mort sur son clavier d'ordinateur après avoir joué plus de quinze heures d'affilée sur Internet. Le pays connaît d'énormes difficultés dans les établissements scolaires, les enfants désertant pour aller jouer dans des cybercafés ouverts 24 h sur 24. (*Courrier international, 25 octobre 2001*)

## Free-Party Trafic de drogue

Au nom de la liberté, les députés socialistes ont renoncé à légiférer sur la question des «rave» et des «free party». Pourtant, on peut s'interroger sur qui finance ce genre de rencontres. Il faut en effet pour cela, au minimum, un camion sono (avec plusieurs millions de francs de matériel dessus), un camion portant un énorme groupe électrogène (pour fournir le courant au camion sono) et encore un camion citerne (pour fournir le fuel au groupe électrogène). Plusieurs enquêtes (notamment *Libération du 2 août 2001*) montrent qu'une telle organisation nécessite de fortes rentrées d'argent... que ne peuvent fournir les seules buvettes. C'est donc bien la drogue qui assure l'équilibre financier. Selon l'Office national des drogues, une «free party» de 30 000 personnes sur deux jours permet d'écouler pour 4 à 5 millions de francs de drogue, dont les deux tiers en ecstasy. Selon *Le Figaro* du 11 août 2001, la production d'ecstasy proviendrait essentiellement de laboratoires clandestins gérés par la mafia en Israël. Le journal rapporte que deux narco-trafiquants israéliens ont été arrêtés à New-York fin

# Mac Crado

■ **Stimulation.** Pour stimuler ses cadres, Burger King a organisé en octobre, en Floride, un stage avec différentes épreuves : casser des planches, tordre des cuillères, s'allonger sur des planches à clous et pour couronner le tout une marche sur le feu pour apprendre à bannir la peur et développer la confiance. Résultat : une dizaine de personnes se sont retrouvées à l'hôpital avec des brûlures aux pieds au deuxième et troisième degré. Plusieurs ont regagné l'aéroport en chaise roulante. (*Courrier international, 25 octobre 2001*)

■ **Maquillage.** Pour contrer la vague anti-américaine, les employés du MacDo de Djakarta ont revêtu la coiffure traditionnelle islamique, voile pour les femmes, peci pour les hommes. (*Canard enchaîné, 25 octobre 2001*)



juillet en possession de 200 kilos d'ecstasy, soit un capital au détail de 300 millions de francs.

## Publicité

■ **Petite phrase.** «Quel est le processus qui amène à acheter des objets dont nous n'avons pas besoin. La première étape est de convaincre les gens qu'ils sont malheureux afin qu'ils désirent améliorer leur sort, puis d'apporter un objet ou un service pour remplir ce triste vide. Cette vérité n'est jamais présentée de manière aussi crue : le travail d'un publicitaire est de rendre les gens malheureux». Douglas Rushkoff, directeur d'*Adbusters, Casseurs de pub, novembre 2001.*

■ **Belgique : résister à la publicité.**

Entre 1993 et 2000, les dépenses pour la diffusion de publicités dans les médias ont augmenté de 75 %. Il existe toutefois différents moyens de se protéger de la publicité : autocollants officiels pour boîtes aux lettres, inscription à la liste Robinson (plus d'appel téléphonique, plus de courriers publicitaires), possibilités de déposer plainte dans certains cas... Tous les renseignements sont disponibles auprès du Réseau éco-consommation, rue de Montigny, 29, B 6000 Charleroi, tél : 0032 71 300 301 ou [www.ecoconso.org](http://www.ecoconso.org).

■ **Belgique : tramway désinfecté.**

Un usager excédé de voir un tramway entièrement recouvert d'une publicité géante transformant le véhicule en boîte d'aliments à chat, a réussi à entièrement enlever la publicité avant d'être interpellé. Pour avoir refusé d'être assimilé à une croquette pour chat, il a été lourdement condamné (*Le Publiphobe, novembre 2001*)

■ **Taxe sur les prospectus publicitaires.** Véritable serpent de mer, un projet de taxe style éco-emballages, est en discussion au niveau du ministère de l'environnement pour obliger les diffuseurs de publicités dans les boîtes aux lettres (42 kilos en moyenne par an et par boîte !) à participer aux frais de recyclage. Contact au ministère : [melanie.molin@environnement.gouv.fr](mailto:melanie.molin@environnement.gouv.fr).

■ **Mauvais plan.** Excédée par la publicité qu'elle recevait dans sa boîte aux lettres, une personne a renvoyé les publicités aux expéditeurs... en glissant sous le plastique du sucre en poudre. Mauvais plan : il a écopé d'un mois de prison.



Keep your brain clean®

# Liberté 0 %

Il suffit que la situation internationale se crispe pour que renaissent à chaque fois des projets liberticides. Après le 11 septembre, devons-nous choisir notre camp ?



Une revue comme la nôtre aura-t-elle encore la moindre chance d'être publiée dans un avenir proche ? Silence condamné au silence ? Et en même temps, toute autre forme de liberté d'expression ou, peut-être, de liberté ? Dans des pays en régime totalitaire ? Mais non, chez nous et partout dans le monde. Mes points d'interrogation risquent de devenir chacun un point final d'ici peu. Avec la mode de l'allégé, on peut presque imaginer une pub pour la «ligne unique, liberté 0 %».

Le nombre des prémisses concordantes est inquiétant. Après le 11 septembre, George W. Bush l'a dit, tous les pays qui ne se rangent pas nettement derrière les Américains (1) dans le conflit actuel seront considérés comme des ennemis (la neutralité reconnue, c'est fini), ainsi que les mouvements qui critiquent la politique américaine (comme là-bas, ils ont toujours la peine de mort, j'y risquerai ma peau en écrivant pour Silence et vous à le lire).

Sans faire dans l'anti-américanisme primaire (pourquoi ne parle-t-on jamais d'américanisme primaire ?), il y a de quoi s'insurger. Le gouvernement français, lui, n'a pas bougé. Devise nationale, droits humains, au rebut tout ça. Le gouvernement «socialiste» a proposé, en octobre, sous prétexte de sécurité, des décrets bien restrictifs, du genre six mois de prison et 7500 euros d'amende pour les personnes formant un groupe dans la rue (2). D'autres, sous couvert de démarches administratives, visent de fait l'interdiction des rave-parties et autres fêtes improvisées. Il est certain que bavarder sur le trottoir, avec

quelques voisins met le pays en danger et que des jeunes qui préfèrent s'éclater, de temps en temps, avec leur musique, dans des zones peu habitées, plutôt que de payer cher en boîte (oui, une boîte, c'est un conditionnement) sont des terroristes.

Avec tout ça, le renforcement du contrôle international du net est prévu, bien évidemment.

On pourrait penser que dans ce bel élan protectionniste, les mesures les plus élémentaires pour la sécurité seront prises en priorité, mais non. Offrir un gilet pare-balles à chacun de nos policiers, ça coûterait beaucoup trop cher à l'Etat, lequel préfère parler de fabriquer un nouveau porte-avions nucléaire.

Il paraît qu'aux Etats-Unis, l'an dernier, deux élèves ont été condamnés à un jour de prison pour avoir refusé de regarder en cours un programme télé bourré de publicités (3). En France, alors que la loi l'interdit, la publicité s'insinue tout doucement dans les écoles grâce à de généreux mécènes. Pas encore une «obligation scolaire», mais qui sait ? Car l'OMC, Organisation mondiale du commerce, veille sur nos chers petits consommateurs. Après tant de marchandisations réussies, elle s'intéresse beaucoup à l'éducation.

Et l'idée démoniaque de breveter le vivant, vous l'auriez crue possible, il y a seulement dix ans ? Un chef indien disait, en 1894 : «Comment peut-on vendre ou acheter le ciel, la chaleur de la terre ? Cela nous semble étrange. Si la fraîcheur de l'air et le murmure de l'eau ne nous appartiennent pas,

comment peut-on les vendre ?». Vous savez comment et par qui les Indiens ont été exterminés. Est-ce que l'ensemble du monde, aux mains des descendants des exterminateurs, va subir le même sort ? Si l'extermination est une question de gênes...

Nous vivons dans une société Terminator.

Madeleine Nutchey ■

(1) Les habitants des Etats-Unis se considèrent comme les seuls Américains. Les Chiliens, Brésiliens, Mexicains ou Canadiens ne sont manifestement pas dignes d'être sur le même continent.

(2) Ceci est absolument anti-constitutionnel : la Constitution de 1958 reconnaît explicitement le droit de manifestation. Mais le gouvernement fait entrer cela dans le cadre du plan Vigipirate, en oubliant de préciser que ce plan a été déclenché en 1991 et n'a jamais cessé d'être appliqué depuis. Nous vivons donc avec des lois d'exception depuis maintenant dix ans !

(3) Selon «Le livre noir de la publicité» de Florence Amalou, éd. Stock.

*Avec la mode de l'allégé, on peut presque imaginer une pub pour la «ligne unique, liberté 0 %».*





## Du côté des Verts

### ■ Sympathie en baisse.

La Sofrès publie régulièrement les bonnes ou mauvaises opinions concernant les partis politiques. Alors que les Verts depuis quelque temps étaient toujours crédités d'une bonne avance d'opinions positives, les querelles et magouilles ayant conduit à la nomination de Noël Mamère pour les élections présidentielles ont provoqué une chute des «bonnes opinions» en novembre, les «mauvaises» passant devant pour la première fois depuis mars 1999. En juillet 2001, 58 % des gens disaient avoir un avis favorable sur les Verts contre 34 % défavorables. En novembre, 45 % ont encore un avis favorable contre 46 % défavorable.

### ■ Renoncement à la non-violence ?

Noël Mamère, candidat irrévocable des Verts aux prochaines élections présidentielles a déclaré dans *Le Vrai papier journal* de novembre 2001 : «Les Verts ne peuvent plus se contenter d'incantations pacifistes et non-violentes». Bien sûr, les adhérents des Verts ont sans doute été consultés...

### ■ Soutien à l'intervention armée.

Le gouvernement de Schröder a demandé au parlement allemand, le 16 novembre, de voter en faveur de l'envoi de troupes allemandes en Afghanistan. Cela signifierait que pour la première fois depuis 1945, hors des missions de l'ONU, l'armée allemande interviendrait en dehors de ses frontières. Plusieurs députés Verts allemands ayant annoncé leur intention de voter contre, en accord avec les positions de leur parti, une vaste campagne de pression s'est engagée, avec le soutien du ministre vert des affaires étrangères, Joschka Fischer. C'est alors que Cohn-Bendit est intervenu en France pour demander aux Verts français de soutenir la position de Joschka Fischer. Ce dernier a ainsi obtenu une lettre signée de Noël Mamère et Dominique Voynet appelant les Verts allemands à soutenir l'effort de guerre de l'Allemagne. Ceux-ci ont voté pour à quatre exceptions près. Une telle lettre marque un retournement complet de la position des Verts français. Bien sûr, les adhérents des Verts ont sans doute été consultés...

### ■ Hostilité aux armes nucléaires.

Alors que l'année dernière, les Verts n'avaient pas pu prendre la parole pendant le débat sur le budget de la défense, ils sont cette fois intervenu pour contester l'importance de ce budget et en particulier rappeler leur hostilité à la dissuasion nucléaire. Ils ont voté contre le budget.



## Pierre Rabhi candidat ?

Brice Lalonde est totalement discrédité. Corine Lepage roule clairement pour Chirac. Noël Mamère roule clairement pour Jospin. Les Verts se sont totalement ridiculisés. Antoine Waechter ne passe plus la rampe et ne semble pas pouvoir réunir le nombre de signatures d'élus nécessaires... La parole écologiste sera-t-elle absente du scrutin présidentiel ?

Certaines personnes, militantes de longue date dans l'écologie, ont lancé, début novembre, un «appel pour l'insurrection des consciences» affirmant que «l'élection présidentielle doit être un temps fort du débat sur l'avenir que nous voulons choisir pour nous et pour nos enfants» (...) «la crise actuelle est d'abord une crise de l'homme dans son rapport au monde» et il faut, selon la formule d'Albert Jacquard «grandir en humanité». C'est pourquoi, ces personnes ont recherché «une personne qui, par son authenticité, son rayonnement, son engagement et son charisme puisse créer un électrochoc comme le fit René Dumont en 1974». Des contacts ont été pris avec Pierre Rabhi dont vous avez pu lire un texte dans notre numéro d'octobre (sur la vache folle). Pierre Rabhi, d'origine algérienne, ancien ouvrier dans l'industrie automobile, a, avec sa femme, fait le retour à la terre après 68. Installé dans les Cévennes, il pratique l'agriculture biologique sur un terrain pauvre. Ceci le conduit à reprendre contact avec l'Afrique pour leur proposer d'adopter les mêmes méthodes de culture. Il initiera, notamment au Burkina Faso, toute une filière agro-écologique basée sur le compost. Il écrit alors plusieurs ouvrages sur sa philosophie du monde. Ces ouvrages connaîtront un grand succès dans le milieu écolo et il devient rapidement un conférencier apprécié. La candidature de Pierre Rabhi serait non seulement une candidature en harmonie avec les idées écologistes, mais également un message d'espoir fort pour les générations de jeunes des banlieues. Si cette candidature vous paraît intéressante, vous pouvez contacter *l'Appel pour une insurrection des consciences*, BP 15, 44640 Saint-Jean-de-Boiseau, [nouvellere@republiqua.fr](mailto:nouvellere@republiqua.fr).

## RENNES

### Plumes rebelles

Amnesty international organise le deuxième salon sur ce thème les 2 et 3 février à la Halle Martenot, à Rennes. Ouvert à toutes les formes d'écriture, roman, essai, poésie, théâtre, revues... ce salon littéraire se

## Marchandisation du monde

■ **Petite phrase.** «L'acharnement des gouvernements contre les opposants à la mondialisation libérale s'explique par l'ampleur croissante de son rejet dans les opinions publiques. D'où la tentative de caractériser les contestataires comme 'génétiquement' violents. A la manière de l'URSS d'antan, où les dissidents étaient censés relever de l'asile psychiatrique» Ricardo Petrella, *Le Monde Diplomatique*, août 2001.

■ **OMC et ventes d'armes.** La capitale du Qatar, Doha, où se tient la prochaine réunion de l'OMC, est célèbre dans le monde entier pour accueillir, en alternance avec Paris, le salon Milipol, salon des armes légères pour les militaires et les policiers.

■ **Qatar : Greenpeace contre l'OMC.** Greenpeace a réussi à obtenir l'autorisation de faire escale avec son bateau *Rainbow Warrior* à Doha, pendant toute la tenue de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce. Le bateau a ainsi pu accueillir les médias internationaux qui ont pu venir discuter avec les témoins de la libéralisation du commerce, venu des cinq continents, en liaison avec le contre-sommet organisé... à Beyrouth.



■ **Qatar : filtrage des opposants.** Seule une cinquantaine de représentants des organisations anti-marchandises a pu se rendre devant l'hôtel où se tenait la conférence de l'OMC. Pour la France, étaient présents José Bové et Susan George. Seules des conférences de presse ont été autorisées dans un pays où le droit de manifester n'est pas reconnu.

■ **Davos 2002.** Le sommet des 1000 dirigeants de la planète devait se tenir à Davos, station de ski en Suisse, du 31 janvier au 5 février. Des manifestations étaient en cours de préparation. Les autorités suisses viennent de demander aux organisateurs d'annuler le sommet. Voir sur internet : [www.davos.indymedia.org](http://www.davos.indymedia.org).

■ **Taxe Tobin.** Les députés français ont adopté le 19 novembre le principe d'une taxation sur les transactions d'actions et de devises, sous réserve qu'elle soit mise en place au niveau de l'ensemble des pays européens. Rappelons que cette taxe dite Tobin, mise en avant par le mouvement Attac devait initialement permettre de lutter contre la faim dans le monde, ce qui n'a pas été repris dans le projet de loi. Enfin, rappelons qu'enlever un petit pourcentage des bénéfices que font les spéculateurs n'est pas combattre la spéculation.

■ **Attac : interpellation des candidats.** Le 19 janvier prochain, Attac diffusera massivement un quatre pages de propositions pour une nouvelle vision de l'économie. Ce document sera envoyé à tous les candidats aux présidentielles et législatives et des actions seront menées pour leur demander de prendre position. Attac, 6, rue Pinel, 75013 Paris, tél : 01 53 60 92 40.

## Louise Michel

Louise Michel, égérie de la Commune de 1871, à Paris, surnommée «la vierge rouge», fut déportée en Nouvelle-Calédonie. Victor Hugo et Georges Clemenceau restèrent ses amis fidèles. Elle écrivit alors poésie et littérature. Un spectacle sur cette

veut un lieu d'échanges et de confrontation d'idées, dans la convivialité. Quatre tables-rondes sont organisées : Les mots, instruments de liberté ; écrire contre l'oubli ; écrits de femmes ; la parole poétique. *Amnesty international*, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 33 76 33.

militante anarchiste a été monté l'été dernier, avec trois actrices, à l'occasion du festival d'Avignon. Le spectacle peut être présenté à la demande. *Compagnie Humbert, Théâtre de la Madeleine, rue Jules-Lebocey, 10000 Troyes, tél : 03 25 73 98 73.*

## ORLÉANS Développement durable et politiques urbaines

L'association 4 D (Dossiers et débats pour le développement durable) organise des journées nationales du dévelop-

pement durable au centre de conférences d'Orléans, le vendredi 11 et le samedi 12 janvier sur le thème «développement durable et politiques d'agglomération, politiques urbaines et citoyenneté». Les débats porteront entre autres sur les enjeux du nouveau Sommet de la terre prévu à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2002. *Caroline Chardel, association 4D, 7, impasse Charles-Petit, 75011 Paris, tél : 01 44 64 74 94.*

## Sciences et techniques

Dans son numéro 5, *L'Ecologiste* publie un dossier extrêmement consistant sur les raisons de la contestation des sciences et techniques. A quoi servent les

OGM, le clonage, le nucléaire, les nouvelles technologies ? Pourquoi la technique devrait-elle remplacer l'homme ? Pourquoi fabrique-t-on des produits prévus pour se dégrader rapidement ? Le dossier rappelle des contestations plus anciennes (Les Luddites, Jacques

Ellul...) et conclut en invitant à viser la simplicité volontaire. 50 pages d'analyses complétées par une trentaine de pages de chroniques. Le numéro 6, 10 euros. *L'Ecologiste, 25, rue de Fécamp, 75012 Paris, tél : 01 46 28 70 32.*

## PARIS Réseau écolo-libertaire

Après une première réunion à Lyon, le 4 novembre, qui a réuni une cinquantaine de personnes toutes convaincues de l'échec des Verts comme structure pour faire de la politique autrement, une deuxième réunion se tiendra à Paris les 26 et 27 janvier, au local des Alternatifs, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Le samedi, le débat portera sur les alternatives possibles, le moyen de les développer, le rôle de ses alternatives dans la redéfinition d'un projet de société. Cette journée sera animée par des personnes de Longo Maï, une coopérative de vie qui a plus de 30 ans d'expérience. La deuxième journée portera sur les moyens à mettre en place pour travailler en réseau tout en respectant la diversité des approches. Renseignements et inscriptions soit par télécopieur : *Christian Sunt, 04 95 24 60 22* soit par e-mail : *stephane@lavignotte.org.*

## Annonces

### Entraide

■ **Algérie.** Le sud de l'Algérie, bien qu'éloigné des zones d'attentats, est éprouvé par la diminution du tourisme et une sécheresse persistante. Un disque de soutien, de musique touareg est vendu en soutien à des organisateurs de voyage aujourd'hui en manque d'activité. Ce disque de 17 titres est disponible contre 14,5 euros (port compris) auprès de *Arts et Cultures du Monde, 24, rue de Paris, 60200 Compiègne, tél : 03 44 20 24 65.* Ceux qui veulent faire un voyage «éthique» dans le sud de l'Algérie peuvent directement contacter Abdou Borgi : *essendilene.touareg@wanadoo.fr.*

■ Les néo-ruraux alternatifs courent s'installer dans le sud-ouest de la France selon sondages et reportages (VSD, Terre Sauvage, Village). Je souhaite séjourner dans des lieux à l'ambiance jeune et conviviale pour participer à jardin bio, artisanat, volailles, travail de la terre par traction animale. *Thierry, 36 ans, tél : 04 66 82 21 47 après 19 h.*

■ **Jura.** Ferme en biodynamie dans le haut Jura, 15 vaches laitières, transformation et vente, cherche personne en vue de remplacer l'un des trois associés. *Tél : 03 84 41 61 42.*

■ Jeune maman avec deux enfants (4 et 7 ans) cherche une femme seule ou avec un enfant pour «alléger» les tâches de la vie quotidienne. Bio-végétarienne, aimant la vie à la campagne et les animaux. *Tél : 05 46 06 11 26.*

### Vivre ensemble

■ Envisageant une tentative de «vivre ensemble» tout en gardant les libertés individuelles, dans un lieu autogéré par plusieurs copains-copines, nous sommes à la recherche de ce lieu communautaire, c'est-à-dire une petite propriété comprenant des bâtiments et du terrain cultivable avec eau d'irrigation, au sud d'une ligne Bordeaux/Valence. *Contact par tél : 04 66 75 06 86.*

■ **Isère.** Je cherche une ou deux personnes (autonomes mais d'esprit solidaire) pour partager location de maison à la campagne aux environs de Grenoble, avec logement(s) en partie indépendant(s). *Tél : 04 76 84 53 69.*

■ L'éco-site *Carapa, Vaugran, 30480 Saint-Paul-Lacoste, tél : 04 66 30 13 42,*

cherche un prêt de 12 000 F remboursable en douze mensualités pour l'achat d'une micro-turbine hydraulique.

■ Berger de 51 ans cherche compagnon pour partager vie très rustique auprès de 100 brebis de plein-air, loin des sentiers battus. Ecrire à *J. M. Follet, 11300 Festes.*

### Recherche

■ Gérard, 39 ans, aimant la campagne et la nature, désire travailler dans une ferme loin des villes polluées. Ai de l'expérience en maraîchage et suis prêt à apprendre tout autre travail agricole contre hospitalité. *Tél : 04 76 68 66 08, répondeur, laisser message si absent. Merci !*

■ **Toulouse.** Jeune maman (27 ans) avec nourrisson cherche logement sur Toulouse à partir du mois de février. Aimerais échanger services contre logement. Je reste ouverte à vos propositions au *02 35 88 84 43* (exemple : logement contre aide à personne âgée, contre entretien d'une petite maison...), e-mail : *juliettadelso@yahoo.fr.*

■ **Enfants végétariens.** Souhaitons contacter personnes intéressées par la création d'une petite école pour enfants végétariens (cantine bio et végétarienne). Contactons enseignants (Steiner et Décroly), cuisiniers... Cherchons grand domaine si possible en région montagneuse. Dons divers bien venus. *Mahé, 7, rue du Commerce, 79160 Coulonges.*

■ **Drôme.** Association de développement culturel en milieu rural cherche à développer des camps itinérants en roulotte pour jeunes de 10 à 15 ans. Nous cherchons des témoignages de personnes ayant déjà monté un tel projet, pour conseils sur la législation, l'organisation, etc. Nous cherchons aussi des roulottes, chevaux et accompagnateurs équestres (rémunérés). Merci de contacter *Marie Le Roy, La Cour, 26300 Meymans, tél : 04 75 25 17 61.*

■ Nous cherchons en location ou en vente dans régions sud-Aquitaine, Midi-Pyrénées, Ardèche/Aveyron, une propriété agricole avec possibilité de développer des chambres d'accueil (5 à 8 personnes). Payans ou anciens gîtes d'accueil, colonies de vacances, avec du terrain agricole (5 à 8 hectares) pour petits élevages et maraîchage bio. Notre projet est de créer un lieu de

vie familial avec accueil temporaire pour des personnes handicapées (autistes, mentaux) de tous âges. Cette communauté de vie vivra dans le respect des êtres vivants et de la nature. *Remy et Margot Aubert, 6, chemin des Tareaux, 25160 Les Grangettes, tél : 03 81 69 62 62.*

■ **Paris.** Couple de marionnettistes, habitant à la campagne, à 35 km de Paris, cherche jeune fille pour garder leurs deux enfants (fillette de trois ans et nouveau-né) et les suivre dans les tournées. La personne doit être disponible à partir de début janvier 2002 jusqu'en juin 2002. Nourrie, logée, salaire mensuel net : 2000 F. *Tél : 01 60 03 04 78.*

■ Cherche brochure «Ortie, mon amie» qui accompagnait une exposition du même nom de Dominique Dion. Rembourse les frais de photocopies et d'envoi. *J. Claisse, 8, rue Blaise-Pascal, 33800 Bordeaux, tél : 05 56 94 53 10.*

■ **Bretagne.** Cherche en occasion des panneaux solaires, une éolienne pour pomper de l'eau, une éolienne pour de l'électricité, 4 m2 de verre double vitrage, une porte vitrée, une véranda démontable de 10 à 18 m2, des ardoises, des crochets pour les fixer, des gouttières, de la laine de mouton ou du chanvre pour l'isolation, un abri démontable, des tôles ondulées, du plancher, du bois de charpente, des fenêtres en double vitrage, des échelles de meunier, du carrelage, éventuellement d'autres matériaux. Paiement en espèces ou en J.E.U. *Tél : 02 99 07 86 69 Alexis Robert.*

■ Cherche le livre de Joseph Orszagh épuisé depuis peu «Pluvalor et Traiselect» aux éditions La Maison autonome. *Christian Rome, 17, rue des Frênes, 86000 Poitiers, tél : 05 49 57 07 39.*

### A vendre

■ **Ariège.** vends, 700 m alt., dans hameau, maison 100 m2, pierre, matériaux sains, cheminée, chauffage central bois, terrasses est et sud, jardin 500 m2, belle vue, 9200 euros, *tél : 05 61 64 56 61.*

■ **Maine-et-Loire.** En 1983, l'association *Sentiers de l'écoévolution* s'installe à l'Eveil (45 km d'Angers, 20 km de Cholet) dans une campagne vallonnée et bocagère, sur un espace privé. Elle y réalise un accueil de stages de sophrologie, yoga,

espéranto, reiki, etc. Elle y pratique l'accueil de personnes en difficulté : sortants de prison, toxicomanes, etc. Aujourd'hui, pour différentes raisons, l'association cesse ses activités. Le propriétaire des lieux, impliqué dans l'association, désire vendre une partie des bâtiments existants à des personnes qui auraient une activité similaire. Sont en vente : une grande salle en pierre de 98 m2 (grange), une salle vitrée de 50 m2, un atelier de 81 m2, un garage en pierre de 59 m2, une maisonnette en pierre de 35 m2, un terrain arboré avec un puits d'environ 1 hectare plus d'autres bâtiments en pierre à restaurer de 100 m2 environ. La vente se fera préférentiellement avec une association ou une communauté désirant créer soit un lieu de vie d'accueil ou un lieu alternatif ou un lieu spirituel dans un esprit humaniste et ouvert. L'ensemble est estimé à 430 000 F maximum, hors frais. Trois capteurs solaires, un ballon de 200 litres et un vase d'expansion sont également en vente pour 3000 F. *L'Eveil, La Poitevinière, 49510 Jallais, tél : 02 41 70 06 38.*

### A louer

■ **Hautes-Alpes.** Loue appartement F3 dans village à 1760 m d'altitude, de décembre à juin, à la semaine (1500 F) ou week-end (500 F) ou au mois. Toutes charges comprises. *Anne de Bellefon, rue du Clos, 05460 Le Roux-d'Abriès, tél : 05 62 95 21 63.*

**Gratuites :** Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

## Petites phrases

«Le véritable courage consiste à dénoncer les crimes commis par son propre camp et non ceux commis par l'adversaire»

Bertrand Russel.

«Un petit groupe d'hommes [...] travaillaient sous mes ordres [à Alger]. Ils avaient la qualité la plus importante à mes yeux le patriotisme. [...] C'est vrai : nous étions un escadron de la mort [...] En Indochine, je n'avais rien fait de tout cela. J'étais sous les ordres de Bollardière, et, avec lui, il n'en était pas question. Je l'aimais et l'admirais beaucoup».

Général Paul Aussaresses, *Le Monde*, 3 mai 2001.

## ARMES BIOLOGIQUES

### Réticences des USA

Alors que les USA sont victimes d'enveloppes piégées au charbon, ils ont annoncé, le 19 novembre, en ouverture d'une réunion internationale sur la convention de 1972 interdisant les armes biologiques, leur opposition à ce qu'un contrôle international puisse se faire sur leur territoire. Alors que les USA critiquent régulièrement les «Etats terroristes», ce refus sonne comme un aveu.

## INDE

### Perspectives gandhiennes

Un colloque se tiendra du 7 au 9 février à Thiruvananthapuram, dans le sud de l'Inde autour de l'actualité de la pensée de Gandhi, en ce début de siècle. Au programme : redéfinir le rôle des religions, promouvoir l'égalité économique, sociale et de genre, évaluation du rôle des brigades de paix... *Jacob Pulickan, Center for Gandhian Studies, University of Kerala, Trivandrum-34, Kerala, Inde, tél : 91 471 305 663, e-mail : cgsku@rediffmail.com.*

## RÉPUBLIQUE SERBE

### Pollution persistante

Les bombardements de la République serbe, en 1999, pour «sauver» le Kosovo ont provoqué d'énormes dégâts dans l'industrie chimique du pays. Selon une étude publiée par le Centre régional d'environnement pour l'Europe centrale et orientale,

# Contre la guerre



■ **Combien coûte la guerre ?** Le coût de fonctionnement d'un seul bombardier B-2 américain est de 15 000 euros de l'heure. Le Pentagone indique que pour les deux premiers mois du conflit, les dépenses ont déjà atteint 2,3 milliards d'euros pour les seuls USA. Le coût va en croissant au fur et à mesure que de nouvelles unités militaires se déploient autour de l'Afghanistan. Ces frais sont les frais supplémentaires et ne tiennent pas compte des frais habituels de fonctionnement du matériel et des hommes mobilisés. La France n'a donné aucun budget, mais a seulement indiqué son niveau de mobilisation. Fin novembre, il y avait 2000 militaires engagés dans le conflit, l'arrivée en décembre du porte-avion Charles-de-Gaulle doublera ces effectifs (s'il ne tombe pas en panne comme à son habitude).

■ **Printemps douloureux ?** La solution démocratique ne semblant pas être envisagée en Afghanistan, on peut s'attendre à ce que les Etats-Unis poursuivent leur présence sur place jusqu'au démantèlement des réseaux Al Quaida. Mais ensuite ? L'alliance du Nord est hétéroclite et la principale composante autrefois représentée par Massoud ne pèse pas plus de 20 % dans la population. Les Talibans seront toujours là dans le Sud du pays et après le retrait prévisible des Occidentaux (pour cause de budget limité), tout indique que les conflits pourraient se poursuivre... le retour des Talibans au pouvoir n'étant pas exclu. Le conflit pourrait déborder au Pakistan où 95 % de la population était opposée au soutien aux USA.

■ **Nombre de victimes.** Le nombre de victimes aux USA est sans cesse revu à la baisse. Fin novembre, il n'y avait plus qu'environ 2700 morts à New-York. Nul doute, que ce nombre est déjà dépassé en Afghanistan.

■ **New-York : pollution à l'amiante.** Les deux immeubles, construits dans les années 70, avaient leurs structures métalliques enrobées d'amiante. L'immense nuage de poussière qui

s'est étalé dans Manhattan était donc bourré de particules cancérigènes. Parmi les sauveteurs, les cancers du péritoine risquent d'être nombreux.

■ **USA : les gros raflent la mise.** Le gouvernement a débloqué 100 milliards de dollars début novembre pour venir en aide aux victimes des attentats du 11 septembre. L'éditorialiste du *New-York Times* s'étonne de la destination de ces aides : alors que plusieurs centaines de milliers de personnes suivent un traitement psychologique à New-York et dans le pays, c'est IBM qui profite le plus de la manne (1,4 milliard) devant General Motors (800 millions), General Electric (670 millions)... Les grandes entreprises avaient déjà bénéficié d'une baisse des impôts d'un total de 2000 milliards de dollars au début de l'année. (*Courrier international*, 8 novembre 2001)

■ **Envoyer des livres pas des bombes.** Mohsen Makhmalbaf, auteur iranien du film *Kandahar* dans une interview accordée à *Imagine*, revue écologiste belge (novembre 2001), rappelle qu'avant l'arrivée des Talibans au pouvoir en Afghanistan, la situation était déjà catastrophique : 80 % des hommes et 95 % des femmes n'ont reçu aucune éducation scolaire. «L'intégrisme est un microbe qui se nourrit de la misère et de l'analphabétisme». La violence n'est pas une réponse : «La violence amène la violence. Il faut régler le problème économique et éducatif du pays. Si les

gens restent affamés et non éduqués, le danger sera toujours présent. Si, depuis vingt ans, le monde avait envoyé des livres et non des bombes, semé du blé au lieu des mines, l'Afghanistan n'en serait pas là. (...) J'ai entendu que le premier soir des bombardements, deux millions de dollars de bombes avaient été largués. Vous imaginez si ça avait été deux millions de dollars de livres et de pain ? Pendant le tournage, nous avons ouvert une école pour cent filles à la frontière. Cela nous a coûté 1500 dollars».

■ **Armes françaises.** Après l'arrivée de l'Alliance du Nord à Kaboul, dans des locaux suspectés d'appartenir à l'organisation de Ben Laden, six missiles ont été retrouvés abandonnés. Ces missiles étaient d'origine française. En 1991, les USA avaient détruit les installations nucléaires irakiennes, installations fournies par la France. A part ça, nous soutenons sans rire la lutte contre le terrorisme.

■ **Londres : manifestation pacifiste.** Environ 20 000 personnes ont manifesté à Londres, le 18 novembre, contre la guerre, malgré l'évolution de la situation en Afghanistan. De nombreux élus socialistes, déçu de l'attitude de Tony Blair, étaient présents dans la manifestation pour affirmer que remplacer une tyrannie féodale par une autre n'est pas une solution.

■ **Italie : échec de Berlusconi.** Devant la multiplication des manifestations pacifistes, le chef d'Etat italien a appelé sur les chaînes de télévision à une manifestation de soutien aux Etats-Unis. Les pacifistes qui n'ont pas accès aux grands médias, ont organisé un contre-manifestation. Le 10 novembre, selon la police, il y avait 40 000 personnes derrière Berlusconi et son gouvernement... et 70 000 de l'autre côté de la ville pour demander l'arrêt des bombardements. Les observateurs ont également noté l'absence totale de jeunes dans le défilé gouvernemental. Enfin, un sondage réalisé le même jour confirme que 44 % des Italiens sont pour l'arrêt des bombardements, 36 % pour et 20 % sans opinion.

Rome - manif antiguerre le 10 novembre.



## Gros textes

Gros Textes est une revue poétique qui de temps en temps collabore avec la revue antimilitariste Rire pour des recueils sur le thème de l'armée. Ainsi, dans le numéro 31, on peut découvrir des textes comme celui-ci de Pierre Zeidler :

«Hier matin, j'ai reçu un télégramme de la Marine nationale m'annonçant la réquisition immédiate de notre baignoire pour les manœuvres annuelles des sous-marins nucléaires.

Je l'ai aussitôt remplie d'eau fraîche et j'ai rangé notre pingouin bleu et ses canards jaunes dans l'armoire de toilette.

A midi, tout l'état-major en tenue d'apparat est venu s'inviter pour l'apéritif en me remerciant chaleureusement pour ma contribution spontanée à la défense du territoire. Heureusement, il me restait un fond de lait tiède du petit-déjeuner et j'ai réussi tant bien que mal à remplir une dizaine de verres.

Lorsque ma femme est rentrée, nous avons préparé une omelette au lard après quoi tout le monde est reparti repu et content.

Au milieu de la nuit, un navire de Greenpeace a été coulé par deux sous-marins. Tous les locataires sont venus se plaindre et nous avons eu beaucoup de mal à leur expliquer la situation.

Ce matin, le voisin du dessous a repêché deux rescapés au fond de son lavabo alors qu'il était en train de se raser et une heure plus tard, deux agents des services spéciaux sont venus les arrêter.

A l'heure qu'il est, tous les lavabos de l'immeuble sont sous haute surveillance et les journalistes cernent le pâté de maisons.

Impossible d'aller au cinéma cette semaine encore !

Que va-t-il se passer la semaine prochaine ?

Je crains le pire quand je pense à nos quinze mètres de couloir !»

Gros Textes, Dominique Oury, chemin des Boërres, 05000 Romette (5 euros le numéro).

ce sont plus de 135 000 substances chimiques qui ont été dispersées en onze semaines de bombardement. Le vent a évité une catastrophe le 18 avril 1999 quand un nuage de chlorure de vinyle et de phosgène s'est échappé d'une usine à quinze kilomètres de Belgrade. Environ huit tonnes de mercure ont pollué les sols dans la même région. Le Danube a charrié d'énormes quantités de polluants. Les nappes phréatiques ont été atteintes et aujourd'hui 57 % de la population serbe boit de l'eau polluée. (*Ecologie sociale, mai 2001*)

## ECOSSE 150 arrestations

Le 22 octobre, environ 800 personnes se sont retrouvées devant la base militaire de Faslane, dans le nord-ouest de l'Ecosse, pour protester contre la présence de sous-marins nucléaires. De nombreux manifestants se sont enchaînés dès 7 h du matin devant l'entrée de la base. La police n'a pas fait dans le détail en arrêtant 150 manifestants dont Lloyd Quinan et Tommy Sheridan, députés du parti socialiste écossais indépendantiste, Patricia McKenna, eurodéputé verte irlandaise, deux prêtres locaux... (*Stop-Essais, novembre 2001*)



## BELGIQUE Destruction d'armes

Le 5 octobre dernier, sur la Grand-Place de Bruxelles, des soldats de l'armée belge ont découpé des armes à la meuleuse pour servir de matériau à un artiste qui les transforma en sculpture. Cette action symbolique a été menée dans le cadre d'une journée de réflexion entre responsables politiques et associations sur le rôle des armes dans le monde. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont pas les plus grosses bombes qui font le plus de victimes : actuellement 90 % des victimes de guerre le sont par des armes légères (que peut porter un seul homme). GRIP, tél : 02 240 11 53.

## SUD-EST DE L'EUROPE Dynamique interne et interventions extérieures

Un colloque sur ce thème se tiendra (en anglais) à Andalo, en Italie, du 20 au 27 janvier. Y interviennent différents mouvements de paix européens. Programme : Carlo Schaerf, département de médecine,

université de Rome, Tor Vergata, via della Ricerca scientifica 1, I-00133 Rome, Italie, www.isodar-co.org.

## ESPAGNE Fin du service militaire

L'Espagne adopte à son tour l'armée de métier. Le service militaire est officiellement aboli depuis le 31 décembre 2001. Le mouvement des objecteurs connaissait un succès croissant. Depuis 1989, création du MOC, mouvement des objecteurs de conscience, l'armée avait dû accepter que plus d'un million et demi de jeunes soient objecteurs de conscience, 25 000 choisissant même d'aller en prison pour insoumission.

## Passeport pour la paix

«Passeport pour la paix» est un outil pédagogique destiné aux élèves de CM2 et de collège. Sur un damier, les enfants avancent des pions qui les font passer dans différents pays de la planète. A chaque pays traversé correspond un visa. Il s'agit pour chaque équipe de reconstituer les pièces d'un puzzle en forme de colombe dont chaque morceau est un constituant de la paix (fraternité, non-violence, dialogue...). Des cases conflits pertur-

bent le déplacement des pions. Un livret complète l'histoire de chaque pays traversé et d'un conflit particulier. Cette mallette est disponible auprès de *Vivre les droits de l'homme à l'école*, 30, rue de la Côte-de-Beaumont, 81100 Castres, www.multimania.com/avdhe.

## PARIS Essais nucléaires : impact sanitaire

Aujourd'hui, tous les pays reconnaissent que les essais nucléaires ont eu des conséquences sanitaires sur les salariés, les militaires et les populations locales. Tous ? Non, car la France continue à nier. Un colloque se tiendra le 19 janvier (9 h à 18 h) au Sénat, palais du Luxembourg, avec des témoignages des vétérans britanniques, américains, néo-zélandais, fidjiens, une sénatrice australienne, une sénatrice des Marshall. Tous expliqueront comment ils ont réussi à faire sortir la vérité dans leurs pays. Des travailleurs polynésiens, d'anciens vétérans français viendront en clôture demander à la France de prendre en considération leurs problèmes de santé et de leur rendre justice. CDRPC, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.



## KOSOVO Victoire d'Ibrahim Rugova

La Ligue démocratique du Kosovo, dirigée par Ibrahim Rugova, est sortie vainqueur des élections qui se sont tenues au Kosovo le 18 novembre dernier (46,29 %). La LDK distance de 20 points le Parti démocratique du Kosovo (25,54 %). Cette victoire est symbolique puisque le premier parti avait choisi la voie de la non-violence pour résister aux Serbes alors que le deuxième parti avait choisi les armes. A noter également que pour la première fois, les Serbes du pays ont participé aux élections, la Coalition pour le retour (au sein de la Yougoslavie) obtenant environ 10 % des voix. Environ 63 % des Kosovars ont voté.



## La dignité des intouchables

L'article 15 de la Constitution indienne de 1950 reconnaît l'égalité de tous les citoyens et prohibe toute discrimination fondée sur l'appartenance à une caste ou une religion. L'article 17 abolit expressément «l'intouchabilité». Malgré cela, le système des castes est toujours en vigueur. L'association indienne Lok Chetana Samiti s'est fixé comme but la lutte contre cette forme de discrimination. Depuis sa création en 1994, l'association intervient dans les villages de la région de Bénarès (Uttar Pradesh) et incite à la création de comités locaux pour la défense des basses castes et des femmes. Ces comités locaux ont pour but de participer à la gestion du village en organisant des contre-pouvoirs. 85 comités ont déjà été mis en place.

En 1996, par exemple, trois jeunes gens de caste supérieure avaient tenté d'agresser une femme Dalit (basse caste). Celle-ci s'étant défendue, ils sont revenus, ont pénétré dans sa maison, renversant de l'acide sur elle et ses trois enfants. Ces derniers sont morts sur le coup, la femme a été emmenée à l'hôpital, gravement blessée. A l'hôpital, un médecin n'a pas estimé urgent de la soigner puisqu'elle était de basse caste. Elle en est morte. Sans les comités, l'affaire en serait restée là. Les comités ont organisé une marche et un meeting et un millier de personnes se sont mobilisés obligeant les autorités à arrêter les jeunes gens et à inculper le médecin pour négligence. En temps normal, une simple corruption des policiers aurait arrêté la procédure.

Afin de créer de nouveaux comités et de les former au fonctionnement des conseils locaux, l'association bénéficie en France de l'aide de *Agir ensemble pour les droits de*

*l'homme, 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 24 99.*

## ABC Africa

En mars 2000, la Fida, organisme de développement international, sollicitait le cinéaste iranien Abbas Kiarostami pour effectuer un reportage en Ouganda sur la question des orphelins du sida. Le cinéaste n'avait jamais été en Afrique. Il part donc avec une petite caméra numérique et se laisse aller à filmer selon sa sensibilité. Il rencontre ainsi des associations de femmes ougandaises qui réunies par petits groupes élèvent des orphelins. La caméra s'attarde sur les visages des enfants, sur les arbres, sur les paysages, sur les choses simples de la vie. Dans certains villages, ne sont plus présents que les personnes âgées et les enfants. Abbas Kiarostami filme l'absence de la génération des parents. Le film décrit la dynamique des femmes pour mettre en place des processus d'entraide. Un film sur la vie, l'Afrique, l'espoir. Film discrètement sorti en salle en octobre 2001. *Distribution : MK2 Diffusion, 55, rue Traversière, 75012 Paris, tél : 01 44 67 30 80.*



## Tourisme insoutenable

L'Organisation mondiale du tourisme estime qu'en 2010 le nombre de touristes allant dans un pays étranger

# Miel solidaire



Plutôt que d'acheter du miel venant du Sud comme le proposent certains groupes qui croient faire du commerce équitable, mieux vaut acheter du miel produit localement ici et utiliser les bénéfices pour financer sur place la production de miel... lui aussi consommé localement. C'est la démarche mise en place par des apiculteurs du Limousin. L'argent collecté permet de payer des voyages à des apiculteurs d'ici qui vont sur place pour aider à mettre en place des ruches, débiter la filière et expliquer les méthodes à suivre. Pour financer un prochain voyage, du miel est mis en vente à partir du 15 février sous forme d'un colis de 6 kilos contenant 12 pots de 500 g, de six variétés de miel différentes, récolté en France (possibilité de choisir le panachage des miels dans les limites des stocks disponibles, avec un miel du Burkina en dégustation pour les dix premières commandes). Le prix est de 66 euros. La moitié du prix est destinée à financer le voyage. Une convention avec la région Limousin fait que celle-ci doublera la somme collectée. Commandes à adresser à : *Guy Claux, La Côté, 19380 Saint-Chamant, tél : 05 55 28 08 38.*

atteindra le milliard et qu'il sera de 1,6 milliard dix ans après si la tendance actuelle se poursuit. 80 % de ces voyageurs internationaux proviennent de seulement 20 pays lesquels sont les principaux bénéficiaires des structures touristiques mises en place. (*Echos du Cota, juin 2001*)

nombreux dons, celle-ci dispose aujourd'hui d'environ 10 000 ouvrages. Elle ne peut vivre que par les soutiens collectés en France.

- Association Monique-Calixte, 10, rue de l'Arcade, 94220 Charenton.
- Bibliothèque Monique-Calixte, 24, rue Saint-Gérard, Port-au-Prince, Haïti.

## Inégalités mondiales

Selon les chiffres officiels, le produit brut mondial a atteint 28 700 milliards de dollars en 2000... Les pays occidentaux engrangeant 22 500 milliards (78 %). 75 % des investissements se font en Europe et aux USA. Ceci ne donne toutefois pas une idée exacte des richesses du monde, mais plutôt de son état de marchandisation. (*Croissance, janvier 2001*)

## SÉNÉGAL Pesticides encombrants

Interdit internationalement en 1980, le dieldrine, un pesticide offert par les pays du Nord est encore en circulation dans les maraîchages de la zone côtière au nord de Dakar. Pourtant le gouvernement assure avoir placé les stocks encore existants sous surveillance. Plus de 67 000 litres sont ainsi stockés dans une cave en béton, en attente d'une destruction. Les seuls fours disponibles localement, une cimenterie, se sont révélés d'une sécurité insuffisante. Adventis a proposé ses services, mais ils sont trop onéreux. Le gouvernement a fait appel à la FAO, service de l'ONU, dénonçant la disparition de l'organisation qui à l'époque a amené ce pesticide sur place. (*L'Acacia, juin 2001*)

## HAÏTI Bibliothèque

Militante au Cedetim de Paris, Monique Calixte, d'origine haïtienne, est morte en 1995. Sa famille décide alors de créer une association pour valoriser les livres qu'elle possédait, un petit millier au départ. Ces livres sont envoyés à Port-au-Prince pour créer une bibliothèque. Grâce à de

## Nike nous nique

Pour éviter le marché noir qui se développe à partir des usines sous-traitantes en Asie du Sud-Est, Nike a décidé de fabriquer les chaussures gauches dans un pays et les droites dans un autre pays ! (*Attac, mai 2001*)



# Je n'ai pas consommé assez !

Pardonnez-moi, mes Frères : j'ai péché contre la Consommation ! J'ai commis plus de 50 manquements à la règle... Lisez-moi, huez-moi, et après m'avoir écouté et puni, que chacun s'examine et se confesse à son tour ! Voici la liste honnie de mes actions coupables. Jugez et condamnez !

- € Malgré mes efforts, je n'arrive pas à absorber toute l'électricité nucléaire qu'on me propose à si bas prix.
- € Je fais encore régulièrement pipi pendant les pubs sur TFI.
- € J'ai chanté "Moulinex !" en voyant sur l'écran une cafetière Philips.
- € Je ne me sens pas personnellement concerné par les envois de lettres en publipostage.
- € Je n'achète pas suffisamment, au risque de fragiliser la croissance du pays.
- € Je dépense souvent trop, au risque de relancer l'inflation.
- € J'ai exigé d'un pharmacien des médicaments génériques.
- € Chez mon dentiste, il m'est arrivé deux fois de regarder *Que choisir* ?
- € Je n'ai pas placé mes allocations-chômage dans un fonds de pension.
- € Je doute parfois du Caca-Rente.
- € Je ne prends pas l'ascenseur, sous prétexte que j'habite au premier étage.
- € Je répare mes objets. Je recouds mon pantalon au lieu d'en changer !
- € Je bois l'eau du robinet.
- € Je fais ma vaisselle à la main.
- € J'ai marché pendant deux ans avec la même paire de chaussures.
- € Circonstance aggravante, je n'utilise pas de déodorant...
- € J'ai pris mon vélo, et non ma voiture, pour aller au supermarché à côté de chez moi.
- € Samedi dernier, j'y suis même allé à pied.
- € Et hier, je n'y suis pas allé du tout !
- € J'ai osé cultiver un potager, espérant bêtement être sûr de ce que je mange...
- € J'ai vacillé à trois reprises devant les cris d'alarme écologistes !
- € J'ai été tenté par la pensée que la consommation pouvait être une forme de soumission, au lieu de la vivre comme l'exercice d'une rébellion.
- € Je jeûne une fois par mois !
- € Par peur du torticolis, je n'essaie plus de voir les affiches dans la rue.

## Faute de culture-pub, je manque d'idée shopping.

- € J'ai douté de la fraternité humaine, en ne voyant pas l'idéal qui unit les enfants qui fabriquent des tennis à ceux qui les chaussent.
- € J'ai omis de jeter certaines choses, au motif qu'elles semblaient pouvoir encore servir : des objets usagés, de vieilles personnes, etc.
- € Je confonds encore parfois papier journal et papier toilettes.
- € L'autre jour, j'ai été pris de mélancolie en entendant la mélodie de Dim.
- € Ce matin, avant d'acheter, j'ai failli... réfléchir.
- € Malgré l'évidence, je n'ai pas vu en quoi la mode du porno-chic libérait la femme...
- € J'ai longtemps méconnu l'authenticité du dévouement patronal.
- € Bien que je mime leur *way of life*, je..je..je ne me sens pas américain !
- € J'ai eu peine à croire que les ventes d'armes favoriseraient la paix.
- € Je n'ai pas perçu le lien entre la croissance économique et la taille de mon pénis.
- € Pendant deux semaines, j'ai refusé mon obole à la Française des Jeux.
- € J'ai bêtement confondu "faire des économies" et "faire marcher l'économie", alors que ce sont (m'a-t-on dit) deux notions opposées.
- € Quand le Ministre des Finances nous a demandé de voir la "lueur au bout du tunnel", j'ai cru percevoir stupidement des lueurs d'incendie...
- € Je n'ai pas médité la parole du Sage : "S'aimer, ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est faire du lèche-vitrines ensemble dans un Centre Commercial". Ni la sixième Béatitude : "Heureux les consommateurs purs, ils trouveront dieu dans leur assiette !"
- € Certains soirs, au fond du lit, les sirènes antipublicitaires... me troublent !
- € Je contrôle mal mes pensées : j'ai rêvé l'autre nuit que la Bourse pouvait n'être pas désintéressée.
- € Je suis arrivé très en retard au cinéma,...



Spectacle de rue de Casseurs de pub lors de la Journée sans achat.

- c'est-à-dire juste à l'heure du film.
- € J'ai aspiré à la Justice sociale, sans tenir compte des contraintes économiques !
- € Au cours des matches télévisés, m'intéressant trop au jeu lui-même, je ne mémorise pas bien les incrustations publicitaires.
- € J'oublie parfois mon devoir d'exporter.
- € Ma confusion mentale m'a conduit à me poser la question : "La mondialisation est-elle une marchandise ?"
- € Faute de culture-pub, je manque d'idée shopping.
- € Il m'arrive, par individualisme et par facilité, de prendre les transports en commun.
- € Quelque chose de satanique en moi m'empêche d'adhérer à l'idée que les intérêts des patrons et ceux des chômeurs sont profondément les mêmes...
- € Je goûte les œuvres du passé. Je n'arrive pas à m'en désintoxiquer.
- € Ne sachant pas combien je coûte, je ne sais pas comment me vendre.
- € J'ai arraché par mégarde le nom de la marque étiqueté sur mon pull.
- € Je perçois difficilement la parenté qui existe entre le commerce des sens et le sens du commerce.
- € J'ai beau faire tout mon possible, je ne parviens pas à penser en euro...
- € Bien que je ne lise pas *Silence*, je n'ai pas eu le courage de me désabonner !
- Mes Frères, pardonnez-moi, parce que j'ai péché !

François Brune ■

### Avis aux adultes responsables :

Nous avons cru de notre devoir de divulguer intégralement cette confession pour l'édification du public le plus large. Toutefois, il se pourrait que la seule évocation de certains manquements suffise à induire en tentation les âmes les plus faibles. Nous recommandons donc aux lecteurs la plus grande discrétion dans la transmission de cet appel à repentance. En particulier, il faudra user auprès des moins de 25 ans du grand discernement. Nous sommes co-responsables de l'avenir économique du monde.



## Petites phrases

«Je n'ai pas disposé d'informations autres que celles que je demandais à la DSIN, direction de la sûreté des installations nucléaires. Celles qui me parvenaient spontanément étaient si rares et ne pouvaient m'être dissimulées. En règle générale, il faut connaître l'information pour pouvoir la réclamer : le seul fait qu'elle ne soit pas systématiquement fournie suffit à rendre impossible l'exercice réel d'un contrôle par le ministre.

Dès l'été 1995, peu de temps après ma prise de fonction, j'ai dû remonter jusqu'au premier ministre pour qu'ordre soit donné à la DSIN de me communiquer les mêmes informations qu'à l'industrie. Cet ordre restera, pour partie, lettre morte. Plus grave : lorsque j'ai réclamé un certain nombre de documents, ceux-ci ne m'ont pas été remis»

Corine Lepage, ancienne ministre de l'Environnement, «On ne peut rien faire Madame le ministre», Ed. Albin Michel.

«Que diriez-vous d'un boucher qui, pour continuer à vendre de la viande de vache folle, avancerait que la remplacer par du caviar coûterait beaucoup trop cher ? Sciemment les partisans du nucléaire proposent de mauvaises stratégies pour aboutir à la conclusion que nous sommes condamnés à vie au nucléaire. Pourtant nous pouvons très bien manger de la viande de porc, de volaille, voire manger moins de viande, ce qui est excellent pour la santé» (Sortir du nucléaire suisse, février 2001)

## Echec mondial

En 1976, l'AIEA, agence internationale de l'énergie nucléaire de l'ONU, estimait qu'en l'an 2000, la puissance nucléaire installée serait de 2300 GW. En 1980, elle prévoyait 725 GW. En 1985, elle annonçait 475 GW. La réalité est de seulement 352 GW. (WISE Information)

## Souvenirs

Le numéro 122 de La Baleine, revue des Amis de la Terre, rappelle que dans son numéro 1 de juillet 1971, les Amis de la Terre définissait déjà les conditions d'un moratoire nucléaire ainsi :

«Etant donné la vraisemblance — de par les méthodes actuelles de fonctionnement et d'élimination des déchets — d'un danger grave pour l'environnement et la génétique humaine, un moratoire concernant la construction et la mise en marche des réacteurs nucléaires en projet doit être déclaré jusqu'à ce qu'on ait

prouvé qu'ils ne représentent aucun risque en état de marche normal, en cas d'accident, pendant l'extraction, le raffinage, la transformation ou le transport du combustible.

Les réacteurs existants doivent être fermés jusqu'à ce qu'ils soient prouvés inoffensifs et jusqu'à ce qu'on ait trouvé une méthode certaine pour assurer la séparation d'avec le milieu, des déchets radioactifs au niveau du sol, pour une période (pouvant aller jusqu'à dix siècles) pendant laquelle cette isolation est essentielle au bon déroulement de la vie sur terre. Le fonctionnement ne devrait reprendre que lorsque des méthodes viables existeront pour effectuer cette séparation, la contrôler et faire en sorte que le public en reste conscient tout au long du temps d'isolation ; le coût de telles opérations devra être calculé et publié.

Les actuels producteurs d'énergie nucléaire devront garantir par des engagements à long terme leur capacité de financer ces programmes de sécurité pendant de très longues périodes où cela peut être nécessaire. Ces mesures de sécurité doivent être prises en charge par ceux qui profitent de l'énergie nucléaire et non par le grand public, comme c'est le cas actuellement».

Non, rien n'a changé...

## RUSSIE Opposition au nucléaire

L'opposition au nucléaire s'amplifie en Russie. Les écologistes doivent pourtant faire face à une importante répression : perquisitions dans des locaux militants (dont Greenpeace en mars 2000), convocation par les services de sécurité qui portent des accusations de terrorisme contre ceux qui possèdent de la documentation sur les sites nucléaires... Il faut dire que les documents transmis à la presse sont significatifs : utilisation de conteneurs pour le transport des matières radioactives non aux normes internationales, personnel incompetent, pas protégé, 40 % des voies de chemin de fer sont estimées défectueuses et donc susceptibles de provoquer un déraillement, corruption, manque de fonds, grèves pour retards de salaire, centrales mal protégées... Du 23 juillet au 5 août 2000, un camp s'est tenu devant le centre de retraitement de Maïak avec des représentants d'associations de dix villes russes, mais aussi des représentants autrichiens et slovaques. En octobre 2000, plus de 2,5 millions de signatures ont été remises au gouvernement, réunies par un collectif de 600 organisations, pour demander un référendum sur

# Tchernobyl

■ **Professeur Bandazhevsky.** Le professeur Bandazhevsky, en prison en Biélorussie officiellement pour une affaire de corruption, en réalité pour ses études gênantes sur les maladies développées par la radioactivité de Tchernobyl, bénéficie de conditions correctes dans sa cellule grâce aux très nombreux courriers de soutien qui lui arrivent du monde entier (avec le soutien d'Amnesty international entre autres). Sa femme, titulaire d'une chaire de pédiatrie à l'Institut de médecine de Gomel a toutefois été poussée à la démission de sa chaire. Elle y reste toutefois enseignante. Une association vient de se constituer pour relayer les travaux du professeur Bandazhevsky et tout mettre en œuvre pour sa libération : *Enfants de Tchernobyl Belorus, CCM La Frontalière, 20, rue de Hagenthal, 68220 Hegenheim.* On peut toujours écrire au professeur Bandazhevsky (il comprend le français) : *Yuri Bandazhevsky, 220600 Belarus Minsk, Ul. Kalvarijskaya, 36, BP 3521.*

■ **Biélorussie : institut Belrad.**

Parallèlement aux travaux du professeur Bandazhevsky, d'autres médecins travaillent à l'institut Belrad. Depuis 1990, cet institut de radioprotection réalise un suivi de l'accumulation du césium 137 dans les aliments consommés par les habitants. Sur 370 points de comptage mis en place en 1990, seuls 83 fonctionnent encore aujourd'hui. Le manque de financements et les tracasseries administratives répétées en sont la cause. Le professeur Nesterenko, directeur de cet institut, explique que la source de l'opposition du gouvernement vient du fait qu'au départ il avait annoncé que les conséquences de Tchernobyl disparaîtraient rapidement avec le temps. Or plus de quinze ans après, la situation sanitaire empire sans cesse. L'Institut dispose aujourd'hui de 320 000 analyses. 80 % des aliments analysés dans la région dépassent les niveaux dits admissibles. Entre 1996 et 2000, des examens ont été faits sur 92 000 enfants sur six régions de la Biélorussie. Entre 70 et 90 % des enfants présentent une concentration de césium 137 excessive (plus de 15 becquerels par kilo). Dans certains villages, des enfants accumulent plus de 7000 becquerels par kilo ! Les

mesures à Minsk, la capitale, celle où les efforts de décontamination ont été les plus intenses, seuls 10 % des enfants ont moins de 5 becquerels par kilo et certains atteignent 700 becquerels par kilo... du fait qu'ils se nourrissent avec des aliments contaminés. L'ensemble des données est disponible dans un dossier diffusé par la CRII-Rad (Trait d'Union n°20, 3e trimestre 2001) que l'on peut commander contre un don ou une adhésion (à partir de 20 euros). *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*



Enfants de Tchernobyl

■ **Europe : le mensonge perdure.**

Le bureau des publications officielles des Communautés européennes a publié en 1998 un *Atlas des dépôts de césium sur l'Europe après l'accident de Tchernobyl*. En ayant pris connaissance, la CRII-Rad a constaté de curieuses données pour la France. Ainsi, en Corse, il y aurait moins de césium aujourd'hui qu'avant l'accident. Le nuage de Tchernobyl aurait nettoyé la Corse ! La CRII-Rad a demandé l'origine de ces chiffres fantaisistes. L'Europe a répondu que les chiffres venaient des Etats-membres et pour la France de «M. Métyvier, de l'IPSN». Mais l'IPSN (service du ministère de l'industrie) ne souhaite pas communiquer des relevés qui, selon lui, ont été effectués par l'OPRI (service du ministère de la santé). L'OPRI ne souhaite pas communiquer ses relevés parce qu'ils pourraient être «utilisés à charge» contre lui (voir les procès en cours des malades de la thyroïde) ! Tout au plus sait-on que la carte a été établie à partir de

l'importation de déchets nucléaires (mais 800 000 sont rejetées sous des prétextes divers). Des «faux dollars radioactifs» ont été distribués sur ce sujet dans plusieurs villes russes. 95 % de la population est opposée à l'importation de déchets.

Malgré cela, les négociations entre le gouvernement et le lobby nucléaire se poursuivent. Il se dit qu'en échange

de l'acceptation des déchets, la Russie se verrait offrir l'usine Mox construite par Siemens à Hanau, en Allemagne, et qui n'a jamais fonctionné. Il y a 150 milliards de francs à la clé.

La principale coordination s'appelle SOEZ, Union sociale et écologique, elle rassemble environ 200 groupes et 20 000 personnes dans les 19 Etats

35 analyses pour tout le territoire... A comparer avec les cartes de la Crii-Rad qui comporte plus d'un millier de mesures, à comparer également avec les relevés des autres pays qui ont fourni plusieurs centaines de mesures. Ce qui est grave, c'est que ces chiffres officiels, complètement truqués, font actuellement le tour du monde dans les universités, les milieux de la santé, etc. Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose.

■ **Nouvelles plaintes.** Une quarantaine de personnes ont porté plainte le 4 octobre devant le doyen des juges d'instruction du palais de justice de Paris pour «empoisonnement». Cela porte à 125 le nombre de dossiers déposés par des personnes malades de la thyroïde. Cette plainte contre X porte sur le lien entre l'augmentation des cancers de la thyroïde et le passage du nuage radioactif sur le sol français. Les plaintes proviennent pour l'essentiel des régions de l'Est et de la Corse, régions les plus touchées par la radioactivité.

■ **Franche-Comté : étude controversée.** L'Union régionale des médecins libéraux de Franche-Comté a publié début octobre une étude sur l'augmentation des cas de maladies liées à la thyroïde sur les enfants de moins de quinze ans. Les médecins se veulent rassurants en notant que seuls 3 cas ont été détectés entre 1980 et 1989 et 5 cas entre 1990 et 1998. La Crii-rad, laboratoire indépendant, s'étonne de cet optimisme puisque cela correspond presque à un doublement. La Crii-rad rappelle également que l'augmentation des problèmes de thyroïde est rare chez les jeunes enfants : la maladie se manifeste plutôt chez les adultes.

■ **Sisteron contre la Crii-Rad.** Le maire (RPR) de Sisteron a décidé de porter plainte contre la Crii-Rad pour «diffusion de fausses nouvelles de nature à porter atteinte à la paix civile». Le maire conteste les chiffres de contamination donnés par la Crii-Rad sur sa commune. La Crii-Rad annonce que des pics ont été mesurés à 40 000 becquerels par m<sup>2</sup>. Le maire s'appuie sur une étude commandée à l'IPSN qui n'a trouvé que des chiffres inférieurs à 20 000. La Crii-Rad se félicite de cette progression puisque les anciens chiffres de l'IPSN plafonnaient à seulement 4000 !

de l'ex-Union soviétique. Cette coordination ne travaille pas que sur le nucléaire, elle propose aussi des réflexions sur les villages écologiques, la santé, l'environnement (www.seu.ru). Ecodéfense (Ekozachita) fondée en 1990 à Kaliningrad, fait la promotion du biocentrisme et de la non-violence. N'hésite pas à mener des actions anti-nucléaires spectaculaires

(www.ecodefense.ru). Les Rainbow Keepers sont un regroupement de jeunes de SOEZ. Depuis 1989, ils mènent des actions directes dans différents domaines (contre le nucléaire, le fascisme, le militarisme). Greenpeace est également présent depuis 1992 (www.greenpeace.ru). (correspondance Nathalie Melis)

## Terrorisme

■ **Three-Mile Island était bien visé.** Le *Sunday Times* du 21 octobre a rendu public un échange de correspondance entre le FBI (services secrets US) et le MI5 (services secrets britanniques) qui confirme que le dernier avion visait bien la centrale de Three-Mile Island. Le FBI parle de «sources crédibles» concernant la confirmation de cet objectif. *The Washington Post* du 30 octobre rapporte les aveux de Salahuddin Khaled, un Taliban prisonnier de l'Alliance du Nord en Afghanistan qui affirme que viser une centrale nucléaire américaine avait été conseillé par les groupes terroristes avant le 11 septembre. Enfin, un militant islamiste emprisonné aux Etats-Unis a également confirmé le choix de Three-Mile Island parce qu'après Tchernobyl, c'est le nom de centrale nucléaire le plus connu au monde.

■ **Comme dans un moulin !** Le gouvernement, au lendemain des attentats du 11 septembre, a demandé au GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie) de simuler une action dans une centrale nucléaire, en plein plan vigipirate. Ni une, ni deux, les gendarmes ont monté une opération très simple : ils ont réalisé de faux badges d'entrée de la centrale de Nogent-sur-Seine (la plus surveillée car en amont de Paris) et ont pu entrer avec le personnel. Ils ont ensuite posé des autocollants dans les endroits de la centrale où ils ont pu pénétrer. Le GIGN a également réussi à survoler le site de La Hague sans se faire intercepter... conduisant à la décision de déploiement des missiles dès le 27 octobre. Dans une interview accordée au *Parisien* du 10 novembre, Eric Denecq, directeur du centre français de recherches sur le renseignement, ne se dit pas étonné du succès des gendarmes. Selon lui, n'importe quel groupe terroriste disposant d'argent et de temps, peut trouver des failles dans n'importe quel système de protection. Il affirme que par contre, les usines type Seveso sont encore plus susceptibles d'intéresser les terroristes car, souvent situées en milieu urbain, elles provoqueraient plus de morts instantanées. Selon des essais menés par les militaires américains, le taux de réussite des faux commandos terroristes serait de l'ordre de 50 %.

## SUISSE Coût d'un accident

Après les attentats du 11 septembre, l'office fédéral pour la protection civile a rendu public ce que coûterait un accident par fusion du cœur dans une centrale nucléaire. Le résultat est pour le moins bizarre : environ 2500 milliards d'euros dont 50 à 100 pour financer les conséquences sur la santé des personnes touchées, 5 pour déplacer et reloger les personnes de la zone la plus contaminée, 1 pour indemniser les personnes à assister, et tout le reste soit 2400 milliards pour compenser les biens perdus par les personnes dont 20 000 km<sup>2</sup> de terres. On s'étonnera que les biens valent tant par rapport aux personnes au pays des coffres-forts. Actuellement, la loi sur l'énergie nucléaire prévoit une couverture en cas d'accident de 0,6 milliard d'euros !

## GRANDE-BRETAGNE Fin du retraitement

Le 13 novembre, British Energy, premier producteur d'électricité d'origine nucléaire en Grande-Bretagne (40%) a annoncé son intention de ne pas reconduire les contrats de retraitement qui le lient à BNFL, la société qui gère l'usine de retraitement de Sellafield. Ces contrats courent jusqu'en 2006. British Energy, fort de l'expérience américaine, estime moins coûteux et moins compliqué la solution qui consiste à stocker provisoirement

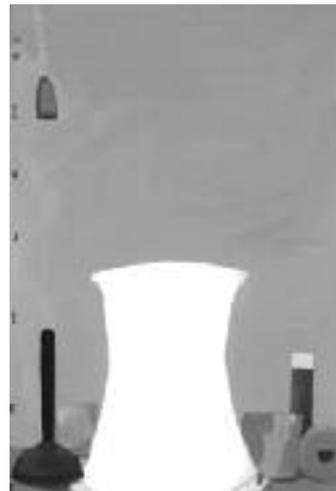


sur le site des centrales puis à évacuer sur différents sites de stockage. (*Réseau Sortir du nucléaire, 13 novembre 2001*)

## Nucléaire et effet de serre

En France, la filière nucléaire se vante de ne pas produire de gaz à effet de serre. Celle-ci considère en effet comme insignifiantes les émissions de chaleur des réacteurs. Ce qui n'est pas vrai au Canada où l'on chiffre très précisément cette chaleur (2/3 de l'énergie dégaçée par la réac-

tion nucléaire). Elle est soit rejetée dans l'air par les tours de refroidissement, soit rejetée dans les cours d'eau. Il arrive en été que les réacteurs de la vallée du Rhône doivent être ralentis pour que l'eau du fleuve ne dépasse pas 30°C à hauteur d'Avignon !



## FRANCE Coût du plutonium

La mission Charpin-Dessus-Pellat a chiffré le surcoût pour la France du choix d'une filière plutonium (extraction à La Hague, usage dans les sur-générateurs puis dans le combustible mixte MOX) : cela a déjà coûté 164 milliards de francs. Le plutonium, invendable, a une valeur négative et s'accumule. Après avoir arrêté Superphénix, il est urgent d'arrêter l'usine Cogéma de La Hague ! Et si on veut arrêter de produire du plutonium, il faut arrêter tout le programme nucléaire ! (*Investigation plutonium, novembre 2000*)

## Grandes manœuvres

La Cogéma et Framatome ANP (déjà fusion de Framatome nucléaire et Siemens nucléaire) viennent de fusionner pour donner Areva, une holding de 45 000 salariés. A noter la présence de l'armée par la participation du CEA à hauteur de 11 % de cette holding qui espère contrôler l'ensemble de la filière depuis les mines d'uranium, l'installation de nouveaux réacteurs, l'approvisionnement en combustible et le traitement des déchets. L'espoir de ce groupe est d'arriver à relancer le nucléaire dit civil. Nous préférons «Arrêt ! Va ». Par ailleurs pour prévenir toute tentative d'arrêt du nucléaire, EDF et la Cogéma viennent de signer un proto-

colle d'accord qui poursuit la gestion du combustible usé jusqu'en 2007... au-delà de la prochaine législature ! Espérons qu'il s'agisse là des derniers soubresauts.

## SUPERPHÉNIX Evolution des emplois

Les syndicats craignaient une hémorragie au niveau des emplois. Au moment de l'arrêt du réacteur, on comptait 735 emplois EDF sur le site et 390 sous-traitants. Il reste aujourd'hui 300 emplois EDF (sans aucun licenciement) et 210 sous-traitants. Le déficit ne concerne que ces emplois soit pour le moment 180 emplois perdus. Pour les années à venir, les estimations montrent une stabilité des emplois pendant la phase de neutralisation du sodium. EDF a mis en place avec les autorités un fonds de développement économique dans les cantons voisins. Depuis 1998, ce fonds a permis la mise en place de 85 projets de sociétés, 14 projets associatifs et 5 projets de collectivités locales, permettant de

maintenir 220 emplois et d'en créer potentiellement 900 dans les trois ans à venir. L'arrêt de Superphénix crée donc des emplois... à l'extérieur ! (chiffres fournis par la direction de la centrale lors d'une réunion avec les associations locales en octobre 2001)

## DRÔME Stages CRII-Rad

La CRII-Rad, commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, organise le 6 février, un stage «utilisation d'un compteur Geiger» et le 9 février un stage «radioactivité et radioprospection». CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

## Réseau Sortir du nucléaire

■ **Réponse officielle.** Après les manifestations du 20 octobre, une étude sur la sortie du nucléaire a été publiée le 7 novembre par le ministère de l'économie et des finances. Cette étude chiffre l'abandon du nucléaire et son remplacement par d'autres sources d'énergie (principalement le gaz) entre 30 et 75 milliards d'euros. Ce chiffre est à comparer à celui de l'accident de Tchernobyl qui pour l'Ukraine dépasse déjà 150 milliards d'euros. Le ministère conclut évidemment que la solution la moins chère est de prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires existants... mais ne chiffre ni le coût des déchets (sur quelques millions d'années), ni le coût d'un accident dont le risque augmente avec l'âge d'un réacteur. Il est toutefois significatif que cette étude soit publiée. Cela prouve au moins que le gouvernement se sent obligé de répondre à une opinion de plus en plus favorable à la sortie du nucléaire.

■ **Assemblée générale.** Elle se tiendra à Besançon lors du week-end du 2 et 3 février 2002. D'ici là, le Réseau devrait lancer une campagne d'interpellations des candidats aux législatives et aux présidentielles et l'assemblée générale devra trancher sur un



## Blocages de trains

Le 30 octobre, des militants du Réseau sortis du nucléaire de Strasbourg ont réussi à bloquer une nouvelle fois pendant 20 minutes un convoi de déchets nucléaires parti de La Hague pour l'Allemagne. Ils dénoncent non seulement la politique de retraitement, mais le risque terroriste : un tir de bazooka sur un tel convoi pourrait provoquer une catastrophe nucléaire. Le convoi transportait en effet l'équivalent de six cœurs de réacteurs nucléaires, avec un niveau de protection encore moins bon que dans une centrale nucléaire.

Le 12 novembre, des actions de blocage plus importantes ont eu lieu contre un convoi de six «Castors» (conteneurs) arrivant de La Hague. Près de 10 000 personnes se sont retrouvées à la frontière entre la France et l'Allemagne pour bloquer les voies ferrées. Greenpeace a tenté de bloquer le départ dans la nuit de dimanche à lundi. Environ 200 tracteurs et 2000 manifestants ont bloqué les alentours de Dannenberg où les déchets doivent être stockés.

## La Hague

### ■ Propagande à tous les étages !

Un syndicaliste, présenté sur les radios comme étant de lutte ouvrière, affirme qu'un avion ne peut tomber sur La Hague car les bâtiments font au plus 30 mètres de haut contre 400 mètres pour le World Trade Center. Aucun journaliste ne contredit l'info. Seul problème : le Pentagone dépasse à peine les 20 mètres de haut. Le même reportage affirme qu'il serait difficile pour des terroristes de savoir où frapper tant le site est grand. Les journalistes n'ont qu'à lire la documentation publique de la Cogéma : on y trouve les plans de tous les bâtiments.

### ■ Le risque de sabotage interne.

Le CRILAN, comité régional d'information et de lutte antinucléaire, soulève un autre problème : sachant que des milliers de personnes, de part l'usage de la sous-traitance, sont amenées à travailler sur le site, sachant qu'il y a 78 tonnes de plutonium entreposées sur place sous forme d'armoires blindées de 2,9 kilos et qu'il suffit d'en ouvrir deux et de les rapprocher pour provoquer un début de réaction nucléaire, combien de temps des terroristes mettront-ils pour se faire embaucher ? CRI-LAN, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.

projet de jeune d'interpellation à durée indéterminée qui commencerait vers la mi-mars. Le déroulement possible de ce jeune fait actuellement l'objet de débats au sein du Réseau et une présentation est disponible sur simple demande à Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

unité d'irradiation au cobalt 60 (26 millions de curies !) destinée d'une part à la stérilisation du matériel médical, d'autre part à traiter des produits alimentaires pour en augmenter les délais de conservation. Il y a déjà huit usines de ce genre en Europe... dont six en France ! On sait aujourd'hui stériliser le matériel médical de manière moins dangereuse. Les consommateurs ne souhaitent évidemment pas manger des aliments conservés par irradiation (ionisation pour les industriels qui ne veulent pas nous faire peur). Le site envisagé se trouve sur l'axe de la piste 0/180 de la base aérienne 102 et se trouve survolé quotidiennement par des avions Mirage. Une pré-étude de la CRII-Rad indique qu'un crash d'avion sur le bâtiment pourrait libérer un nuage radioactif potentiellement capable de tuer des milliers de personnes. Ce n'est pas une vision des choses : un Mirage s'est écrasé sur une commune voisine (Saulon-la-Chapelle) en 1998. La société hollandaise étant tenue de faire des bénéfices, on peut craindre des négligences. Des études ont montré qu'un taux excessif d'irradiation sur un aliment est totalement invisible... mais particulièrement nocif. Bref, à part le profit, rien ne justifie une telle installation. Collectif anti-INB, Marc Duchet, cidex 33, 21910 Noiron-sous-Gevrey.

## CÔTE-D'OR Irradiateur géant

La société hollandaise «Gammaster» vient de demander une autorisation d'implantation à Noiron-sous-Gevrey (Côte-d'Or) pour une «installation nucléaire de base». Il s'agit d'une



■ **Nouvelles technologies.** Une usine vient d'ouvrir à Canberra, capitale de l'Australie, pour produire des cellules photoélectriques non plus au silicium comme cela se faisait jusqu'à maintenant mais à l'oxyde nanocristallin de titane. Selon l'entreprise, Sustainable Technologies international, le T02 couvert d'une couche ruthénium absorbe la lumière du spectre visible permettant la production d'électricité sur une largeur de spectre plus importante que le silicium, lui permettant de fonctionner même à l'ombre et pour un coût de production moins élevé que les actuelles photopiles. (*Tam-Tam, octobre 2001*)

■ **Allemagne : photovoltaïque.** Le lancement du programme photovoltaïque allemand visant à atteindre 300 Mwc en cinq ans a dans un premier temps provoqué une désorganisation de la filière de production des photopiles. Mais les industriels ont su rapidement suivre la demande. Ainsi la capacité de production en Allemagne est passée de 2 Mwc à 20 Mwc au cours de l'année 2001 et les industriels espèrent atteindre 150 Mwc dès l'année prochaine. Ce qui aux yeux des ministères français apparaît comme une douce utopie est en train de voir le jour : 100 Mwc sont déjà installés et l'objectif de 300 Mwc en cinq ans semble dépassable. Pendant ce temps, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'énergie annonce le programme ambitieux de la France : cent fois moins que l'Allemagne ! (*CLER infos, été 2001*)

■ **Guide pour équipement photovoltaïque.** La région Rhône-Alpes vient de publier un guide pour connaître les démarches à suivre pour installer un toit solaire chez soi. Ce guide «Perseus» est disponible sur simple demande à : *RhôneAlpesnergie environnement, 10, rue des Archers, 69002 Lyon.*

■ **Tuiles solaires.** Le meilleur moyen esthétique de faire des toits solaires consiste à utiliser des capteurs en forme de tuiles que l'on substitue aux tuiles existantes. Développées au Japon puis en Allemagne, ces tuiles posent pour le moment des problèmes de formes car chaque pays a les siennes. Hespul vient d'obtenir un financement de l'Europe pour travailler en collaboration avec Imerys-Toiture, une société qui fournit 40 % des tuiles traditionnelles en France afin de mettre au point des tuiles solaires dans les formes utilisées en France. Le programme prévoit ensuite d'en équiper 300 maisons dans neuf Etats européens dont 200 maisons en France pour un total de 400 kWc. *Hespul, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90.*

## Sans pétrole, la famine ?



Les méthodes d'agriculture dites modernes se font avec une utilisation renforcée du pétrole, que ce soit dans les engrais ou comme carburant du machinisme agricole. Si l'agriculture biologique sait se passer des engrais de synthèse, elle utilise pratiquement autant de carburant que l'agriculture chimique. Tony Boy, de l'université d'Hitachi, au Japon, a étudié la famine qui sévit en Corée du Nord. Son bilan est simple : c'est l'impossibilité pour le pays de se procurer du pétrole à bas prix, auparavant fourni par la Russie, qui est à l'origine d'une importante crise agricole ayant provoqué la famine. De 1948 à 1991, la Corée du Nord, connaît une marche forcée vers la «modernisation» de son agriculture. En 1991, lors de la rupture du pacte de Varsovie provoqué par la disparition de l'URSS, le pays compte 75 000 engins agricoles, 70 % de terre arable irriguée, 70 % du territoire électrifié par des centrales thermiques, une grande utilisation d'engrais de synthèse. La pénurie de pétrole entraîne le pays à sa chute : en 1998, 80 % des machines ne fonctionnent plus. La production de riz a chuté de 3,9 millions de tonnes à 2,3 millions en dix ans. La malnutrition touche aujourd'hui 62 % de la population. Cet exemple montre que si demain, comme c'est prévisible, le prix du pétrole part à la hausse du fait de sa raréfaction, les sociétés où l'agriculture est intensive peuvent s'attendre à une crise majeure. (*L'Ecologiste, automne 2001*)

## Eolien

■ **Allemagne : plus grosse ferme éolienne.** La plus grande ferme terrestre d'Europe a été inaugurée en septembre près de Paderborn en Allemagne, avec 65 machines totalisant 105 MW... soit le dixième d'un réacteur nucléaire.

■ **EDF contre éoliennes.** Actuellement, pour le seul département du Finistère, plus de 150 dossiers dépo-

sés par des collectivités sont bloqués concernant des implantations d'éoliennes. Alors que les élus, taxe professionnelle aidant, sont maintenant convaincus, EDF freine des deux pieds avec un argument réel : les côtes où sont prévues les éoliennes sont en bout de ligne pour la distribution d'électricité et ne peuvent servir pour recevoir du courant en moyen voltage, EDF doit donc modifier sa «toile» en fonction des projets d'éoliennes. Rappelons quand même qu'EDF arrive à redresser les pylônes géants provenant des réacteurs nucléaires, en cas de tempête, en moins d'une semaine.

■ **Défense nationale contre éoliennes.** Décidément, tout est fait en France pour faire obstacle aux éoliennes. Dernier obstacle récent : l'armée qui s'inquiète de la hauteur des pales d'éoliennes. Alors qu'en principe les avions militaires ne volent pas à moins de 300 m, l'armée s'inquiète de pales qui peuvent atteindre pour les plus grosses éoliennes environ 150 m de haut (il n'y en a aucune de cette taille en France pour le moment). Selon l'état-major de la base de Crozon, en Bretagne, les avions soumis à des trous d'air pourraient descendre à cette hauteur. Outre le fait que c'est avouer que nos avions sont les plus nuls du monde (à moins que ce ne soit l'air ?), l'armée ne semble pas s'inquiéter des tours de refroidissement des réacteurs nucléaires qui culminent sensiblement à la même hauteur. (*Ouest-France, 7 novembre 2001*)

■ **Paris : conférence mondiale sur l'éolien.** Elle se tiendra du 2 au 5 avril au CNIT de la Défense, avec interventions et exposition de matériel. Elle est organisée par l'Association européenne de l'énergie éolienne, le syndicat des énergies renouvelables, l'Association américaine de l'énergie éolienne, l'ADEME et le CLER, *Comité de liaison énergies renouvelables, 2 B, rue*

Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.

## CHARENTE-MARITIME Climatisation par puits canadien

Nul besoin de consommer de l'énergie pour la climatisation des maisons isolées. Avec le principe du puits canadien, on profite de l'inertie thermique du sous-sol pour se mettre hors-gel en hiver et pour se rafraîchir en été. Le Mouvement pour les énergies renouvelables de Charente-Maritime vient de publier un numéro de son bulletin sur ce climatiseur nature que l'on peut obtenir en écrivant à : *MER 17, 12, rue de la Mauratière, 17300 Rochefort.*

## TARN Centre de démonstration

Afin de financer la mise en place d'un centre de démonstration des ressources renouvelables, l'Institut de développement des ressources renouvelables, association créée en 1981, a mis en place un système de financement par Garrigue, un placement financier de l'épargne solidaire qui suppose un blocage rémunéré de l'épargne sur cinq ans (Garrigue est un système complémentaire des Cigales, club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne). L'association cherche des personnes pouvant prendre des parts. On peut souscrire auprès de *IDRR, Puech Auriol, 81100 Castres, tél : 05 63 59 17 03.*

## Contre le chauffage électrique

Le 19 septembre, Greenpeace et l'UFC-Que Choisir ? de la Vienne ont fait un recours gracieux auprès du ministère de l'économie et des finances et du premier ministre contre la promotion du chauffage électrique. Ils s'appuient pour cela sur des rapports officiels du ministère de l'économie et des finances qui dénoncent les gaspillages d'énergie que représente ce mode de chauffage. Devant l'absence de réponse, ils ont engagé un recours en Conseil d'Etat le 29 novembre pour demander à EDF de respecter son rôle de service public qui prévoit la production et la distribution de l'électricité mais pas d'incitation à la consommation.



## Parole d'évangile !

«Le chef de la femme, c'est l'homme. Si la femme ne porte pas le voile qu'elle se fasse tondre (...) L'homme, lui ne doit pas se voiler la tête : il est l'image de la gloire de Dieu : mais la femme est la gloire de l'homme (...) Et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. Voici pourquoi la femme doit porter sur la tête la marque de sa dépendance».

Non, il ne s'agit pas d'un extrait du Coran, mais d'un extrait de la Bible (épître de l'apôtre Paul aux Corinthiens, Nouveau testament). (*Le Monde diplomatique, novembre 2001*)

## Guerre d'Algérie Le viol tabou

Dans un article percutant, Florence Beaugé, écrit dans *Le Monde* du 12 octobre : «De toutes les exactions commises par l'armée française pendant la guerre d'Algérie, le viol est la plus cachée, la plus obstinément tue depuis quarante ans [...] Il apparaît que, loin d'avoir constitué de simples 'dépassements', les viols sur les femmes ont eu un caractère massif en Algérie entre 1954 et 1962». L'article rapporte ensuite le témoignage de nombreux soldats. Henri Pouillot a ainsi assisté à une centaine de viols en l'espace de dix mois, en 1961, dans la villa Sesini, connue comme centre d'interrogatoire et de tortures de l'armée : «Il y avait deux catégories de viols : ceux qui étaient destinés à faire parler et les viols de 'confort', de défoulement, les plus nombreux [...]». «Nous n'avions pas conscience que nous détruisions psychologiquement ces femmes pour la vie» résume un autre.

## Pères brimés ?

Les chiffres du ministère de la justice sur les divorces indiquent qu'en cas de conciliation, 90 % des couples s'accordent pour laisser la garde des enfants à la mère. La résidence alternée ne concerne que 1 % des cas, les autres vont chez leur père. Dans les divorces conflictuels, les pères demandent la garde dans 17 % des cas et dans 11 % des cas les mères sont d'accord. Les pères qui demandent donc la garde et qui vont en justice ne représentent donc à l'arrivée que 4 % des divorces (soit 2640 couples en 1996). Là, la garde est accordée à la mère dans 61 % des cas, au père dans 25 % des cas, pour le reste à la famille ou à un tiers. Les pères brimés à l'arrivée ne sont donc qu'environ 2000 par an... alors que la garde par la mère reste la grande majorité. Cette garde persistante du côté de la mère ne fait en réalité que traduire la différenciation sexuelle des rôles au sein de la famille : les mères gardent leurs enfants parce que, au sein du couple, elles en ont le plus souvent la charge. (*Alternatives économiques, novembre 2001*)

## Pour Khadra

En 1999, Khadra, jeune femme algérienne, a été grièvement brûlée par de l'essence par un intégriste qui l'a agressée parce qu'elle se déplaçait en tenue de jogging. Un collectif s'est mis en place pour lui permettre de supporter des opérations dermatologiques. Un premier traitement a pu être fait dans l'urgence peu après l'agression, mais un autre est actuellement nécessaire. Une hospitalisation est en cours à Lyon et, malgré la prise en charge par la caisse de sécurité sociale algérienne, il manque de l'argent pour boucler le budget. On peut aider en envoyant un don à : *Femmes contre les intégrismes, «Pour Khadra», BP 0640, 69239 Lyon cedex 02.*

## MAROC

### Leçon de français

Pour apprendre l'accord des adjectifs qualificatifs, les élèves de 9e (CE2 chez nous) étudient dans leur manuel de français les extraits d'un «poème» intitulé «les femmes de notre siècle» :

«Coléreuse, rancunière, noire de cœur,  
Susceptible, orgueilleuse, prétentieuse,  
Grondeuse, grondeuse, grimacière,  
Querelleuse, irascible, faiseuse de moue,  
Boudeuse, jalouse, menace-mari (...)  
Elle ne croit pas aux châtements et ne se voile pas.  
Quand on la commande, elle n'obéit pas,  
Quand on la met en garde, elle ne change pas,  
Quand on la conseille, elle n'accepte pas (...).»

L'association démocratique des femmes du Maroc a demandé aux autorités de respecter la convention de l'ONU sur l'élimination des formes de discrimination à l'égard des femmes signée par le Maroc en 1993. (*Agir pour les droits de l'homme, septembre 2001*)

## AFGHANISTAN

### Vrais problèmes des femmes



Selon Sima Wali, militante afghane pour les droits des femmes, réfugiée aux USA depuis l'intervention soviétique en 1979, les mouvements féministes ne doivent pas se focaliser seulement sur l'habillement des femmes. La guerre a déjà fait 500 000 veuves, la plupart sans ressources, souvent dans des camps de réfugiés. Les femmes sont encore souvent prisonnières soit parce qu'elles sont esclaves domestiques, soit parce qu'elles sont esclaves sexuelles, soit les deux.

## Peluche pour les enfants en danger

Une Marche blanche, initialement prévue à New-York le 20 septembre, s'est tenue à Genève le 19 novembre. Il s'agit de dénoncer les tortures, viols, blessures infligés aux enfants. En France, 83 000 enfants sont ainsi mis en danger chaque année. La peluche Mary Mascot est vendue en soutien à cette campagne. Elle est disponible contre 10 euros à l'ordre de Collectif sauver l'enfance en danger à retourner à *Regards de femmes, 33, rue Bossuet, 69006 Lyon, tél : 04 72 17 83 04.*

placer par celle d'équité. (...) D'autres questionnements surgissent qui ne pourront être éludés. Une certitude pourtant : les tapis de bombes, les attentats, les terrorismes non seulement ne régleront rien, mais radicaliseront l'oppression d'un sexe sur l'autre».

## Femmes seules



Environ 31 % des personnes vivent seules dont près de 20 % avec des enfants à charge. Sur deux millions de familles monoparentales, 85 % sont des mères qui élèvent seules leurs enfants. Seules une grosse moitié a un emploi. Cette situation est fort différente selon les âges. Il y a plus d'hommes qui vivent seuls jusqu'à 50 ans, ensuite ce sont les femmes les plus nombreuses, l'écart grandissant avec l'âge. Ceci s'explique par la mort plus jeune des hommes et pas par le divorce (qui laisse autant d'hommes que de femmes seuls).

## PAIX

### Collectif «Ruptures»

Le collectif féministe Ruptures a publié d'intéressantes analyses sur le conflit actuel dont voici des extraits : «Le monde se réduirait à deux camps dans lesquels chacun est le barbare de l'autre. Qui pourrait le croire ? (...) La logique de guerre fait partie du système néo-libéral dont le fer de lance est les Etats-Unis. Il repose en effet sur une hiérarchie qui consiste à soumettre à la 'raison marchande' tous les rapports sociaux et politiques, le marché étant seul capable de procurer la richesse et le bonheur à toutes et à tous (...) A la trappe les femmes afghanes ! On reconnaît là la mâle assurance de l'Occident qui, dans sa prétention à représenter l'universel, veut imposer sa vision du monde aux autres, en particulier aux femmes renvoyées à leur spécificité (...) Les femmes ont été les premières cibles des intégrismes : il suffit d'évoquer les meurtres de femmes en Algérie, les lapidations de femmes en Iran, l'épuration ethnique en ex-Yugoslavie... tous ces crimes qui n'ont pas été considérés comme une question politique ont conduit depuis 1993 les Etats intégristes, dans les conférences mondiales, à remettre en cause la notion d'égalité pour la rem-

## PARIS

### Sans publicité pornographique

Partout en France, on peut voir de la publicité illégale pour des serveurs pornographiques sur internet, le minitel ou par téléphone. Partout ? Non, sauf à Paris où les équipes de nettoyage ont à peu près réussi à maintenir les murs propres. Il y a moyen d'intervenir pour demander le nettoyage de ces publicités. Le mode d'emploi est disponible auprès de *La Meute, Maison des femmes, 163, rue de Charenton, 75012 Paris, site : lameute.org.free.fr.*

# Tittytainment

Connaissez-vous Vance Packard ? Il fut le premier, avec son ouvrage *The Hidden Persuaders* (1), à attirer dès 1957 l'attention du public sur les techniques de manipulation mentale.

Vous savez, ces techniques que la loi antisecte a finalement renoncé à interdire... peut-être parce qu'elles sont plus souvent utilisées par les publicitaires que par les sectes.



Image extraite du film «Brazil».

En 1964, il publie un autre ouvrage, *Une société sans défense*, sur la surveillance et le fichage de la population par la police, mais surtout par les entreprises, où cette fois il n'hésite pas à comparer la société dans laquelle il vit, l'Amérique des années 1960, aux œuvres d'anticipation de George Orwell et d'Aldous Huxley : 1984 et *Le Meilleur des mondes*.

Le temps a passé depuis mais les livres de Vance Packard, de George Orwell et d'Aldous Huxley n'ont rien perdu de leur actualité. Le monde dans lequel nous vivons correspond à peu de choses près à ce qui était à l'époque imaginé comme un cauchemar.

Pourtant une fausse note subsiste : la dictature que redoutaient Orwell et Huxley était d'inspiration soviétique, mais le "totalitarisme tranquille" (2) que nous connaissons aujourd'hui est capitaliste. Hormis cela, tout correspond : l'œil des caméras de vidéosurveillance épie chacun de nos gestes, nous sommes au seuil d'une normalisation génétique, la voix des médias nous berce du lever au coucher dans la douce anesthésie d'un

divertissement médiocre et nous assure que notre monde serait parfait sans la petite délinquance et la contestation politique. Ce divertissement insipide comme un sucre d'orge porte même un nom : le tittytainment. Ce terme inventé par Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller pour la sécurité nationale auprès de Jimmy Carter, est une contraction de entertainment (divertissement) et de tits (seins en argot américain). L'évocation des seins se réfère ici plus à leur fonction nourricière qu'erotique. L'idée de Zbigniew est que, dans un monde où 20 % de la population mondiale suffira à faire tourner l'économie, le problème des nantis consistera à doser le pain et les jeux qu'il leur sera nécessaire

d'accorder à la majorité démunie afin qu'elle se tienne tranquille :

*Un cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettrait selon lui de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète* (3).

C'est là que réside la différence entre le totalitarisme communiste et celui de nos

"démocraties-marchés" (4) : l'ultralibéralisme a compris qu'il pouvait contenir par la douceur ses populations dans une aliénation passive que Staline cherchait à imposer par la force. Sylvio Berlusconi n'a menacé personne pour arriver au pouvoir, il a acheté des chaînes de télévision. Dans le roman de George Orwell, la population ne peut pas éteindre la télévision dans les appartements individuels. Dans l'Italie capitaliste, elle le peut, mais elle ne le fait pas. Et l'auteur du *Meilleur des mondes* l'avait déjà compris :

*Aldous Huxley n'a-t-il pas écrit que le mot d'ordre devenu classique de Patrick Henry – la liberté ou la mort – paraîtrait aujourd'hui mélodramatique ? Nous l'avons remplacé, soutient-il, par des exigences d'un tout autre ordre : "Donnez-nous des télévisions et des hamburgers, mais débarrassez-nous des responsabilités de la liberté"* (5).

Ce nouveau mot d'ordre sonne le glas de nos démocraties. Un exemple ? La disparition du commerce de proximité au profit de la grande distribution. Les grandes surfaces se sont imposées par la douceur et la séduction à nos habitudes de consommation. Des prix bas, une gamme étendue de produits et de services : le consommateur ne résiste pas. Pourquoi résisterait-il ? Il ne veut pas comprendre que, quand la grande distribution aura totalement éliminé le commerce de proximité et quand les fusions entre groupes

**“Donnez-nous des télévisions et des hamburgers, mais débarrassez-nous des responsabilités de la liberté”**

6 AU 13 JUILLET 2002

# 20 ANS DE SILENCE

Pour son vingtième anniversaire, Silence organise un camping du samedi 6 juillet à partir de midi au samedi 13 juillet 2002 (au Cun du Larzac). Cette rencontre que nous voulons familiale et festive permettra de favoriser les initiatives directes entre lecteurs et lectrices.

## Programme évolutif (1er décembre)

### Tôt

■ **randonnées, ateliers, gym, aikido, spiritualité, grasse matinée...** selon vos désirs.

### 10 h-13 h : ateliers en parallèle

Pré-programme (pouvant être enrichi par les lecteurs jusqu'en mars)

■ **l'action non-violente** avec des jeux, des rencontres, des récits, des images... animé par Michel Bernard et André Larivière (réseau Sortir du nucléaire)

■ **Ecologie et écologistes** avec des débats autour des différentes approches de l'écologie : des Verts au libertaire, du travail associatif au terrain politique, du rôle des médias, fonctionnement en réseau, en mouvement, en parti... changer par le haut, changer par le bas, démocratie, autogestion... animé par Madeleine Nutchey et Christian Sundt (Les Verts)

■ **Développer des alternatives** par des rencontres avec des praticiens de terrain (construction saine, agriculture biologique, énergies renouvelables...) animé par une personne de Silence et Jean-Michel Gagneux (Le Cun) (peut-être un chantier sur place ?)

### 13 h

Repas collectif avec compte-rendu rapide des ateliers, présentation de la soirée

### Après-midi

Temps libre (siestes, baignades à la Dourbie, randonnées sur le Larzac...)

### A partir de 18 h

Scènes libres selon les propositions faites par les lecteurs dès maintenant (contes, musiques, etc.) Une soirée sera consacrée à la rencontre avec les paysans du Larzac.

Le Cun du Larzac dispose d'une possibilité d'accueil pouvant aller jusqu'à 125 personnes en temps normal avec possibilité de dérogation jusqu'à 300 personnes. Au-delà, il est possible de négocier des champs chez les paysans voisins. Nous avons donc besoin d'avoir une idée du nombre de personnes qui viendront. Il existe également une vingtaine de gîtes sur le plateau du Larzac... mais il faut réserver vite.

**Nous vous demandons donc de vous inscrire dès maintenant en nous retournant le bon ci-dessous.**

Nom :

Adresse :

Téléphone (facultatif) :

Nous viendrons aux dates suivantes (encercler les dates) :

**Sam. 6 - Dim. 7 - Lun. 8 - Mar. 9 - Mer. 10 - Jeu. 11 - Ven. 12 - Sam. 13**

Nous proposons une animation (facultatif) (joindre un texte de présentation) :

Nous serons : \_\_\_ adultes \_\_\_ enfants

- je souhaite un hébergement en gîte (20 familles seulement)  
 je souhaite un hébergement en dortoir (25 places seulement)  
 je souhaite un emplacement en camping (sans limite)

Je verse pour le moment une somme de 10 euros correspondant à un emplacement en camping et permettant l'accès aux différentes activités. Je serai appelé à compléter cette somme si je réserve une place en gîte ou en dortoir, si j'opte pour la restauration collective.

**A retourner à : Silence / 20 ans, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.**

auront abouti à un partage stable du territoire, les distributeurs n'auront plus aucune raison de se gêner pour augmenter subrepticement leurs marges commerciales... mais ils n'auront pas davantage de raisons de revenir, en contrepartie de cette augmentation, au choix et à la qualité autrefois assurés par le commerce de proximité ! Ils auront imposé une implacable dégradation du service rendu aux consommateurs en éliminant la production artisanale et en exigeant de leurs fournisseurs rapidité d'approvisionnement et quantités industrielles au détriment de toute qualité. Lorsqu'on est parvenu à s'assurer le monopole d'un marché et que tout boycottage est devenu impossible, on peut tout à coup démasquer ses longues dents et tirer une grosse marge bénéficiaire de mauvais produits.

Le choix de la grande distribution aura été effectué "démocratiquement", comme celui de la télévision de Berlusconi. Les réactions des consommateurs ne sont pas difficiles à prévoir, elles font l'objet de tant d'investigations, d'études et de sondages que les pièges tendus par les experts du marketing font mouche à tous les coups. C'est pour cela que la démocratie est si facile à acheter.

L'ultralibéralisme a parfaitement compris que les méthodes stalinienne tant redoutées par Huxley et Orwell étaient aussi maladroites qu'inutiles : pourquoi contraindre brutalement les citoyens à une béate passivité alors qu'une connaissance plus approfondie de leurs comportements démontre qu'ils ne demandent que cela ? La population n'a nul besoin que l'aliénation soit obligatoire pour s'y adonner. Personne n'oblige encore les Italiens à regarder les chaînes de télévision de Berlusconi. Ce n'est que dans un second temps, quand tous les autres médias auront été éliminés, que celui-là deviendra obligatoire. Parce que la population préfère le divertissement à l'analyse, les grands groupes de presse et de télévision qui proposent un divertissement facile plutôt que des analyses sérieuses éliminent le journalisme d'investigation honnête et s'assurent progressivement un monopole de fait. Une fois ce monopole installé par le "choix démocratique du marché", les informations indispensables à la vie quotidienne ne passeront plus que par ce vecteur unique et le rendront obligatoire. Après que nous lui aurons nous-mêmes souhaité la bienvenue, la dictature sera entrée par nos portes grandes ouvertes et se sera installée à notre table.

**Philippe Laporte ■**

(1) En traduction française : *La Persuasion clandestine*, Calmann-Lévy, 1958.

(2) André Bellon, Anne-Cécile Robert, *Un totalitarisme tranquille*, Syllepse, 2001.

(3) Hans-Peter Martin et Harald Schumann, *Le Piège de la mondialisation*, Solin-Actes Sud, 1997, page 13.

(4) Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Folio, 1999.

(5) Vance Packard, *Une société sans défense*, Calmann-Lévy, 1965, page 22.

## Accès au dossier médical

Le 4 octobre, Bernard Kouchner a présenté un projet de loi sur les droits des patients. Ce projet a été adopté avec le soutien de la gauche et l'absence de la droite. Principal apport de cette nouvelle loi : une modification sensible des rapports entre le patient et le médecin : possibilité d'indemnisation en cas d'erreur de thérapie, prise en charge des traitements en cas de maladie iatrogène (maladie contractée au sein d'un hôpital lors d'un traitement), enfin, alors que les associations mènent campagne sur ce sujet depuis plus de vingt ans, libre accès au dossier médical pour le patient.

## «Nouvelles» spécialités médicales

La loi Kouchner du 4 octobre permet la renaissance de la gynécologie médicale comme spécialité à part entière. C'est une victoire pour cette profession menacée par une directive européenne et qui avait réussi à réunir plus d'un million de signatures

## Tabac Philip Morris condamné

La firme a été condamnée par Le tribunal de Quimper à 200 000 F d'amendes pour non respect de la loi sur l'affichage des dangers sur les paquets de cigarettes. La firme avait trouvé astucieux de rajouter au-dessus des mentions légales « nuit gravement à la santé » et « fumer provoque le cancer » un petit « selon la loi ». Elle a été également condamnée à verser 500 000 F de dommages et intérêts au CNPT, comité national contre le tabagisme, à l'origine de la plainte.

en sa faveur. La loi reconnaît également les spécialités d'ostéopathe et de chiropracteur mais uniquement pour les médecins ayant suivi une formation dans un établissement agréé par l'Etat.

## Pas de rappel pour la variole

Alors que les menaces à l'attaque biologique sont à l'esprit, Bernard Kouchner a indiqué qu'il n'était pas question de rétablir le vaccin contre la variole, vaccin dont l'obligation a été supprimée dans les années 70 et dont l'usage a été totalement arrêté en 1984, la maladie étant considérée comme éradiquée. La raison évoquée par Kouchner pour ne pas vacciner est intéressante : il estime que les effets secondaires ne justifient pas l'usage de ce vaccin.

### PARIS

## Procès de Beljanski en appel

La cour d'appel de Paris vient de fixer les dates du procès en appel : ce sera les 6, 13, 20 et 27 mars, de 9 h à 12h30. Il s'agira une nouvelle fois de savoir si un chercheur indépendant a le droit de faire connaître les médicaments qu'il a mis au point sans passer par les habituels industries pharmaceutiques. Aux Etats-Unis, les produits Beljanski sont en vente libre. En France, ils sont interdits. CIRIS, 16, chemin de Saint-James, 17550 Dolus-d'Oléron, tél : 05 46 75 39 75.



## Téléphones portables

■ **Antennes dangereuses.** Une étude lancée sur Lyon par un laboratoire de l'INSA, portant sur 600 questionnaires remplis par des personnes résidant à proximité d'antennes fait ressortir des troubles du sommeil important, un sentiment de fatigue, souvent des maux de tête. Les questionnaires font également ressortir une augmentation de l'irritabilité, des nausées, des pertes de mémoire, des perturbations visuelles, des pertes d'appétit, des vertiges, des troubles cardio-vasculaires... Toutes ces observations sont proches de celles que l'on observe chez les personnes irradiées.

■ **Agir contre les antennes.** Alors qu'en Belgique, les antennes-relais ne doivent pas dépasser 2,4 microwatts par centimètre carré de puissance, en France, on autorise 450 microwatts soit 180 fois plus. Les scientifiques demandent que l'on descende à 1 microwatt, on en est donc loin. Une association s'est mise en place pour lutter contre les dangers des antennes-relais des téléphones : Priartém, 9, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris, tél : 01 42 22 25 38.

### MARSEILLE

## Réseau Santé pour tous

Le réseau Santé pour tous a vu le jour à Marseille le 18 septembre dernier avec comme vocation de défendre le libre choix thérapeutique, de donner les informations nécessaires pour se maintenir en bonne santé... Ce réseau est soutenu par Marseille Nature, un restaurant et boutique bio. Réseau Santé pour tous, 19, place Gouffé, 13005 Marseille, tél : 04 91 78 28 28.

### TOULOUSE

## Naturopathie

Des cours d'initiation aux méthodes de naturopathie seront donnés les mardis 15, 22 et 29 janvier et le mardi 5 février, de 18h30 à 20 h au 18, rue des Sept Troubadours. Cours animés par Catherine Martinez, présidente de l'association Bio-Santé 31. Bio-Santé 31, 2355, route de Plan-taurel, 31860 Labarthe-sur-Lèze, tél : 05 61 08 51 96.

■ **Petite phrase.** «Les centrales nucléaires sont dangereuses, mais elles ont au moins le mérite de produire de l'électricité, alors que les organismes génétiquement modifiés ne servent à rien, à part rapporter de l'argent à l'industrie». Jacques Testard, directeur de recherche à l'Inserm, Institut national de la recherche médicale.

■ **Gers : communes contre les OGM.** Il y avait en 2000, des parcelles expérimentales d'OGM dans trente départements, le Gers arrivant en tête avec douze parcelles. Le mouvement d'opposition y est particulièrement vif et de nombreuses communes ont pris des arrêtés pour en interdire la culture : Mouchan, Gimont, Montguilhem, Castin, Monfort, Lasserade, Castelnaud-Barbarens, Valence-sur-Baïse, Condom, Montesquiou, Nogaro, Laas, Louslitges, Eauze, Encausse, Faget-Abbatial... (Gavr'Auch, septembre 2001)



## Déchets

■ **Poissons d'élevage.** De plus en plus de poissons commercialisés pour la consommation proviennent d'élevage. Or les analyses montrent que tous ces poissons sont plus gras que les poissons d'eau vive. De plus, ils sont souvent nourris avec des farines animales contenant des graisses. Or les graisses accumulent les produits toxiques comme la dioxine ou les PCB. Plusieurs campagnes de mesures sont en cours (Inserm, Afssa) pour éventuellement limiter la consommation de ces poissons. (60 millions de consommateurs, été 2001)

■ **Loi sur la collecte sélective.** En 1992, Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, accordait un délai de dix ans pour que les déchèrtes d'ordures ménagères soient fermées et remplacées par une collecte sélective. Alors que ce délai s'achève l'année prochaine, le ministère de l'environnement chiffre à 46 % la population qui bénéficie d'une collecte sélective. Et encore celle-ci est souvent limitée : quand il s'agit de déchetteries où les gens doivent amener leurs déchets triés (en voiture), le taux de récupération est très faible. Enfin, depuis dix ans, rien n'a été fait pour limiter la quantité des déchets à la source : la hausse est continue. La loi de 1992 ne sera donc pas applicable en 2002.

■ **Hérault : incinérateur et cadmium.** L'incinérateur de Lunel-Viel a été mis en route en 1999. Il se veut ultra-moderne. En septembre 2000, une analyse sur le cadmium (un métal lourd dangereux) dans deux échantillons de raisin, l'un près de l'incinérateur, l'autre à 2,5 km, donne 2 fois plus de cadmium dans l'échantillon de raisin le plus proche. Une nouvelle analyse en septembre 2001, donne cette fois une teneur en cadmium dix fois supérieure pour le raisin proche (bien qu'encore dix fois inférieur à la limite admissible). Ceci montre que l'usine rejette bien ce métal lourd, mais également qu'il y a un phénomène d'accumulation. L'incinération, même moderne, n'est donc pas une solution pour les déchets. ICI, c/o AVEC, BP 69, 34001 Lunel cédex, tél : 04 67 73 51 10.

## Eau

■ **Espagne : suite de la marche bleue.** La commission à l'environnement du Parlement européen a adopté un amendement qui dit «la commission à l'environnement exprime son inquiétude quant aux récentes séries de propositions de gestion de l'eau en Europe, tel le plan hydrologique national espagnol qui propose la construction de 118 nouveaux bar-

rages et le développement d'une importante infrastructure d'irrigation. Ces propositions en effet n'abordent pas la question d'un usage et d'une gestion raisonnés de l'eau à travers les mécanismes de tarification ou d'autres moyens de sauvegarde de la ressource». C'est un premier pas, mais cette commission qui regroupe des députés européens n'a qu'un rôle consultatif. Les associations à l'origine de la Marche bleue de l'été 2001 demandent le gel des subventions européennes concernant le plan hydrologique voulu par le gouvernement espagnol.



Arrivée au parlement européen.

■ **Bretagne : procès contre un livre.** Nous signalions dans notre numéro spécial Bretagne (été 2000) la parution de l'ouvrage de Jean-François Piquot sur le fonctionnement du comité départemental d'hygiène (CDH) d'Ille-et-Vilaine. Cet ouvrage examine les autorisations concernant les porcheries de la région et montrait à l'évidence que les éleveurs bénéficiaient de largesses administratives. L'auteur a été attaqué en procès par la Chambre d'agriculture pour «atteinte à sa réputation et à son image». L'auteur a reçu le soutien de l'ensemble des associations d'environnement de Bretagne. La Chambre d'agriculture n'a sans doute pas apprécié qu'après la lecture de l'ouvrage, le préfet ait mis en place une cellule de réflexion sur le fonctionnement du CDH à laquelle participait Jean-François Piquot. MCE, Maison de la consommation et de l'environnement, 48, boulevard Magenta, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 35 50.

■ **Nantes : suites de l'Erika.** Un colloque sur les évaluations des suites de l'Erika est organisé à l'Université de Nantes, du 23 au 25 janvier. Colloque Erika, présidence de l'université, 1, quai de Tourville, BP 13522, 44035 Nantes cedex 01, tél : 02 51 12 57 52.

## Pesticides

■ **Népal : produits oubliés.** Depuis 25 ans, les lois sur les pesticides dans les pays riches sont de plus en plus restrictives. Les compagnies chimiques se tournent alors vers les pays plus pauvres pour finir d'écouler leur production. Des militants de Greenpeace venus d'Inde et d'Angleterre ont ainsi mis à jour plusieurs sites de stockage de pesticides obsolètes dans la région de Katmandou, au Népal. Ces pesticides oubliés proviennent de

## Effet de serre

■ **Asie : impasse prévisible.** Entre 1976 et 1981, l'augmentation des consommations d'énergie fossiles en Asie a été de 45 %, entre 1981 et 1986 de 73 %, entre 1986 et 1991 de 31 % et entre 1991 et 1996 de 55 %. Pour le seul pétrole, on est passé de 161 millions de tonnes en 1976 à 481 millions de tonnes vingt ans plus tard. Les émissions de CO2 progressent dans les mêmes proportions. Même si l'Europe a presque stabilisé son niveau d'émission, même si les Etats-Unis pourraient techniquement en faire autant, la hausse de la consommation en Asie ne laisse pas envisager d'amélioration possible à court terme. Dans ce contexte, l'accord de Kyoto finalement adopté à Marrakech, le 10 novembre dernier ne suffira même pas à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre (5,2 % de baisse en dix ans pour les pays industrialisés). Selon les spécialistes pour revenir à une situation saine, la baisse mondiale devrait être de l'ordre de 80 % !



■ **Croissance des arbres.** La période de croissance des arbres s'est accrue en Amérique du Nord de 12 jours en vingt ans et de 18 jours pour l'Europe et l'Asie selon la revue américaine «Journal de recherche géophysique» du 16 septembre. Ceci est le résultat d'une campagne de mesures faites par satellite au-dessus de l'hémisphère nord. C'est l'augmentation de température et de CO2 (nécessaire à la croissance des plantes) qui explique ce phénomène. (Imagine, novembre 2001)



■ **Avions destructeurs.** Une étude menée par Bruno Brenier de l'Ensam d'Aix-en-Provence permet de comparer la pollution d'un avion à celle d'une voiture. Un Airbus A330-200, l'un des plus propres actuellement, consomme pendant ses cent premiers kilomètres autant qu'une voiture pendant 3,7 millions de kilomètres. Un Boeing 747, l'un des plus sales, consomme lors des cent premiers kilomètres, l'équivalent de ce qu'une voiture consomme en 8 millions de kilomètres. La consommation est maximale au moment du décollage. (Tam-Tam, novembre 2001)

■ **Ile-de-France : HQE contre effet de serre.** Une étude sur la démarche HQE, Haute qualité environnementale, dans les bâtiments de la région Ile-de-France conclut qu'il est possible d'ici 2010, à condition d'inclure ce critère dans tous les chantiers de construction ou de rénovation, d'atteindre 40 % des objectifs de réduction des gaz à effets de serre, de diminuer de 16 % la consommation d'eau et de 30 % la consommation d'énergie pour le secteur résidentiel et tertiaire. Le label HQE devrait pour cela s'appliquer à toutes les nouvelles constructions scolaires, aux piscines, aux établissements sportifs, aux logements sociaux, aux établissements de santé et de restauration collective ainsi qu'aux lotissements privés bénéficiant d'une aide de la région. La région n'est pas sûre de pouvoir suivre un tel scénario mais a mis en place une mission HQE en son sein chargée d'intervenir en amont de tous les chantiers.

Bayer, Hoechst, Sandoz (Novartis), Shell, Rhône-Poulenc, Union Carbide (Dow) ou Monsanto. Greenpeace demande à ces firmes d'assurer le financement pour la destruction de ces pesticides. Greenpeace estime qu'il y a ainsi au moins 500 000 tonnes de produits toxiques dispersés inutilement dans le monde. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

■ **Pollution de la nappe phréatique.** Un rapport du commissariat

général au plan rendu public le 24 octobre montre qu'après les nitrates, ce sont les pesticides qui sont en train de polluer lentement mais sûrement les eaux souterraines. Le rapport dénonce la lenteur de la mise en place de la loi sur l'eau de 1992 qui prévoit une protection particulière des zones de captage. Seulement 3 % de ces points de captage en surface et 47 % des points de captage en eau souterraine sont exempts de pollution.



## Bienvenue au loup

L'ASPAS, association pour la promotion des animaux sauvages, vient de publier une petite brochure argumentaire pour ceux qui veulent valoriser le retour du loup en France. Disponible contre 4 euros auprès de ASPAS, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.

## Transports

■ **Automobiles mortelles.** En Europe, on compte chaque année en moyenne 11,1 morts pour 100 000 habitants. Les Pays-Bas ont fait considérablement baisser leur nombre de morts (6,9 pour 100 000) depuis l'introduction de radars sans surveillance (1500 dans tout le pays actuellement). Ce genre de radar est jugé illégal en France, la loi précisant qu'une personne doit être sur place pour voir si l'appareil fonctionne correctement. Changeons la loi !

■ **Dirigeables.** La technologie des dirigeables permettrait aujourd'hui d'effectuer des transports par les airs avec un minimum d'énergie : le poids du dirigeable étant considéré comme nul, il ne faut en effet fournir que l'énergie pour faire face à la résistance de l'air (et du vent si contraire). Le dirigeable dispose maintenant d'un argument de plus : en cas de choc avec un building, il ne se passerait rien du tout.

■ **Paris : troisième aéroport.** Alors que le gouvernement s'acharne à vouloir lancer un troisième aéroport à l'horizon 2020, pensant que d'ici là la croissance des transports saturerait Orly et Roissy, les chiffres sont cruels : en un an, de septembre à septembre, le nombre de passagers dans les deux aéroports a baissé de 10 %, d'octobre à octobre de 17 %. Depuis l'ouverture des pistes 3 et 4 de Roissy, celui-ci fonctionne à moins de la moitié de sa capacité. Pour peu que les écologistes obtiennent, développement durable oblige, que le kérosène

soit un jour taxé comme le carburant automobile, il serait logique de prévoir une baisse rapide des vols en avion.

■ **Projet Lyon-Turin.** Au départ, le projet de tunnel sous les Alpes pour la liaison Lyon-Turin concernait le fret. Devant le coût énorme de ces travaux, il a été envisagé la possibilité d'y faire passer des trains-voyageurs... et puis le travail de lobbying aidant, on parle maintenant de TGV-voyageurs et de moins en moins du fret. Les élus Verts de la région Rhône-Alpes sont intervenus pour dénoncer cette évolution : ils ont voté pour le financement des études sur le fret, mais contre les études sur les voyageurs.

■ **Vallée d'Aspe : sans camion ?** Le tunnel du Somport a été construit sans galerie de secours. Après l'accident du Mont-Blanc, il a été prévu de faire des liaisons entre le tunnel ferroviaire et le tunnel routier. Si du côté espagnol, les deux tunnels sont voisins, ce n'est pas le cas du côté français et cela pose des problèmes techniques. Plutôt que de laisser ce tunnel sans usage, les autorités envisagent de l'ouvrir début 2002... pour les voitures seulement. De quoi donner des arguments aux opposants aux camions dans le tunnel du Mont-Blanc, ce dernier n'ayant pas non plus de tunnel de secours. *Alternatives Pyrénéennes, BP 131, 64404 Oloron-Sainte-Marie, tél : 05 59 39 41 45.*

## Education à l'environnement

Atelier Spirale est une association qui s'est spécialisée dans la réalisation et la diffusion d'outils pédagogiques adaptés à l'éducation à l'environnement. Ce sont plus de 110 articles qui sont disponibles dans le nouveau catalogue que l'on peut demander à : *Atelier Spirale, Pierre Giraud, 1265, chemin de Champagne, 38890 Salagnon, tél : 04 74 27 71 79.*

## Arbres de bords de routes

Sous prétexte de «traitement des obstacles latéraux», le ministère de l'environnement a lancé en 1999 un programme d'abattages des arbres de bords de routes (merci Voynet !). En Haute-Garonne, le conseil général a voté des crédits qui vont permettre d'abattre 20 à 30 % des arbres d'alignement. 400 ont déjà été coupés dans le Lauragais. Dans l'Aude et dans le Gers, la DDE fait le forcing pour avoir des crédits... Entre Bordeaux et Toulouse, les arbres devront céder le pas aux morceaux de futur Airbus. Il existe un bulletin sur

le sujet : *Lettre pour la protection des arbres en bord de route, 32450 Sémézies Cachan, tél : 05 62 65 47 07., arbresroutes@free.fr.*

d'Inéris, Larbi Bouguerra, auteur de «la pollution invisible» chez PUF, Maurice Rabache, toxicologue à la CNAM, Claude Reiss, biologiste, président de Pro-Anima. *Action-Santé-Environnement, 44/48, rue du Capitaine-Marchal, 75020 Paris, tél : 01 46 59 06 84.*

## PARIS Imperceptible pollution

L'association *Action Santé Environnement* organise le samedi 12 janvier à partir de 9h30, une journée sur les risques sanitaires des expositions aux toxiques de l'environnement. Cela se passe au Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, 75005 Paris. Intervenants : André Picot, écotoxicologue au CNRS, Henri Pézerat, CNRS, animateur de l'Andeva (victimes de l'amiante), André Cicoella,

## GUYANE Régime mafieux

Les habitants de Guyane n'ont jamais pu lire l'article du *Monde diplomatique* paru en février 2001 sur l'orpailage sauvage et les complexités administratives locales : tous les numéros mis en vente ont été achetés en tas par de mystérieux acheteurs dès les premières heures de leur mise en kiosque.

## Catastrophe chimique

■ **Toulouse : situation critique.** Le 21 novembre à 10h27, deux mois pile après l'explosion, le collectif «plus jamais ça» a organisé trois minutes d'arrêt de la ville. De nombreux syndicats ont relayé l'appel et la ville s'est effectivement arrêtée. Dans les écoles, les enseignants ont également marqué l'arrêt en mémoire des victimes. On estime qu'environ 50 000 personnes au total sont touchés dans leur vie quotidienne par l'accident AZF. Environ 10 000 personnes ont commencé l'hiver dans des appartements dont les vitres sont remplacées par des cartons. Plusieurs milliers de personnes sont au chômage technique. Plusieurs milliers d'élèves et d'étudiants ne peuvent plus suivre leurs cours. Dans le primaire, les élèves ont été redistribués dans les autres classes de la ville, provoquant un entassement défavorable à l'enseignement et les enfants doivent faire de longs trajets. Les délais annoncés pour reconstruire les écoles détruites prévoient une situation normale pour seulement avril 2002. Concernant l'université du Mirail, les collèges et lycées, les délais seront plus longs : pas avant 2003. Sur le terrain, ce sont surtout les Motivé-e-s, les Verts et l'extrême-gauche qui ont aidé les comités de quartiers à se structurer pour être efficaces dans les revendications. Une association des sinistrés regroupant déjà plus de 1000 personnes s'est constituée pour agir collectivement en justice. Les associations de quartier de la ville collectent maintenant les informations sur les autres usines à risque. Alors que la situation reste critique, seul le président PS du conseil général a clairement pris position pour le déplacement d'AZF, de la SNPE et de Tolochimie, les trois usines du site. Du côté de la mairie, c'est «courage, fuyons», quant à la direction d'AZF, elle prône, avec le soutien de certains syndicats pour qui l'emploi prime tout, une simple modernisation du site.

■ **Martigues : action de Greenpeace.** Le 15 novembre, se tenait à Martigues l'un des vingt-deux débats régionaux organisés pour tirer le bilan de l'accident AZF de Toulouse. L'ensemble des interventions portait sur la maîtrise des risques qui, à l'évidence, à Toulouse, n'ont pas suffi. Douze militants de Greenpeace sont venus disposer cinq fûts représentant les principaux crimes environnementaux avec les mentions «engrais», «chlore», «brome», «PVC» et «TBT», des produits à l'origine de nombreux risques dans les zones industrielles alors que l'on pourrait se passer totalement de ces produits par des alternatives moins dangereuses. Une banderole annonçait «Zéro toxique = zéro risque».



# Pour en finir, une fois pour toutes, avec le développement

Présenté comme la solution aux problèmes du Sud, le développement n'est souvent qu'un autre visage de l'occidentalisation du monde. Qu'il soit «durable», «soutenable» ou «endogène», il s'inscrit toujours, de manière plus ou moins violente, dans la logique destructrice de l'accumulation capitaliste. Il signifie inégalités, destructions de l'environnement et des cultures. Pourtant, des solutions peuvent être imaginées, qui prennent en compte la diversité du monde et s'appuient sur les expériences, menées ici ou là, d'économie non marchande.

Voici un peu plus de trente ans est née une espérance. Une espérance aussi grande pour les peuples du tiers-monde que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans ses fondements, puisque les Blancs l'avaient apportée avec eux avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Mais enfin, les responsables, les dirigeants et les élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Les jeunes Etats ont tenté l'aventure. Avec maladresse, peut-être, mais ils l'ont tentée, et souvent avec une violence et une énergie désespérées. Le projet «développementaliste» était même la seule légitimité avouée des élites au pouvoir. Certes, on peut épiloguer à l'infini pour savoir si les conditions objectives de réussite de l'aventure moderniste étaient ou n'étaient pas remplies. Sans ouvrir cet énorme dossier, tout un chacun reconnaîtra qu'elles n'étaient guère favorables ni à un développement planifié, ni à un développement libéral.

Le pouvoir des nouveaux Etats indépendants était pris dans d'insolubles contradictions. Ils ne pouvaient ni dédaigner le développement ni le construire. Ils ne pouvaient, en conséquence, ni refuser d'introduire ni réussir à acclimater tout ce qui participe de la modernisation : l'éducation, la médecine, la justice, l'administration, la technique. Les «freins», les «obstacles» et les «blocages» de toute nature, chers aux experts économistes, rendaient peu crédible la réussite d'un projet qui implique d'accéder à la compétitivité internationale à l'époque de l'«hypermondialisation». Théoriquement reproductible, le développement n'est pas universalisable. D'abord pour des raisons écologiques : la finitude de la planète rendrait la généralisation du mode de vie américain impossible et explosif.

Le concept de développement est piégé dans un dilemme : soit il désigne tout et son contraire, en particulier l'ensemble des expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca ; et alors il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre et définit alors

nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'expérience occidentale du «découpage» de l'économie telle qu'elle s'est mise en place depuis la révolution industrielle en Angleterre dans les années 1750-1800. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, son contenu implicite ou explicite réside dans la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît.

Or, ce noyau dur, que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là, est lié à des «valeurs» qui sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident et recueillent peu d'écho dans les autres sociétés (2). Les sociétés animistes, par exemple, ne partagent pas la croyance dans la maîtrise de la nature. L'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui l'accompagnent sont rigoureusement impossibles à penser et à mettre en œuvre parce qu'impensables et interdites (3). Ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne.



(1) Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Presses de Sciences Po, Paris 1996. p. 377.

(2) Pour une analyse des autres raisons plus théoriques, voir notre ouvrage *Faut-il refuser le développement ?* PUF, Paris, 1985.

(3) Sur ce sujet voir tout particulièrement Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. op cit.

Le développement a été une grande entreprise paternaliste («les pays riches assurent l'essor des pays les moins avancés») qui a occupé approximativement la période des «trente glorieuses» (1945-1975). Conjugué transitivement, le concept a fait partie de l'ingénierie sociale des experts internationaux. C'était toujours les autres qu'il fallait développer. Tout cela a fait faillite. En témoigne le fait que l'aide fixée à 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors de la première décennie du développement des Nations unies en 1960, réajustée à la baisse à 0,70 % en 1992 à Rio et en 1995 à Copenhague, n'atteint pas les 0,25 % en 2000 ! (4) En témoigne aussi le fait que la plupart des instituts d'études ou des centres de recherches spécialisés ont fermé leurs portes ou sont moribonds.

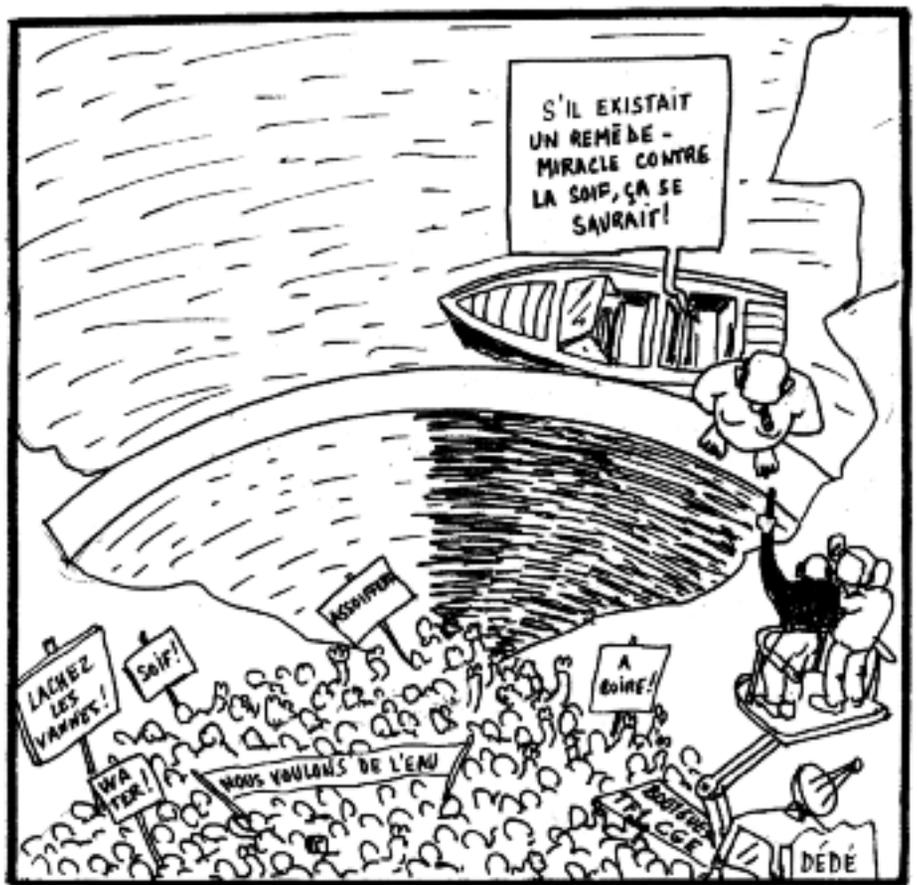
La crise de la théorie économique du développement, annoncée dans les années 1980, est en phase terminale : on assiste à une vraie liquidation ! Le développement ne fait plus recette dans les enceintes internationales «sérieuses» : Fonds monétaire internationale (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Au dernier forum de Davos, la «chose» n'a même pas été évoquée. Il n'est plus revendiqué au Sud que par certaines de ses victimes et leurs bons samaritains : les organisations non gouvernementales (ONG) qui en vivent (5). Et encore ! La nouvelle génération des «ONG sans frontières» a axé le charity business plus sur l'humanitaire et l'intervention d'urgence que sur l'essor économique.

Toutefois, le développement a moins été victime de sa faillite, pourtant incontestable au Sud, que de son succès au Nord. Ce «retrait» conceptuel correspond au déplacement engendré par la «mondialisation» et par ce qui se joue derrière cet autre slogan mystificateur. Le développement des économies nationales devait déboucher presque automatiquement sur la transnationalisation des économies et sur la globalisation des marchés.

Dans une économie mondialisée, il n'existe pas de place pour une théorie spécifique destinée au Sud. Toutes les régions du monde désormais sont «en développement» (6). A un monde unique correspond une pensée unique. L'enjeu de ce changement n'est autre que la disparition de ce qui donnait une certaine consistance au mythe développementiste, à savoir le *trickle down effect* c'est-à-dire le phénomène de retombées favorables à tous.

## Colonisation des imaginaires

La répartition de la croissance économique au Nord (avec le compromis keynésiofordiste), et même celles de ses miettes au Sud, assuraient une certaine cohésion nationa-



le. Les trois D (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) ont fait voler le cadre étatique des régulations, permettant ainsi au jeu des inégalités de s'étendre sans limites. La polarisation de la richesse entre les régions et entre les individus atteint des sommets inusités. Selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis 1950, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés est en pleine régression, de même que l'espérance de vie. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres ! Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute l'Afrique subsaharienne. Enfin, les avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine avec son 1,2 milliard d'habitants !

Dans ces conditions, il n'est plus question de développement, seulement d'ajustement structurel. Pour le volet social, on fait largement appel à ce que Bernard Hours appelle joliment un «samu mondial» dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital (7). Toutefois, si les «formes» changent considérablement (et pas seulement elles), tout un imaginaire reste bien en place. Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement par d'autres moyens. L'Etat s'efface derrière le marché. Les États-nations du Nord qui s'étaient déjà fait plus discrets avec le passage de témoin de la colonisation à l'indépendance quittent le devant

de la scène au profit de la dictature des marchés (qu'ils ont organisée...) avec leur instrument de gestion, le FMI, qui impose les plans d'ajustement structurels. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'économicisation et la technicisation sont poussées à leur point ultime. La critique théorique et philosophique radicale menée courageusement par un petit nombre d'intellectuels marginaux (Cornélius Castoriadis, Ivan Illich, François Partant, Gilbert Rist, en particulier) a contribué au glissement rhétorique mais n'a pas débouché sur une remise en cause des valeurs et des pratiques de la modernité.

Si la rhétorique pure du développement et la pratique qui lui est liée de l'«expertocratie» volontariste ne fait plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, qu'on peut définir comme le «développementisme», reste intact.

(4) «Le mot développement, écrit Bertrand Cabedoche en conclusion de son livre, les chrétiens et le Tiers-Monde (Karthala, 1990, p.255), a pu perdre de son attrait au contact de trop d'expériences décevantes. Il reste le seul vocable que partagent tous les humains pour dessiner leur espoir».

(5) La socio-économie du développement aurait dû, dès lors, se substituer à la science économique normale ; toutefois, en dépit de quelques frémissements dans ce sens, c'est l'inverse qui s'est produit.

(6) Bernard Hours, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, 1998.

(7) On comprend que certaines élites du Sud (et leurs griots du Nord), victimes de la baisse de l'aide et veufs de leur discours de légitimation revendiquent avec nostalgie un «retour» au développement.



La survie du développement à sa mort est surtout manifeste travers les critiques dont il a été l'objet. Pour tenter d'en conjurer magiquement les effets négatifs, on est entré en effet dans l'ère des développements «à particule» (8). On a vu des développements «autocentrés», «endogènes», «participatifs», «communautaires», «intégrés», «authentiques», «autonomes et populaires», «équitable» sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! Les humanistes canalisent ainsi les aspirations des victimes. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il constitue un bricolage conceptuel, visant à changer les mots à défaut de changer les choses, une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice. Le «durable» est alors ce qui permet au concept de survivre.

Dans toutes ces tentatives pour définir un «autre» développement ou un développement «alternatif», il s'agit de guérir un «mal» qui atteindrait le développement de façon accidentelle et non congénitale. Quiconque ose s'attaquer au développement se voit rétorquer qu'il se trompe de cible. Il ne s'en serait pris qu'à certaines formes dévoyées, au «mal-développement». Mais ce monstre repoussoir créé pour l'occasion n'est qu'une chimère aberrante. Dans l'imaginaire de la modernité, en effet, le mal

ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison qu'il est l'incarnation même du Bien. Le «bon» développement, même s'il ne s'est jamais réalisé nulle part, est un pléonasmisme parce que par définition développement signifie «bonne» croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle. C'est l'excès même des preuves de son caractère bénéfique qui révèle le mieux l'escroquerie du concept, flanqué ou non d'une particule.

## Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes.

Il est clair que c'est le «développement réellement existant» — de la même manière qu'on parlait du «socialisme réel» —, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environnementaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. Le développementisme exprime la logique économique dans toute sa rigueur. Il n'existe pas de place, dans ce paradigme, pour le respect de la nature exigé par les écologistes ni pour le respect de l'être humain réclamé par les humanistes.

Le développement réellement existant apparaît alors dans sa vérité, et le développement «alternatif» comme une mystification. En accolant un adjectif, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social ou une composante écologique à la croissance économique

comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle. En se focalisant sur les conséquences sociales, comme la pauvreté, les niveaux de vie, les besoins essentiels, ou sur les nuisances apportées à l'environnement, on évite les approches holistes ou globales d'une analyse de la dynamique planétaire d'une mégamachine techno-économique qui fonctionne à la concurrence généralisée sans merci et désormais sans visage.

Dès lors, le débat sur le mot développement prend toute son ampleur. Au nom du développement «alternatif», on propose, parfois, d'authentiques projets antiproductivistes, anticapitalistes très divers qui visent à éliminer les plaies du «sous-développement» et les excès du «mal-développement» ou plus simplement les conséquences désastreuses de la mondialisation. Ces projets d'une société conviviale n'ont pas plus à voir avec le développement que l'«âge d'abondance des sociétés primitives» ou que les réussites humaines et esthétiques remarquables de certaines sociétés pré-industrielles qui ignoraient tout du développement (9).

## L'autre nom de la guerre économique

En France même, nous avons vécu cette expérience en vraie grandeur d'un développement «alternatif». C'est la modernisation



(8) La mouvance anti-développementiste est présente au sein des ONG, des mouvements écologistes et de l'intelligentsia à peu près partout dans le monde, mais de façon très minoritaire avec quelques points forts, en Inde, au Mexique, au Québec, en Belgique et en Suisse. Il existe deux réseaux qui en regroupent les principaux représentants : l'INCAD (International Network for Cultural Alternatives to Development) basé à Montréal, Centre interculturel de Montréal, 4917, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, Canada, H2T2W1 et le Réseau Sud/Nord cultures et développement, 172 rue Joseph II Bruxelles, Belgique. Le premier publie la revue *Interculture* (deux éditions, en français et en anglais), Le second publie le bulletin *Quid pro quo* en français, anglais et espagnol. Le principal ouvrage de référence est «The development dictionary», édité par Wolfgang Sachs, Zed books, Londres, 1992. Cet ouvrage traduit dans de nombreuses langues, sauf le français, regroupe des contributions des principaux représentants de ce courant.

(9) Marc Poncelet, *Une utopie post-tiersmondiste, la dimension culturelle du développement*, L'Harmattan, Paris, 1994. p. 76. Ce travail de redéfinition du développement porte toujours plus ou moins sur la culture, la nature et la justice sociale. «La dimension culturelle», comme le note Marc Poncelet, semble conférer une dimension humaine à une problématique trop sèchement environnementaliste. Elle procure un supplément d'âme, un entregent social, une profondeur philosophique aux indicateurs humains» p. 21.

de l'agriculture entre 1945 et 1980, telle qu'elle a été programmée par des technocrates humanistes et mise en œuvre par des ONG chrétiennes, jumelles de celles qui sévissent dans le tiers-monde (10). On a assisté à la mécanisation, la concentration, l'industrialisation des campagnes, à l'endettement massif des paysans, à l'emploi systématique de pesticides et d'engrais chimiques, à la généralisation de la «malbouffe»...

Qu'on le veuille ou non, le développement ne saurait être différent de ce qu'il a été et est : l'occidentalisation du monde. Les mots s'enracinent dans une histoire ; ils sont liés à des représentations qui échappent, le plus souvent, à la conscience des locuteurs, mais qui ont prise sur nos émotions. Il y a des mots doux, des mots qui donnent du baume au cœur et des mots qui blessent. Il y a des mots qui mettent un peuple en émoi et bouleversent le monde. Et puis, il y a des mots poison, des mots qui s'infiltrent dans le sang comme une drogue, pervertissent le désir et obscurcissent le jugement. Développement est un de ces mots toxiques. On peut, certes, proclamer que désormais un «bon développement, c'est d'abord valoriser ce que faisaient les parents, avoir des racines (11)», c'est définir un mot par son contraire. Le développement a été, est, et sera d'abord un déracinement. Partout il a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriment de l'autonomie des sociétés.

Faudra-t-il attendre encore quarante ans pour qu'on comprenne que le développement c'est le développement réellement existant ? Il n'y en a pas d'autre. Et le développement

## DIALOGUE AU FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL



réellement existant, c'est la guerre économique (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), le pillage sans retenue de la nature, l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin la destruction de toutes les cultures différentes.

C'est pourquoi le «développement durable», cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles...

On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique, retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité !

L'alternative ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social.

L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes.

En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler l'*umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs... L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Serge Latouche ■

Article paru initialement dans *Le Monde Diplomatique*, mai 2001.

S'ARRÊTER UN MOMENT, PUIS RÉFLÉCHIR.

J'AI DES ACTIONS  
PARIBAS, BURD-TUNNEL,  
FRANCE-TELECOM,  
THOMPSON...  
ET...

JE CONTINUE  
À DESCENDRE  
MES POUVELLES!



(10) Il illustre parfaitement le procédé dénoncé par Viviane Forrester : «l'imagination des instances au pouvoir est sans limite lorsqu'il s'agit de distraire la galerie avec des bricolages débiles, sans effets, sinon néfastes, sur rien». Forrester Viviane, *L'honneur économique*, Fayard, 1996.p. 90.

(11) Notons avec Gilbert Rist (op.cit. p. 329) que le vrai développement défini dans le rapport de la commission Sud comme «un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie» ne s'est jamais produit nulle part.

# Et si on parlait humain, plutôt qu'économie ?

L'Histoire du monde est faite d'une exclusion croissante et d'une dégradation de l'environnement.

Se cantonner dans un débat sur le terrain économique n'a aucun sens. Si solution il y a, elle est à chercher dans de nouveaux rapports humains

Je voudrais m'empresseur de dire que j'aurais aimé éviter le mot *développement*. D'abord parce que — comme les journalistes le savent bien — la meilleure manière de nuire à ses ennemis est de ne pas parler d'eux ; mais surtout parce qu'on entend parler un peu partout d'un autre développement ou d'un développement durable, alors que je suis là aujourd'hui pour parler de pas de développement du tout. En effet, qu'il soit sale, propre, autre ou durable, le développement est toujours un processus dans lequel l'objectif premier est d'ordre économique. Or c'est le primat de l'économique devenu objectif social qui génère l'exclusion et la misère.

## Parlons paysan

Beaucoup de gens ne s'excusent pas de parler de ce qu'ils ne connaissent pas. Je ne m'excuserai donc pas de parler de ce que je connais un peu, à savoir l'agriculture. Historiquement, chez nous et dans les pays du Sud, elle a été la première victime du développement, de par les difficultés économiques chroniques où ont été mis d'innombrables paysans et, par ailleurs, le traitement de choc imposé à la terre et aux êtres vivants, lequel commence à inquiéter — voir la vache folle — la société tout entière. Ces situations misérables ont eu pour unique cause première le choix de faire baisser les prix agricoles, de façon, d'abord à ne pas faire monter les salaires, puis à permettre une diversification de la consommation, le tout au service de la croissance industrielle. Dans tout ce processus, jamais les effets humains de cette évolu-

tion, considérée comme souhaitable ou du moins normale, ou inévitable, n'ont été pris en compte. Les paysans, ceux de notre pays en particulier, seraient pourtant en droit de faire un procès à la société tout entière pour la manière indigne dont ils ont été traités en citoyens de seconde zone, pour ne pas dire moins encore.

Parler d'après-développement, ce n'est pas laisser courir son imagination sur ce qui pourrait arriver en cas d'implosion du système, faire de la politique-fiction ou examiner un cas d'école. C'est parler de la situation de ceux qui, actuellement sont des exclus et le seront demain, de ceux, donc, pour qui le développement est une injure, et qui sont indubitablement les plus nombreux à la surface de notre planète terre. Encore un exemple tiré de l'activité agricole : les agriculteurs « développés » — disons munis d'un tracteur — représentent 2 % du total des paysans du monde ; les autres, à savoir près de la moitié de l'humanité, travaillent avec des animaux, et, le plus souvent, à la main. Bien sûr, si l'on considère les productions respectives de ces deux groupes ou les capitaux qu'ils détiennent, le rapport de forces bascule. Mais les quintaux de blé et les comptes en banque ne tiennent qu'un seul et même langage : celui de la concurrence et de la rentabilité. Tandis que les hommes, même quand ils ne parlent pas, ont la capacité de parler d'eux-mêmes et de leurs désirs. Et quand ils parlent

vrai, le nombre compte, comme l'histoire le montre de temps en temps. Plus largement, il y a sur cette planète six milliards d'hommes, dont la moitié sont des exclus du



jeu économique tel qu'il se déroule actuellement ; il y aura, d'ici à vingt-cinq ans, deux milliards supplémentaires d'humains, dont la plupart seront du côté de ces mêmes exclus. Il faut donc commencer par nous remettre la tête à l'endroit : quand on parle de développement, on prend au sérieux une affaire qui ne concerne qu'une minorité d'humains, quand bien même ils disposent d'énormes moyens de propagande et d'une prétention non moindre. Au-delà de ce constat, il faut nous poser la question de qu'est-ce qui se passe quand chez nous il n'y a plus de développement, ce qui est vrai pour une proportion de 40 % environ de la population, dont ce n'est pas le problème, davantage dans les pays de l'Est, et risque de le devenir pour une proportion croissante.

## Choisir l'homme contre la force

Au-delà de cette simple observation du présent, si l'on ouvre les yeux sur notre monde tel qu'il va, nous pouvons nous croire à la veille d'un grand changement, non pas tant dans l'ordre des réalités matérielles que dans celui des idéologies, qui influence nécessairement à plus ou moins long terme, sur le premier. L'homme occidental des dix-neuvième et vingtième siècles s'est cru le maître de l'Histoire, et l'Histoire elle-même était conçue comme progrès. Aujourd'hui, même si cela ne se dit pas dans les discours

officiels, on commence à en douter. Non seulement chacun de nous sait pertinemment, au fond de lui-même, qu'il ne changera pas le monde, mais encore que, même s'il fait tous les efforts possibles pour le rendre meilleur, il a quelques chances de le trouver pire d'ici à quelques années. Et si l'on pouvait penser, il y a quelques décennies, que la somme de tous les efforts des hommes de bonne volonté aboutirait à quelque chose de positif, voire à un monde meilleur, un tel acte de foi paraît de plus en plus infirmé par les faits. Le grand changement qui est en train de se produire, c'est que les hommes se rendent compte que, collectivement ou non, ils ne sont plus les maîtres de l'Histoire et ne peuvent même plus prétendre à l'être.

Serge Latouche affirme qu'« il nous faut décoloniser notre imaginaire ». La force d'inertie de cet imaginaire est bien autre chose que celle que nous voyons dans les fameuses multinationales pour bloquer les nécessaires transformations. En effet, et malheureusement pour Serge Latouche, comme pour nous, l'imaginaire de nos sociétés est partagé entre l'inquiétude que je viens de décrire et une apparence de prospérité qu'en particulier, l'ascension des classes moyennes dans nombre de pays d'Europe, et même d'Amérique Latine, renforce. Celle-ci joue un triple rôle : justificatif de l'idéologie mondialiste, elle constitue un modèle attractif pour ceux qui n'y accéderont cependant jamais, en même temps qu'elle est un cache-misère puisqu'elle dissimule la croissance du nombre des exclus et la dégradation qualitative de leur situation. L'apparente levée de la menace venant de l'Est conforte cette fausse sécurité. Un de mes amis, revenant d'Haiti après de nombreuses années, s'étonne de voir se généraliser la mode des couettes dans le lit des Français. Il y voit, dans cette France enfouie sous la couette, un symbole de notre confortable aveuglement, du temps des pensées molles et des engagements vagues.

Ce qui précède nous amène à définir un choix, une première valeur de référence : nous choisissons l'homme vivant et concret plutôt que la puissance et la force aveugle des idéologies ou des soi-disant impératifs économiques. Les conséquences d'un tel choix sont très claires : si nous pensons, comme l'écrivait Madame Aubry en 1998 : « les exclusions trouvent leur origine dans les principes même du fonctionnement de nos sociétés modernes », nous ne pouvons nous situer parmi ceux que j'appelle les systémiques, à savoir ceux qui s'imaginent — à l'instar de l'attitude pratique de nos gouvernements d'Europe — que le système économique peut perdurer et s'étendre, dans un processus de mondialisation, au prix de quelques réformes. Nous ne pouvons pas non plus nous situer parmi les réformistes pour qui l'économie de l'avenir fonctionnerait sur trois pieds : secteur salarial tel qu'actuel, redistributions étatiques, tiers-secteur enfin. Si l'exclusion trouve sa source dans les principes du fonctionnement de nos sociétés, c'est contre

ces principes qu'il faut lutter et non se contenter de replâtrages, faute de quoi ladite exclusion ne peut que s'accroître.

## Choisir le culturel et le politique, contre l'économique.

Le principe n°1 du système, c'est la primauté de l'économique. Choisir l'économique, c'est choisir l'exclusion ; nous l'avons montré tout à l'heure à propos de l'agriculture. C'est pourquoi, après avoir dénoncé le développement, notre association, La Ligne d'Horizon, s'est attaquée, à Lyon, voici trois ans, à l'économique au cours d'un colloque intitulé précisément *Sortir de l'imposture économique*. Si une société ne se donne pas comme objectif prioritaire non seulement le travailler-manger de tous, non seulement le droit à l'existence de tous, mais encore la reconnaissance de l'utilité sociale de tous, elle ne peut que produire de la misère. Nous nous devons d'insister sur le coût social de l'exclusion qui ne peut s'estimer en termes de francs ou d'euros, à savoir une dégradation qualitative de la situation de gens privés de travail : destruction de personnalités, de couples, de familles, montée de l'alcoolisme et de l'usage des drogues, de la criminalité et du suicide, repli sur soi, rupture des liens de solidarité et désaffection pour la militance.



Le problème de la misère n'est pas économique. En en faisant un problème économique on ne fait que l'aggraver. De cette réflexion nous pouvons extraire une deuxième idée-force : la nécessaire reconstruction sociale ne peut se faire en s'attaquant de front aux problèmes économiques. L'homme exclu, même s'il souffre de misère, est d'abord un exclu social et politique. C'est sa parole qu'il faut d'abord lui rendre, non pas dans l'abstrait, mais dans sa relation à un peuple, à un

territoire. Certains commencent à se rendre compte — oh ! c'est encore bien timide — dans les milieux de ce que l'on appelle l'insertion, auxquels je participe dans ma région, qu'agir dans les domaines culturel et politique est prioritaire. Changer la culture et la politique, tel était le sous-titre qu'avait choisi, il y a vingt-cinq ans, la revue *Esprit*, ce qui exprime bien notre retard en la matière. Serge Latouche n'hésiterait sans doute pas à dire que nos amis africains sont beaucoup plus avancés que nous dans ce domaine : ceux qui ont entendu à Lyon il y a trois ans Emmanuel N'dione s'en sont certainement souvenus. Et ceux d'entre nous qui, en France, s'intéressent aux élections se sont probablement aperçus que nous sommes très loin de vivre en démocratie. Or il est certainement difficile d'agir dans le domaine économique d'une façon équitable si la démocratie n'est pas chérie et cultivée dans nos communes, et au-delà.

## Choisir la solidarité

J'en viens maintenant au *que faire ?*, avec encore un exemple tiré de l'agriculture. Il est tout à fait intéressant de voir se développer aujourd'hui tout un secteur de petites exploitations, souvent créées par des personnes d'origine non paysanne, en difficulté d'emploi, cherchant à vivre d'autoproduction et de mise de leurs produits en marchés de proximité avec un maximum de transformation sur place et d'exigence de qualité. Dans le Languedoc, nous venons de fonder une association pour aider ceux qui entreprennent de telles choses. Mais nous n'avons pas été longs à nous apercevoir que la réussite de ces aventures dépend de l'aide que peuvent s'apporter, dans un milieu hostile — car modelé par la concurrence — ceux qui s'y livrent : cette expérience est à la base de notre troisième principe : contre l'économie concurrentielle, choisir la solidarité. A ce propos, je voudrais encore citer Serge Latouche qui a une réflexion éclairante lorsqu'il nous dit qu'il faut « préférer la niche au créneau ». Je m'explique : les alternatifs s'imaginent parfois qu'il faut trouver dans le système un créneau où pouvoir exercer une activité non conforme. Serge nous invite à voir et penser large, en synergie avec d'autres, pour constituer peu à peu une niche où peut s'instaurer, dans la solidarité de plusieurs acteurs, un équilibre économique partiel peut-être, mais évolutif.

Tout ceci tend à montrer qu'au lieu de nous demander d'abord *que faire ?*, il vaut mieux peut-être nous demander avec qui nous avons quelque chose de neuf et de vraiment intéressant à faire. Et si, dans le monde, il y a et il y aura, comme nous l'avons montré, beaucoup plus d'exclus que d'« inclus », est-il tellement absurde de penser que l'avenir du monde est plutôt du côté des premiers que des seconds ? Pour le moment, parmi ceux qui actuellement s'occupent de ces exclus, beaucoup sont portés à ce qu'on appelle aujourd'hui l'humanitaire, c'est-à-dire à se pencher sur la misère des autres, en se



gardant bien de croire que ces autres ont quelque chose à leur apprendre. A côté de cette dérive humanitaire, il y a celle que j'appelle la dérive rentabiliste : elle consiste à aider prioritairement les gens qui donnent l'impression qu'ils vont réussir, cette réussite étant jugée à l'aune du système. Pourtant, s'il y a un messianisme naïf dont on doit se garder, il n'empêche que la montée de l'exclusion est, par elle-même, une raison suffisante de poser, du côté des exclus, des alternatives qui soient autre chose que de l'assistance humanitaire ou une prétention à faire de l'exclu un inclus socio-économique dans une société en voie d'implosion. Les alternatives peuvent heureusement se trouver aussi du côté de ceux qui ont choisi l'exclusion volontaire, soit qu'ils vivent dans des modes de vie alternatifs, soit qu'ils aient choisi de travailler aux côtés des exclus eux-mêmes. L'important est alors que l'exclusion contrainte et l'exclusion volontaire s'accordent pour travailler ensemble, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

Il est parfois difficile de penser qu'un renouvellement de la culture et de la politique puisse se faire à partir des seules alternatives, comme si elles devaient finir par se coller les unes aux autres, voire coaguler pour produire une alternative globale. Or l'essentiel n'est pas de l'ordre du faire. Il est dans la capacité de transformation que génèrent ces expériences. De ce point de vue, renverser les termes de la célèbre expression *penser globalement, agir localement* paraît important. Il faut agir localement pour alimenter une pensée globale (sans dire toutefois que celle-ci puisse procéder de la seule action). Ceux qui ont vécu une aventure alternative, avec tout ce que cela comporte d'imagination et d'abnégation, se rendent par là capables, moralement et physiquement d'aller plus loin, plus avant, de faire des émules, enfin de susciter des réseaux de pensée et d'action.

## Choisir l'aujourd'hui

Choisir l'homme contre la force, le culturel et le politique contre l'économique, la solidarité contre l'exclusion, ne relève pas de ce que Ingmar Granstedt appelle le savoir gestionnaire dont procèdent les réformes venues d'en haut et constamment dépassées. Ces prétendues réformes elles-mêmes s'enracinent dans une vision du futur dont Montesquieu aurait pu dire qu'on l'encense par habitude. Comme l'écrit Eric Hobsbawm : nous ne savons pas où nous allons... Si l'humanité doit avoir un semblant d'avenir, ce ne saurait être en prolongeant le passé et le présent. Si nous essayons de construire le troisième millénaire sur cette base, nous échouons. Mais ni lui ni Thuillier (dans son livre *La grande implosion*) ne définissent des voies d'avenir. A nous donc de les rechercher, non pas tant dans l'imaginaire ou les utopies, mais dans le présent. Choisir l'aujourd'hui : tel pourrait être le quatrième principe vers lequel convergent les trois premiers, comme trois fleuves dans la mer. Choisir l'aujourd'hui, c'est avoir le souci constant de la justesse de nos actions. Les vraies révolutions sont celles de l'esprit et les choses qui avancent vraiment le font en fonction de leur justesse et non de stratégies calculées. Trop de calcul et de stratégie nuit : voir ce qui se passe en politique. Choisir l'aujourd'hui c'est, dans l'immédiat, organiser des réseaux pour confronter nos expériences, pour nous soutenir les uns les autres contre les forces hostiles, nous aider dans nos créations alternatives de nos conseils et de nos ressources. Cette démarche est bien sûr à mener d'abord dans notre environnement immédiat. Mais nous serons beaucoup plus riches d'expériences et d'idées si nous apprenons à voir au-delà, si nous nous relions par-delà les mers et les continents à ceux qui tentent des démarches alternatives. Et puisqu'il est question ici de mondialisation, je voudrais terminer en citant ces propos réalistes mais désabusés de Baudrillard : mondialisation et universalité ne vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture. La mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition. A nous donc de choisir notre camp, sachant que celui des espèces menacées n'est pas forcément, à long terme, celui des perdants.

François de Ravignan ■

Article tiré d'une conférence réalisée pendant le salon Primevère de Lyon, février 2001.

JEUDI 28 FÉVRI

# Défaire le

## Colloque international sur

**H**istoriquement, l'ère du développement fait suite à celle de la colonisation, comme l'ère de la mondialisation prend le relais de celle du développement. L'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire se renforcent avec l'accumulation sans limite du capital sous la domination toujours accrue des firmes transnationales. La guerre économique et les inégalités ne se déploient plus seulement entre les peuples, mais aussi au sein des espaces nationaux. La destruction de l'environnement est universelle. Cette évolution nourrit des résistances diverses qui se fondent souvent sur la nostalgie et aboutissent parfois à des replis identitaires désastreux. Il n'y a d'avenir écologique, culturel et politique soutenable et souhaitable qu'au-delà d'une nécessaire décolonisation de l'imaginaire. Il faut sortir non seulement de la mondialisation mais encore du développement, en secouant le joug de la dictature de l'économie. Cela signifie, pour le Sud comme pour le Nord du monde, libérer les initiatives et les alternatives de toutes sortes afin de briser le carcan de la fin d'une histoire unidimensionnelle. Après le réveil de Seattle, le moment est venu d'élargir le débat et d'approfondir les analyses. Il faut reprendre en main ses destinées, défaire le développement et renouer avec la pluralité des mondes.

**Jeudi 28 février, de 18 h à 21 h**

### Soirée inaugurale

animée par Alain Gresh (Monde diplomatique) avec, sous réserves : **Ivan Illich, Arundhaty Roy, Dario Fo, Aminata Traoré, John Berger, José Bové ou François Dufour.**

**Vendredi 1er mars, de 9 h 30 à 12 h 30**

### Plénière de lancement,

animée par Silvia Perez-Vitoria, (La Ligne d'Horizon) articulée autour de quatre interventions :

- **Serge Latouche** : Le développement n'est pas le remède à la mondialisation. C'est en fait le problème.
- **Wolfgang Sachs ou Gilbert Rist** : Il faut sortir du développement et de la mondialisation, c'est à dire sortir de l'économie, rouvrir l'histoire, la politique, la pluralité des destins.
- **Lakshman Yapa** : Les alternatives ne sont pas dans l'aménagement de l'existant mais dans l'après-développement.
- **Michael Singleton** : Vues du Sud, les perspectives de l'après-développement.

**Vendredi 1er mars, de 15 h à 18 h**

### Mirages et ruines du développement

Quatre ateliers en parallèles :

#### 1. Les habits neufs du développement

Responsable : **Marie-Dominique Perrot.**

Derrière les nouveaux vocables (développement durable), les nouvelles priorités des organismes internationaux (la lutte contre la pauvreté de la Banque Mondiale), l'intérêt porté par des multina-

# développement, refaire le monde

l'après développement, co-organisé par La ligne d'horizon et Le Monde diplomatique

tionales sur des expériences «alternatives» (l'épargne populaire encouragée par Monsanto) ou la floraison des comités d'éthique dans les entreprises, assiste-t-on à une conversion de l'économie ? L'atelier, engagé dans une critique épistémologique du développement, cherchera à décrypter les phénomènes de récupération, d'instrumentalisation et de manipulation qui, sous couvert de faire du «bon» développement, confortent en fait les situations de domination. Bref, il s'agit de faire apparaître les maux derrière les mots.

## 2. L'économie criminelle : avenir ou vérité du développement ?

Responsable : **Umberto Santino**.

La dérive criminelle des économies de nombreux Etats, que ce soit au Sud ou au Nord, nous interroge. Derrière cette déliquescence de l'Etat et son remplacement par des mafias, des systèmes de corruption généralisée ou des trafics en tous genres, n'est-ce pas la caricature d'un modèle économique qui apparaît ? En ce sens l'économie criminelle serait déjà en germe dans nos sociétés policées et les mafieux et trafiquants ne nous tendraient rien d'autre qu'un miroir.

## 3. A vos risques et périls : le développement suicidaire

Responsable : **Wolfgang Sachs**.

Voilà un atelier où seront remises en cause quelques grandes «croyances occidentales» : la croissance bénéfique, le progrès salvateur, la technique au service de l'homme... En étudiant les conséquences de ces dogmes dans la réalité, ce sont les rapports de l'homme à son environnement, de l'économie à la nature qui feront l'objet d'une réflexion qui conduit raisonnablement à crier «halte là !».

## 4. Get off their back !

### Laissez donc les pauvres tranquilles !

Responsable : **Majid Rahnama**.

Il faut sortir les pauvres de la pauvreté ; il faut aider le tiers monde ; il faut permettre aux pauvres de profiter de nos richesses... Et si le meilleur service que l'on pouvait rendre aux « pauvres » était en fait... de ne pas s'occuper d'eux ? De les laisser tranquilles ? De s'abstenir, selon le principe de précaution, d'aller faire plus de dégâts qu'autre chose en jouant les bons samaritains ? Outre une critique de la notion et de la pratique de l'aide, cet atelier s'interrogera sur les définitions «techniques» de pauvreté, de richesse, de besoins, etc. Et si le plus grand scandale n'était pas dans la pauvreté, mais dans la richesse ?

Samedi 2 mars, de 9 h 30 à 12 h 30

## Alternatives

### au développement, 1 :

Quatre ateliers en parallèles :

## 5. Répondre à l'oppression politique du développement

Responsable : **Emmanuel N'Dione**.

Les effets négatifs du développement ne sont pas seulement d'ordre économique ou écologique. Derrière les discours sur la démocratie, la participation et le rôle des acteurs, s'organisent de fait des formes de domination encore plus sournoises

que celles qui prévalaient du temps de la brutale colonisation.

Dépossédés du pouvoir qu'ils peuvent avoir sur leurs vies, les gens en arrivent à être incapables de donner du sens à ce qu'ils font et à ce qu'ils sont. Cependant, des contre-pouvoirs, au Nord comme au Sud, localement et plus globalement aussi, arrivent à retourner cette situation qui n'est donc pas fatale. Des femmes et des hommes réussissent à reprendre le pouvoir sur leurs propres vies. Avec certains d'entre eux, l'atelier réfléchira à cette «prise de pouvoir» par le bas qui est peut-être à la portée de tout le monde.

## 6. Les à-côtés et les au-delà du développement

Responsable : **Michael Singleton**.

Cet atelier, délibérément distancié et décalé, nous propose de regarder le développement et l'après développement avec des yeux très différents des nôtres, occidentaux «développés». Objectif : rompre avec l'ethno-centrisme et l'occidentalo-centrisme dont nous sommes tous peu ou prou porteurs, même quand on est une ONG bien intentionnée... Qu'en ont-ils à faire de nos discours, même critiques, ces relégués marginalisés drogués et prostitués ? Quel curieux regard portent-ils sur nos appels universels anti-mondialisation les adeptes des nouveaux mouvements religieux ? Comment nous jugent-ils les prophètes africains ou les imams islamistes ? Ces questions renvoient à des réalités importantes et porteuses de sens pour des populations nombreuses de la planète qui vivent à des années lumières de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen...

## 7. Survivre au développement

Responsable : **Smitu Kothari**.

A côté du rouleau compresseur de la mondialisation, souvent de façon tout à fait invisible et silencieuse, des gens s'organisent dans l'urgence et la débâcle. Peu à peu des stratégies de survie se concrétisent, des systèmes informels se mettent en place, des pratiques vernaculaires sont remises au service de la collectivité, des bricolages permettent de s'en sortir, la débrouille supplante les «programmes de développement»... Hors cadre, c'est un peu la vraie vie ! «Des alternatives qui s'ignorent» dirions-nous ? Peut-être ferions-nous mieux de nous taire et, d'abord, de les écouter. sans terre, les Zapatistes, Dipak Gyawali, Raja Gopal.

## 8. Retrouver le sens de la mesure

Responsable : **Gustavo Esteva**

Remettre en cause le développement c'est d'une certaine manière remettre en cause nos besoins «illimités», nos désirs «démésurés», nos utopies «éternelles» et nos aspirations «universelles»... Pas difficile à franchir pour nos sociétés qui s'imaginent déjà mortes si elles ne croissent pas chaque jour. Interrogeons-nous donc sur ces notions qui nous sauveront peut-être : les limites, la durée, le provisoire, l'aléatoire, le temps humain. Soyons plus modestes. Devenons raisonnables. Retrouvons le sens de la mesure..

Samedi 2 mars, de 15 h à 18 h

## Alternatives au développement, 2 :

Quatre ateliers en parallèles :

## 9. Se réappropriar l'argent

Responsable : **Tonino Perna**.

Alors qu'une tendance à considérer l'argent comme «l'instrument du diable» a toujours existé dans les milieux «alternatifs», l'atelier confrontera expériences et théories autour de la monnaie remise à sa place d'un outil au service de l'homme. Comment détourner l'argent, l'utiliser et le considérer autrement. Sont appelés à témoigner et à confronter leurs pratiques et leurs points de vue les Sels, les financements alternatifs, les expériences de micro-crédits, les monnaies fondantes, etc.

## 10. Se réappropriar les savoirs

Responsable : **Kalpana Das**.

Dépossédées de savoirs traditionnels jugés obsolètes par les prophètes occidentaux de la science et de la technique, souvent convaincues elles-mêmes de leur incompétence, des populations entières sont devenues par la grâce de l'aide et du développement des analphabètes dans leur propre langue ! Des initiatives existent qui montrent que la prise de conscience de cette dépossession peut être source d'une ré-appropriation bénéfique.

## 11. Peut-on résister sur internet ?

Responsable : **Yvonne Mignot Lefebvre**.

La résistance à la mondialisation s'organise partout et avec tous les moyens. Internet est ainsi devenu un outil que de nombreux militants à travers le monde se sont mis à utiliser, parfois avec des résultats appréciables. Mais dans cette toile serons-nous l'araignée... ou la mouche ? La résistance sombrera-t-elle dans le virtuel ou saura-t-elle profiter d'internet pour organiser de nouveaux réseaux ? Utilisateurs, défenseurs et adversaires de cette démarche débattront dans cet atelier d'un thème qui est loin de faire aujourd'hui l'unanimité.

## 12. Autosuffisance, commerce international ou commerce équitable ?

Responsable : **Silvia Pérez-Vitoria**.

Face à la «méchante» OMC le «gentil» commerce équitable est-il la solution ? En s'interrogeant sur les échanges, l'atelier tentera d'imaginer quel rôle peut tenir chacun des trois termes qui forment son intitulé.

Samedi 2 mars, à 18 h 30

## Réunion de constitution du Réseau international sur l'après développement.

Dimanche 3 mars, de 9 h 30 à 12 h 30

Table ronde animée par **Anne-Cécile Robert** (Monde diplomatique):

## Perspectives de l'après développement.

Pour tout renseignement sur le colloque, s'adresser à La ligne d'horizon, « Colloque Défaire le développement, refaire le monde », 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, [post-development.free.fr](mailto:post-development.free.fr)



## Eoliennes et aérogénérateurs

**Guy Cunty**  
**Ed. Edisud**  
**2001 - 164 p. - 18,29 €**



Réédition et réactualisation d'un des rares guides techniques existant sur le fonctionnement des éoliennes. Après une présentation rapide de l'évolution de la technique vers le gigantisme, les chapitres suivants sont plus destinés à celui qui voudrait installer une éolienne en site isolé. On y apprend comment se dresse la carte des vents d'un site, les caractéristiques à valoriser pour choisir son éolienne (il faut qu'elle démarre avec un vent le plus faible possible, qu'elle atteigne sa pleine puissance assez rapidement, qu'elle résiste au vent maximal), les moyens de stocker l'énergie... Il faut un minimum de connaissances en physique pour pou-

voir lire cet ouvrage. MB.

## La non-militarisation et les pays sans-armée

**Christophe Barbey**  
**CH 1839 Flendruz**  
**2001 - 64 p.**

L'auteur s'intéresse à la question depuis de longues années. Il réédite, en plus complet, un petit livre passionnant sur les territoires qui ont pour le moment échappé à la militarisation ainsi qu'une présentation des pays qui ont une démarche de dé militarisation. Autant dire qu'en ces périodes de militarisation immuable, ce petit livre tombe à point. Ainsi Andorre n'a jamais eu d'armée. Monaco a renoncé à une armée dès 1740. Le Luxembourg n'a plus que quelques soldats de parade. Le Liechtenstein a supprimé sa petite armée en 1968. L'Islande, indépendante en 1944, estime alors ne pas avoir besoin d'armée. Sous la pression des USA, elle entrera toutefois dans l'OTAN en 1949. En 1948, un mouvement populaire renverse le gouvernement du Costa-Rica qui a refusé de partir après des élections perdues. Une nouvelle constitution est mise en place, qui supprime l'armée. Il est intéressant de noter que depuis,

c'est le seul pays d'Amérique centrale à ne pas avoir connu de guerre ou de dictature. Le Costa-Rica n'échappe pas à de multiples crises (il est envahi en 1948 et 1955) mais il y répond par des démarches diplomatiques, avec succès. Cela entraîne d'autres pays de la région à faire de même : l'armée est supprimée en République dominicaine en 1981, en Grenade en 1983, au Panama, en 1990, en Haïti en 1995. Il existe également de très nombreux pays océaniques qui, dès leur indépendance, n'ont pas jugé utile d'avoir des armées : Palau, Vanuatu, Salomon, Samoa, Kiribiti, Nauru, Cook, Tuvalu, Micronésie, Marshall. Enfin, il faut citer le Vatican, plus petit Etat, dont les célèbres Gardes suisses sont en fait un corps de police. Le livre se penche alors sur la situation de ces pays pour voir comment se gèrent concrètement les agressions extérieures, la politique interne, le respect des droits humains, leur niveau économique, etc. L'auteur lance un appel aux personnes intéressées par le sujet pour mener des recherches sur l'évolution de la dé militarisation et a créé pour cela l'APRED, association pour la dé militarisation. MB.

## Leçon de campagne

**de Jean-Claude Leroy**  
**Ed. Cénomane (Le Mans)**  
**2001 - 128 p. - 12 €**

Ce livre est le récit de la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs en Mayenne. Le 27 janvier 2000, le réseau Sortir du nucléaire annonce la possibilité d'un enfouissement dans les monts d'Izé. Tout de suite des associations se constituent, une par village. Le 28 février, trois envoyés de la Mission Granite arrivent sur place. 3000 personnes les attendent et plus de 100 tracteurs les encerclent, les obligeant à plier bagage... à deux kilomètres à l'heure. Ils ne pourront se soulager la vessie qu'à 4h du matin... dans la Sarthe. En mars, le conseil général vote par 28 voix sur 32 son rejet du projet. 216 maires du département (sur 261) prennent position contre. Le 31 mars, c'est la région qui vote contre. On compte alors 54 associations regroupant plus de 8000 personnes. Le mouvement de refus fait tache d'huile : 15 conseils généraux sur 16 concernés votent leur refus. 300 000 signatures sont collectées (dont 30 000 en Mayenne pour 280 000 habitants !). Après le récit de la lutte, l'auteur en présente les acteurs. On y trouve une opposition aux déchets menée par Michel Nicolas, alors président du RPR départemental, beaucoup d'agriculteurs, dont de nombreux néo-ruraux



(jeunes installés), toutes tendances syndicales confondues, quelques rares Verts (peu implantés dans le département). Le rôle des politiques a été négligeable : ce sont d'abord les gens sans étiquette qui ont mené la lutte et par la suite, les associations locales auront du mal à s'entendre pour se positionner sur des questions plus globales comme « la sortie du nucléaire ». MB.

## Les mille et une forêts

**Ludovic Frère**  
**Ed. Favre / Greenpeace**  
**2001 - 216 p. - 19,70 €**

Il existe de multiples types de forêts dans le monde, des forêts boréales du nord du Canada à la forêt tropicale amazonienne. Ces mille et une forêts sont malheureusement menacées par l'exploitation outrancière du bois. Chaque année, dix millions d'hectares de forêts primaires (non plantées par l'homme) disparaissent. Si les plantations faites par l'homme dans les pays du Nord donnent l'impression d'un maintien de la couverture forestière, ces nouvelles monocultures ne sont qu'une piètre imitation de la forêt d'origine. La disparition de la forêt primaire entraîne la disparition d'espèces animales et végétales en grand nombre. Les perspectives économiques sont dramatiques. Que ce soit pour répondre à la demande croissante de papier-toilette ou de coffrage du béton dans le bâtiment, il est prévu une consommation accrue du bois de 50 % dans les dix prochaines années, dans les pays occidentaux. Ludovic Frère, chargé de mission à Greenpeace présente ici l'ampleur du problème. Après un tour du monde pour le moins catastrophique, l'auteur présente les alternatives mises en avant par Greenpeace. La première évidente est d'allonger la durée de vie de l'utilisation actuelle du bois. Cela passe par exemple par faire des habitations plus durables, de réutiliser le bois le plus de fois possible, lorsqu'il est abîmé, de le convertir en papier, puis en papier recyclé, puis en copeau d'isolation pour l'habitat, puis finalement en compost pour refaire des arbres. Cela passe aussi par l'usage



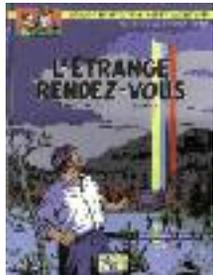
de plantes à croissance rapide (bambous, paille de blé, pédoncules de soja) pour remplacer le bios dans certains usages, notamment pour supprimer le bois dans le contreplaqué. On peut économiser le papier de multiples façons : imprimante écrivant des deux côtés, utilisation de papier au grammage plus léger, lutte contre la publicité envahissante et de plus en plus inutile... Toute la dernière partie recense des exemples d'initiatives prises par des gouvernements, des industriels, des organisations internationales pour économiser le bois. Les très nombreux chiffres, tableaux et illustrations en feront un excellent guide pour tous ceux qui s'intéressent à cette importante question. MB.

B . D .

## L'étrange rendez-vous

**de Jean Van Hamme**  
**et Ted Benoit**  
**Ed. Blake et Mortimer**  
**2001 - 66 p. - 12,5 €**

Cette série à succès (premier tirage à 550 000 ex !) nous entraîne cette fois-ci aux Etats-Unis au début de la course aux armements. Si le scénario est comme chaque fois excellent, on retiendra tout particulièrement l'avertissement ici donné : la possession de l'arme atomique risque de conduire à un conflit total qui détruira l'humanité. FV.



## Le cri du peuple

**de Tardi et Jean Vautrin**  
**Ed. Casterman**  
**2001 - 80 p. - 14,5 €**



La Commune de mars 1871 sert de cadre à une épopée où se croisent les destins d'un capitaine déserteur après avoir refusé de tirer sur le peuple, d'un ancien notaire condamné au bagne, de Louise Michel, Jules Vallès,

## La biosphère

Jean-Paul Deléage  
Ed. Découvertes Gallimard  
2001 - 128 p. - 9 €

La biosphère est cette mince couche de vie qui recouvre la Terre. Elle est un ensemble complexe dans lequel se multiplient les interactions entre être vivants, animaux ou végétaux, mais également les gaz, l'énergie solaire... Jean-Paul Deléage, physicien et historien des sciences commence cet ouvrage richement illustré en rendant un juste hommage au savant russe Vladimir Vernadsky qui dès 1926 avait publié un ouvrage précurseur portant ce même titre et affirmant pour la première fois que toute la vie sur terre était interdépendante. La recherche scientifique a depuis mis en évidence certains phénomènes généraux, en particulier le très actuel effet de serre très lié avec le climat. Cette prise de conscience des interactions modifie la perception que nous avons de notre environnement, l'un des penseurs les plus performants étant sans doute James Lovelock qui, au delà de certains aspects (il est pro-nucléaire) a une imagination particulièrement fertile. Le chapitre central montre comment la vie est apparue sur la planète et comment elle a évolué à une certaine vitesse... jusqu'à la révolution industrielle. Depuis, la consommation effrénée d'énergie nous permet

d'avoir certes un niveau de vie jamais atteint, mais provoque une dégradation accélérée de la biosphère. Devant le risque d'une Terre qui implose, la recherche de solutions est toujours passée par de nouvelles avancées technologiques. Mais l'histoire de Biosphère II, en 1991, où l'on a essayé de reconstituer un monde artificiel en totale autonomie, a mis fin à cet espoir : la nature est infiniment plus complexe que ce que l'homme peut espérer mettre en œuvre. Quelque part la solution est dans une réconciliation entre l'homme et la nature, mais le livre laisse ici le débat totalement ouvert. Un livre, comme tous ceux de cette collection, extrêmement agréable à lire. MB.



le rédacteur du «Cri du peuple», du peintre Courbet... Le premier tome de cette adaptation du roman du même nom vient de sortir. Quatre tomes au moins sont prévus pour une histoire qui fait penser aux Misérables de Victor Hugo. Un maître du roman, illustré par un maître de la BD en noir et blanc. A déguster. FV.

C . D .

## Tibet Libre

de Solidarité Tibet  
(17, rue Roland-Garros  
41000 Blois)

2001 - 150 mn - 15,2 €

Hommage à 50 ans de résistance non-violente, ouvrage collectif produit par l'association Solidarité Tibet, la vente de ce double album veut briser les murs du silence et de la désinformation et contribuer, en accord avec les Tibétains, à des projets éducatifs et sanitaires. Compilation



qui conserve une belle et rare homogénéité, avec des sons qui viennent du dub/reggae mariés avec bonheur aux chants traditionnels, à la flûte et

même aux mélodies des machines. De belles voix comme le son des tablas et la musique des prières traversent cette œuvre réussie. 25 des 33 titres sont inédits, cela ajoute du sérieux à la richesse des interprétations où l'on découvre pêle-mêle l'ironico-reggae de Tryo, l'excellent et envoûtant Kaly Live Dub, *Om Shanti* création sur un morceau traditionnel par Foula, le souffle de Shakti, le puissant mixe sur prières rituelles de *Bustafunk* ou encore les trompettes de *Ceux qui marchent debout*... Autour ou dans l'affaire, on voit les noms de Lojo, ONB, Raoul Petite, Hightone, Burning Heads... Dommage que le livret, fourni, mais aux illustrations mal choisies (sauf la toile connue de Combas et cette terrible image de Aatoth), ne comporte que les contacts électroniques relatifs au combat tibétain et que n'y soient pas explicitées concrètement les destinations de l'argent récolté comme les projets aidés. Une vraie création qui dépasse la simple somme de talents

pour une cause qui peut facilement verser dans le médiatiquement-correct. M. Mahlen.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Une mystification idéologique : Le Choc des civilisations** de Miguel Chueca, éd. CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, 2001, 44 p. 3,80 €. Après les attentats du 11 septembre, les médias ont largement relayé les opinions de Samuel Huntington parues dans son livre *Le Choc des civilisations*. Miguel Chueca analyse ici un livre qui accompagne les thèses de la droite américaine selon laquelle le monde ne comporterait que deux camps, les bons (américains de préférence) et les autres. Le manichéisme simplificateur est une vieille méthode qui, si elle était réelle, obligerait à ranger tout contestataire de la politique des multinationales dans le camp des mauvais. Les médias du monde entier dépendant des sources d'informations américaines, lesquelles sont contrôlées par quelques multinationales, on peut facilement comprendre pourquoi le livre d'Huntington a eu un tel écho. Une réponse rapide et nécessaire.

■ **Les confessions d'un primate**, Pierre Jouvantin, éd. Belin, 2001, 192 p. 15 €. L'auteur, chercheur en écologie comportementale raconte des anecdotes sur les animaux qu'il a observés. De quoi se poser bien des questions sur la soi-disant supériorité de l'homme sur les autres animaux.

■ **Une archéologie de la violence en Afrique des Grands Lacs**, Manigaraba Balibutsa, éd. Ciciba, centre international des civilisations bantou, BP 770, Libreville, Gabon, 2000, 420 p. Les Hutus et les Tutsis sont de fausses ethnies créées par ceux qui visent la contrôle de la région des grands lacs. Les guerres passées dans la société (rôle de clans, des groupes sociaux que des personnes physiquement ou culturellement différentes. Mais c'est bien pratique pour justifier de la guerre et éviter les vraies questions que sont la capacité de vivre ensemble dans le respect mutuel. Des réflexions inter-africaines à découvrir.

■ **Familiarité avec les Dieux**, sous la direction de Marie-Claude Dupré, Presse Universitaire Blaise Pascal (Clermont-Ferrand), 2001, 350 p. 21,3 €. Livré avec un CD-Rom, ce livre réunit les observations de onze chercheurs sur le phénomène des tranes et des possessions en Afrique noire. Etudes anthropologiques sur un mode de religion bien particulier.

■ **Le New-age**, Marie-Jeanne Ferreux, éd. L'Harmattan, 2001, 266 p. Etude de ce mouvement qui à l'origine prônait la mise en place de communautés autour de la recherche de l'épanouissement personnel, du bien-être corporel, et d'une spiritualité liée à une nouvelle ère prévue autour d'un changement dans les étoiles. Aujourd'hui en perte de vitesse, certaines des valeurs développées sont toutefois passées dans la société (rôle de la communication, de l'imagination...). Etude de son passage des Etats-Unis à l'Europe, de son rôle politique et religieux, de son rapport à la modernité par une auteure spécialiste des croyances et des nouveaux mouvements religieux... sans éviter le risque totalitaire possible derrière un message a priori doux.

■ **Le guide des étrangers face à l'administration**, du GISTI, groupe d'information et de soutien des immigrés, éd. Syros, 2001, 220 p. 12,5 €. Complément au guide d'accueil des étrangers en France, ce guide fait le tour des procédures administratives qu'un étranger doit suivre une fois installé en France.

■ **Oiseaux migrateurs chassés...** *Organbidexka Col Libre*, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, 2001, 114 p. Compte-rendu d'un colloque permettant de confronter les comptages faits par les associations ornithologiques sur les principaux points de passage des oiseaux migrateurs en Europe. Si les données sont très techniques, le résultat est qu'il faut impérativement limiter l'accès des cols aux chasseurs où ils déciment des populations entières d'oiseaux migrateurs.

■ **Paroles de déportés**, recueil de poèmes choisis par Yves Ménager, éd. de l'Atelier, 2001, 112 p. 12,2 €. Les livres historiques sur la déportation ne manquent pas. Ce livre fait le choix de l'émotion à travers une cinquantaine de poèmes : cris d'effroi, appel à la résistance, espérance. Dououreux.

■ **Pièces à conviction**, Claude Guillon, éd. Noésis, 2001, 292 p. 17 €. L'auteur est surtout connu du grand public pour avoir co-signé en 1982 le livre *Suicide mode d'emploi*. Militant libertaire, il a écrit de nombreux articles des années 70 à maintenant sur de nombreux sujets polémiques. Dans ce livre, il se livre à une autobiographie reproduisant les textes qu'il estime les plus significatifs et recadrant le motif des débats du moment.

■ **La France et la prolifération nucléaire**, Bruno Barrillot, éd. CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, 2001, 80 p. 9,15 €. Cet ouvrage a été réalisé pour accompagner l'actuelle campagne menée par de nombreux groupes non-violents contre le quatrième sous-marin nucléaire. Un rappel utile de ce qu'est le traité de non-prolifération qui interdit l'arme atomique à ceux qui ne l'ont pas encore, mais l'autorise à ceux qui l'ont déjà, un rappel aussi de la prolifération française et de la fuite en avant par la modernisation d'armes nucléaires qui ne servent pas à grand chose comme l'ont montré les attentats du 11 septembre.

■ **Clones, avez-vous donc une âme**, Nicolas Robin, éd. L'Harmattan, 2001, 150 p. L'auteur, jeune médecin, participant à des commissions sur l'éthique médicale, aborde ici la question du clonage et de ses conséquences possibles. En poursuivant sa conquête du vivant, l'homme ne va-t-il pas devenir une chose ? S'il est possible sur le papier d'encadrer le clonage en évitant par exemple les manipulations génétiques pour simplement reproduire à l'identique une personne, rien n'empêchera ensuite dans la pratique de détourner la technique pour des fins moins avouables. L'auteur relève de très nombreuses questions : faire revivre un enfant tué accidentellement, assurer une descendance à des couples homosexuels, rechercher l'immortalité, créer une réserve d'organes, sélectionner des individus pour une tâche possible... Que devient alors la notion de parents ? d'individu ? de personnalité ? Concis, mais que de (bonnes) questions.

■ **La pause massage**, Joël Savatofski, éd. Dangles, (45800 Saint-Jean-de-Braye), 2001, 100 p. L'auteur masseur-kinésithérapeute présente les avantages du massage comme moyen de détente, de lutte contre le stress... dans des situations parfois originales. Nombreux dessins d'explications pour redécouvrir les vertus du toucher.

■ **Du côté des hommes**, Marie Rouanet, éd. Albin Michel, 2001, 226 p. 15 €. Ce roman, d'une belle écriture, nous raconte les rapports hommes-femmes à travers les épisodes de la vie de l'auteure. Pas vraiment d'histoire, par contre des clichés qui feront hurler les féministes !



## Nom de la femme mariée

Dans votre numéro de juin, la chronique «le nom de la femme mariée» est un sujet qui me tient à cœur car j'ai vécu son ambiguïté personnellement.

Rien ne m'obligeait à envisager ce problème. Je suis mariée depuis quarante ans avec le même homme pour une vie sans problème fondamental, pleine de richesses, de réflexions et d'aventures.

Mais lorsque vous voulez retrouver votre passé social, le fait d'avoir changé de nom vous plonge dans l'anonymat du souvenir. Qui était donc Mme X de ma promotion d'études dont j'avais vu le nom dans la liste de futures participantes à une rencontre des «anciennes» ? «Ah, je t'ai retrouvée parce que tu avais signé un article aussi avec ton nom de jeune fille». Voici des situations qui font comprendre que le nom n'est pas seulement un patronyme administratif. C'est aussi une signature de personnalité.

Pensons aux femmes veuves ou divorcées : faut-il qu'elles conditionnent leur identité, leur «traçabilité» au choix de leur compagnon de vie ? Les femmes ne sont-elles rien d'autre que la «femme de» ?

Au moment où l'on conditionne fortement l'opinion publique à la parité électorale (une autre rubrique sur la même page) ne serait-il pas indispensable de soulever, de remettre en question le maintien de l'identité de naissance pour les femmes, quitte pour adoucir les angles dans le changement d'habitude à adjoindre le nom de son époux au sien ? C'est ce que j'ai fait vingt ans après mon mariage ne supportant plus d'entendre mon prénom et le nom de mon mari accolés comme s'il y avait eu la naissance d'une autre personne au moment de mon mariage. Même si, dans les faits, autant matériels que psychologiques, une nouvelle personne se faisait jour (épouse et plus tard mère de famille), la sonorité du patronyme de naissance a bercé des années les énergies cellulaires. Cela ne disparaît pas le jour du mariage.

Si je suis née Nicole Dupont et devient Nicole Martin par mariage, lorsque je demande un extrait de naissance, il ne m'en sera pas délivré au nom de Nicole Martin (...).

Cette habitude, fortement répandue en France est, pour moi, un kidnapping d'identité tacite qu'il est urgent de revoir. Ceci n'entachant en rien l'amour porté à un conjoint (...).

**Marie-Laure Schmit-Berbaum** ■  
Drôme.

## Pas d'accès à internet

Je souhaiterais recevoir adresse et téléphone ainsi qu'une documentation sur «adoptez un zébu» à Madagascar comme signalé dans l'article p. 17 du n°270. Pensez à ceux qui n'ont pas d'e-mail !

**Daniel Wickers** ■  
Val-de-Marne.

Silence : *Nous privilégions toujours l'adresse postale à tout autre, mais dans ce cas, il n'y a qu'un accès par internet.*

## Téléphone portable

Je voudrais vous dire mon étonnement sur un point que je trouve paradoxal : il s'agit des contacts dont vous donnez les références par un numéro de téléphone portable. Des lignes et des lignes écrites sur les inconvénients et potentiels dangers, mais quand même, le contact est par portable. S'il y a de multiples raisons de diverses natures à posséder un portable, moi, je n'en vois assurément aucune pour téléphoner à ces numéros. Est-ce que Silence a vraiment réfléchi à ce point ?

Silence : *Nous évitons autant que possible ces numéros de téléphones ou les adresses internet... mais certaines annonces ne comportent que ce contact. De même, ne faut-il pas parler des départs en cars à une manif parce que nous préférons le train ? Faut-il supprimer cette réponse car nous écrivons sur un ordinateur fourni par une multinationale ?*

## Taxe sur les produits pétroliers

La TIPP est normalement la «taxe intérieure sur les produits pétroliers». Cette taxe est bizarrement appliquée. Il y a des produits pétroliers qui sont totale-

ment ou partiellement exonérés de cette taxe. Si mes renseignements sont exacts, il y a exonération totale sur le kérosène pour les avions, exonération partielle sur le fuel à destination du chauffage, domestique ou autre, du fuel pour l'industrie, l'agriculture, la pêche et les transports. Je ne sais pas ce qu'il en est des produits de la pétrochimie.

Il y a des produits non pétroliers qui y sont assujettis : ce sont les énergies renouvelables (huile, alcools...) utilisés pour le transport. S'il faut une taxe sur les véhicules, ce n'est pas forcément la bonne. La vignette était sans doute plus juste.

La stricte application de la TIPP (sur le pétrole et les énergies non-renouvelables) serait déjà une bonne alternative à l'écotaxe.

**Paul Garde** ■  
Rhône.

## Moyens de production

Dans le Gard, Hyper U achète des vignobles. Intermarché achète des bateaux de pêche... Etre propriétaire des moyens de production semble être un désir fréquent en ce moment. Qui achète quoi ? Silence pourrait faire un dossier...

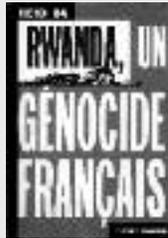
**Jacques Joubert** ■  
Gard

Silence : *nous avons également entendu parler de Carrefour qui rachète d'anciennes fermes d'Etat à l'Est pour en faire des zones de production (certaines même en bio) avec une main-d'œuvre pas cher. Si quelqu'un a la documentation nécessaire sur ce sujet, nous sommes preneurs pour un article ou un dossier.*

## Génocide rwandais

J'ai relevé concernant le Rwanda, la brève «Les USA savaient». N'oubliez pas que la France non seulement savait, mais se trouve complice du génocide rwandais. Le massacre des Tutsis s'est effectué dans le plus scandaleux silence médiatique et officiel. La France, toujours balayée devant la porte des autres, est responsable de ce massacre occulté, excusé, nié. Lisez le livre de Michel Sifbon «Un génocide sur la conscience» et «Rwanda : un génocide français» de Mehdi Ba que vous devez connaître (...)

**Th. Boisseau** ■  
Finistère



Silence : *nous connaissons bien les livres que vous citez... puisque nous sommes diffuseur du livre de Mehdi Ba (voir notre catalogue). Nous avons par ailleurs publié de très nombreux articles sur la responsabilité de la France (et de la Belgique).*

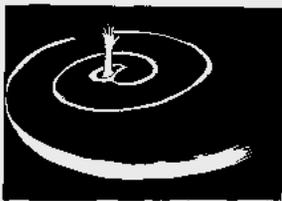
## Voter pour René Dumont

Chers Verts du national (à propos de la nomination de Noël Mamère), vous n'avez même pas eu l'intelligence politique de vous demander comment une telle énormité serait perçue par les militants — et par l'opinion en général. Mais sortez un peu de vos petits cénacles parisiens !

Ecoutez un peu ce qui se dit à «la base», lisez un peu les journaux. Et si René Dumont peut voir à quel niveau vous êtes tombés, le pauvre vieux. Il doit être finalement bien content d'être mort à temps pour qu'un vieux vicieux ne vienne pas lui demander ce qu'il pense de ce genre de couillonnade...

J'en conclus donc qu'il est bien loin le temps où j'avais cru pouvoir faire confiance à ceux qui prétendent vouloir «faire de la politique autrement» : vous êtes revenus au même point que tous les autres. En dix ans à peine, nos grands chefs ont réappris 50 ans de malhonnêteté intellectuelle : beau succès et encore bravo ! Aux prochaines élections, tiens, je voterai René Dumont, ça me rappellera le bon vieux temps où il y avait encore des gens qu'on pouvait respecter...

**Louis Pinsard** ■  
Jura.



# Boycott de Nestlé

Suite au boycott de Danone, qu'en est-il de celui de Nestlé que je m'efforce de respecter depuis de nombreuses années ?

**Patrick Faivre** ■  
Seine-et-Marne

Silence : *Bien qu'il n'y ait plus véritablement de campagne menée par des ONG sur le sujet, nous avons régulièrement des échos sur les campagnes de publicités pour le lait industriel vendu par Nestlé dans le Sud. La firme ne respecte pas non plus l'interdiction de faire de la publicité dans les maternités en France... violation de la loi que ses concurrents pratiquent également... mais Nestlé représente 40 % du secteur à lui seul. De manière générale, il faut boycotter toutes les grandes marques... en achetant au maximum à des producteurs sur les marchés.*

# Le solaire et l'économie mondiale

A ma connaissance, il n'a pas été question dans Silence du livre «Le solaire et l'économie mondiale» d'Hermann Scheer. Il est très intéressant (...)

**Olivier Marc** ■  
Finistère.

Silence : *Ce livre a été demandé à son éditeur (Solin/actes Sud) qui ne nous l'a pas envoyé. Nous recevons environ 300 livres par an. Nous donnons la priorité à ceux que l'on reçoit.*

# Prostitution

Toutes les pratiques sociales ont tant changé de contenu et de contenant qu'on les qualifie d'acquis ou de perversion. La famille est atomisée, le mariage homosexuel, le parent destitué par un foisonnement de références extra-familiales (sport, informatique, loisirs, justice, école...), les genres sont à la transsexualité à la carte, le terrorisme universel... Même l'ANPE a changé ! On ne sait plus si elle sert le chômeur ou bien si elle l'entretient ! Accordons donc les avantages du progrès (!) à la prostitution et considérons tel tout échange (commerce, relations, discours...) qui présente un caractère équivoque dans la qualité des rapports (manque d'esthétisme, d'équilibre, de concordance, de clarté) entre les parties. En clair, tout ce qui n'entre pas dans l'échange (le commerce = relations) équitable.

Si l'on convient que le corps n'est pas une marchandise, l'ensemble de la personne peut-il échapper à cette convention ? Considérons les pratiques suivantes.

Vendre sa renommée, sa voix, sa plasticité (publicité, mannequins), son talent (scientifique, intellectuel, démagogique...), sa souveraineté (alliances politiques contre aide économique et logistique), sa stature (signes ostensibles de richesse, prestige, privilèges) ... dominer par l'uniforme, l'armement, le chantage économique et stratégique, les barricades administratives ; faire le beau pour son employeur éventuel ou son client (sourire commercial ne vous en déplaît !) ; signer en son nom des travaux réalisés par des étudiants de qualité dont on est directeur de thèse... En quoi sont-elles équitables ? Enfin, de quelle équité peut se prévaloir l'art de la plaidoirie, la variété radiophonique, la sélection par la quantité de connaissance... ?

Demandons-nous maintenant si la prostitution, aussi ancienne que la pratique sociale, est plus intolérable que les publications pornographiques disponibles en tout lieu (panneaux publicitaires géants sur la voie publique, petites annonces, magazines en vente libre dans les presse-tabacs, occasions ...) , l'échec scolaire ou la funeste progression du taux de suicides (en particulier des jeunes dont la délinquance est bel et bien une forme de suicide) qui exprime l'incompétence des détenteurs de décision à mettre en place un projet de société porteur d'espoir.

La pratique associative du métier sexuel dans des lieux ouverts épargnerait l'écueil de la dépression à de nombreux ados, celui de la pathologie à de nombreux adultes («Ah, je ne te supporte plus ! Je prends une semaine sabbatique au harem de la place du Tertre»). Elle deviendrait une occupation aussi banale que les salles des jeux, moins dangereuse que la toxicomanie et les aphrodisiaques, plus conviviale que les loisirs subventionnés devenus quasi obligatoires, moins perverse que le recours aux accessoires isolants des sex-shops... Alors, elle ne serait plus prostitution.

**S. Bari** ■  
Manche.

# Bon de commande

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière...3,5 €
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Solaire en régions froides. Materialisme...3,5 €
- 196 Canal Rhin-Rhône A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande...3,5 €
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne...3,5 €
- 201 Marée noire sur droits de l'homme Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat...3,5 €
- 204 G7 : l'argent d'abord Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail...3,5 €
- 206-207 Face au G7, ouvrons-la ! Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7)...5,8 €
- 212-213 Ecologisme et Etat SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine...5,8 €
- 218 Alternatives en Alsace Une trentaine d'articles sur la région...3,8 €
- 225 Gandhi aujourd'hui Développement. Femmes et santé. SEL...3,8 €
- 237 Alternatives à la mondialisation Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions...3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire...5,8 €
- 242 Eaux, la pollution de nos WC Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravrola...3,8 €
- 250 Sortir de la voiture Culture conviviale. Objectif insertion. Spécial Lecteurs...3,8 €
- 251 L'écoféminisme Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie...3,8 €
- 252-253 Les Gros rallent la mise Transcontinentale. République verte. Monde diplo...5,8 €
- 254 L'ecopsychologie OMC. Retraites. Femmes militairement incorrectes...3,8 €
- 255 L'empreinte écologique Habitat sain. Publicité. Les Gros (TV)...3,8 €
- 256 Commerce équitable La Poudrière. Mont Verdun...3,8 €
- 257 Ecole, écologie 35 heures. Bure. mobilisation contre l'Andra...3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes Effet Bove. Société. Communication du globalisme...3,8 €
- 259-260 Alternatives en Bretagne Nucléaire mission granite. Sauvons nos marchés...5,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise Eurosatory. Effet de Serre. Après Millau...3,8 €
- 262 Quelle démocratie Climat. Maison en papier. Médias...3,8 €
- 264 Technologies et solitude Compagnonnage alternatif. Démocratie...3,8 €
- 265-266 Alternatives en Limousin Recherche. Démocratie. Voiture sale. Ecologie sociale...5,8 €
- 267 Où sont les jeunes ? Agri bio. Démocratie. Téléportables...3,8 €
- 268 Manger, c'est politique Jeunes. Démocratie. Gros...3,8 €
- 270 Afrique ; nouvelles colonies Autonomie conviviale. Porto Alegre...3,8 €
- 271 Inégalités dans les Sels Naif, conciliateur, rebelle. Tibet. Gros...3,8 €
- 272-73 Alternatives dans le Rhône Liberté démasquée(1). Hommes violents. Gros(12)...6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée(2)...4 €
- 275 Vers une bio sociale ? Eolien. Vache folle. Révolution lente...4 €
- 276 Micro-finance en questions Lipietz. Images de souffrance. Riace. Attentats...4 €
- 277 Land art et écologie Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets...4 €

## Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- De la guerre comme politique étrangère...13 €
- Isolement écologique...27 €
- La chasse en cent questions...8 €
- Fessée et châtiments corporels...8 €
- La non-violence active...8 €
- Jeux de Cocagne...16 €
- Hors-série Silence**
- Du chômage à l'autonomie conviviale...4 €
- La menace climatique...4 €
- Les métiers de l'écologie...10 €
- Paris-Dakar : Pas d'accord...3 €
- Radioactivité, les faibles doses...4 €
- SEL : pour changer échangéons...7 €
- Editions Silence**
- Construisez votre cuisine solaire...4,5 €
- La cuisson solaire facile...4,5 €
- La liberté de circuler...10 €
- Où va le climat ?...6 €
- Quelle écologie radicale ?...10 €
- Tracts anti MacDo (250 ex.)...15 €
- Séphastoche, mon premier cuiseur...5,5 €
- Le Soleil à votre table...13 €
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)**
- Leur catalogue complet sur demande.*
- Les aliments trafiqués...19 €
- La belle vie...13 €
- Les carnets d'un militant...17 €
- Deux roues, un avenir...15 €
- L'écologie ou la sagesse de la nature...13 €
- Notre empreinte écologique...19 €
- Et si le Tiers-Monde s'auto-finançait...17 €
- La globalisation du monde...19 €
- L'imposture néo-libérale...13 €
- Libérez les enfants...22 €
- Moi, ma santé...13 €
- Mondialisation de la pauvreté...19 €
- Le municipalisme libertaire...17 €
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste...23 €
- Propagande, médias, démocratie...12 €
- Des ruines du développement...13 €
- La simplicité volontaire...15 €
- Société à refaire : écologie de la liberté...17 €
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Philo écologie politique de l'anarchisme...5 €
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?...5 €
- Sociobiologie ou écologie sociale...5 €
- Ed. Monde libertaire / Alternative libertaire**
- Anarchisme et non-violence...3 €
- Ed. Utovie (Landes)**
- L'homme qui plantait des arbres...5,5 €
- Nous sommes peut-être frères...5,5 €
- Ed. du Fraysse (Lot)**
- Guide des alternatives 1999...14,5 €
- Guide des vacances écologiques 2001...10 €
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous...14 €
- Ed. Golias**
- Petit manuel anti-McDo...7 €
- José Bové, la révolte d'un paysan...10 €
- Ed. Orcaades (Poitiers)**
- Nourrir le monde ou l'agrobusiness...7,5 €
- Ed. Georg**
- Additifs alimentaires...16 €
- Leau...16 €
- L'écologie à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle...25 €
- Cybermondes : où tu nous mènes ?...16,5 €
- Ed. Ostal del libre**
- Jouets de toujours...18,5 €
- Ed. Terre Vivante (Mens)**
- L'habitat écologique...16 €
- La maison des négawatts...12 €
- Ed. Réseau Sortir du nucléaire**
- Agir pour l'efficacité énergétique...3 €
- Par ici la sortie du nucléaire...3 €
- Autoédition**
- Ya trop d'étrangers dans le monde...7,5 €
- Dessins les droits de l'Homme...7,5 €
- Aux victimes harcèlement économique...7,5 €
- Ed. Yves Michel**
- Les SEL : pour un vrai débat...10 €
- Ed. Esprit frappeur**
- Tout nucléaire, une exception française...1,5 €
- Rwanda, un génocide français...1,5 €
- Autoédition**
- Sompert, le tunnel de l'absurde...14,5 €
- Si les femmes comptaient**
- Who's counting ?...24 €

## Frais de port

- 1 ouvrage...2,5 €
- 2 ouvrages...4,5 €
- 3 ouvrages et plus...6 €

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

- | FRANCE METROPOLITAINE                          |                 | AUTRES PAYS ET DOM-TOM                         |                 |
|--|-----------------|--|-----------------|
| <input type="checkbox"/> Découverte 1ère année | 6 n° 15 €       | <input type="checkbox"/> Découverte 1ère année | 6 n° 22 €       |
| <input type="checkbox"/> Particulier           | 12 n° 40 €      | <input type="checkbox"/> Particulier           | 12 n° 45 €      |
| <input type="checkbox"/> Institution           | 12 n° 80 €      | <input type="checkbox"/> Institution           | 12 n°a 90 €     |
| <input type="checkbox"/> Soutien               | 12 n° 50 € et + | <input type="checkbox"/> Soutien               | 12 n° 50 € et + |
| <input type="checkbox"/> Petit futé            | 24 n° 65 €      | <input type="checkbox"/> Petit futé            | 24 n° 70 €      |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex      | 3 x 12 n° 100 € | <input type="checkbox"/> Petit budget          | 12 n° 40 €      |
| <input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex      | 5 x 12 n° 150 € |  |                 |
| <input type="checkbox"/> Petit budget          | 12 n° 25 €      |  |                 |

### je règle un total de :

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48